

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L E

MARQUIS DE MIRABEAU

(L'AMI DES HOMMES)

SES THÉORIES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 4 juin 1901, à 10 heures

PAR

HENRI RIPERT

AVOCAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT D'AIX
DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. LARNAUDE.

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, } professeurs.
 { LESEUR, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE

MARQUIS DE MIRABEAU

(L'AMI DES HOMMES)

SES THÉORIES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 4 juin 1901, à 10 heures

PAR

HENRI RIPERT

AVOCAT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT D'AIX
DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. LARNAUDE.

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, } professeurs.
LESEUR, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901



PRÉFACE

Singulière figure que celle de ce Marquis de Mirabeau, aristocrate et philanthrope, grand seigneur et économiste, père implacable et « Ami des hommes », sorte de tête de Janus, présentant, comme on l'a dit (1), « deux visages tournés, l'un vers l'aurore déjà naissante des temps nouveaux, l'autre au contraire vers un passé caduc. » Pourtant elle est restée jusqu'à présent dans une demi-obscurité et comme éclipsée par la gloire éclatante de l'illustre orateur de la Constituante. Une légende s'est formée sur son compte, contre laquelle sont venus se briser tous les efforts tentés pour réhabiliter la mémoire de l'Ami des hommes. Il est admis depuis longtemps que le marquis de Mirabeau, en véritable tyran domestique, passa sa vie à persécuter sa famille, et que son style bizarre et enchevêtré rend impossible la lecture de ses œuvres : « C'est un de ces livres, a dit de son principal ouvrage, l'*Ami des hommes*, M. Edmond Rousse, dont tout le monde parle, que presque personne ne connaît, et que, dans chaque génération, un citoyen courageux devrait lire..... pour en dispenser tous les autres. »

J'ai essayé d'être ce citoyen courageux, et même quelque chose de plus, puisque je me suis astreint à lire, non seulement l'*Ami des hommes*, mais la plupart des ouvrages du marquis de Mirabeau. Je ne regrette pas le temps que j'y

(1) *Nouveau Dictionnaire d'Economie politique*, article Marquis de Mirabeau, t. II, p. 295.

ai consacré, parce qu'il m'a permis de tirer au clair une des plus intéressantes et des plus curieuses physionomies du siècle dernier, non seulement en elle-même, mais par tout ce qu'elle représente et ce qu'elle signifie.

Comme caractère, le marquis de Mirabeau n'est guère connu en effet de nos jours, que par sa conduite dans ses démêlés avec son illustre et terrible fils, le grand tribun de la Constituante ; comme écrivain politique, que par l'ardeur avec laquelle il défendit le système de Quesnay et les idées physiocratiques. Rencontre-t-on chez lui des traits de caractère, qui ne cadrent pas avec l'idée que l'on s'est faite de sa tyrannie, ou des doctrines qui ne correspondent pas à celles de la grande école économique du XVIII^e siècle, on déclare qu'il présentait l'image de toutes les contradictions, et l'on passe.

Pourtant ces contradictions sont plus apparentes que réelles et proviennent le plus souvent de l'implacable logique d'un esprit qui fit, toute sa vie, du marquis de Mirabeau, l'esclave des systèmes et des idées préconçues. C'est parce qu'il s'était fait une conception toute spéciale de la discipline domestique, que, fils soumis lui-même, il fit quelquefois un usage un peu sévère de cette puissance paternelle, dont il avait le culte. C'est parce qu'il avait des idées théoriques sur les rapports des grands seigneurs et de leurs vassaux, qu'il fit preuve, dans l'administration de ses domaines, d'une douceur et d'une sollicitude paternelles, qui contrastent en apparence avec sa rigidité domestique. Il y eut toujours en réalité deux hommes en lui, un grand seigneur et un ami du peuple ; mais la combinaison de ces deux tendances donna lieu à des conceptions politiques et sociales toutes différentes, suivant le moment où l'on se place de l'évolution de son esprit.

Aussi, s'il y a du vrai dans cette opinion de Victor Hugo, qualifiant le marquis de Mirabeau de « très rare penseur à la fois en avant et en arrière de son siècle », il est encore plus exact de dire, avec M. de Tocqueville, que le marquis de Mirabeau représente ce qu'il a appelé lui-même l'invasion des idées démocratiques dans un esprit féodal. Si les idées aristocratiques et démocratiques se sont en effet rencontrées dans son esprit, il n'y a pas eu à proprement parler mélange et confusion, mais pénétration lente et progressive. Par là, cette transformation de l'esprit du marquis de Mirabeau revêt une importance et une signification toute particulière. Elle est l'image de la transformation de la vieille société aristocratique, sous l'influence des idées modernes, et le souffle du vent du jour ; elle est représentative de la révolution, qui s'accomplissait dans les esprits, avant de s'opérer dans les choses ; et lorsque, partis du rêve féodal, qui était celui du marquis de Mirabeau vers le milieu du siècle, nous serons arrivés à cette conception unitaire et jacobine de la France, qui se cachait sous le nom de *despotisme légal*, et qui pénétra dans son esprit sous l'influence des idées physiocratiques, nous aurons fait véritablement avec lui le chemin, qui devait mener la France du XVIII^e siècle de l'ancien régime à la Révolution.

La Physiocratie en sera donc la principale étape, et le docteur Quesnay, fondateur de la grande doctrine économique et sociale du XVIII^e siècle, sera le guide qui, par la même voie qu'il fit suivre au marquis de Mirabeau, nous conduira jusqu'au seuil de la Révolution. Ses principes étaient en effet, nous le verrons, essentiellement démocratiques, et leur influence sur les hommes de la Révolution a été immense, quoique trop méconnue de nos jours. Nous

essaierons de la préciser, mais il est curieux de remarquer dès à présent tout ce que présentait à cet égard d'intéressant, et presque de dramatique, cette conversion du marquis de Mirabeau à la doctrine de Quesnay, dont le Marquis nous a laissé lui-même un récit pittoresque. Ce n'était pas seulement un auteur qui était confondu par un autre, ni même un grand seigneur qui s'inclinait devant un plébéien ; c'était toute la vieille société aristocratique, avec ses divisions et ses préjugés, ses classifications sociales arbitraires et ses injustes privilèges, qui était vaincue par une société nouvelle, dont l'égalité et l'unité allaient être la base, et qui arborait sur son pavillon ces trois mots : liberté, propriété, sûreté. Le jour où Quesnay fit de ce fier patricien, qui venait de prêcher le retour aux anciennes formes sociales, le plus fanatique et le plus convaincu de ses disciples, il n'avait pas seulement triomphé d'un homme et d'un auteur, mais de toute une société chancelante, que ses doctrines, jointes à celles des philosophes et du *Contrat social*, allaient emporter dans la tourmente révolutionnaire.

C'est, pour en revenir à des vues plus modestes, cette transformation opérée dans les idées du marquis de Mirabeau, qui rend particulièrement intéressante l'étude de sa pensée. On ne connaît généralement le Marquis que comme un disciple de Quesnay, un sectateur de cette école physiocratique, petite par le nombre, grande par l'influence. Or, si le Marquis a été en effet cela, il n'a pas été que cela : avant d'être disciple, il a été précurseur de Quesnay. Il a, dès le milieu du XVIII^e siècle, réclamé, avant Quesnay lui-même, et à un moment où il ne le connaissait pas encore, la plupart des réformes qui allaient être inscrites au programme de l'école physiocratique, la suppression

des entraves à la libre culture des terres et au libre commerce des grains, l'abolition des douanes intérieures, la liberté industrielle, et la liberté commerciale. Il a affirmé, avant les physiocrates, cette proposition essentiellement physiocratique, que toute richesse vient de la terre, et il a fait avant eux de l'agriculture la base de l'édifice social. Sur tous ces points, Mirabeau avait devancé Quesnay, et cependant, si les conclusions étaient identiques, les principes étaient différents, et l'Ami des hommes, en se ralliant à la doctrine du « maître », eut à faire abjuration de ses propres doctrines.

Il y a donc à faire en quelque sorte deux parts dans l'œuvre du marquis de Mirabeau : l'une comprend tout ce que le Marquis apporte de son propre fonds, et correspond au Mirabeau grand seigneur et aristocrate des premières années de sa vie ; l'autre comprend tout ce courant d'idées qui, après avoir fait une irruption un peu accidentelle dans son esprit, s'y installa si bien, qu'il amena une transformation radicale de ses conceptions, et correspond au Mirabeau physiocrate et démocrate de la seconde moitié du siècle.

C'est faute d'avoir fait ce départ que l'on est arrivé à des conclusions tout à fait artificielles sur le marquis de Mirabeau, comme celle que l'on trouve dans un mémoire (1) d'ailleurs intéressant, consacré à l'Ami des hommes : « Ce bizarre et peu sympathique personnage, dit son auteur, M. Cabantous, était avant tout et resta surtout grand seigneur. Dans ses plus enthousiastes élans de philanthropie, il ne s'éleva jamais au-dessus des intérêts ou

(1) *L'Ami des hommes et les économistes grands seigneurs*, par M. Cabantous, ancien doyen de la faculté de droit d'Aix, Mémoires de l'Académie d'Aix, t. IX, 2^e partie, p. 185.

des préjugés de sa caste. C'est ce qu'attestent presque à chaque page ses *Mémoires sur les états provinciaux*. Il veut l'extension du régime des pays d'états à toutes les provinces du royaume, mais il ne la désire qu'avec le maintien de la division par ordres, et sans aucune atteinte aux privilèges du clergé et de la noblesse..... La conception d'un droit commun national n'entre pas dans son esprit, et il ne se préoccupe que de rendre les privilèges moins odieux, en les réglant et les généralisant. »

Or si cela est vrai, partiellement, au moment où le marquis de Mirabeau, encore sous l'influence des idées féodales, écrit son *Mémoire sur les états provinciaux*, il n'en est plus de même, lorsqu'ayant subi l'influence des idées de Quesnay il est devenu un champion de l'école physiocratique. Il est toujours partisan d'assemblées provinciales, chargées de représenter les intérêts des populations, qui étaient d'ailleurs inscrites au programme de l'école, mais ce qu'il entend par là est tout différent de ce qu'il avait défendu avec les états provinciaux : ce ne sont plus des *états*, fondés sur les anciennes formes et les anciennes divisions sociales, mais des assemblées modernes, basées sur des principes nouveaux, où la division par ordres ne joue plus aucun rôle, et qui seront les conseils généraux du lendemain.

Une transformation tout aussi complète devait se produire dans ses conceptions politiques proprement dites. En 1750, le marquis de Mirabeau est partisan d'une monarchie tempérée par toutes les forces sociales, qui peuvent s'interposer entre le gouvernement et le peuple ; il veut restaurer l'autorité de la noblesse pour briser l'action trop absolue du pouvoir central ; il est convaincu de l'utilité des divisions et des hiérarchies sociales. Dans la seconde

moitié du siècle, on le voit se rallier, sous l'influence de Quesnay, à une forme nouvelle du despotisme, le despotisme légal, qui condamnait sous le nom de contre-forces toute dispersion d'autorité et tout partage de pouvoir dans la société : plus rien, qu'au sommet une autorité absolue, qui commande suivant les lois de l'ordre naturel, au bas le peuple, c'est-à-dire une poussière d'hommes, sans cohésion et sans trait d'union, qui obéit de même. Une telle évolution vaut assurément la peine qu'on la suive de près.

Mais auparavant il est indispensable, ne fût-ce que pour comprendre son œuvre, de retracer les grandes périodes de cette vie si agitée et les traits principaux de ce caractère singulier, qui devait faire connaître tour à tour au marquis de Mirabeau les enivrements de la gloire, et les amertumes de la réprobation publique.

INTRODUCTION

VIE ET CARACTÈRE DU MARQUIS DE MIRABEAU

I

On est assez peu renseigné sur la famille dont est issu le marquis de Mirabeau. La tradition veut bien que les Mirabeau descendent d'une ancienne et illustre famille de Florence, les Arrighetti, qui en auraient été expulsés comme gibelins, vers l'an 1267 ; mais à en croire l'éminent et récent biographe des Mirabeau, M. de Loménie, cette origine italienne serait rien moins que probable (1). On ne peut du moins rien affirmer de certain à cet égard. Ce que l'on sait seulement, c'est que l'on retrouve, vers 1562, des Riquetti, originaires de Digne, qui occupent une certaine place dans le commerce marseillais, qui se vantent en effet d'une origine noble italienne, mais qui n'acquièrent un rang effectif dans la noblesse que par l'acquisition de la terre de Mirabeau, près de Pertuis, jusque là propriété de la famille de Barras, et dont ils prennent le nom. A partir de cette époque, la famille, par suite de diverses alliances avec la haute noblesse provençale, continue son mouvement ascensionnel, jusqu'au moment où elle voit sa terre de Mirabeau érigée en marquisat par Louis XIV en

(1) V. L. de Loménie, *Les Mirabeau, nouvelles études sur la société française au XVIII^e siècle*, t. I, p. 19.

1660 (1), en récompense de l'hospitalité offerte au grand roi par Thomas de Riquetti, qui, à cette époque, avait eu l'honneur de le recevoir chez lui, à Marseille.

Ce Thomas de Riquetti eut pour petit-fils Jean-Antoine de Riquetti, deuxième marquis de Mirabeau, et père de l'Ami des Hommes. Il est donc intéressant de s'arrêter un instant sur sa physionomie (2). C'était, au dire de son fils, un véritable héros, jouissant physiquement d'une stature magnifique et d'une figure à la fois douce et ferme, et au moral d'une grande indépendance de caractère. En réalité il est probable que cette indépendance était surtout de la bizarrerie, si l'on tient pour prouvée l'anecdote, que raconte son fils, d'après laquelle il aurait dit à Louis XIV, auquel il était présenté par le duc de Vendôme, et qui le félicitait sur ses campagnes : « Oui, sire, si quittant les drapeaux, j'étais venu à la Cour payer quelque catin, j'aurais eu mon avancement, et moins de blessures. » Toujours est-il qu'il devait posséder un caractère assez singulier et assez tranchant, qu'il devait d'ailleurs léguer plus tard à ses fils, car, en dépit de ses brillants états de service, il ne put jamais dépasser le grade de colonel.

Le marquis Jean-Antoine fut en somme un soldat, qui

(1) C'est le marquis de Mirabeau, et son fils l'orateur, qui indiquent cette date comme celle de l'érection de leur fief en marquisat. Ils y tiennent pour vieillir leur noblesse. En réalité on ne retrouve les lettres patentes accordant cette érection qu'en 1685. C'est donc probablement au fils de Thomas seulement, Honoré de Riquetti, que le titre de marquis fut accordé.

(2) V. à ce sujet dans les *Mémoires de Mirabeau*, publiés par M. Lucas de Montigny (t. I, p. 6) la biographie du marquis Jean-Antoine par son petit-fils, le comte de Mirabeau, qui est en réalité de son fils, le marquis, ainsi que le prouve M. de Loménie (*op. cit.*, t. I, p. 20), car le comte s'est borné à recopier presque textuellement la prose de son père, en se l'appropriant.

passa la plus grande partie de sa vie en campagnes : il se rendit surtout célèbre par sa conduite au combat de Casano en 1705, où il fut mis tellement à mal, qu'il racontait dans la suite qu'« il y avait été tué », ce qui ne l'empêcha pas d'épouser en 1708 Mlle de Castellane-Norante, à la condition assez rare pour être signalée, qu'il la prendrait sans dot. C'était d'ailleurs une personne d'un rare mérite, douée d'un caractère remarquable et d'une grande bonté, qui la firent chérir et respecter de ses fils : le marquis de Mirabeau et son frère le bailli ont toujours eu pour elle une véritable vénération. Cette digne épouse donna au marquis Jean-Antoine sept enfants, dont trois seulement lui survécurent, trois garçons, dont l'aîné fut le fameux Ami des Hommes, et les autres, le bailli de Mirabeau, lié à son aîné par une amitié qui dura toute sa vie, et le comte Louis-Alexandre de Mirabeau, qui mourut jeune à la suite d'une vie assez passionnée et assez tourmentée (1).

La physionomie du bailli de Mirabeau est si étroitement liée à celle de son frère le Marquis, qu'il est bien difficile de décrire l'une sans rappeler au moins l'autre ; cela semble d'autant plus légitime, qu'au point de vue moral, le bailli est certainement la plus belle figure de la famille. L'amitié mêlée de respect qu'il portait à son frère aîné, et dont il ne se départit pas un instant dans sa vie, est vraiment touchante dans sa noble simplicité. Jamais on ne le voit, non seulement réclamer contre l'attri-

(1) Il avait épousé, malgré l'opposition de sa famille, une comédienne, maîtresse du maréchal de Saxe, Mlle Navarre, qui mourut d'ailleurs quelques années après son mariage. Le jeune comte devint alors grand chambellan du margrave de Bayreuth, en Allemagne, se remaria avec une fille d'une bonne maison allemande, et mourut presque subitement à l'âge de 36 ans.

bution exclusive de tous les biens familiaux à son aîné, mais même songer à s'en plaindre ou à trouver la chose injuste ; il ne s'inquiète même pas de la façon, dont le Marquis s'acquitte envers lui du paiement de la petite pension, qu'il lui servait pour la satisfaction de ses besoins. Bien plus, lorsque le Marquis, ayant mal conduit ses affaires, se voit réduit à peu près à la misère, c'est le bailli, riche alors des revenus d'une commanderie, qu'il avait obtenue, à raison de ses services dans l'ordre de Malte, qui pourvoit à toutes ses dépenses, en ayant l'air de considérer la chose comme toute naturelle. Une pareille élévation de caractère allait de pair chez lui avec un esprit vraiment supérieur, à la hauteur de toutes les grandes questions de politique ou de finance, qu'il agitait sans cesse dans sa correspondance infatigable avec son frère le Marquis, et toujours plus pratique, plus positif, moins utopiste, disons le mot, que celui de l'Ami des Hommes, qu'il s'efforça souvent de mettre en garde, et sans succès d'ailleurs, contre les conséquences chimériques de ses systèmes.

Avec de pareilles qualités, le bailli eût dû, semble-t-il, fournir la plus brillante carrière. Mais il manquait comme son père Jean-Antoine, comme son frère le Marquis, d'une certaine souplesse politique, nécessaire dans la plupart des emplois ; et l'intransigeance de son caractère l'empêcha d'obtenir dans la marine, où il était entré de bonne heure, l'avancement auquel sa haute capacité lui aurait donné droit. Aussi le retrouve-t-on, de 1753 à 1755, gouverneur de la Guadeloupe, où il se fit remarquer par la fermeté de son administration, et la haute bonté de son caractère ; et lorsqu'en 1755 il rentra en France, on commença à parler sérieusement de lui pour le ministère de la marine. Il aurait pu, à ce moment, parvenir assez facile-

ment à ce poste, à raison de l'appui que lui donnaient ses relations avec Mme de Pompadour, s'il n'avait été desservi par un éclat assez malencontreux de son caractère, qui dut enlever à la favorite, si elle l'avait jamais eue, l'envie de le faire appeler au ministère (1). Ses ambitions envolées de ce côté-là, le bailli se consacre tout entier à l'ordre de Malte, dans lequel il avait été enrôlé de bonne heure, y obtient le généralat des galères, refuse même le poste suprême de grand-maître qui lui était offert, reçoit enfin, en sortant de charge, la riche commanderie, qui devait lui permettre plus tard de subvenir aux dépenses de sa famille, et, à partir de 1767, quitte Malte, pour se retirer en Provence, où il devait demeurer la plupart du temps pendant la dernière partie de sa vie, et où il devait presser bien souvent de venir l'y rejoindre son frère aîné, retenu à Paris par ses occupations, et par sa mission d'écrivain et de chef d'école (2).

C'est celui-ci qui va désormais nous occuper exclusivement. Il était né le 4 octobre 1715 à Pertuis, près du château de Mirabeau. Il fut élevé au château sous un régime assez austère et la surveillance d'un père, qui, à en croire ce qu'écrivit le Marquis lui-même, était rien moins que tendre pour lui : « Je n'ai jamais eu l'honneur, dit-il

(1) Le bailli de Mirabeau était un jour en visite chez Mme de Pompadour ; il avait été charmant avec elle, lorsqu'elle lui dit tout à coup : « Quel dommage que ces Mirabeau soient de si mauvaises têtes ! » — « Madame, répondit le bailli, il est vrai que c'est le titre de légitimité dans cette maison. Mais les bonnes et froides têtes ont fait tant de sottises et perdu tant d'états, qu'il ne serait peut-être pas fort imprudent d'essayer des mauvaises. Assurément du moins, elles ne feraient pas pis. »

(2) V. sur la vie du bailli de Mirabeau, Loménie, *op. cit.*, t. I, p. 145 et sq.

en effet quelque part, de toucher la chair de cet homme respectable, de ce père essentiellement bon. » Il raconte également autre part, que la terreur que son père lui inspirait était telle, qu'elle lui faisait craindre, à 200 lieues de distance, toute partie de jeunesse qui pouvait avoir des suites un peu bruyantes ; ce qui ne l'empêcha pas, nous le verrons, de mener, pendant son séjour à Paris, une vie assez désordonnée.

Il est probable, car on ne sait rien de certain à cet égard, que le marquis de Mirabeau fit ses études au collège des jésuites d'Aix ou de Marseille ; mais, en tout cas, elles ne furent pas longues, car, dès l'âge de 13 ans, il fut attaché au régiment de Duras, que son père avait longtemps commandé. En 1731, à l'âge de 16 ans, le jeune homme est détaché de son régiment et envoyé à Paris dans une « Académie », sorte d'établissement d'éducation destiné à donner aux jeunes gens l'instruction militaire. Alors se place une période de la vie du Marquis, qui, de son aveu même, fut assez orageuse et assez passionnée : il fit, dit-il lui-même plus tard « des excès étonnants », qui se terminèrent par l'intervention du marquis Jean-Antoine, et le départ de Paris, grâce à l'obtention d'une compagnie au régiment de Duras. Le Marquis se retire alors avec sa compagnie à Besançon, puis à Strasbourg, fait la campagne de 1734, et à son issue cherche à obtenir un régiment ; il se retrouve dans ce but à Paris en 1735, fait des démarches à la cour de Versailles, se fait présenter à divers personnages influents, et ne réussit pas plus que son père et son frère le bailli, probablement toujours à cause de cette indépendance et de cette hauteur de caractère, qui semblent être la caractéristique de la famille.

C'est à peu près, vers la même époque, que se placent les

relations du Marquis avec Vauvenargues, qui lui accorda pendant longtemps une amitié véritable, précieuse à noter, de la part d'un moraliste aussi tendre et aussi délicat que Vauvenargues, envers un homme, aussi décrié dans son caractère que l'a été le marquis de Mirabeau. Vauvenargues, malade, fatigué, incapable de continuer à suivre la carrière des armes, vivait à ce moment dans une inaction dangereuse pour un homme de sa trempe. Ce n'est pas un des moindres mérites du marquis de Mirabeau que d'avoir su deviner le talent de moraliste et d'écrivain, que cachait son désenchantement, et de l'avoir poussé dans une voie, qui devait lui procurer la célébrité. Dans toutes ses lettres, jusqu'au moment où Vauvenargues se résout à tenter la gloire littéraire, on retrouve cette préoccupation avec une persistance, qui fait honneur au caractère du Marquis autant qu'à sa perspicacité : « Quelqu'un qui pense et s'exprime comme vous, mon cher Vauvenargues, écrit-il à un moment donné, n'est pas pardonnable de n'avoir aucune ambition... Quelle carrière d'agrémens ne vous ouvrent pas vos talents dans ce qu'on appelle la République des Lettres ! Si vous pouviez connaître combien de plaisirs différens nous procure une réputation établie en ce genre ! » Et dans une autre occasion : « Vous êtes injuste envers vous-même, si vous doutez de votre génie : travaillez pour le public ; vous seriez coupable de laisser enfouis les dons que la nature vous a faits. »

Le jeune marquis de Mirabeau apparaît, dans cette correspondance avec Vauvenargues, avec toutes ses qualités et aussi tous ses défauts : « Vous, mon cher Mirabeau, vous êtes ardent, bilieux, plus agité, plus superbe, plus inégal que la mer, lui dit un jour Vauvenargues, et souverainement avide de plaisirs, de science, et d'honneur. »

Et de fait, à cette époque-là, sa jeunesse paraît de plus en plus déréglée ; la mort de son père l'avait en 1737 laissé maître de sa fortune et de ses actions, et on le voit dès lors courir de bonnes fortunes en bonnes fortunes, s'imaginant chaque fois être tourmenté d'une passion qui doit durer toute sa vie, et en faisant bénévolement l'aveu à son ami. Vauvenargues répond doucement au jeune marquis, cherche à le ramener à Paris, et à susciter en lui l'ambition : « Vous pourriez aimer ailleurs, lui écrit-il, être heureux et faire servir vos plaisirs à votre fortune. » Ce qui lui plaît surtout dans son ami, c'est, en dépit de la mobilité de son caractère, une sincérité qui apparaît dans toutes ses lettres, malgré les illusions dont se berce souvent le Marquis : « Aimez-moi, mon cher Vauvenargues, lui dit-il un jour ; vous êtes quelques-uns, dont l'amitié fera toute la douceur de ma vie, car les femmes, qui font maintenant toute l'occupation de ma folle jeunesse, n'y tiendront pas, j'espère, — du moins en tant que sexe, — le moindre petit coin à un certain âge. » En quoi il se trompait d'ailleurs, l'irrégularité de sa conduite devant se prolonger, et autoriser dans une certaine mesure les écarts, qu'il reprocha si vivement à sa femme et à ses enfants.

Cependant, dès cette époque, il est possédé également par des sentiments plus relevés, car il écrit en 1738 à Vauvenargues : « L'ambition me dévore, mais d'une façon singulière : ce n'est pas les honneurs que j'ambitionne, ni l'argent, ni les bienfaits, mais un nom, et enfin d'être quelqu'un. » Aussi cherchait-il toujours à devenir colonel : n'y ayant pas réussi, on le voit se dégoûter du métier des armes, et se retourner du côté qu'il avait conseillé si vivement à Vauvenargues, et qu'il avait appelé lui-même la République des Lettres. Il écrit dès cette époque de nom-

breux morceaux en prose et en vers, compose même une tragédie, dont il est très fier, et va jusqu'à s'imaginer pouvoir aspirer un instant à l'Académie française. A la même époque, il commence également à s'occuper d'agriculture et de sciences agricoles, comme s'il prévoyait sa future vocation de physiocrate, et il écrit à Vauvenargues qu'il sent, « qu'un philosophe doit finir par là. » C'est en effet ce qui devait lui arriver.

Mais, en attendant, il songeait également à se procurer par le mariage une position plus stable, et c'est ce qui explique la rapidité, avec laquelle il se décida à épouser en 1743 une personne qu'il connaissait à peine, dans ce qu'il croyait être l'intérêt supérieur de sa maison. Ce fut un de ses amis, M. de Saint-Georges, qui lui fit, en la personne de Marie-Geneviève de Vassan, fille du marquis de Vassan, originaire du Soissonnais, le triste cadeau qui devait faire le malheur de sa vie. C'est ce qu'exprimait un jour en ces termes son frère le bailli en veine de boutade : « Si tu t'étais cassé la jambe la veille du jour qu'un chien de violon et l'envie de danser te firent connaître M. le marquis de Saint-Georges, tu aurais été bien heureux, car ce fut lui qui te maria, te dégoûta du service, et t'engoua de Paris, où un homme de qualité, qui ne va pas à la Cour et ne tient pas au service, est toujours déplacé ».

On ne comprendrait pas ce qui a pu décider le marquis de Mirabeau à un mariage, qui en somme était loin d'être brillant pour lui — car sa fiancée, malgré ses espérances, ne possédait qu'une dot assez minime, et était douée en outre d'un caractère, qui se révéla dans la suite assez acrimonieux, — si l'on ne tenait compte d'une tendance particulière de l'esprit du Marquis, d'un penchant singulier à vouloir édifier, fût-ce au prix de son propre bonheur,

une maison glorieuse, qui pût continuer après lui à tenir haut dans l'état un rang, qu'il aurait contribué à relever (1). C'est là un aspect de ce que l'on a appelé l'esprit féodal du marquis de Mirabeau, de ce même esprit qui le poussait, en politique, à combattre l'extension des prérogatives de la monarchie absolue, qui devait plus tard le conduire, dans sa famille, à vouloir se ménager à toute force une postérité. C'est à lui certainement qu'il doit de s'être décidé presque subitement à la conclusion d'un mariage, qu'il croyait propre à relever l'éclat de sa maison, et qui, à défaut de bonheur, devait lui apporter, il le croyait du moins, avec la possession des nombreux domaines, provenant de la famille de sa femme, la considération et l'autorité, que donne la propriété foncière.

Quoi qu'il en soit, le mariage fut conclu le 21 avril 1743 et le Marquis s'efforça immédiatement de n'en voir que les avantages, essayant de se persuader à lui-même qu'il avait fait une excellente affaire, et s'efforçant de défendre sa femme contre l'antipathie aussitôt ressentie de sa mère et de son frère le bailli. Il faut dire que l'espérance des héritages à venir ne contribuait pas peu à lui faire prendre son mal en patience ; mais en revanche, du côté de sa

(1) Voici ce qu'il écrivait à ce sujet à son frère : « Il est tout simple que mes affaires t'intéressent, puisque, ainsi que toi, je ne travaille que pour la case. Cette idée, si enracinée dans les âmes nobles, en qualité de préjugé, serait difficile à analyser géométriquement aux yeux de la raison, puisqu'il semble que ce soit pour les murs qu'on travaille, attendu qu'on connaît à peine ses enfants, et moins encore ses petits-fils. C'est cependant une des plus utiles folies de l'humanité, supposé que c'en soit une, et des plus conservatoires pour l'état de la société. Je sens d'ailleurs que la reconnaissance et le regret que j'ai pour mes pères, pour ceux surtout, qui ont honorablement et utilement travaillé, est un prix satisfaisant pour moi, si je l'obtiens de mes descendants. »

femme, on voit la patience décroître au fur et à mesure que ces espérances tendent à se réaliser, et qu'elle sent que son mari, ayant dissipé à peu près toute sa fortune, est obligé de compter de plus en plus sur la sienne.

Mais comment se fait-il donc que le Marquis, si soucieux des intérêts de famille, en soit arrivé si rapidement à compromettre sa situation pécuniaire, au point d'être obligé de compter, pour se relever, sur les héritages de sa femme ou les secours de son frère le bailli ? L'explication nous en est donnée par un autre trait du caractère du Marquis, qui à un esprit soucieux des intérêts de caste joignait un fond de vanité et d'utopie, qui se retrouve, non seulement dans ses écrits, mais dans sa conduite, et dans l'administration de son patrimoine.

Au lieu de s'en tenir à sa terre de Mirabeau, et de se contenter d'un train de vie en rapport avec sa fortune, qui était en somme modeste, il voulut d'abord, conformément à l'usage, avoir un établissement près de Paris, et c'est alors qu'il acheta cette terre du Bignon, près de Nemours, qui devait être sa résidence favorite, et un hôtel à Paris à la rue Bergère, deux propriétés, qui étaient en fort mauvais état et qui lui coûtèrent un argent fou à réparer. En faisant cela, il ne se dissimulait pas d'ailleurs, qu'il enfreignait un de ses principes favoris sur le séjour des nobles dans leurs terres, mais il se le pardonnait en ces termes : « Ayant reconnu, sur l'inspection des choses au centre, après les avoir vues à la circonférence, que le gouvernement présent et futur tendait à tout ramener à la capitale et à dépeupler les provinces, je conclus que, pour faire sagement et ne pas déchoir, il ne fallait pas être des derniers à se laisser entraîner et gouverner selon le courant, quelque préjudiciable qu'il soit au fond et pour le

général et pour le particulier. » C'était, on le voit, concilier, avec beaucoup d'opportunité, les principes théoriques et les nécessités de fait : on n'en saurait faire un grief au marquis de Mirabeau ; on peut même regretter qu'il n'ait pas montré partout la même souplesse d'esprit.

Mais à côté de cela, le Marquis fut amené à faire d'autres dépenses, et considérables, pour remettre en état les terres, qui avaient été données en dot à sa femme, en Périgord, et qui présentaient un aspect fort misérable. Il fut obligé d'autre part de remettre à neuf le château de Mirabeau, à l'occasion du séjour qu'y fit la famille de sa femme, aussitôt après son mariage. Enfin toutes ces mauvaises affaires se compliquèrent par une autre encore plus désastreuse, l'acquisition en 1752 d'un vaste domaine en très mauvais état, le duché de Roquelaure, en Gascogne, dont le Marquis avait escompté le rapport, qui devait lui donner juridiction sur treize paroisses, et dont il espérait se servir pour acquérir le titre de duc. Il fut bien heureux de s'en débarrasser à perte en 1761. Enfin, si l'on ajoute à cela les dépenses qu'il fit pour permettre à son frère d'obtenir le généralat des galères de Malte, et pour doter richement sa fille cadette mariée en 1763, on comprend facilement que la fortune, bien moins considérable qu'on ne le croit généralement, du marquis de Mirabeau ait été rapidement détruite et dissipée par une administration, qu'avec M. de Loménie on ne peut s'empêcher de qualifier de chimérique, et un train de vie bien au-dessus de sa situation pécuniaire.

Le résultat en fut la ruine financière de sa maison, et, pour un homme qui ne visait qu'à sa grandeur, c'était un mince succès, étant donné que toutes les entreprises agri-

coles ou autres (1) du marquis de Mirabeau et ce qu'il appelait les « améliorissements de ses terres » n'avaient pour mobile que l'intérêt de ses descendants, et pour but que l'accroissement du patrimoine à leur transmettre. Il faut donc retenir de ceci cet optimisme et cette confiance en soi-même, qui semblent être un des traits essentiels du caractère du Marquis, et qui le poussaient à toutes sortes de projets chimériques, pour relever une situation qui ne faisait qu'en être aggravée. Il aurait pu chercher, dans un emploi public, le supplément de fortune qui lui était nécessaire ; mais son caractère emporté et indépendant l'en empêcha, et les tentatives qu'il fit pour entrer dans la diplomatie restèrent vaines (2). Il recueillit bien en 1756 une partie de la fortune de sa femme, avec l'héritage de son beau-père mort la même année ; mais en même temps les prétentions de sa femme deviennent plus tyranniques ; et, à la mort de sa belle-mère, en 1770, la fortune assez considérable, dont il aurait été pourvu, lui est disputée par une demande en séparation de corps et de biens, que sa femme intente contre lui, pour en jouir personnellement.

On ne peut donc s'empêcher de marquer ici le caractère utopiste et imaginaire de l'esprit du marquis de Mirabeau, qui, plus encore peut-être que la fatalité de son mariage,

(1) Le marquis de Mirabeau s'était lancé notamment dans une affaire de mines qui ne réussit pas. V. sur ce point, Loménie, *op. cit.*, I, p. 463.

(2) Il semble bien sur ce point que sa femme n'ait pas été étrangère à l'insuccès de ses démarches. Le bailli en effet raconta plus tard que, quand il recommandait son frère à ses relations, chacun lui disait : « On assure que votre frère a épousé une des plus ridicules créatures qu'il y ait au monde. Vous comprenez qu'il est impossible d'employer un homme, qui a une pareille femme, à moins qu'il ne la laisse en France, quand il est en pays étranger. »

explique le désordre de ses affaires privées. C'est ce même esprit, qui se retrouve dans un grand nombre de ses ouvrages, et qu'il faut se garder de perdre de vue, car il explique le caractère chimérique, qui est le leur à beaucoup d'égards (1). En revanche, si l'on en tient compte, on ne trouve plus étonnant, qu'un homme, qui s'est ruiné dans l'intérêt de ses descendants, et, en quelque sorte, pour la satisfaction du principe, ait été envahi, en politique, par une véritable passion de communiquer au public ses plans de réforme, qu'il jugeait propres à assurer le bonheur et la prospérité des peuples, fût-ce même au détriment de sa sûreté et de sa tranquillité personnelles.

II

Le premier essai du marquis de Mirabeau dans cette voie date de 1750 : c'est son *Mémoire sur l'utilité des Etats provinciaux*, qui fit assez de bruit à l'époque, et a été de nos jours encore très favorablement apprécié par certains écrivains, comme M. Léonce de Lavergne (2). Mais, si c'était là

(1) Cependant, pour être juste, il faut reconnaître que ce caractère utopiste se manifeste bien plus dans les derniers ouvrages du marquis de Mirabeau, lorsqu'ayant subi l'influence de Quesnay, il est devenu un adepte de l'école physiocratique, que dans ses premiers ouvrages, où il exprime ses idées propres. C'est que, chez le marquis de Mirabeau, c'est moins le fond des idées qui est utopiste, que la tournure générale de l'esprit, et la façon trop absolue de les exprimer et de vouloir les appliquer autour de soi. C'est ce qui explique que, mis en possession par Quesnay d'un système, fait pour une bonne part de chimères et de rêveries, auquel il prêta en outre sa tournure d'esprit, il ait été, et de beaucoup, le plus chimérique de tous les écrivains de l'école physiocratique.

(2) V. Léonce de Lavergne, *Les Economistes français du XVIII^e siècle*, p. 117.

le premier ouvrage du Marquis livré à la publicité, ce n'était pas son premier écrit. Il avait composé en effet dès 1747 un mémoire, sous le nom bizarre, mais assez à la mode alors, de *Testament politique*, sorte de pièce confidentielle, rédigée principalement dans l'intérêt de sa postérité et de sa maison.

Il y exposait la façon, dont un seigneur, qui veut voir se perpétuer sa maison, doit l'administrer, soit dans les affaires privées, soit dans les rapports avec les populations locales, et cela, dans l'espoir quelque peu illusoire de voir la noblesse reprendre sur la royauté tous les pouvoirs, qu'elle avait perdus depuis Richelieu. Il est permis de trouver en outre qu'un homme qui, à la même époque, se préparait, par sa mauvaise gestion, à entraîner la ruine de sa maison, était peu qualifié pour enseigner à ses descendants, comment il fallait s'y prendre pour la relever.

La pensée du marquis de Mirabeau devint beaucoup plus élevée et beaucoup plus moderne dans le *Mémoire sur l'utilité des Etats provinciaux*, qu'il fit paraître en 1750, et qui, à raison de son succès, eut une deuxième édition en 1757, puis fut réimprimé, en 1758, dans une nouvelle édition de l'*Ami des hommes*. Le marquis de Mirabeau y soutenait avec une grande force le principe de décentralisation, qui était, à cette époque, une de ses idées favorites ; il vantait l'administration des pays d'états comme supérieure à celle des pays d'élection. L'ouvrage correspondait aux idées du temps ; il fit un certain bruit et contribua à mettre en relief le nom de son auteur, bien qu'il n'ait pas été immédiatement connu, l'ouvrage ayant paru sous le voile de l'anonymat.

C'est l'*Ami des hommes* ou *Traité de la population*, paru

en 1756 ou 1757 (1), qui fut le point de départ de la grande célébrité du marquis de Mirabeau. Cet ouvrage semble avoir été préparé par lui de longue main ; il paraît cependant qu'il hésita longtemps à le livrer à la publicité, ainsi qu'en témoigne ce passage d'une de ses lettres à son amie, la comtesse de Rochefort (2) : « Autant infatigable dans mon travail que M. de Belle-Isle dans le sien, j'ai des manuscrits de quoi remplir votre galerie. Je n'en ai jamais fait paraître que ce petit morceau des *Etats provinciaux pour l'utilité publique*, et certaine analyse que vous avez lue, tribut d'amitié (3)..... Mais je ne m'en suis pas moins amusé à composer tout le reste. Je ne veux point d'honneurs littéraires, parce que tous honneurs quelconques nous rendent acteurs sur un théâtre, exposés à l'inépuisable malignité des spectateurs. » N'y a-t-il pas là également un restant de cet orgueil nobiliaire, si répandu au XVII^e siècle, qui faisait considérer la carrière littéraire comme indigne des gens de qualité ? Quoi qu'il en soit, le marquis de Mirabeau ne devait pas tenir longtemps dans sa résolution, car c'est quelques mois après cette lettre qu'il publia l'ouvrage, qui devait faire sa fortune et dont il devait prendre le nom, l'*Ami des hommes*.

Cet ouvrage eut un succès inouï pour des livres de cette

(1) On a dit jusqu'à présent 1756, mais la date de 1757 nous paraît beaucoup plus certaine. V. à ce sujet la discussion sur la publication de l'*Ami des hommes*, *infra*, 1^{re} partie, ch. III, § 1.

(2) Marie-Thérèse de Brancas, comtesse de Rochefort, qui resta toute sa vie très liée avec le marquis de Mirabeau. Elle se remaria en 1782 avec le duc de Nivernais, et mourut quelques semaines après. Ce fut une des femmes les plus spirituelles de son temps.

(3) Il s'agit du malencontreux *Eloge des poésies sacrées de Lefranc de Pompignan*, qui était en effet son ami, dont La Harpe s'est moqué avec raison dans son cours de littérature.

espèce, succès attesté par tous les contemporains (1), et qui nous paraît aujourd'hui assez inexplicable, même en tenant compte des tendances et des idées du temps ; car, s'il faut y reconnaître des aperçus ingénieux et des vues remarquables, on n'y trouve pas cette puissante unité de pensée et de composition, qui assure le succès des livres. Il est à présumer que le public dut être séduit par deux sentiments, qui se manifestent presque à chaque page de l'*Ami des hommes* : d'un côté le ton de fière indépendance, que le marquis de Mirabeau affectait vis-à-vis de l'autorité royale, qu'il tenait des traditions de sa race, et qui plaisait à ses contemporains par le contraste qu'il offrait avec l'affaïssement général ; de l'autre une tendance à la sentimentalité et à l'amour de l'humanité, qui se retrouvait jusque dans le titre de l'ouvrage, et qui plaisait par une raison tout opposée, c'est que, l'auteur, l'ayant prise de son temps et du milieu ambiant, la lui renvoyait comme une image, dans laquelle il aimait à se reconnaître. Quoi qu'il en soit, il est certain que, dès l'apparition de l'*Ami des hommes*, le marquis de Mirabeau devint l'homme à la mode ; sa réputation se répandit non seulement en France, mais à l'étranger : bref, il possédait une popularité unique en son genre, lorsqu'il fit la connaissance, qui allait changer le cours de sa vie publique, celle du docteur Quesnay, futur fondateur de l'école physiocratique, et médecin de Mme de Pompadour.

Quesnay vivait à ce moment assez ignoré, relégué dans un entresol du château de Versailles, où il était occupé à prodiguer ses soins à la belle favorite, et méditant les premiers principes de son système, qu'il essayait en vain

(1) V. pour le témoignage des contemporains, et les manifestations de cet engouement extraordinaire, *infra*, 1^{re} partie, ch. III, § 1.

d'inculquer à ceux qui l'approchaient. Il eut connaissance de l'ouvrage du marquis de Mirabeau ; il en fut frappé, d'autant plus que celui-ci, quoique différant avec lui sur les principes, était arrivé sur beaucoup de points aux mêmes conclusions. Il comprit tout le parti, qu'il pourrait tirer d'un pareil esprit, dans l'intérêt de la propagation de sa doctrine, et chercha à faire la connaissance du marquis de Mirabeau. Il y réussit, l'entreprit sur les principes de son livre, l'endoctrina sur les siens, et fit tant et si bien qu'il réussit à le convertir (1). A partir de ce moment, le marquis de Mirabeau, avec une bonne foi et une abnégation personnelle, vraiment admirables de la part d'un auteur déjà arrivé à la célébrité, qui était la sienne, abjura ses propres idées dans ce qu'elles avaient de contraire à celles de Quesnay, de chef d'école consentit à devenir disciple, et voua sa vie et sa plume à la défense et à la propagation de ce qu'il considérait désormais comme la vérité suprême, dont la connaissance assurerait le bonheur des peuples. Il n'est vraiment rien de plus beau, ni de plus touchant dans sa sincérité (2).

Dès l'année 1758, l'influence des idées de Quesnay se fait sentir dans les ouvrages du marquis de Mirabeau, car, en publiant à cette époque une nouvelle édition du *Mémoire sur les Etats provinciaux*, imprimée comme quatrième partie de l'*Ami des hommes*, Mirabeau y joignait une introduction, visiblement inspirée par Quesnay, bien qu'il

(1) V. sur les détails de cette conversion et sa portée, *infra*, 2^e partie, ch. I.

(2) Cette sincérité est indéniable, pour qui connaît un peu les derniers ouvrages du marquis de Mirabeau : c'est à tort qu'elle a été contestée par M. Rouxel dans la Notice biographique publiée en tête de son édition de l'*Ami des hommes* (p. LII). V. d'ailleurs, *infra*, 2^e partie, ch. I.

s'écartât encore sur certains points des idées du maître, introduction qualifiée plus tard par Dupont de Nemours « d'un des plus beaux morceaux qui soient sortis de la plume de l'Ami des hommes » (1).

A la tête de cette quatrième partie de l'*Ami des hommes* se trouvait, à titre de préface, un dialogue entre le surintendant d'Ô et l'Ami des hommes. Ce d'Ô était mort depuis plusieurs siècles, et ne pouvait par conséquent converser qu'en songe avec l'Ami des hommes ; il passait pour avoir dit, que le peuple était une bête de somme, qui n'allait bien que lorsqu'elle avait sa charge. C'est pour cela probablement que Mirabeau le choisissait comme interlocuteur, car le but du dialogue était de prouver, que tous les hommes sont en communauté naturelle et nécessaire d'intérêts, et que l'autorité la plus arbitraire et la plus avide est obligée de se conformer à des règles fixes, constantes et raisonnables, si elle veut faire pour elle-même un usage profitable de son pouvoir.

Enfin le volume se terminait par des *Questions intéressantes sur la population, l'agriculture et le commerce*, proposées aux académies et autres sociétés savantes de province, questions qui n'étaient pas d'ailleurs du marquis de Mirabeau, mais de Quesnay lui-même (2).

En 1759, le marquis de Mirabeau fit paraître la cinquième et la sixième partie de l'*Ami des hommes*, qui comprenaient une réponse à un livre anonyme (3) intitulé, *Essai sur la*

(1). Extrait de la *Notice abrégée des différents écrits qui ont concouru en France à former la science de l'économie politique*, reproduite dans l'édition récente des œuvres de Quesnay par Oncken, à la page 145.

(2) Ces questions ont été reproduites dans l'édition des œuvres de Quesnay par Oncken, à la page 250.

(3) On a prétendu que cet essai avait pour auteur Duclos, le se-

voirie, dont l'auteur avait cherché à défendre le système des corvées, et une première explication du *Tableau économique* de Quesnay. Mirabeau prenait assez vivement à partie et l'auteur du mémoire et le système des corvées, qui devait succomber, on le sait, une première fois, à l'avènement de Turgot, sous les attaques dont le marquis de Mirabeau avait donné le signal.

Mais dans tout cela, le Marquis cherchait encore une occasion de donner un pendant physiocratique à son *Ami des hommes* et de confesser sa foi nouvelle. Il crut l'avoir trouvée ; en 1760, lorsqu'il publia l'ouvrage qui procura autant de gloire à son nom que l'*Ami des hommes*, sa fameuse *Théorie de l'impôt*. Cet ouvrage, est en quelque sorte le pont jeté entre les deux parties de l'œuvre du marquis de Mirabeau, qui relie le Mirabeau féodal au Mirabeau physiocrate. On y retrouve à la fois l'influence des idées de Quesnay et la trace des idées premières de Mirabeau, et il faut le dire sans crainte et à l'honneur de ce dernier, ce que le Marquis emprunte à Quesnay est moins bon que ce qu'il apporte de son propre fonds ; car il peut revendiquer comme sienne la critique si vive et si pittoresque de cette détestable institution de la ferme de l'impôt indirect, et tout ce que son livre contient d'excellent sur la participation des peuples à la levée et à la répartition de l'impôt, tandis qu'il ne doit à Quesnay que l'idée chimérique de l'impôt unique sur le produit net des terres.

Tel qu'il était, le livre fut considéré comme tellement hardi, tellement frondeur vis-à-vis des institutions éta-

crétaire perpétuel de l'Académie française. M. de Loménie soutient qu'il est impossible, en présence du style de ce mémoire, de l'attribuer à un auteur aussi considérable que l'était alors Duclos. V. les détails de cette discussion dans Loménie, *op. cit.*, t. II, p. 206, note 1.

blies, qu'il valut à son auteur la faveur du public et la persécution de la Cour, qui ne fit d'ailleurs qu'augmenter sa popularité. L'effet produit sur le public par cet ouvrage bizarre, mais de réelle valeur, semble bien traduit dans une lettre adressée à Voltaire par Mme d'Epinay, qui ne connaissait pas personnellement le marquis de Mirabeau : « Vous a-t-on parlé, dit-elle, du livre de M. de Mirabeau intitulé *Théorie de l'impôt* ? C'est un orage : tout y est confondu, obscur, et puis des traits de lumière qui éblouissent, qui renversent ; des calculs faux, des idées justes, de l'éloquence, de l'amphigouri, hardi jusqu'à la témérité (un autre aurait dit jusqu'à l'insolence et aurait peut-être bien dit, mais je ne saurais en trouver à dire des vérités) ; au reste un tableau frappant et vrai de nos malheurs, un léger crayon de remèdes assez incertains ; le tout l'a conduit à Vincennes, où il est depuis hier. »

C'était en effet la conclusion pratique de l'aventure : « Renversons les fermes d'abord, écrivait le Marquis à son frère quelques jours avant la publication de son ouvrage, et nous aurons assez fait pour la régénération. » C'était là son but principal, et les fermiers généraux ne s'y étaient pas trompés : ils avaient exigé du gouvernement, qui avait des ménagements à garder envers eux, une punition exemplaire pour le téméraire auteur : « Montmartel, le banquier de la Cour, écrit encore le Marquis, est allé dire que, si l'on ne faisait pas un éclat contre moi, son crédit était à bas. » La Cour eut la faiblesse de céder cette fois encore à ces récriminations, et le Marquis fut arrêté et enfermé à Vincennes, le 16 décembre 1760.

Cet emprisonnement ne devait pas être d'ailleurs de longue durée, puisque, dès le 24 décembre 1760, huit jours après son arrestation, le marquis de Mirabeau voyait sa

punition transformée en un ordre d'exil dans sa terre du Bignon, près de Nemours. L'exil n'avait rien de rigoureux, car le Marquis aimait cette terre : il était tout au plus un peu désagréable, à raison de l'éloignement de ses amis de Paris. Il paraît d'ailleurs avoir été adouci par la présence d'une femme, que nous n'avons pas encore vue apparaître, mais qui devait jouer un grand rôle dans la vie du marquis de Mirabeau, Mme de Pailly (1), avec laquelle il avait noué des relations intimes, qui remontaient probablement plus haut que cette époque. Ce n'était d'ailleurs pas là une de ces liaisons passagères, comme on en voit tant apparaître dans la vie du marquis de Mirabeau, et qui disparaissent de même, sans laisser de traces, mais une union très étroite, qui dura toute sa vie, une communauté de pensées et de sentiments, qui attacha ces deux êtres l'un à l'autre jusqu'à la mort, si bien qu'on retrouve Mme de Pailly auprès du marquis de Mirabeau, pendant les dernières années de sa vie, alors qu'il n'est plus qu'un vieillard, dont elle n'a plus rien à attendre. Le Marquis, de son côté, conserva toujours pour elle, non seulement la plus vive affection, mais même la plus grande confiance dans son esprit et dans son jugement.

L'on comprend donc que la présence de Mme de Pailly au Bignon devait aider le Marquis à prendre son mal en patience. Aussi la voit-on souvent apparaître dans les lettres du Marquis à son frère le bailli, qui reste en défiance vis-à-vis d'elle, car il se doute qu'il y a entre elle et son

(1) M^{me} de Pailly, sur laquelle on a porté des jugements assez variés, était la femme d'un officier suisse, beaucoup plus âgé qu'elle, et d'origine suisse elle-même. Voir, pour l'étude de son caractère et les détails de sa liaison avec le marquis de Mirabeau, Loménie, *op. cit.*, t. II, p. 503.

frère autre chose que l'amitié feinte par le Marquis. Mais lorsque Mme de Pailly vint à quitter le Bignon, le Marquis supporta son exil avec beaucoup plus d'impatience, et il se mit aussitôt à faire agir son ami Quesnay auprès de Mme de Pompadour, pour obtenir son retour à Paris. Il se promettait bien en même temps de ne plus composer de livres, puisqu'ils lui jouaient de si mauvais tours, et c'est ce qu'il déclarait en ces termes dans une lettre à son frère, datée du 10 janvier 1761 : « Je ne ferai plus de livres par devoir de sujet, de notable, et d'homme qui n'est point fol. Je n'en ferai plus, dis-je, du moins dans le genre financier, et c'est pour cela que j'ai tout dit. » Serment d'ivrogne, peut-on ajouter, car la fécondité du marquis de Mirabeau ne devait que s'accroître par la suite. Toujours est-il que, dès le 21 février 1761, après un exil qui n'avait duré en somme que deux mois, le Marquis était autorisé à rentrer provisoirement à Paris, provisoire qui devait être d'ailleurs définitif.

III

A partir de ce moment, on voit le marquis de Mirabeau, en butte à des difficultés domestiques, se détacher de plus en plus de sa famille, pour se consacrer tout entier à sa mission d'économiste et de chef d'école, qui l'amena, malgré sa résolution de 1761, à publier toute une série d'ouvrages, consacrés à la défense et à l'exposition de la pure doctrine physiocratique. On le retrouvera sous cet aspect dans la deuxième partie de cette étude, où l'on saisira mieux son rôle et son action. Ce qu'il est intéressant d'examiner ici, ce sont les rapports qu'il eut à ce moment avec sa famille, sa conduite à l'égard de sa femme et de

sès enfants, son rôle dans les luttes furieuses, qui ont attristé les dernières années de sa vie. Ce sont là des points d'autant plus importants à préciser, que jusqu'à ce jour le marquis de Mirabeau a été présenté à peu près partout comme un véritable tyran domestique, persécuteur de sa famille, ennemi de sa femme et de ses enfants, « démentant cent fois par sa barbarie » le nom d'« Ami des Hommes », qui lui avait été donné. On ne peut ouvrir un dictionnaire, ou une biographie, sans retrouver le même refrain : « L'Ami des Hommes », avait dit Mirabeau son fils, « ne fut celui ni de sa femme, ni de ses enfants ». C'est sur cette assertion que l'opinion a vécu jusqu'à nos jours. Le premier, M. de Loménie, a revisé le procès, pièces en mains, et a montré que, dans ces discussions familiales, tous les torts, ni même les premiers, n'avaient peut-être pas été du côté du marquis de Mirabeau. C'est du résultat de ses recherches, que nous nous inspirerons, dans la brève étude, que nous consacrerons à la question.

Or, il faut remarquer d'abord que, pendant les dix-neuf ans que dura la vie commune avec sa femme, une personne, que, d'après les témoignages des contemporains (1), l'on peut considérer comme une des plus ridicules et des plus désagréables que l'on puisse voir, le Mar-

(1) Voici ce que disait en 1873 le bailli lui-même : « Ton attachement à cette digne moitié, écrivait-il à son frère, te faisait vouloir la cacher derrière ton pouce, et la soutenir envers et contre tous... A qui as-tu cru avoir caché les défauts et les vices de ta femme ? Tu ne me les a pas cachés huit jours, au moins en partie, ma mère de même. Toi seul tu te les cachais, et, parce que tu la soutenais, dis-tu, pour qu'on ne la foulât pas aux pieds, tu croyais nous avoir convaincus... D'ailleurs on ne dit jamais tout à un mari sur le compte de sa femme, mais je te jure que toi seul te cachais les défauts de ta femme ; tu ne les cachais à personne. »

quis ne donne pas l'idée d'un mari tyrannique : on le voit au contraire, au début de son mariage surtout, faire tout son possible pour dissimuler à sa famille les défauts de sa femme, et se les cacher à lui-même ; on voit même souvent son frère le bailli lui reprocher ses faiblesses à l'égard de sa femme, si bien que celui-ci peut s'écrier en 1776 : « Tu as été trois millions de fois trop bon mari. » Voilà déjà un témoignage grave, si l'on tient compte de l'impartialité et de l'austérité bien connues du bailli de Mirabeau.

Il est certain d'autre part que, si le marquis de Mirabeau chercha d'assez bonne heure des diversions à la vie conjugale, sa femme ne se montra pas plus fidèle que lui, et c'est même ce qui amena la rupture, arrivée en 1762. A ce moment, la marquise de Mirabeau, qui prétendit plus tard avoir été chassée par son mari, s'était retirée chez sa mère malade en Limousin, mais de son plein gré. Elle comptait bien retourner auprès de son mari ; mais le Marquis qui se souciait fort peu de reprendre la vie commune, et qui venait d'avoir des révélations assez scandaleuses, quoique n'ayant jamais été bien éclaircies (1), sur le compte de sa femme, s'opposa formellement à son retour à Paris, et prétendit la maintenir en Limousin, moyennant une pension de 6.000 livres, que la marquise fut bientôt réduite à accepter. A ce moment, la mère de la marquise, Mme de Vassan, se retira chez une de ses petites-filles, mariée au marquis du Saillant à Limoges, et la marquise de Mirabeau, qui était brouillée avec sa fille, n'eut que la faculté de se faire admettre, comme pensionnaire libre, dans un couvent de Limoges. C'est alors que le Marquis eut le

(1) V. sur ce point, Loménie, *op. cit.*, t. II, p. 462.

tort, en présence de la conduite très libre, paraît-il, de sa femme, de recourir à une arme, qu'il avait condamnée comme théoricien, mais dont il devait faire dans la suite un usage, qui devait lui être fatal, les lettres de cachet : il sollicita et obtint contre sa femme du ministre Bertin une lettre de cachet, la maintenant prisonnière, dans ce couvent de Limoges, où elle s'était réfugiée, captivité qui ne devait pas être d'ailleurs de longue durée, car, quelques mois après, il intervint entre les deux époux un compromis, d'après lequel la marquise s'engageait à demeurer au couvent comme pensionnaire libre, et le Marquis à continuer le service de la pension qu'il lui faisait. Ce premier acte d'autorité n'en devait pas moins laisser la marquise assoiffée de vengeance.

En 1770, la mère de la marquise, Mme de Vassan, vint à mourir, laissant par testament en propre à sa fille une terre d'un revenu de 8.000 livres, sur lequel le Marquis comptait. Celui-ci, se considérant comme trompé, refusa d'exécuter le testament, et refusa également l'augmentation de pension, qu'il avait promise, en cas de mort de sa belle-mère. La marquise n'hésita pas : forte de l'appui d'une de ses filles, Mme de Cabris, qui s'était déclarée l'ennemie jurée de son père, elle attaqua judiciairement son mari, en délivrance du legs, que celui-ci refusait de faire, et obtint gain de cause sur ce point. Mais elle ne s'en tint pas là, et quelques années plus tard, en 1775, elle imagina d'intenter contre son mari une action en séparation de corps, qui devait entraîner la séparation de biens, sous le prétexte d'un refus de domicile qu'elle aurait subi de la part du Marquis. A ce moment on trouve avec elle, ligué contre le Marquis, son célèbre fils, le comte de Mirabeau, le futur tribun de la Constituante, qui rendait son père

responsable des vicissitudes de son orageuse jeunesse : il est donc indispensable de rappeler brièvement les circonstances qui l'avaient amené là.

On a souvent prêté au marquis de Mirabeau une hostilité violente, une sorte de haine jalouse vis-à-vis de son fils l'orateur. Or, on peut affirmer sans hésitation, que l'on ne retrouve jamais, dans toute la correspondance du Marquis un pareil sentiment, qui était d'ailleurs indigne de son caractère noble et élevé, malgré sa violence et ses excès. On voit souvent le Marquis traiter sévèrement son fils, sans grande indulgence même, mais toujours on sent qu'en parlant ainsi, il croit être juste envers lui : « L'aîné de mes garçons, écrit-il le 19 août 1763, pour qui l'on a pris des soins, et j'ai fait des dépenses d'autant moins bornées, que j'ai voulu n'avoir rien à me reprocher, pourrait fort bien s'appeler, en bon français, un enfant mal né, et me paraît, du moins jusqu'à ce temps, ne devoir être qu'un fol invinciblement maniaque, en sus de toutes les qualités viles de son antique ressemblance (1). » C'était, on le voit, ne conserver aucune illusion sur le compte de sa postérité. Mais il ne faudrait pas prendre trop à la lettre ce jugement, car, dans d'autres circonstances, on voit le Marquis parler autrement et beaucoup plus favorablement de son fils.

Nous n'insisterons pas sur la jeunesse, l'éducation et les premières aventures du jeune comte de Mirabeau, qui

(1) Le Marquis veut parler ici de la ressemblance de son fils avec la famille de sa femme, qu'on disait en effet assez grande, ce qui était pour lui un faible titre de recommandation. Il est à présumer que, très orgueilleux de sa race au point de vue physique, il dut trouver une première déception dans la conformation et la laideur de visage de son fils.

sont généralement assez connues (1). Il nous suffira de dire, que ce fut la vie assez désordonnée, menée au régime, dans lequel il avait été envoyé, à Saintes, et la fugue, qui en fut le résultat. qui amenèrent la première rupture entre le Marquis et son fils. Le jeune comte devait se voir enfermer, à titre de punition, dans l'île de Ré, où il resta six mois, bien que son oncle le bailli eût proposé pour lui un châtement beaucoup plus sévère, l'envoi aux colonies hollandaises « afin de ne voir jamais reparaître sur l'horizon un malheureux né pour faire le chagrin de ses parents et la honte de sa race » (2). Ce fut le Marquis, qui fut obligé de calmer la colère de son frère, en lui faisant espérer un changement dans le caractère de son fils : on voit donc, qu'il n'était pas encore, à cette époque, le farouche persécuteur de son fils, qu'on s'est plu à voir en lui.

C'est à la suite de cette équipée et à la fin de la captivité de Ré, que le jeune Mirabeau accomplit cette campagne de Corse, qui devait le réconcilier avec son père et son oncle. En retournant en France, en 1770, il fut reçu par son oncle le bailli, alors au château de Mirabeau, qui fut vite séduit par sa bonne grâce et son esprit, et se chargea de décider son frère à la réconciliation, qui eut lieu en effet et amena, dans les rapports de ces deux hommes, deux ans de détente, pendant lesquels le jeune comte fut véritablement l'homme de confiance de son père et s'attira sa gratitude par sa collaboration dans une œuvre, qui lui tenait à cœur, l'institution d'un tribunal de prud'hommes dans la baronnie de Pierre-Buffière (3).

(1) V., sur ce point, Loménie, *op. cit.*, t. III.

(2) Lettre du bailli au marquis du 16 septembre 1768.

(3) V. au sujet de cette tentative du marquis de Mirabeau, *infra*, 2^e partie, ch. VI, § 2.

A ce moment le marquis de Mirabeau est plein d'enthousiasme pour son fils : « Je vois, déclare-t-il, que mon fils mérite maintenant que je traite avec lui par la confiance. » Il s'occupe sérieusement de son avenir, contrairement au reproche, que devait lui faire plus tard le futur tribun, de n'avoir jamais rien fait pour sa carrière. C'est sur les instances du Marquis, que le jeune comte obtint son grade de capitaine de dragons, attaché à la légion de Lorraine. C'est le Marquis qui le fit présenter à la Cour et le conduisit lui-même chez les vieux amis de sa famille, comme la comtesse de Rochefort. C'est pour l'occuper d'une façon plus active, que le Marquis l'envoya au bout de quelque temps, en Provence, administrer la terre de Mirabeau, séjour qui devait d'ailleurs être fatal au futur tribun, puisque c'est alors qu'il imagina de se marier (1), avec la même précipitation irréfléchie, qui avait déjà fait le malheur de son père.

Le Marquis, qui ne paraît pas au début avoir eu part à ce mariage, ni même l'avoir approuvé, n'en fit pas moins, une fois qu'il fut décidé, principalement les choses, en assurant à son fils une pension de 6.000 livres, et en adressant de très riches cadeaux à sa belle-fille, ce qui n'était pas sans mérite de la part d'un homme, dont la situation pécuniaire était alors rien moins que brillante. Mais le jeune comte débuta dans son administration comme chef de famille en faisant, en quinze mois, 180.000 livres de dettes : le Marquis, en l'apprenant, se crut obligé de faire prononcer contre lui une sentence d'interdiction, qui fut d'abord très pénible pour le futur tribun, mais dont il s'accommoda fort bien dans la suite, au point d'invoquer sa

(1) V. sur les détails concernant le mariage de Mirabeau, Loménie, *op. cit.*, t. III, p. 80.

qualité d'interdit judiciaire, pour se dispenser du paiement de ses dettes. Il ne devait pas d'ailleurs s'en tenir là, et on le voit, peu de temps après, s'attirer une affaire criminelle assez désagréable (1), qui pouvait avoir des suites fâcheuses pour lui. C'est uniquement pour le soustraire à ces suites, que le marquis de Mirabeau demanda et obtint contre lui un ordre d'emprisonnement au château d'If, et c'est ce que l'on oublie un peu trop, lorsqu'on reproche amèrement au Marquis cette première captivité, que l'inconduite de son fils avait rendue nécessaire dans son intérêt même.

Celui-ci comprenait d'ailleurs sa situation, et il ne paraît pas, qu'à ce moment-là, il ait songé à rendre son père responsable de sa captivité. Ce n'est que plus tard, lorsqu'il fut transféré au château de Joux, près de Pontarlier, qu'il commença à la trouver un peu longue, et qu'il chercha à faire intervenir son oncle auprès de son père pour la faire cesser. Si le Marquis ne défère pas à ce moment à ses désirs, c'est qu'il a peur de voir de nouveau son fils aux prises avec ses créanciers, car ses affaires sont loin d'être arrangées. C'est ce que lui déclare le bailli, dans sa réponse à une lettre, que le jeune comte lui avait adressée, pour le prier d'intercéder auprès de son père : « C'est à lui, répond le bailli, à savoir s'il veut et s'il doit vous rendre une liberté, dont quelques papiers, qui ont scandalisé le public (2), signés de vous, vous priveraient bien vite. »

(1) L'affaire de Villeneuve-Moans, suscitée par l'ardeur, avec laquelle il avait pris la défense de sa sœur Mme de Cabris. V. sur les détails de cette affaire, Loménie, *op. cit.*, t. III, p. 120.

(2) Il s'agit apparemment ici des lettres de change, souscrites par le jeune Mirabeau à ses créanciers, qui auraient pu amener de nouvelles poursuites contre lui.

Ce n'est donc nullement par vengeance, ou dureté de cœur, que le marquis de Mirabeau tient à ce moment rigueur à son fils.

Mais là-dessus interviennent des événements assez graves : l'évasion de Mirabeau du château de Joux, le séjour à Pontarlier, chez sa maîtresse, la célèbre Mme de Monnier, la fuite et l'internement au château de Dijon. La première impression du marquis de Mirabeau, en apprenant ces nouvelles aventures, fut qu'il convenait d'abandonner désormais son fils à son malheureux sort, et de ne plus se mêler de ses affaires. Il eut le tort de ne pas y persévérer, et cela, à raison d'un intérêt tout personnel et un peu mesquin : la crainte de voir son fils se liguier contre lui avec sa mère dans le procès qu'elle soutenait, ligue qu'il redoutait par dessus tout, et qui n'en devait pas moins se réaliser. Aussi, dans le courant de mars 1776, une lettre, portant la signature du marquis de Mirabeau, et demandant un nouvel internement du jeune comte, était envoyée au ministre Malesherbes. Elle se terminait dans les termes altiers que voici :

« S'il doit être libre encore, disait le Marquis en parlant de son fils, je m'en lave les mains devant Dieu et les hommes ; mais je mets sur la conscience du ministre tous les délits qui en résulteront, les sujets du roi blessés en leur honneur, en leurs biens, en leur vie peut-être. Quand l'autorité tutélaire et souveraine se refuse à appuyer l'autorité domestique, elle sait sans doute où prendre les ressorts propres à veiller sur la tête de chaque individu en particulier. Je m'y résigne donc, mais elle ne pourra refuser un jour à ma vieillesse, qui viendra lui demander compte de la prostitution d'un nom, qui m'avait été transmis sans tache, et que j'avais tâché de conserver tel, son secours

pour le dérober du moins à la flétrissure portée par les lois. »

Ne sent-on pas, dans cet accent superbe, l'orgueil froissé du vieux gentilhomme, pour qui l'honneur du nom est une sorte de religion de famille, et le châtement de ceux qui le compromettent, un véritable devoir. Il ne faudrait pas cependant se borner à voir dans le marquis de Mirabeau, lorsqu'il exerce cette rigoureuse vindicte privée, le représentant de l'ancienne magistrature domestique, investi du droit de punir les membres de la famille, et en usant dans l'intérêt même de cette famille. Une telle conception est certainement exacte, mais elle ne suffit pas à expliquer l'attitude du Marquis ; il faut tenir compte au premier chef du rôle défensif de cette attitude. On est en présence non seulement d'un père qui châtie, mais d'un homme qui se défend, et qui se défend contre des attaques furieuses de la part de sa famille, qui trouve sa femme et ses enfants ligüés contre lui, répandant sur son compte les plus viles insinuations, et qui est obligé de les combattre par tous les moyens en son pouvoir : c'est ce qui explique, qu'il n'ait jamais eu vis-à-vis de son second fils, Mirabeau-Tonneau, bien souvent cependant aussi répréhensible que son frère dans sa conduite, mais qui ne le contrecarra jamais, l'attitude qu'il fut obligé de prendre à l'égard de son fils aîné. Il eut seulement le tort de se défendre avec des armes, que tout le monde condamnait, et lui tout le premier, comme théoricien, les lettres de cachet : c'est ce qui fut cause de l'incroyable réputation de dureté qu'il a laissée, alors que toutes ses lettres, tous ses écrits, et la plupart de ses actions nous le montrent au contraire sous un jour assez favorable.

La lettre de cachet, que sollicitait, dans les termes hau-

tains que nous avons reproduits, le marquis de Mirabeau, lui fut en effet accordée, et la citadelle de Doullens en Picardie était même déjà désignée comme lieu d'internement du jeune comte, lorsque celui-ci imagina de se soustraire au sort qui l'attendait, par sa fuite en Hollande, avec sa maîtresse, Mme de Monnier. Il devait d'ailleurs y vivre dans un état voisin de la misère, et l'on peut même dire d'expédients : peut-être cet état explique-t-il même la conduite du jeune comte à l'égard de son père, conduite inexcusable d'ailleurs, quelle qu'ait été la sévérité de celui-ci, et qui autorisait les pires représailles de la part du marquis de Mirabeau.

C'était en effet le moment, où la marquise de Mirabeau se trouvait engagée contre son mari, dans un procès en séparation de corps, dont celui-ci redoutait les suites. La marquise n'hésita pas à solliciter dans cette lutte le concours de son fils, et celui-ci, auquel les plus simples bienséances auraient dû imposer la neutralité, se mit en devoir d'attaquer le Marquis avec une rage, qu'un ennemi mortel n'eut pas dépassée. Il rédigea contre lui une sorte de factum, qui fut imprimé en Hollande et arrêté d'ailleurs en France, avant d'avoir pu y être répandu, à raison des termes, dans lesquels il était conçu, et qui, au dire du Marquis lui-même, était le plus violent de tous les mémoires dirigés contre lui : « J'aurais pu faire mieux, si j'avais eu plus de temps, écrivait en même temps le jeune comte à sa mère, avec cet espèce de cynisme, que lui donnait le manque absolu de sens moral, dont il était affligé ; mais il y a de la chaleur, et j'espère que vous ne serez pas mécontente. » En même temps, le jeune comte rédigeait contre son père un autre pamphlet intitulé : *Anecdote à ajouter au nombreux recueil des hypocrisies philosophi-*

ques, et dans lequel on pouvait lire cette phrase, que nous avons déjà citée: « L'Ami des hommes ne fut celui ni de sa femme, ni de ses enfants. Il prêcha la vertu, la bienfaisance, l'ordre et les mœurs, tandis qu'il était à la fois le plus mauvais des maris, le plus dur et le plus dissipateur des pères (1). » Le pamphlet contenait en outre des attaques contre l'école des économistes et ses chefs, auxquelles le Marquis dut être fort sensible. Ainsi attaqué dans sa réputation de chef de famille, et dans sa renommée d'économiste, il ne se contenta plus, et mit tout en œuvre pour réduire à l'impuissance ce fils, qu'il était en droit de considérer désormais comme un de ses plus dangereux ennemis.

Aussi le voit-on solliciter du gouvernement un acte de réquisition pour le gouvernement hollandais, et expédier en Hollande des émissaires chargés de procéder à l'arrestation de son fils, qui eut lieu en effet le 14 mai 1777, et, avec le retour en France de Mirabeau et de Mme de Monnier, amena la fin d'une équipée, qui devait avoir pour le jeune comte les plus graves conséquences, puisqu'elle entraîna pour lui un emprisonnement de trois années dans une enceinte aussi sombre que le donjon de Vincennes.

A ce moment, la rupture semble complète entre le Marquis et sa famille, envers laquelle l'Ami des hommes, pour se venger des attaques furieuses dirigées contre lui,

(1) Il est à présumer que ce reproche dût toucher au cœur le Marquis, qui avait au contraire des prétentions à une administration impeccable et vigilante. Il est de fait d'ailleurs qu'il était assez injuste, surtout de la part d'un homme, qui avait débuté dans sa propre administration par 180.000 livres de dettes, car, si le Marquis de Mirabeau compromit en effet sa fortune, ce fut plutôt par sa tendance chimérique d'esprit et ses folles visées d'agrandissement de ses terres, que par sa dissipation et ses écarts de conduite.

usa de rigueurs, qui dépassèrent cette fois véritablement la mesure, et qui devaient lui faire le plus grand tort dans l'opinion publique. Il est vrai qu'il y était encouragé par son frère le bailli, qui, au lieu de le calmer, ne faisait qu'exciter sa colère en lui disant : « Je ne crois pas que la plus grande rigueur, vis-à-vis de cette mégère et de son indigne fils, puisse jamais te donner l'air de la tyrannie. » Le bailli semble, dans la circonstance, avoir manqué un peu de mesure dans ses paroles, et le Marquis dans ses actions. Sa femme, qui venait de perdre le premier procès en séparation dirigé contre lui, cherchait en effet à le recommencer, en se faisant refuser l'accès du domicile conjugal. Outré de ses façons, le Marquis prit la résolution de la faire interner au couvent des dames de Saint-Michel, et sollicita dans ce but une lettre de cachet, qui lui fut accordée. En même temps il faisait également interner dans un couvent de Sisteron (1) sa seconde fille, Mme de Cabris, qui avait pris parti contre lui, et qu'il estimait, non sans raison, avoir été pour quelque chose dans l'affaire de son fils avec Mme de Monnier. C'est cette arrestation, habilement exploitée par les ennemis du Marquis, — et excusable d'ailleurs en elle-même, car Mme de Cabris, malgré sa conduite très scabreuse, était à ce moment mariée et n'était plus sous la tutelle de son père — qui fit le plus grand tort au marquis de Mirabeau, en qui l'opinion publique s'habitua dès lors à voir l'un des types les plus odieux de la tyrannie domestique. C'est l'idée qui se trouve assez joliment exprimée dans une anecdote, dont le Marquis se vanta lui-même dans la suite, et qui attira à son interlocuteur ce qu'il appelait « une bonne provençalade ». Il ren-

(1) Cet internement devait d'ailleurs se prolonger trois années, de 1777 à 1780.

contre un jour sur le cours à Aix un ancien ami, qui lui demande avec assez peu de tact où en est son procès avec sa femme : « Je l'ai gagné, répond le Marquis. — Et où est-elle ? — Au couvent. — Et votre fils, où est-il ? — Au couvent. — Et madame votre fille de Provence ? — Au couvent. — Vous avez donc entrepris de peupler les couvents ? — Oui, Monsieur, et, si vous étiez mon fils, il y a déjà longtemps que vous y seriez. »

Le séjour du comte de Mirabeau à Vincennes devait se prolonger pendant plus de trois années, de 1777 à 1780, pendant lesquelles son père le Marquis, et son oncle le bailli, bien loin de changer de sentiments à son égard, devaient voir s'enraciner leurs préventions et leur méfiance. Le Marquis ne songeait donc nullement à abrégier la captivité de son fils, lorsqu'un événement imprévu vint changer ses résolutions, et l'amener à l'idée de réconciliation : il s'agit de la mort du jeune fils du comte, le seul enfant issu de son mariage avec Mlle de Marignagne, qui atteignit le Marquis dans ce que l'on a appelé ses rêves de *postéromanie*, c'est-à-dire dans son orgueil de grand seigneur, jaloux de perpétuer et son nom et sa race. C'est ici encore l'aspect féodal de son esprit qui le fait agir : c'est lui qui lui fait considérer, presque comme un déshonneur, de mourir, sans laisser de descendants, pour perpétuer la famille ; c'est lui qui va le guider dans cette délicate entreprise, qui consistait à remettre en liberté son fils, et à le rapprocher de sa femme, pour lui susciter à nouveau un héritier.

Ce fut Dupont de Nemours, ami et disciple en physiocratie du marquis de Mirabeau, qui fut chargé de conduire les négociations épineuses entre le père et le fils : elles traînèrent en longueur car le premier avait sa dignité à sauve-

garder ; le fils fit au contraire pleine soumission, fut obligé de s'humilier devant sa femme, et obtint à ce prix sa mise en liberté et sa rentrée en grâce auprès de son père. Il y avait cependant une autre condition à la réconciliation, dans laquelle le marquis de Mirabeau fut d'ailleurs grandement coupable, c'est que son fils le seconderait dans la nouvelle lutte, qu'il soutenait en ce moment contre sa femme, engagée dans un nouveau procès en séparation : le Marquis avait un peu trop oublié, qu'un de ses griefs principaux contre son fils était précisément la conduite de celui-ci dans le premier procès, où il avait pris parti pour sa mère, on sait avec quelle ardeur. Un tel changement d'attitude n'était pas d'ailleurs pour embarrasser le comte de Mirabeau : avec sa désinvolture habituelle, il se retourna contre sa mère, en déclarant en pleine audience, qu'« accueillir sa demande, c'était couronner le vice », ce qui ne devait pas empêcher d'ailleurs le Marquis de voir cette fois prononcer contre lui la séparation de corps, entraînant la séparation de biens, et la perte de la fortune de sa femme, qui lui échappait ainsi dans un moment, où il en aurait eu le plus besoin, pour relever sa situation.

Quoi qu'il en soit, on voit à ce moment, peut-être à raison de sa conduite dans son procès, le Marquis manifester le plus grand enthousiasme pour son fils, au point de lui rouvrir l'accès de la maison paternelle, et de demeurer avec lui, pendant huit mois, en tête à tête, au Bignon. Cet enthousiasme ne devait pas d'ailleurs être de longue durée, car la conduite de Mirabeau, dès qu'il eut quitté le Bignon, ne fut pas meilleure que précédemment, et quant au rapprochement avec sa femme, dont le Marquis espérait tant au point de vue de l'avenir de sa race, il s'annonçait mal, car celle-ci paraissait fort peu disposée à reprendre

la vie commune. Il est certain que le Marquis eut à ce moment de nouvelles et cruelles déceptions, pendant les longues luttres judiciaires, qui séparèrent définitivement Mirabeau et sa femme (1), et, s'il avait encore conservé quelque espoir, la sentence du parlement d'Aix, qui prononçait la séparation de corps entre les deux époux, vint lui enlever ses dernières illusions, au sujet de sa postérité. Aussi le voit-on se désintéresser désormais des affaires de son fils ; il refuse de s'occuper du recours en cassation, que son fils voulait porter au *Conseil privé*, à Versailles, contre le jugement de séparation ; il remet au ministre l'ordre du roi, qui lui donnait le droit de régler souverainement les démarches et la résidence de son fils : « Les voies de son fils ne sont plus les siennes, déclare-t-il ; il ne se plaint pas de la désobéissance par lui commise ; il renonce à le servir désormais à sa manière. Il abandonne toute autorité sur lui. Sa tâche est faite et remplie. »

A partir de ce moment, et jusqu'en 1788, époque où l'on voit Mirabeau se rapprocher de son père, parce qu'il croit en avoir besoin pour préparer son élection aux états généraux, toutes communications sont rompues entre le Marquis et son fils. Le Marquis ne conserve plus d'illusions sur le compte de son fils ; il continue à s'en occuper à distance, et on voit souvent le jeune Mirabeau revenir dans sa correspondance avec le bailli, où il figure d'ailleurs sous les termes les moins flatteurs « boute-feu publiciste...., à la solde de l'agio..., chien hargneux et fol, qui se jette aux jambes à tout venant et toujours prêt, dès qu'il est question de mordre..., personnage toujours sur les tréteaux », et autres aménités de ce genre ; mais le Marquis

(1) V., sur ce point, Loménie, *op. cit.*, t. III, p. 447.

ne cesse de s'en méfier comme d'un homme capable de troubler son repos. Il lui garde rancune d'ailleurs de l'ascendant, qu'il a pris à un moment donné sur son frère le bailli, et du nuage passager qu'il a amené dans leurs relations : « Les lettres de mon frère ont la fièvre tierce, dit-il souvent à ce sujet... ; mon frère me donne des saccades à chaque courrier... ; mon fils m'a plus tourmenté pendant sept mois que dans tout le reste de sa vie, il m'a fait voir la corde de ce grand caractère » ; et cela, le Marquis, blessé dans son amour-propre de chef de famille, et dans son affection fraternelle, ne le pardonne pas à son fils.

IV

Le Marquis voyait en même temps décliner sa réputation de chef d'école et d'écrivain politique. Il avait joui, à un moment donné, d'une renommée et d'une popularité vraiment extraordinaires, dont on est loin de se douter de nos jours (1). Devenu, après la mort de Quesnay, le chef de l'école physiocratique, dirigeant, de concert avec l'abbé Baudeau (2), les *Ephémérides du citoyen*, le journal de l'école, réunissant chez lui, dans des réunions périodiques, les principaux adeptes de la doctrine, s'appliquant à réaliser dans ses terres les réformes philanthropiques,

(1) V. pour les détails à cet égard, *infra*, II^e partie, ch. VI.

(2) L'abbé Baudeau, — abbé dans le genre des Mably et des Condillac, — très oublié aujourd'hui, brilla d'un vif éclat dans la petite phalange physiocratique. Il dirigeait dans des vues profanes les *Ephémérides du citoyen*, lorsque les Physiocrates se virent fermer l'accès du *Journal de l'agriculture*, où ils défendaient leur doctrine. Ce fut alors Baudeau, qui, converti par Dupont de Nemours, accueillit la science nouvelle dans son journal, qui devint dès lors le journal de l'école.

rêvées dans ses écrits, il avait atteint une réputation presque universelle, qui attira sur lui l'attention de têtes couronnées étrangères, comme le grand-duc de Toscane, Léopold, auquel il dédia ses *Economiques*, le roi de Suède, Gustave III, qui le décora de l'ordre de Wasa, et le margrave de Bade, Charles-Frédéric, avec lequel il eut des relations épistolaires très suivies, et auquel il s'était chargé d'inculquer les principes de la science nouvelle.

Pendant toute cette période, le Marquis demeure à Paris, dans son hôtel de la rue de Vaugirard, qui est comme le siège de la science économique ; et il a beau jeu auprès de son frère le bailli, qui le presse bien souvent de venir le retrouver en Provence, en invoquant, pour n'en rien faire, sa mission physiocratique : en réalité, il est probable, qu'il était retenu tout autant à Paris par ses relations avec Mme de Pailly que par ses devoirs de chef d'école. On le voit souvent aussi à cette époque dans sa terre du Bignon, qui lui plaisait, à raison de sa proximité de la capitale, et où il s'amusait à jouer au grand seigneur agriculteur et philanthrope, en essayant l'application de ses théories sociales : « Le Marquis est curieux à étudier sur ce petit théâtre, dit M. de Loménie (1), surveillant avec complaisance la croissance de ses luzernes, l'irrigation de ses prairies, le mouvement de ses moulins, causant familièrement avec ses villageois, qu'il assiste d'ailleurs et fait travailler, sans profit pour lui, autant qu'il le peut, caressant leurs enfants, et présidant aux noces de leurs filles, recevant enfin leurs hommages avec délices dans des fêtes, apprêtées à grand renfort de danses et de chansons, et joignant sa voix à la leur le dimanche à la grand-messe de son église. »

(1) Loménie, *op. cit.*, t. III, p. 19.

Sa popularité touchait cependant à son déclin : il avait été vivement atteint, à la chute de Turgot, en 1776, par le discrédit qu'elle jeta sur tous les économistes. Les longues luttes, qu'il fut obligé de soutenir contre sa famille, et qui le firent passer, auprès du public, pour le persécuteur des siens, portèrent un autre coup très sensible à sa réputation ; et le beau nom d'Ami des hommes, qui lui avait été donné, devint presque un terme ironique synonyme d'ennemi de sa famille. Il faut reconnaître, d'ailleurs, que le talent de l'auteur baissait sensiblement ; ses derniers livres ne contenaient plus que des redites ; son style, qui n'avait jamais brillé par la clarté, devenait de plus en plus pénible, louche, et fatigant. Son frère le bailli le reprenait souvent sur ce dernier point : « Tes *Economiques* m'ont fait plaisir, lui disait-il dans une lettre du 27 mars 1770, mais je voudrais que tu pusses, ou plutôt que tu voulusses t'expliquer d'une manière plus à la portée de tous, car moi, qui suis fait à tes phrases, j'ai été souvent obligé de relire, et je devine quelquefois plus que je ne comprends. » Dans une autre lettre du 7 décembre 1779, il insiste à nouveau, et dit à son frère : « Prends donc garde, que ta manière d'écrire n'est pas claire, même pour des gens instruits, et que tes figures rendent tes ouvrages intraduisibles dans les autres langues. » Mais ces recommandations du bailli étaient peine perdue : le Marquis, avec une sorte de dédain pour l'art d'écrire, qui lui venait peut-être de ses tendances de grand seigneur, mais qu'il expliquait d'une façon beaucoup plus démocratique, refusait absolument de perdre, pour corriger son style, un temps qu'il considérait comme dû tout entier à la propagation de la science nouvelle : « L'abondance, disait-il (1), est le

(1) Lettre à son disciple italien le marquis Longo en date du 19 janvier 1777.

propre du prunier sauvage, je le sais ; mais, pourvu qu'il fasse de bonne boisson pour le peuple, ce serait dommage de l'ébrancher et de l'enter, pour qu'il donnât quatre ou cinq belles prunes, pour la table des gourmets seulement. » Belle pensée assurément, d'allure fort démocratique, et qui révèle de nobles intentions ; mais encore aurait-il fallu demander si, dans l'intérêt même de la propagation de la doctrine, il n'eût pas mieux valu un seul livre, bien composé, et bien écrit, que les nombreux ouvrages, dans lesquels le Marquis prétendit la transmettre à la postérité.

Quoi qu'il en soit, le marquis de Mirabeau se trouvait bien délaissé, et voyait s'approcher tristement une vieillesse, qui devait cependant lui apporter un peu de calme, après une vie si agitée. A ce moment, la plupart de ses anciens amis l'ont abandonné, mais il a toujours auprès de lui sa fidèle Mme de Pailly, qui lui resta attachée jusqu'à la mort par un dévouement inaltérable et vraiment touchant ; et lorsque le Marquis, ayant dû vendre le Bignon à son gendre du Saillant, se retire à Argenteuil dans une maison de campagne qu'il louait, il y est suivi par son inséparable amie, qui, toujours d'ailleurs préoccupée des bienséances, s'installa dans un pavillon séparé par une cour de celui du Marquis.

C'est dans cette retraite, que le marquis de Mirabeau passa les dernières années de sa vie, employant les dernières forces de son esprit dans la composition d'ouvrages destinés à répandre la doctrine, à laquelle il resta attaché jusqu'à sa mort. C'est là où vint le trouver son terrible fils, au moment où, les élections aux Etats généraux s'approchant, et la condition de propriétaire foncier paraissant être une des conditions de l'élection, il sentit le besoin de

se rapprocher du Marquis, pour l'amener à lui céder la propriété d'un de ses fiefs. Le rapprochement fut conduit d'ailleurs avec habileté. Mirabeau venait de faire paraître son grand ouvrage sur la *Monarchie prussienne*, et avait eu soin de le faire précéder d'une dédicace des plus flatteuses à son père, conçue dans les termes suivants : « Au philosophe patriote, qui a joui d'une gloire juste, qui est demeuré l'Ami des hommes, parce qu'ils ont reconnu qu'un véritable zèle pour leur bonheur animait ses écrits, qui a fait de l'agriculture la plus importante affaire des gouvernements, qui a flétri l'odieux impôt des corvées, qui a demandé des assemblées provinciales, c'est-à-dire pour chaque province une administration particulière, dans laquelle les propriétaires eux-mêmes et leurs représentants seraient chargés de répartir les impôts, de diriger les travaux publics, et d'être les organes de l'autorité envers les peuples, ceux des besoins et des droits du peuple envers l'autorité. »

Le vieux marquis, bien oublié à ce moment, dut certainement être sensible à ces paroles élogieuses, auxquelles son fils ne l'avait pas habitué. Il paraît pourtant avoir été choqué par le ton d'irrégion et de philosophisme, qui dominait dans l'ouvrage de Mirabeau. Ce défaut-là, « qui lui concilie, écrit-il, les novateurs bruyants, et éloigne à jamais les gens sages, me choque outrément,.. Il attaque partout la catholicité, il fronde partout la religion de ses pères et de son pays, et il me dédie cela, à moi (1). » Mal-

(1) Le marquis de Mirabeau, sans pouvoir passer pour dévot, avait en effet des sentiments religieux, qui contrastaient avec le ton à la mode dans le camp philosophique. On a douté à tort de leur sincérité. Voici en effet ce que l'on trouve dans une de ses lettres à son ami Longo du 12 novembre 1776 : « Je ne suis pas dévot, dit-il ; ce

gré cela, l'ouvrage, dans l'ensemble, ne fut pas jugé défavorablement par le Marquis, et prépara certainement la réconciliation, qui eut lieu en effet, vers le milieu d'octobre 1788. A partir de ce moment, les relations de Mirabeau et de son père sont rétablies ; le Marquis le reçoit quelquefois chez lui à Argenteuil, l'entreprend sur le chapitre du philosophisme, réfute quelques erreurs de détail de son ouvrage ; mais les choses ne vont pas plus loin : il refuse de prendre une attitude, autre que celle de la neutralité, dans la lutte, que son fils allait soutenir, pour son élection aux Etats généraux, et lorsque celui-ci lui demande de lui céder la propriété d'un fief en Provence, le Marquis refuse tout net.

Mirabeau, une fois son élection enlevée comme député du Tiers, ne tarde pas d'ailleurs à se détourner de ce père, dont il n'avait plus besoin, et celui-ci le voit à regret s'engager dans une voie, qui ne pourra que lui être funeste, et être funeste à la royauté. Il lui reproche de « n'avoir fait que du mal, même en attaquant et en déchirant les

n'est pas à cette école qu'on apprend à bien défendre la religion... ; mais je ne m'en crois pas moins fort, pour vous dire et vous persuader, qu'un des plus grands délits de faits, s'il n'est de volonté, qu'un homme puisse commettre, c'est de se permettre quelque chose en parole, qui affaiblisse autour de lui l'opinion d'une religion toute sainte. » On retrouve ce courant d'esprit dans toute sa correspondance avec Longo ; voici notamment une opinion du Marquis sur l'immortalité de l'âme, tirée d'une lettre du 19 janvier 1777 : « Soyez sûr que tous les liens sociaux et toute société quelconque, qui n'est point foire, caravane, ou marché, tiennent à l'opinion de l'immortalité de l'âme et des peines et récompenses futures. L'homme s'y porte de lui-même, par une suite de son ambition de ne rien perdre et d'acquérir, par la sensibilité, qui abhorre l'idée du néant de ses idoles, et de ce qu'elle aime et doit aimer et respecter. Sur cette base, tous les rites religieux sont autant de liens précieux, indispensables pour rapprocher les hommes ».

abus. » « Aujourd'hui, ajoute-t-il dans cette même lettre, datée du 12 juin 1789, il tend visiblement à la destruction de l'ordre reçu, et mal lui en arrivera. »

Pendant que se préparent les grandes journées de la Révolution, le vieillard s'achemine vers sa fin, comme s'il ne voulait pas survivre à un ordre de choses, auquel, malgré ses critiques et la transformation de ses idées, il tenait encore visiblement. Sa dernière lettre, écrite le 8 juillet, quelques jours après la séance du 23 juin, est d'un pessimisme, dans lequel on retrouve encore la vigueur de son esprit : « 1250 législateurs, y lit-on, tout neufs à toute sorte d'administration, tous gens sans conduite dans leurs propres affaires, vont faire une merveilleuse constitution d'état, avec le bonnet vert en tête, et l'homme aux contes bleus pour guide (1). »

Le marquis de Mirabeau devait mourir deux jours après cette lettre, en pleine vigueur intellectuelle, au moment où il préparait une série d'études sur les hommes, qui avaient contribué à faire avancer la science économique, publiées en partie d'ailleurs, après sa mort, par son ami le P. Boscovitch, et où il songeait à faire paraître une édition générale de tous ses ouvrages. Sa mort fut subite ; il s'éteignit doucement le 10 juillet 1789, au milieu d'une partie de sa famille, Mme du Saillant et ses enfants, en écoutant une lecture, que lui faisait une de ses petites-filles. Il mourait donc au seuil de cette Révolution, qu'il avait tant de fois devancée, par la hardiesse de ses idées, qu'il avait même pronostiquée à diverses reprises, et dont pourtant il eût probablement souffert dans ses instincts de grand

(1) Le bonnet vert, c'est Mirabeau lui-même, et l'homme aux contes bleus, Necker, que le Marquis avait des raisons de ne pas aimer, comme ennemi de l'école physiocratique.

seigneur, et son idéal philanthropique et humanitaire d'une société basée sur les lois de l'« ordre naturel », dont la Révolution devait tant de fois s'écarter.

En somme, le marquis de Mirabeau, avec les qualités singulières et complexes de son esprit, les tendances diverses de son caractère, fut l'image de toutes les contradictions, que la réalité, comme pour se venger, impose aux hommes trop absolus dans leurs principes, et qui prétendent tout subordonner à une règle de conduite tracée d'avance. On ne saurait, à ce point de vue, mieux le caractériser que ne l'a fait M. Lucas de Montigny, dans un passage des *Mémoires de Mirabeau* (1), qui a sa place toute marquée ici, et que, sauf quelques réserves sur les rapports familiaux du Marquis avec les siens, l'on peut adopter comme conclusion de cette étude : « Le marquis de Mirabeau fut doué d'un esprit fort étendu, que féconda la meilleure éducation. Une complète indépendance trop tôt acquise, les avantages supérieurs de la jeunesse, de la naissance, de la fortune, même de la figure, d'une instruction peu commune et des plus hautes facultés de l'esprit, la flatterie et l'habitude de dominer, sans contestation, exaltèrent sa vanité native : comprimé quelque temps par son père, en qui d'austères vertus, une morgue toute féodale, et l'exercice d'un long commandement militaire avaient exagéré le sentiment de l'autorité, le marquis de Mirabeau s'accoutuma de bonne heure à étendre sur les siens le joug pesant du despotisme marital et paternel, le joug marital, d'autant qu'il l'avait vu subir à sa mère qu'il adorait, le joug paternel, car jamais fils ne fut plus soumis, et, à cinquante-quatre ans encore, cet homme altier s'agenouillait

(1) *Mémoires de Mirabeau*, publiés par Lucas de Montigny, t. I, p. 231.

chaque soir et courbait la tête devant la bénédiction maternelle. Seigneur affable, et mari impérieux ; populaire et officieux parmi ses vassaux, raide et hautain avec sa famille ; naturellement gai, et presque toujours recouvert au sein de ses foyers d'une enveloppe sombre et farouche ; sensible, et sans cesse appliqué à voiler et à combattre son cœur ; sincèrement religieux, sans humilité, sans indulgence et sans pardon ; dédaignant la persuasion, et s'irritant de la résistance ; philanthrope de bonne foi dans ses théories spéculatives, dur et inflexible dans le maniement de la discipline domestique ; ardent apôtre de la légalité, et gouvernant sa famille avec des lettres de cachet ; économe, même avare pour soi comme pour les autres, et mettant tout l'ordre possible à dissiper sa fortune dans d'aventureuses entreprises ; sage, et commettant des fautes sans nombre ; habile, et se trompant dans toutes ses mesures, il souffrit beaucoup et fit beaucoup souffrir ; il eut peu de sérénité, moins encore de joie, et précipita ses proches dans une foule de malheurs, et, qui pis est, de fautes, dont on a fait des crimes. »

PREMIÈRE PARTIE

LE MARQUIS DE MIRABEAU AVANT L'ÉCOLE PHYSIOCRATIQUE

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES DES PREMIÈRES IDÉES DU MARQUIS DE MIRABEAU.

Quel que soit le mérite, et, à beaucoup d'égards, l'originalité même des premiers ouvrages du marquis de Mirabeau, originalité qu'ils tiennent du tempérament et de l'esprit de leur auteur, il est certain qu'ils doivent beaucoup à leur siècle, et ce serait se condamner à en méconnaître la portée, que de ne pas chercher à déterminer ce que le marquis de Mirabeau emprunte à son époque et à ses devanciers, et ce qu'il apporte de son propre fonds. Avant d'étudier dans le détail les théories et les projets de réforme de cet esprit singulier et original, il convient donc de les replacer dans leur milieu, de voir si le marquis de Mirabeau n'avait pas eu des prédécesseurs, et quelle influence ils ont pu exercer sur lui, et, d'autre part, dans quelle mesure ses spéculations et ses doctrines ont pu être

inspirées par les tendances de son caractère et les aspirations de son esprit.

I

Pour comprendre l'importance et l'intérêt de ces doctrines, il faut se rappeler l'état politique et économique de la France, au moment où le marquis de Mirabeau commença la publication de ses ouvrages, c'est-à-dire vers 1750. C'était, au point de vue politique, la centralisation administrative la plus absolue, la tyrannie royale s'étendant sur les moindres détails de l'organisation intérieure des provinces, et le pouvoir central s'épanouissant sur les ruines des anciens corps et des anciennes autorités. C'était la toute puissance du gouvernement assurée contre les anciennes forces sociales, au moyen d'instruments plus souples et mieux appropriés à ses desseins, conseil du Roi, ministres, intendants, et toute la hiérarchie administrative, qui avait sa tête à Paris et ses ramifications dans tout le royaume. C'était, par suite, la destruction des franchises et privilèges locaux et, avec eux, du restant de liberté, que certaines provinces avaient réussi à soustraire à l'action envahissante du pouvoir royal : c'était notamment la destruction du rôle politique local de la noblesse, réduite depuis longtemps au rôle vain et stérile d'une noblesse de cour, dissipant dans la capitale des richesses, qui auraient pu féconder toute une province, dépensant inutilement dans les salons de Versailles des forces et une activité, qui auraient trouvé un emploi plus utile dans le gouvernement du pays, et attirant sur elle les haines et les colères populaires, parce qu'ayant perdu ses fonctions et son rôle social, elle n'en avait pas moins conservé tous ses droits et tous ses privilèges.

Si l'autorité royale avait travaillé dans le sens de l'unification au point de vue politique, il n'en avait pas été de même au point de vue économique. Sans doute, son despotisme, là comme ailleurs, s'était étendu sur les moindres détails de l'organisation économique, et les divers agents de la production de la richesse ; mais il lui avait manqué la conception de lois économiques simples et harmonieuses, applicables à tout le territoire, et formant le droit commun de la France. Aussi, tandis que son action politique tendait à la destruction du privilège et de l'exception, son action économique se manifestait, au contraire, par la reconnaissance de privilèges locaux ou généraux, de règles spéciales, applicables à tel ou tel endroit, à telle ou telle profession, et non ailleurs, de franchises et d'exemptions qui, d'après les idées reçues, pouvaient seules assurer la richesse du pays et l'approvisionnement général du territoire.

C'était, en effet, une des préoccupations les plus graves de l'autorité au XVII^e et au XVIII^e siècle que le souci de l'alimentation publique. Le gouvernement n'avait pas l'idée, que les particuliers, livrés à leurs seules forces, fussent capables de l'assurer ; il se croyait le délégué de la providence sur terre pour procurer l'abondance à son peuple ; et c'est de là que découlaient toutes ces mesures, qui nous paraissent aujourd'hui si bizarres, sur la culture des terres, les obligations d'ensemencer telles ou telles productions, les prohibitions d'exporter, la police des marchés, etc., toutes mesures, qui allaient généralement contre le but proposé, et avaient amené la ruine de l'agriculture et du commerce. L'ingérence du gouvernement dans l'industrie n'était pas moins active : il est à peine besoin de rappeler ici toute la minutieuse réglementation des corps de

métiers et des procédés d'industrie, que l'on croyait propre à assurer la protection des artisans, et qui n'avait abouti qu'à l'écrasement des petits par les gros, à établir la bonne renommée des produits, et qui n'avait amené que le triomphe de la routine et le découragement de l'initiative personnelle.

Tout ce système, si étroitement réglementaire, pivotait en effet sur une idée maîtresse qui, jusque vers le milieu du XVIII^e siècle, semble avoir été partagée par tous les écrivains et hommes d'État, qui se sont occupés des questions de richesse publique; cette idée que les métaux précieux sont, sinon, comme on l'a dit, la seule richesse, du moins la richesse par excellence, et que la prospérité d'un état est proportionnelle à la quantité d'or et d'argent qu'il possède. Le but suprême du gouvernement économique doit donc être de se procurer ces richesses précieuses, et d'empêcher la sortie de celles que l'on possède déjà : pour cela, acheter le moins possible à l'étranger, lui vendre beaucoup, et de préférence des objets manufacturés de haut prix, dont la valeur de forme dépasse de beaucoup la valeur des matières premières dépensées pour les produire. C'est de là que provient cette sollicitude, si souvent oppressive à l'égard de l'industrie, qui seule peut nous assurer, par la vente de ses produits, une rentrée d'or et d'argent, supérieure à la quantité sortie du pays, pour nos achats à l'étranger. C'est ce que l'on exprimait en disant que la balance du commerce était favorable, c'est-à-dire qu'elle accusait un supplément d'exportations sur les importations, et, par suite, une entrée d'or et d'argent correspondante. L'idéal d'un état doit être de se rendre la balance du commerce favorable : tout le monde en est là, et Colbert lui-même est

inspiré d'idées purement mercantilistes (1), dans la protection, qu'il accorde à l'industrie, et la sollicitude, avec laquelle il veille au développement des manufactures et du commerce.

Mais, si l'on protégeait le commerce, ce n'était pas toute sorte de commerce indifféremment : on considérait qu'il y avait un commerce, qui était nuisible à une nation, en ce qu'il l'appauvrisait d'or et d'argent, le commerce d'importation, et on s'ingéniait alors, par tous les moyens, à repousser les produits étrangers, à empêcher leur introduction en France. L'un des plus usuels était l'établissement de tarifs de douanes, frappant de droits plus ou moins considérables, l'entrée des marchandises étrangères en France : il suffit de rappeler ici les tarifs de 1664 et de 1667, de 1687 et de 1699, etc., qui virent leur quotité varier suivant les circonstances et aussi suivant les tendances politiques du moment.

A l'intérieur la situation n'était pas plus favorable : le régime des douanes intérieures faisait de chaque province une sorte d'unité économique indépendante, qui devait se suffire à elle-même, et les parlements venaient accentuer ces séparations, en prohibant, en temps de disette, l'exportation des grains hors de la province. Colbert avait bien essayé, avec le régime des cinq grosses fermes (2) d'éta-

(1) C'est l'adjectif, par lequel on désigne ces doctrines et les écrivains qui les professaient. L'ensemble du système est resté connu sous le nom de système mercantile, parce qu'il était fondé sur une combinaison de ventes et d'achats.

(2) On désignait, sous ce nom, la plupart des provinces situées à l'intérieur du royaume, par opposition aux provinces frontières, comme la Bretagne, le Dauphiné, la Provence, qui constituaient les provinces réputées étrangères, et aux provinces nouvellement annexées, qui formaient une troisième catégorie, appelée étranger

blir la libre circulation des marchandises à l'intérieur du royaume ; mais un grand nombre de provinces restaient en dehors des cinq grosses fermes, et constituaient ce que l'on appelait les provinces réputées étrangères, et l'étranger effectif, et d'ailleurs, à l'intérieur même des cinq grosses fermes, subsistait encore un nombre considérable de droits et de péages locaux, qui ne facilitaient pas précisément la tâche du commerce. Qu'on ajoute à cela toutes les précautions particulières, prises contre ce commerce, dont on se méfiait, les dispositions spéciales au commerce des grains, dont l'exportation était le plus souvent prohibée, et l'on aura une idée de la situation qui, sans assurer la prospérité du commerce et de l'industrie, avait entraîné la ruine de l'agriculture. C'est cette situation, qui attira l'attention du marquis de Mirabeau, et, avant lui, de certains auteurs, dont les critiques ont pu inspirer les siennes propres.

II

On peut citer d'abord Vauban, qui ne se dégage sans doute pas encore de la conception mercantiliste, d'après laquelle il convient de favoriser le commerce, qui procure de l'argent au pays, mais qui a eu le premier peut-être cons-

effectif. L'unité douanière était réalisée dans les cinq grosses fermes, mais tout produit, qui en sortait, pour entrer dans les provinces réputées étrangères, ou qui, provenant de ces provinces, entrait dans les cinq grosses fermes, était soumis à des droits. Il y avait une deuxième ligne de traites, à l'entrée des provinces réputées étrangères, vis-à-vis des provinces constituant l'étranger effectif, et quant à celles-ci, elles étaient réputées, économiquement, ne pas faire partie de la France, si bien que les produits, en provenant, acquittaient les mêmes droits que les produits étrangers, et qu'elles réglaient, comme bon leur semblait, leur situation vis-à-vis de l'étranger.

science des maux, dont souffrait le peuple, et le mérite de les dénoncer, au prix de sa propre tranquillité.

Vauban avait insisté surtout sur les inconvénients du système d'impôts, et les injustices des privilèges en cette matière. Il n'avait pas craint de présenter au Roi quelques vérités austères. Il est fort possible, que l'exemple de ce seigneur philanthrope et sa courageuse attitude aient tenté le marquis de Mirabeau, et qu'il ait voulu jouer au Vauban auprès du Roi Louis XV. Mais leurs idées n'en sont pas moins trop éloignées, pour qu'on puisse établir d'autre rapprochement entre eux.

On pourrait rapprocher beaucoup plus justement le marquis de Mirabeau de Boisguilbert (1) qui, vers le commencement du XVIII^e siècle, avait entrevu les bons effets de la liberté, déploré les excès du régime réglementaire, et repoussé en partie la conception mercantiliste, en faisant consister la richesse dans la possession, non plus de l'argent, mais des choses propres à satisfaire les besoins de la vie. Boisguilbert avait montré, que les mercantilistes se trompaient, en donnant le premier rang à l'argent : l'argent n'est qu'un signe, une marchandise comme une autre, qui n'a même pas d'utilité directe ; c'est une illusion d'autre part de vouloir vendre plus qu'on n'achète, car le commerce est un échange de produits : vendre c'est acheter, et acheter c'est vendre. Il faut donc laisser la production, et le commerce à eux-mêmes et Boisguilbert avait

(1) Boisguilbert a exprimé ses idées économiques dans deux ouvrages restés connus : *Le Détail de la France* publié en 1697, et le *Factum de la France*, paru en 1707. On a aussi de lui un *Traité sur la nature, culture, commerce et intérêt des grains*, dans lequel il réclame très vivement, dans l'intérêt de l'agriculture même, la libre exportation des grains, tout comme le feront plus tard les Physiocrates.

réclamé très vivement la liberté du commerce des blés : tout son *Traité des grains* avait pour but de prouver, que l'avisement des grains est plus désastreux que la famine, et que, puisque cet avisement est souvent le résultat de l'interdiction d'exporter, il faut, sans hésiter, ouvrir les frontières et établir la liberté. Enfin Boisguilbert se rapproche d'assez près du marquis de Mirabeau dans l'importance, qu'il attache à l'agriculture, et l'influence, qu'il attribue à la terre, comme source des richesses. Il déclare, avant lui et avant les physiocrates, que « la terre, que l'on compte pour le dernier des biens, donne le principe à tous les autres, et que ce sont principalement les blés, qui mettent toutes les professions sur pied (1) ».

Des principes semblables, combinés avec un mercantilisme encore assez vivace, se rencontrent dans un livre, dont la publication est presque contemporaine de l'*Ami des hommes* du marquis de Mirabeau, mais qui était composé depuis longtemps déjà, et dont Mirabeau eut connaissance en manuscrit, l'*Essai sur la nature du commerce en général* de Cantillon, publié en 1755. Cet ouvrage est divisé en trois parties consacrées, la première, à la produc-

(1) Voici un jugement intéressant sur Vauban et Boisguilbert, que l'on trouve dans une lettre inédite du marquis de Mirabeau à son disciple Longo, du 5 septembre 1775. Il est un peu sévère pour Vauban, mais il ne faut pas oublier, qu'il date d'une époque, où le Marquis, devenu physiocrate, et plein de ses idées dogmatiques sur le produit net, ne pardonne pas à Vauban d'avoir préconisé un impôt en nature, portant sur le produit brut. « Le plan de l'illustre Vauban, dit-il, excellent homme et citoyen, n'est, économiquement parlant, qu'un radotage. Mais le *Détail de la France* de Boisguilbert est un très bon et généreux morceau ; c'est le vrai et le seul précurseur des économistes. Il ne lui manque que le produit net, qui était réservé au docteur, et un tel édifice dérange bien des choses, mais, à cela près, vous admirerez la trempe du génie et de l'âme de l'auteur. »

tion de la richesse, la seconde à son échange et à sa circulation, la troisième au commerce international, plan qui se rapproche d'assez près, comme on le verra, de celui de Mirabeau dans l'*Ami des hommes*. L'idée essentielle de l'ouvrage est également celle qui avait été mise en lumière par Boisguilbert, et qui devait être reprise par Mirabeau, la productivité et l'importance de l'agriculture : « La terre, y lit-on, est la source ou la matière, d'où l'on tire la richesse ; le travail de l'homme est la force qui le produit, et la richesse elle-même n'est autre chose que la nourriture, les commodités et les agréments de la vie. »

Malgré cela Cantillon n'en restait pas moins mercantiliste dans sa conception du commerce international, et c'est en cela que le marquis de Mirabeau s'est séparé de lui avec éclat : sa formule était toujours vendre des objets manufacturés et n'en pas acheter, acheter des matières premières et n'en pas vendre, et, tout en insistant sur l'utilité de l'agriculture, il n'en conservait pas moins la vieille foi mercantiliste dans le développement des manufactures, pour lequel il ne craignait pas de recourir à l'action gouvernementale. Si donc le marquis de Mirabeau s'est inspiré, comme cela est probable, des idées émises avant lui par Cantillon (1) il n'a pas suivi servilement son guide, et a rompu carrément avec lui sur toutes les questions de commerce, au point de pouvoir être considéré, avant Quesnay lui-même, comme un des pères de la doctrine de la liberté commerciale.

Faut-il ajouter à la liste des auteurs, qui ont pu exercer quelque influence sur le développement des idées du marquis de Mirabeau, le nom de Montesquieu, l'illustre au-

(1) Voir sur les idées économiques de Cantillon, Espinas, *Hist. des doctrines économiques*, p. 179 à 197.

teur de l'*Esprit des lois*, paru en 1748, c'est-à-dire quelques années avant les premiers ouvrages du Marquis. Au premier abord il ne le paraît pas. Mirabeau cite, il est vrai, plusieurs fois Montesquieu dans son *Ami des hommes* (1), mais c'est la plupart du temps pour le critiquer, et on ne le voit nulle part manifester pour lui une admiration bien vive, ni surtout bien sincère. On ne voit jamais, d'un autre côté, le marquis de Mirabeau se préoccuper, comme Montesquieu, de l'organisation du royaume, des différentes sortes de gouvernement et des diverses constitutions possibles. Sa préoccupation est autre. La forme du gouvernement lui est à ce moment assez indifférente. Un « Roi pasteur » lui suffit, et il semble bien qu'il entende par là un monarque éclairé, qui se préoccupe surtout du bien de ses sujets.

Mais cela même ne suffit-il pas à accuser l'empreinte que le génie de Montesquieu avait laissée sur son cerveau. Montesquieu, en effet, esprit modéré et pondérateur par excellence, avait prêché la haine du despotisme, parce que c'est un état violent, qui est dangereux et qui tend les ressorts de la machine sociale. C'est cette haine qui avait inspiré sa conception d'une aristocratie éclairée et héréditaire, qui, en consacrant toutes ses facultés à la chose publique, servirait de tampon et de pondérateur à la monarchie absolue. C'est elle qui avait inspiré également sa conception d'une aristocratie judiciaire, indépendante du gouvernement, et capable de faire respecter les droits des citoyens, et qui lui avait fait approuver, contrairement à l'opinion générale, le principe de la vénalité et de l'héré-

(1) Voir notamment *Ami des hommes*, p. 119, 247 et 482 de l'édition récente publiée en 1883 par M. Rouxel. C'est à cette édition qu'il faudra rapporter toutes nos références.

dité des charges. Ce qu'il avait préconisé par suite, c'était un gouvernement mixte, fait de la combinaison des différents pouvoirs sociaux, formant une machine politique, dont les divers organes se contrebalanceraient réciproquement, trouvant sa base et son appui dans la séparation des pouvoirs et la division des fonctions, et un élément pondérateur dans l'existence de corps intermédiaires.

Or, tout cela va se retrouver chez le marquis de Mirabeau, non pas sans doute avec la même force et la même précision, mais à l'état latent en quelque sorte, et pour les mêmes raisons. En tant que membre de la noblesse, le Marquis désire la restauration de cette noblesse comme corps social et politique, destiné à servir de tampon entre le gouvernement et le peuple, et il s'afflige du rôle purement décoratif, auquel elle a été réduite. En tant que politique éclairé, il a, comme Montesquieu, la haine du despotisme, et, en fait de royauté, rêve un roi pasteur, qui fera régner l'ordre et la paix parmi les hommes. Plus tard, il est vrai, sous l'influence des idées physiocratiques, ses opinions à ce sujet se transformeront radicalement, et on le verra préconiser cette nouvelle forme du despotisme, que l'on a appelée despotisme légal. Mais, pour le moment, sa pensée est bien en harmonie, sur ce point, avec celle de Montesquieu, et tous ses écrits respirent, comme ceux de l'auteur de l'*Esprit des lois*, la haine du despotisme, et l'amour d'un état social complexe, basé sur l'existence de corps intermédiaires et la division des fonctions.

Mais il est, à ce point de vue, tout un mouvement d'idées très curieux, et fort peu connu, d'où procède encore plus directement que de Montesquieu le marquis de Mirabeau, ou plutôt dont ils procèdent tous deux, avec les différences nées de leur tempérament propre : le mouvement

d'idées qui se manifesta en 1711, autour du duc de Bourgogne, avec Fénelon et le duc de Chevreuse. Il nous en est resté un témoignage particulièrement intéressant dans les *Tables de Chaûlnes*, résumé des conversations politiques, que Fénelon eut à Chaûlnes, en novembre 1711, avec le duc de Chevreuse, et d'où sortit tout un plan de gouvernement, qui devait être soumis au duc de Bourgogne. L'idée de décentralisation en faisait le fond : Fénelon, comme le duc de Chevreuse, était choqué, à la fois dans ses idées de liberté et dans ses sentiments de grand seigneur, par la toute puissance de la monarchie absolue. Ils rêvaient tous deux une royauté féodale, appuyée sur la noblesse, qu'on relèverait et qui partagerait avec elle le gouvernement de l'État ; ils poursuivaient de leur haine cet instrument roturier de la centralisation administrative, qui avait supplanté petit à petit les gouverneurs de province, l'intendant, si bien que l'aperçu de réformes de Fénelon (1) se

(1) En voici un extrait intéressant, qui montre tout le parti qu'à pu en tirer le marquis de Mirabeau, pour son *Mémoire sur les Etats provinciaux*. « § 3, *Administration intérieure*. Etablissement d'assiettes, ou petites assemblées de chaque diocèse, comme en Languedoc, composées de l'évêque, des seigneurs du pays, et du tiers état, et réglant la levée des impôts suivant le cadastre.

Etablissement d'États particuliers, au nombre de vingt au moins, par une nouvelle division des provinces, composés des députés des trois ordres de chaque diocèse, avec pouvoir de policer, corriger, destiner les fonds, etc., écouter les représentations des députés des assiettes.

Impôts : cessation de gabelles, grosses fermes, capitation et dîmes royales ; mesurer les impôts sur la richesse naturelle du pays et le commerce qui y fleurit, suffisance des sommes que les États particuliers lèveraient pour payer leur part de la somme totale des charges du gouvernement ; impôt par les états du pays sur le sel, sans gabelles ; ordre des États toujours plus soulageant que celui des fermiers du Roi ; plus de financiers.

terminait par ces mots qui résumaient tous ses griefs :
« Plus d'intendants ».

Quant aux réformes elles-mêmes, elles consistaient dans l'établissement d'États provinciaux dans toute la France, entraînant la réforme des impôts, et couronnés par des États généraux, qui auraient joué, pour tout le royaume, le même rôle que les États particuliers pour les provinces.

On voit tout ce que ce plan avait de hardi pour l'époque. Il aurait pu aboutir, si la mort du duc de Bourgogne n'était pas venue anéantir les espérances, que Fénelon avait fondées sur lui, à l'établissement d'une véritable monarchie constitutionnelle, car les *Mémoires* de Saint-Simon témoignent que le jeune duc était pénétré de l'utilité de ces réformes. Saint-Simon déclare, en effet, « que la comparaison que ce prince faisait des pays d'États avec les autres, lui avait donné la pensée de partager le royaume en parties, autant qu'il se pourrait, égales pour la richesse, de faire administrer chacune par ses États ; de les simplifier tous extrêmement, pour en bannir la cohue et le désordre, et d'un extrait, aussi fort simplifié, de tous ces États des provinces, former quelquefois des États généraux du royaume. »

Il est incontestable que ces plans de réforme ont eu une influence considérable sur l'esprit du marquis de Mirabeau et ont inspiré directement son premier ouvrage sur l'*utilité des États provinciaux*. Il a reconnu lui-même dans

Point d'intendants ; *Missi dominici*, seulement de temps en temps. Les conseils du Roi n'ont d'autre autorité administrative que le droit d'inspection par commissaires.

Etablissement d'États généraux : leur utilité, leur supériorité sur ceux des provinces. Correction des choses faites par les États provinciaux sur plaintes et preuves. Révision générale des comptes pour fonds et charges ordinaires. »

un passage de ce *Mémoire*, qui contient une allusion très transparente aux projets du duc de Bourgogne, le lien de paternité qui unissait ces projets à ses propres idées : « Ce projet (l'établissement d'États provinciaux dans tout le royaume), dit-il au commencement de la troisième partie de son *Mémoire* (1), tout idéal qu'il paraît aujourd'hui, n'est pas nouveau. Un grand prince, né pour le bonheur des peuples, dont il s'occupait uniquement, en avait formé le plan. Il avait pris toutes les instructions nécessaires pour le faire réussir à son gré et à celui de la nation, et pensait sérieusement à l'exécuter, quand la mort l'enleva au royaume qui lui était destiné, et priva les peuples des avantages qu'ils devaient se promettre de son gouvernement. »

III

Le marquis de Mirabeau devait, d'ailleurs, être frappé d'autant plus vivement par tout ce courant d'idées qu'il se rattachait au mouvement de 1711, non seulement par ses tendances doctrinales, mais encore par son tempérament et son caractère. Ce qui le séduisait, en effet, dans ces plans de réforme, c'était, outre l'avantage qu'il estimait devoir en découler pour le bien public, la restauration de la noblesse qui en était la base et qui cadrerait admirablement avec son esprit d'indépendance et l'éducation quasi-féodale qu'il avait reçue. Elevé par son père dans la haine de la monarchie absolue, qui, depuis Richelieu et Louis XIV, avait travaillé à saper dans ses fondements le pouvoir de l'aristocratie, il en était arrivé à une

(1) *Mémoire sur les États provinciaux*, éd. de 1757, p. 86.

véritable conception d'une monarchie féodale, appuyée, non plus sur la bourgeoisie, mais sur la noblesse, réduite à un pouvoir politique, tempéré d'ailleurs par des corps intermédiaires, et laissant les détails de l'administration à des pouvoirs locaux, inspirés par la noblesse. Aristocrate et grand seigneur dans l'âme, il était véritablement outré de voir le royaume gouverné, selon le mot de Law au marquis d'Argenson, par trente intendants, trente fonctionnaires subalternes et domestiqués, tirés de la bourgeoisie, qui avaient usurpé les anciennes fonctions de la noblesse, et avaient osé étendre jusque sur elle leur domination.

Le marquis de Mirabeau est, à ce point de vue, un véritable Saint-Simon au petit pied : le fougueux duc et pair des *Mémoires* avait fait, comme lui et avant lui, un véritable rêve féodal : il avait haï, et on sait qu'il haïssait bien, Richelieu et Mazarin, ces ouvriers de la monarchie absolue ; il avait haï Louis XIV et « ce long règne de vile bourgeoisie » ; il avait poursuivi de ses sarcasmes tous ceux qui avaient travaillé à l'écrasement de la noblesse. Le marquis de Mirabeau, dans sa haine de l'autorité absolue et son rêve de restauration féodale, procède directement de lui.

Il arrivait ainsi à se persuader que la noblesse pourrait un jour reprendre sur la monarchie tous les pouvoirs qu'elle avait perdus, et, pour cela, il cherchait à la rendre digne du rôle important qu'elle pourrait avoir encore à jouer.

On retrouve, à ce point de vue, une conception très intéressante du rôle de la noblesse et de sa fonction sociale, jusque dans l'*Ami des hommes*, qui cependant n'est point tout à fait de l'époque où nous nous plaçons actuellement. La noblesse, d'après Mirabeau, doit s'attacher à résider dans ses

terres, y faire vivre par ses consommations toute une catégorie de personnes, au lieu de les attirer à Paris, accorder sa protection morale et matérielle aux petits et aux humbles, et recouvrer ainsi, en même temps que ses anciennes fonctions, la considération, dont elle avait joui au moyen âge, et que lui avait fait perdre la vie de cour, stérile et inutile, imposée par une monarchie égoïste pour son ornement et sa domination. Cela ne l'empêchait pas d'abandonner lui-même sa terre de Mirabeau pour venir, comme les autres, consommer ses revenus à Paris, mais il se pardonnait cette inconséquence, à raison de son utilité pour la propagation de ses idées, et il n'en demeurait pas moins très ferme dans sa conception. Aussi s'attachait-il, dans l'intérêt des seigneurs à venir, à justifier la conduite des seigneurs d'autrefois :

« Il est certain, disait-il au chapitre V de l'*Ami des hommes*, que les seigneurs d'autrefois demeurant dans leurs terres, ceux qui vexaient leurs habitants les vexaient en personne et non par procureur, ce qui certainement vaut mieux ; qu'ils consumaient sur les lieux le fruit de leurs prétendues extorsions, et ne souffraient pas que d'autres qu'eux les vexassent. Ceux au contraire d'un esprit solide et d'un caractère bienfaisant, ayant moins d'occasions de besoins superflus et plus d'objets de commisération devant les yeux, soutenaient, protégeaient, encourageaient les habitants de la campagne. Les pauvres, les malades étaient secourus au château ; les orphelins y trouvaient leur subsistance et devenaient domestiques. Il y avait, en un mot, un rapport direct du seigneur à son sujet, et, par conséquent, plus de liens et moins de lésions de part et d'autre, sans celle du tiers (1). »

(1) *Ami des hommes*, p. 62.

Aujourd'hui, au contraire, les nobles ne rendant plus de services aux gens de la campagne, dont ils demeurent éloignés, ceux-ci ne se font pas faute de les haïr et de piller leurs terres en leur absence. C'est la confiance mutuelle, naissant de rapports fréquents et amicaux, qui rapproche les classes et fait régner le bon ordre et l'harmonie dans la société. C'est pour les rétablir à tout prix qu'il faut renvoyer les grands seigneurs dans leurs terres et leur donner comme modèle la noblesse d'autrefois : « Cette noblesse, dit Mirabeau, menant une vie gaie et dure volontairement, coûtait peu de chose à l'État, et lui produisait plus, par sa résidence et son fumier sur les terres nourricières, que nous ne lui rendons aujourd'hui par notre goût, nos recherches, nos coliques et nos vapeurs. Ils ne savaient rien en comparaison de nous, car nous connaissons les règles du théâtre, les différences essentielles de la musique italienne à la française ; nous jugeons les géomètres ; nous faisons des cours d'anatomie et de botanique, pour faire rire les gens de l'art ; nous nous connaissons en voitures, en vernis, en tabatières, en porcelaines ; nous n'ignorons ni le mensonge, ni l'intrigue, ni l'art de faire des affaires, ni celui de demander l'aumône en talons rouges, ni surtout ce que vaut le bien d'autrui, l'argent et les argentiers.

Eux, au contraire, faisaient consister toute leur science en sept ou huit articles : respecter la religion, ne point mentir, tenir sa parole, ne faire rien de bas, ne rien souffrir, mettre son cheval sur un bon pied, connaître et discerner la voie, ne craindre ni la faim ni la soif, ni le chaud ni le froid, et se souvenir que, si César n'eût pas su bien faire le coup de pistolet, il n'eût jamais échappé à tant d'entreprises hasardeuses.

Cependant ces corps-là, tout ignorants qu'ils étaient, ne

laissaient pas de bien et mieux servir l'État dans l'occasion ; ils avaient même quelquefois d'assez belles idées de la vraie gloire ; préjugés, auxquels notre philosophie a substitué la science des calculs, plus utile pour les particuliers, mais qui l'est moins, je crois, pour le public (1). »

Mais si le marquis de Mirabeau, ainsi attaché à la conception d'une noblesse féodale, préconise le séjour des nobles dans leurs terres pour rapprocher les classes entre elles, c'est d'un rapprochement tout moral qu'il attend l'harmonie et la paix sociale. Bien loin d'être partisan de la fusion des classes, on le voit au contraire se récrier, avec beaucoup de force, contre la manie d'ennoblissement du Tiers état, qui porte les fils à dédaigner le métier de leurs pères et à sortir de leur condition ; on le voit également stigmatiser, avec un esprit de caste assez étroit, les inconvénients des mésalliances (2), dont l'unique résultat est, selon lui, d'introduire des intérêts opposés dans les familles. Il va même jusqu'à demander l'exclusion des fiefs pour la roture et des lois privilégiées propres à conserver les biens dans les familles. On ne trouve chez lui, à ce point de vue, aucune trace des idées modernes : c'est un féodal attardé, obstiné, qui s'est donné à lui-même la mission de veiller avec un soin jaloux aux intérêts de cette noblesse, dont il veut faire un corps privilégié à tous égards. Et si l'on songe que tout cela se trouve dans l'*Ami des hommes*, que c'est l'*Ami des hommes* qui lui fit faire en 1757 la connaissance de Quesnay, et que, dès l'année suivante, ses idées commencent à évoluer dans un sens plus moderne et plus démocratique, on ne peut qu'admirer combien dut être profonde l'impression produite par le futur chef de l'école physiocrati-

(1) *Ami des hommes*, p. 85 et 86.

(2) *Ami des hommes*, p. 102 à 108.

que pour transformer aussi radicalement un cerveau entiché à ce point des vieilles idées féodales et nobiliaires.

IV

Ces idées, outre les preuves déjà fournies, s'étaient tout au long dans un document, dont nous avons déjà dit un mot, ce curieux *Testament politique*, écrit en 1747 par le marquis de Mirabeau, dans lequel ce chef de famille de trente-deux ans entendait tracer à sa postérité la voie à suivre pour la conservation de la grandeur de la maison, et la conduite à tenir vis-à-vis de l'autorité royale et de ses « préposés ». C'est dire que ce manuscrit, qui n'a jamais été publié et n'était pas d'ailleurs destiné à l'être, contient à la fois des règles concernant les intérêts privés et les intérêts publics. Les dernières seules doivent nous retenir ici. Elles étaient inspirées par cette haine violente de la centralisation administrative, et de son principal agent, l'intendant, qui caractérisait à cette époque le marquis de Mirabeau.

Ce n'est pas d'ailleurs, à ce point de vue, le seul noble du XVIII^e siècle, ni même le premier, qui ait attaqué cette institution des intendants, introduite par Richelieu (1) pour abattre la noblesse et amener le triomphe de la monarchie absolue. On sait en quoi elle consistait : les intendants étaient les délégués de l'autorité royale dans les

(1) Richelieu ne créa pas à proprement parler les intendants, mais fortifia leur autorité. Il existait avant lui des fonctionnaires détachés dans les provinces, pour l'expédition de certaines affaires, qui s'appelaient commissaires départis ; c'est en les attachant à demeure à leurs fonctions que Richelieu en fit les intendants. V. sur ce point : Dareste, *La justice administrative en France*, p. 103 ; Caillet, *L'Administration en France sous le cardinal de Richelieu*, t. I, p. 56.

provinces, à la tête d'une circonscription financière, la généralité, munis d'une commission révocable à volonté, et investis d'attributions mal délimitées, qui leur avaient permis d'absorber peu à peu tous les pouvoirs. Leur nom même, intendants de justice, police et finances, indiquait la généralité de leurs attributions, qui s'étendaient en réalité à toute l'administration intérieure. Leur autorité était presque absolue, car ils ne dépendaient que du conseil du Roi, dont ils étaient une émanation, et qui avait de bonnes raisons pour ne pas les désavouer ; et, choisissant eux-mêmes leurs subordonnés ou subdélégués dans les élections, ils n'avaient même pas ce frein salutaire, qui peut résulter, pour un supérieur, de la présence d'un inférieur qui ne dépend pas de lui. C'étaient en réalité les véritables maîtres du royaume, s'il faut en croire le mot de Law au marquis d'Argenson, rapporté par ce dernier dans ses *Mémoires* : « Je n'aurais jamais cru ce que j'ai vu quand j'étais contrôleur des finances, lui dit un jour Law. Sachez que ce royaume de France est gouverné par trente intendants. Vous n'avez ni parlements, ni états, ni gouverneurs : ce sont trente maîtres des requêtes commis aux provinces, de qui dépendent le bonheur ou le malaise de ces provinces, leur abondance ou leur stérilité. »

Un tel état de choses devait indigner tous les esprits aristocratiques du XVIII^e siècle, qui avaient la prétention de s'intéresser au bien public, et de fait, le marquis de Mirabeau ne fut pas le premier à le dénoncer. *L'Etat de la France* du duc de Boulainvilliers, écrit dans les premières années du siècle, mais publié seulement en 1727, était dirigé tout entier contre les intendants. On y lit ce passage significatif : « Parmi les misères de notre siècle, il n'en est point, qui mérite davantage la compassion de

ceux qui viendront après nous, que l'administration des intendances. L'opposition, que formèrent presque tous les peuples de la monarchie à cette nouveauté, a été le dernier effort de la liberté française. Le peuple ignorait ce que c'est qu'un intendant, mais, comme il est toujours amateur de la nouveauté, il s'imagina que ce serait une protection pour lui contre l'autorité de la noblesse : il a appris par une expérience bien plus douloureuse que ces nouveaux magistrats devaient être les instruments de sa misère, que les vies, les biens, les familles, tout serait à leur disposition, maîtres des enfants jusqu'à les enrôler par force, maîtres des biens jusqu'à ôter la subsistance, maîtres de la vie jusqu'à la prison, au gibet et à la roue. »

Ce tableau n'était-il pas un peu trop poussé au noir ? Les intendants étaient-ils aussi détestés du peuple, que le prétend Boulainvilliers, dans sa jalousie nobiliaire ? Il est difficile de le savoir exactement. Il paraît probable qu'au début les intendants cherchèrent en effet, conformément à leur institution, à défendre le peuple contre la tyrannie des seigneurs, mais lorsque celle-ci eut succombé sous leurs efforts, il semble bien que l'omnipotence des intendants devint encore plus lourde au peuple que les fantaisies de ses anciens maîtres. Ce qu'il y avait de particulièrement choquant en eux, c'était l'autorité arbitraire, dont ils étaient investis en matière d'impôts, où, dans les pays d'élection tout au moins, ils étaient les maîtres presque absolus. L'arbitraire est toujours dangereux en matière fiscale, mais il est particulièrement odieux et intolérable, lorsqu'il s'agit d'impôts aussi mal déterminés dans leur assiette et leur recouvrement que l'étaient la plupart des impôts de l'ancien régime. C'est ce qui a fait dire à M. de Lavergne, dans son beau livre sur *les Assem-*

blées provinciales sous Louis XVI, qu' « instruments passifs de la tyrannie fiscale, ce fléau des gouvernements absolus, ils épuisèrent d'hommes et d'argent pendant ce règne fatal (le règne de Louis XIV) les malheureuses provinces qui leur étaient livrées (1) ».

L'institution avait, d'ailleurs, en elle-même des vices radicaux. Les fonctions importantes, qui étaient dévolues aux intendants, dépassaient et de beaucoup les forces d'un seul homme : on les voyait obligés en réalité de s'en remettre des détails de leur administration sur leurs subordonnés ou subdélégués, qui, sans espoir d'avancement, ne montraient qu'un zèle médiocre pour leurs fonctions.

Les intendants, d'autre part, choisis parmi les maîtres des requêtes du Conseil du Roi, se trouvaient généralement étrangers, au début tout au moins, à leurs attributions : ils avaient besoin d'un temps d'initiation plus ou moins long, qui se faisait aux dépens de leurs administrés.

Ils ne se considéraient même pas comme attachés à demeure à leurs fonctions ; ils regardaient volontiers celles-ci comme un passage à des situations plus relevées, et se dispensaient, autant que possible, de résider dans leurs provinces, pour aller appuyer à Paris leur candidature. Ce dernier abus était, paraît-il, si invétéré, qu'une décision royale, rendue sous le ministère de Necker, dut leur interdire de prolonger, au-delà de trois mois par an, le temps de leur absence de la généralité.

C'est donc à bon droit, que le marquis de Mirabeau, à la suite de beaucoup d'esprits généreux du XVIII^e siècle, sonnait la charge contre cette institution des intendants,

(1) De Lavergne, *Les assemblées provinciales sous Louis XVI*, ch. I, p. 3.

avec la véhémence qui le caractérise : elle se donnait d'autant plus libre carrière dans son *Testament politique* que ce document ne devait être connu que de sa postérité et n'était pas destiné à la publicité. Voici comment il s'exprimait sur le compte de ces « préposés de la cour ».

« Les préposés de la cour, disait-il, sont les intendants, sorte de magistrature informe et monstrueuse, à laquelle on obéit aujourd'hui cependant sans contradiction dans les provinces, et contre laquelle il serait inutile et nuisible de se raidir directement ; mais il faut éviter aussi de se laisser éblouir par l'apparence de crédit que ces gens-là semblent avoir. Ils n'en ont aucun pour la plupart : tout ce qui a quelque crédit décidé et quelque agrément à Paris n'en veut point sortir à présent pour les plus grandes places en province..... La plupart des intendants qu'on envoie, surtout dans les généralités éloignées, sont des jeunes gens, que des familles aussi accréditées qu'obscures font envoyer loin du Conseil d'Etat, où ils ne brillent pas, espérant qu'ils se tireront mieux d'affaire par lettres et n'étant plus observés de si près ; ceux-là sont d'ordinaire accompagnés par des secrétaires tout puissants mais aussi tout insolents. Il faut calculer là-dessus, sans oublier que ces gens-là sont d'ordinaire aussi fripons qu'avantageux, et par conséquent aisés à manier, soit par intérêt, soit par crainte. D'autres sont des intendants comme domiciliés, qui attendent en paix un brevet de conseiller d'Etat, et se font à la routine d'une généralité sans aller ni en avant ni en arrière ; un plan et une tournure une fois prise avec ceux-là subsistent toujours, et c'est un gouvernement de paix en comparaison de celui des autres. Il en est enfin une troisième espèce, jeunes gens vifs et qui, par des innovations et en empirant l'état des peuples,

veulent se frayer le chemin à de plus grands honneurs. Tout leur est égal, pourvu qu'ils brillent et se fassent valoir, ennemis naturels de toute autre autorité que la leur ; c'est sans contredit la pire espèce de tous, et contre lesquels il faut être le plus en garde. »

En même temps, le marquis de Mirabeau donnait à sa postérité des conseils sur la façon, dont il fallait combattre l'autorité des intendants, et, reconnaissant que la force serait dangereuse et inutile, il préconisait le recours à la ruse :

« Faites, disait-il, chercher le faible des gens de ce caractère, leur maîtresse, leur protecteur ; soyez bien avec eux, sans liaison ; aidez même, s'il est possible, à leur avancement, qui doit vous en débarrasser, ou bien appliquez-vous attentivement et sourdement à les perdre et ruiner de crédit et de réputation ; mais votre principale ressource contre ce qui s'appelle intendant, vous la trouverez dans leur paresse : aussi nonchalants que ceux qui les envoient, ils se reposent de toute leur besogne sur leurs sous-ordres, qui, gonflés et déplacés par cette portion d'autorité, toute puante qu'elle est, se reposent encore sur d'autres. En général, toute cette *clique* est l'objet de l'aversion du peuple et des notables ; mais on en est venu à un tel point d'abaissement qu'on n'honore plus que ce qu'on craint, et que tous ces gens-là se font faire la cour, comme l'on sacrifiait autrefois au diable pour qu'il ne fit pas de mal. »

Voilà une assimilation, qui aurait probablement assez médiocrement flatté la plupart des intendants, s'ils l'avaient connue, car il ne faut pas oublier que, si certains abusèrent de leurs pouvoirs, il en fut, surtout à la fin du XVIII^e siècle, qui, comme Turgot dans la généralité de Li-

moges, comme M. de Fontette, dans la généralité de Caen, contribuèrent véritablement au bien public, en aidant au développement de l'industrie, du commerce et des travaux publics. Pourtant il n'y a pas là seulement chez le marquis de Mirabeau une opinion de jeunesse, que le temps atténuera. Dix ans après les lignes que nous venons de citer, on retrouve exactement la même conception dans son *Ami des hommes* :

« Supposez, y lit-on (1), qu'on établit un jour dans les provinces des préposés à la justice, police et finance... ; ces gens là seraient tout dans l'État, s'ils étaient ce que porteraient leur titre et leurs prétentions, et il ne faudrait que trente-deux hommes pour gouverner tout le royaume.... En ce cas les plus graves magistrats, les conseillers d'État les plus recommandables seraient-ils trop bons pour exercer un emploi d'une telle confiance et suprématie ? Au lieu de cela, je suppose qu'un jeune homme, à peine sorti des bancs de l'école, achetât une charge de passe-partout (2), qu'il s'exerçât quelques années dans une partie judiciaire, au bout desquelles il partit pour une province, et le voilà devenu l'arbitre souverain des fortunes et des vies des citoyens. A peine sorti d'un noviciat si fatal aux peuples, il les laisse à un autre commençant, et court faire un nouvel apprentissage dans quelque autre province différente de la première en mœurs, lois, usages et industrie, apprentissage plus dangereux encore que le premier, en ce que le nouveau préfet (3) se croit plus habile, et

(1) *Ami des hommes*, p. 243 à 245.

(2) C'est le corps des maîtres des requêtes au conseil du Roi, d'où étaient en effet extraits les intendants, que le marquis de Mirabeau entend désigner par ce mot irrespectueux.

(3) Le mot y est, et, quoique écrit il y a un siècle et demi, est d'au-

quand, à force de bévues, il commence à être instruit, il retourne à la capitale et rentre dans l'ordre civil qu'il avait quitté il y a vingt ans : *hoc fonte derivata clades*. Il est très certain qu'un état gouverné de la sorte déchoirait de ses forces réelles et que la principale cause de cette décadence serait la trop grande autorité et confiance accordée à ces *intrus*. »

Telle est donc la première conception théorique du marquis de Mirabeau : elle est intéressante par les sentiments qui l'inspirent, mais toute négative. Le Marquis, froissé dans son orgueil et ses intérêts de caste, y combat vivement la centralisation administrative et l'autorité des intendants, mais sans indiquer par quoi il entend les remplacer. Il apparaît bien sans doute que, dans son esprit, c'est à la noblesse revenue aux traditions du passé, que doit échoir leur succession ; mais c'est là une idée purement théorique qu'il ne se préoccupe pas de réaliser. Sa pensée va devenir, à ce point de vue, beaucoup plus moderne et beaucoup plus pratique dans son premier ouvrage livré au public, le *Mémoire sur les États provinciaux*, dans lequel il va s'occuper des moyens d'organiser ce pouvoir local qu'il désire voir substituer à la tyrannie du pouvoir central. C'est encore, il est vrai, une institution du passé qui l'attire, mais une institution bien vivace qui, adaptée aux besoins du temps, pouvait rendre les plus grands services, et sur laquelle il eut en tout cas le mérite de ramener l'attention, l'institution des États provinciaux.

jourd'hui. Il est regrettable d'avoir à constater que la chose ne l'est pas moins.

CHAPITRE II

LA QUESTION DES ÉTATS PROVINCIAUX (1).

On attribue quelquefois à l'école des économistes du XVIII^e siècle le mérite d'avoir rouvert cette question des États provinciaux, et on présente même l'ouvrage du marquis de Mirabeau comme une preuve de cette assertion. Or, s'il est vrai que le Marquis devait se révéler plus tard un des plus fervents adeptes de l'école, il n'en est pas moins certain qu'il ne lui doit rien sur la question des États provinciaux, par l'excellente raison qu'elle n'existait pas encore au moment où il publia son mémoire, en 1750. Ce mémoire appartient, en réalité, à un ordre d'idées tout à fait différent : ces idées on les avait déjà vues apparaître en 1711 avec les espérances que faisait concevoir le futur règne du duc de Bourgogne ; elles avaient inspiré Fénelon et le duc de Chevreuse, Boulainvilliers et Saint-Simon.

(1) Voir sur les Etats provinciaux : Laferrière, *Etude sur l'histoire et l'organisation comparée des Etats provinciaux aux diverses époques de la monarchie jusqu'en 1789*, dans *Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, t. I, III ; Thomas, *Les Etats provinciaux de la France centrale sous Charles VII*, *Revue historique*, t. X, p. 249 ; t. XI, p. 1 ; De Lavergne, *Les assemblées provinciales sous Louis XVI* ; De Luçay, *Les assemblées provinciales sous Louis XVI* ; *Histoire de l'administration en France et des progrès du pouvoir royal*, par M. Dareste de la Chavanne ; *Les pays d'Etats*, par M. Taillandier ; Boulainvilliers, *Etat de la France* ; et pour les ouvrages relatifs à chaque province la nomenclature de la *Bibliographie de la France*, par Girault de Saint-Fargeau.

Mais en 1750 ce mouvement était bien loin déjà. Les aspirations libérales avaient dû de nouveau fléchir devant la tyrannie de la monarchie absolue, et les tentatives de tous ces esprits généreux du commencement du siècle étaient tombées dans le plus profond oubli, lorsque le marquis de Mirabeau, en rattachant ses propres conceptions à celles de ses devanciers, vint les remettre en lumière et leur redonner une actualité. En agissant ainsi, il posait, le premier après le mouvement de 1711, la question de la décentralisation, qui ne devait plus dès lors cesser de préoccuper l'attention. « Il devançait, comme le dit M de Loménie (1), de vingt-cinq ans les plans de Turgot, de vingt-huit ans les tentatives de Necker, et de trente-sept ans le mouvement d'idées, qui devait imposer à la royauté l'édit de 1787, établissant partout, mais trop tard et trop brusquement, des assemblées provinciales, lesquelles devaient à leur tour donner naissance à nos conseils généraux. » C'est, à notre avis, son plus beau titre de gloire.

I

Quelle était donc vers 1750 la situation administrative qui avait attiré l'attention du marquis de Mirabeau, et qu'étaient-ce exactement que ces États provinciaux, qu'il préconisait un peu comme un remède à tous les maux ? Ces États étaient une survivance d'anciennes coutumes et d'anciennes libertés. Ils avaient existé autrefois dans la plupart des provinces ; mais l'action centralisatrice de la monarchie en avait eu peu à peu raison, et à la fin de l'ancien régime, au moment où écrit le marquis de Mirabeau,

(1) Loménie, *op. cit.*, t. II, p. 104.

on ne trouvait plus guère d'États que dans quatre grandes provinces et quelques petites, et encore leur influence était-elle bien affaiblie ! Ce qui n'empêchait pas les partisans de l'unification à outrance de les considérer comme des privilèges injustifiés et des exceptions au droit commun.

Ce droit commun était représenté par le régime de ce que, par un singulier abus de mots, l'on appelait les pays d'élection, pour désigner les provinces où précisément l'élection avait disparu. C'est qu'il avait existé autrefois dans ces provinces, lorsqu'elles eurent perdu leurs États, une sorte d'institution élective chargée de procéder à la répartition de la taille et de juger les contestations, auxquelles elle donnait lieu ; les personnages investis de ces fonctions, et qui étaient alors en effet le produit de l'élection, s'appelaient pour cette raison les élus ; mais ils furent réduits de bonne heure à l'état de fonctionnaires royaux, tout en conservant un nom, qui n'était plus qu'une anomalie, puisque leur provenance n'était plus depuis longtemps élective. C'est ainsi que se perpétua l'expression de pays d'élection, par opposition à celle de pays d'États, par laquelle on désignait les provinces qui avaient eu la bonne fortune de conserver leurs États.

Nous disons bonne fortune, car le régime des pays d'États différait assez heureusement pour eux de celui des pays d'élection. Ils avaient conservé d'abord, théoriquement au moins, le droit de fixer la somme d'impositions à recouvrer sur la province. Il paraît qu'à l'origine cette somme était sérieusement discutée et que le droit des États était absolu, mais de bonne heure il n'y eut plus là qu'une question de forme : les États accordaient sans discuter les sommes, que leur demandait le pouvoir royal, par l'inter-

médiaire des intendants. On ne peut donc pas dire que les États avaient conservé le vote des impôts, et ce n'est pas là qu'était leur véritable privilège. Seulement ils avaient, en même temps que le droit théorique de consentir l'impôt, l'avantage très réel de le répartir et d'en effectuer la perception suivant les formes et les usages consacrés dans la province, et c'est ce qui explique que la taille était réelle dans les pays d'États, c'est-à-dire levée directement sur les biens, au moyen d'un cadastre élaboré par les soins des États, tandis qu'elle était personnelle dans les pays d'élection, c'est-à-dire levée sur la personne à raison de l'ensemble de sa fortune. Les États sentaient si bien la supériorité de leurs méthodes qu'ils n'hésitèrent jamais à s'imposer très lourdement pour acheter du Roi le droit de lever à leur gré les nouvelles taxes qu'il créait.

Mais ces États avaient, en outre, l'avantage, en étant la représentation vivante des provinces, d'entretenir en elles une vie locale beaucoup plus active que celle des pays d'élection. Les pays d'États présentaient ce rare spectacle, sous un régime aussi absolu que celui de l'ancienne monarchie, d'une assemblée d'hommes considérables et indépendants, qui discutaient avec le pouvoir central les intérêts de la province et, alors même qu'ils ne parvenaient pas à faire triompher leurs vues, arrivaient du moins à faire réfléchir la royauté et à empêcher son arbitraire. Il y avait véritablement, dans les pays d'États, des affaires de la province et une administration de la province. Il y avait des dépenses d'intérêt local déterminées par les États et des ressources correspondantes votées par eux, et, à ce point de vue, il y aurait plus d'un rapprochement intéressant à faire entre ce qu'on pourrait appeler les budgets locaux des provinces et les budgets actuels de nos départements.

Un point surtout avait attiré l'attention particulière des États dans la plupart des provinces et avait contribué à la prospérité locale, celui des travaux publics. Ce fut toujours là une de leurs préoccupations principales ; ils ne se contentèrent jamais des travaux que faisait exécuter pour son compte la royauté, et on les vit entreprendre, à leurs frais, une foule de travaux d'un caractère, non seulement local, mais même national.

C'est ainsi que l'on doit aux États de Bourgogne le canal du Charolais destiné à unir la Saône à la Loire. C'est ainsi que les États de Bretagne peuvent revendiquer le premier projet d'un canal transversal de Nantes à Brest. On vit même des États consacrer à ces travaux des sommes considérables. En 1780, en Languedoc, la somme annuelle destinée à y pourvoir dépassait deux millions de livres. Le gouvernement s'émeut même quelquefois de ces charges qu'il craignait de voir entraver la perception des impôts royaux. On voit alors souvent l'assemblée répondre de son mieux à ces craintes. Voici notamment ce que l'on trouve dans un mémoire, rédigé par les États du Languedoc, en réponse à des observations de l'autorité royale, et reproduit par M. de Tocqueville, à la fin de son livre sur *l'Ancien régime et la Révolution*.

Ce mémoire reconnaît que la province a entrepris en effet d'immenses travaux, mais loin de s'en excuser, il annonce que, si le Roi le permet, ces travaux seront continués. Il insiste sur l'utilité de ceux qui ont déjà été entrepris : amélioration du cours des rivières qui traversent le territoire, prolongement du canal du Languedoc, creusement et entretien du port de Cette. Il montre que tous ces travaux ont un caractère encore plus national que provincial et que cependant la province n'a pas hésité à

s'en charger. Elle s'est occupée d'autre part de mettre en état les chemins parcourant son territoire, qui sont excellents et qui contrastent avec les chemins des provinces voisines. Cela était si vrai d'ailleurs qu'Arthur Young, ce voyageur anglais, dont les récits sont si précieux pour connaître l'état de la France avant 1789, parcourant le pays dix ans après, écrivait dans ses notes : « Languedoc, pays d'États, bonnes routes faites sans corvées. »

Le mémoire expose ensuite qu'avec l'assentiment du Roi les États continueront ces travaux et entreprendront l'amélioration des chemins des communautés. De telles entreprises, outre l'utilité directe qu'elles présentent, procurent du travail aux ouvriers de la province : « Le Roi n'a pas besoin d'établir à ses frais dans le Languedoc des ateliers de charité, comme il l'a fait dans le reste de la France, proclame en terminant le mémoire avec orgueil. Nous ne réclamons point cette faveur : les travaux que nous entreprenons nous-mêmes chaque année en tiennent lieu et donnent à tout le monde un travail productif. »

En outre, les travaux qu'entreprenait la province — et il en était de même dans la plupart des pays d'États — ne pouvaient être exécutés qu'à prix d'argent ; la corvée y était inconnue, et les terrains nécessaires à l'exécution des travaux ne pouvaient être occupés, sans qu'on ne les ait évalués à l'avance, le paiement devant intervenir dans la première année de l'exécution. Dans les pays d'élection, au contraire, on était beaucoup moins respectueux de la propriété privée, et les indemnités se faisaient souvent attendre.

« Bref, conclut M. de Tocqueville, plus j'étudie les règlements généraux, établis avec la permission du Roi, mais d'ordinaire sans son initiative, par les États du Languedoc,

dans cette portion de l'administration publique qu'on leur laissait, plus j'admire la sagesse, l'équité, et la douceur qui s'y montrent, plus les procédés du gouvernement local me semblent supérieurs à tout ce que je viens de voir dans les pays que le roi administrait seul (1). »

Cette opinion ne paraît pas exagérée, si l'on tient compte des heureux résultats, auxquels était parvenue l'administration des pays d'États (2). La plupart des États avaient beaucoup fait pour l'industrie et le commerce, et le développement des travaux publics dans les provinces d'États était une preuve de l'activité de ces assemblées. Elles ne bornèrent pas d'ailleurs cette activité aux intérêts matériels du pays ; les œuvres intellectuelles ou morales eurent également leur protection, et on les vit bien souvent accorder des secours aux hôpitaux, s'occuper de l'extinction de la mendicité, favoriser par des subventions le développement de l'enseignement et le progrès des lettres et des sciences (3).

En définitive, on peut dire que, si les progrès de la monarchie absolue avaient tendu sans cesse à diminuer l'influence et à détruire les privilèges des États, ce qui leur en restait, à la fin du XVIII^e siècle, était encore suffisant pour leur permettre d'accomplir œuvre utile, et leur supériorité sur les pays d'élection, gouvernés par la seule au-

(1) Tocqueville, *L'ancien régime et la Révolution*, appendice, des pays d'États et en particulier du Languedoc, p. 324.

(2) Voir sur ce point De Luçay, *Les assemblées provinciales sous Louis XVI*, p. 109.

(3) M. de Luçay remarque notamment que plusieurs États subventionnèrent la publication d'ouvrages intéressant soit l'histoire, soit la jurisprudence locale, notamment l'*Histoire du Languedoc* et celle de *Bretagne*, que publièrent les savants bénédictins Lobineau, Morice et Taillandier.

torité des intendants, était, à tous les points de vue, incontestable. Il ne faudrait pas croire cependant que ces pays jouissaient d'une véritable autonomie administrative : non, l'intendant existait chez eux, comme ailleurs, à côté des États provinciaux, et surveillait étroitement leur administration ; les décisions quelque peu importantes des États, et toutes celles notamment, qui s'analysaient dans l'établissement d'un impôt ou la création d'un emprunt nouveau, avaient besoin d'être autorisées par un arrêt du conseil ; les États étaient convoqués par ordre du Roi, qui y était représenté par des commissaires chargés d'exprimer ses volontés, et la durée des sessions était déterminée par l'autorité royale. Enfin ces États n'étaient pas électifs et ne représentaient qu'indirectement les populations dont ils étaient censés émaner. Ils comprenaient, comme les États généraux, une délégation des trois ordres constitutifs du royaume, noblesse, clergé, Tiers état, nommée d'après des règles variables d'ailleurs suivant les provinces. Cependant le Tiers état avait presque toujours comme représentants les officiers municipaux des principales villes de la province, et il courut de ce chef un danger très sérieux pour l'indépendance de sa représentation.

Les besoins fiscaux de la royauté, en effet, plus encore que son esprit de centralisation, avaient, à diverses reprises, poussé les rois à réduire en offices vénaux (1) les fonc-

(1) Il y avait bien là un procédé fiscal, car l'autorité royale autorisait les villes, aussitôt ces charges créées, à les racheter en bloc pour avoir, comme par le passé, le droit d'élire leurs magistrats. Puis, au bout de quelque temps, lorsqu'elles s'étaient de nouveau complu dans la douceur de cette administration, on réduisait de nouveau les fonctions municipales en offices, et on leur faisait payer encore une fois le droit d'avoir des magistrats élus. C'était un procédé ingénieux, mais peu honorable.

tions municipales des villes, qui étaient en temps ordinaire le prix de l'élection. Les représentants du Tiers aux États provinciaux auraient été dès lors les bourgeois assez riches pour acheter ces charges d'un nouveau genre, et n'auraient plus représenté que de très loin les populations. Les États comprirent le danger, et on les vit souvent racheter à prix d'argent les offices au fur et à mesure de leur création. Dans l'année 1773, l'emprunt contracté à cet effet par la seule province du Languedoc s'élevait à plus de quatre millions de livres.

Malgré tous ces empiétements de la monarchie et toutes ces atteintes à leur intégrité, c'est dans ces États que se conservaient en somme les derniers restes des libertés locales, que la monarchie avait laissés subsister, et les partisans de ces libertés ne se trompaient pas, lorsqu'ils espéraient leur renaissance d'une transformation de cette institution des États améliorée et étendue à toute la France. Si leurs vues avaient triomphé, la réforme administrative, que devait réaliser la Révolution, eût pu être accomplie dès le milieu du siècle, et, précédant la réforme politique, préparer celle-ci et empêcher peut-être les convulsions violentes auxquelles elle donna lieu. On peut dire ici de toutes les provinces ce que M. de Tocqueville dit du Languedoc (1) : « Grâce à cette constitution particulière du Languedoc, l'esprit des temps nouveaux put pénétrer paisiblement dans cette vieille institution, et y tout modifier sans y rien détruire. Il eût pu en être ainsi partout. Une partie de la persévérance et de l'effort, que les princes ont mis à abolir ou à déformer les États provinciaux, aurait suffi pour les perfectionner de cette façon et

(1) Tocqueville, *L'Ancien régime et la Révolution*. Appendice : des pays d'États et en particulier du Languedoc, p. 327.

pour les adapter aux nécessités de la civilisation moderne, si ces princes avaient jamais voulu autre chose que devenir et rester les maîtres. »

II

C'est précisément cette tendance qui devait irriter le plus vivement un esprit aussi imbu des traditions féodales et des privilèges locaux que l'était en 1750 le marquis de Mirabeau. C'est à elle que nous devons en grande partie le *Mémoire sur l'utilité des États provinciaux*, bien qu'il n'y soit question que des avantages des États pour le bonheur des peuples et pour l'autorité royale. Il faut reconnaître d'ailleurs qu'à cette époque le Marquis est moins entiché des prétentions nobiliaires qu'il ne l'était en 1747, lorsqu'il rédigeait son *Testament politique*, et qu'une réelle préoccupation du bien public se dégage de son ouvrage et donne une haute valeur à certaines pages qui seraient dignes des plus grands auteurs.

Le Marquis avait d'autant plus de mérite, en ramenant l'attention sur cette question des États provinciaux, que la plupart des écrivains politiques qui avaient écrit avant lui avaient omis d'en parler, ou l'avaient rappelée en quelques mots. Montesquieu, dans son *Esprit des lois* (1) paru deux ans auparavant, s'était contenté de dire :

« Dans de certaines monarchies en Europe, on voit des provinces qui, par la nature de leur gouvernement politique, sont dans un meilleur état que les autres. On s' imagine toujours que ces provinces ne paient pas assez, parce que, par un effet de la bonté de leur gouvernement, elles pourraient payer davantage, et il vient toujours à l'esprit

(1) *Esprit des lois*, liv. XIII, chap. XII.

de leur ôter ce gouvernement même qui produit ce bien, qui se communique, qui se répand au loin, et dont il vaudrait bien mieux jouir. »

L'illustre publiciste, tout en montrant la plus grande réserve sur la question, indiquait par là ses préférences. Aussi, lorsque le *Mémoire* du marquis de Mirabeau parut, il eut l'honneur d'être attribué par certains de ses contemporains à Montesquieu lui-même, ainsi qu'en témoigne ce passage du journal du marquis d'Argenson :

« Il se répand une brochure qui paraît être du président de Montesquieu, concernant l'utilité des États provinciaux ; ceci n'est que le commencement des livres de cette nature qui vont paraître. »

C'est dire que l'ouvrage fut vivement goûté. Il n'avait pas cependant à cette époque tout le développement qu'il reçut dans la suite ; comme le dit le marquis d'Argenson, ce n'était encore qu'une brochure, dans laquelle le marquis de Mirabeau entendait défendre l'institution des États provinciaux, et démontrer l'immense supériorité des pays d'États sur les autres, mais où il ne se préoccupait pas encore des moyens d'étendre cette institution à tout le royaume. Ce n'est que dans une deuxième édition de l'ouvrage, qui est vraisemblablement de 1757, que le Marquis, tout en développant considérablement les autres, ajouta à son ouvrage une nouvelle partie, où il s'occupait spécialement « de la façon d'établir des États provinciaux dans tout le royaume. » C'est sous cette forme que le *Mémoire* est connu et généralement cité ; c'est sous cette forme qu'il a été reproduit en 1758 comme *quatrième partie de l'Ami des hommes*, avec une introduction, dans laquelle on sent déjà l'influence des idées de Quesnay, et un supplément destiné à confondre les objections qui

avaient été présentées contre le *Mémoire* et l'institution des États. C'est donc en général d'après cette édition de 1758 que nous étudierons l'ouvrage ; cependant, comme il y a des variantes entre le texte de cette édition et celui de 1750 qui, quoique plus court, est peut-être plus net à certains égards, nous ne négligerons pas, le cas échéant, de donner des extraits de l'ouvrage de 1750, qui exprime peut-être mieux la pensée première du marquis de Mirabeau (1).

« Je crois qu'il serait également fâcheux, disait le Marquis (2), en 1750, sur un ton conciliant, que le prince ne vît ses droits que dans sa puissance, et que les sujets ne connussent de principe de leur obéissance que la loi du plus fort ; cette façon d'envisager les choses pourrait un jour produire d'un côté la violence et le délire, de l'autre la crainte, les murmures et le désir de secouer le joug »...

« Je crois fermement que les souverains légitimes ont un intérêt réel à permettre à leurs sujets la discussion, la connaissance de leurs droits, ce qui est intimement lié à celle des devoirs des sujets. Je pense qu'un homme éclairé peut

(1) En 1750, l'ouvrage est divisé en trois parties, précédées d'une introduction assez longue, dans laquelle le Marquis oppose à la tyrannie d'un monarque, qui n'a d'autre appui que la crainte qu'il inspire, la popularité et la force d'un prince, qui ne craint pas d'associer son peuple au gouvernement et à l'administration de l'Etat. Les trois parties concernent les avantages des Etats provinciaux relativement à l'autorité royale, aux finances, et au bonheur des peuples. En 1757, cet ordre est renversé : l'ouvrage commence par énumérer les avantages des Etats relativement au bonheur des peuples, puis relativement à l'autorité royale, et traite enfin dans une troisième partie de l'extension des Etats à tout le royaume.

(2) *Mémoire concernant l'utilité des États provinciaux*, 1750, p. 3 et 4.

seul faire un sujet ferme dans son devoir, et qu'il n'y a qu'un pas de l'obéissance aveugle à la révolte. »

C'étaient là de nobles paroles, qui faisaient véritablement honneur au Marquis. Il continuait en déclarant que le monarque avait intérêt à gouverner, non despotiquement, en associant ses peuples à leur propre administration, et à respecter « les ordres et les lois fondamentales de l'État ». Il prévoyait immédiatement l'objection qu'on aurait pu lui faire, la tendance naturelle des États provinciaux à empiéter sur les attributs de l'autorité royale, et il s'attachait à la confondre, en prétendant démontrer au contraire les avantages des États pour l'autorité royale elle-même.

« Je suppose, disait-il (1), qu'un ministre voulût donner au prince des impressions contre les États provinciaux : il les lui représenterait sans doute comme des assemblées, qui veulent se mettre sans cesse entre lui et son peuple, qui maintiennent les provinces dans l'idée, que leur consentement est nécessaire pour la levée des deniers de l'État, qui, souples dans les temps d'autorité, peuvent, dans les temps calamiteux et faibles, s'arroger des prérogatives, blâmer la conduite de la Cour, et donner enfin le signal de la désobéissance. Il ne manquerait pas de lui faire observer que l'administration qui en résulte donne à certains sujets des prééminences dangereuses dans leur propre pays et borne beaucoup l'autorité des préposés du Roi ; que la forme de composer avec le maître est indécente, et que la répartition qui s'en suit est un secret qui tend à soulager les administrateurs et à charger le peuple, tandis qu'on frustre l'État de ses véritables droits, que ces

(1) *Mémoire concernant l'utilité des Etats provinciaux*, 1750, p. 17.

sortes d'assemblées sont coûteuses par elles-mêmes et ordonnent encore des dépenses plus relatives à l'avantage de quelques particuliers qu'à celui du public. »

Que trouvait à répondre à cela le marquis de Mirabeau ?

Tout simplement ceci : le pouvoir des États concerne uniquement l'administration intérieure de la province et la levée des impôts : ils ne peuvent s'immiscer en aucune façon dans l'administration du royaume, et ils le peuvent d'autant moins qu'ils sont étroitement surveillés dans leurs opérations par les représentants du souverain : ils ne sauraient donc lui causer aucune inquiétude ;

« Le pouvoir des États, disait-il (1), est-il purement civil ou ne l'est-il pas ? Les vit-on jamais se mêler de la guerre ou de la paix, de la législation, du commerce, de la levée ou réforme des troupes, des détails du ministère ou du gouvernement ? Ce serait là ce qu'on pourrait appeler se mettre entre le roi et le peuple.....

« Les États provinciaux, ajoutait-il, ne se mêlent donc absolument que de la levée des deniers, et de certains détails de police intérieure : est-ce là se mettre entre le prince et les sujets ? Convoqués, approuvés par le souverain, dirigés dans toutes leurs opérations de détail par les préposés du prince, peuvent-ils faire ombrage à l'autorité royale ? »

Quant au droit de consentir les impôts, le Marquis n'y voyait rien d'humiliant pour l'autorité royale. Est-ce que, disait-il, les sujets ne contribuent pas toujours plus ou moins volontairement aux besoins de l'État ? D'ailleurs ce droit est beaucoup plus théorique que pratique et se réduit à de simples représentations qui ne sont même trop

(1) *Mémoire concernant l'utilité des États provinciaux*, 1750, p. 19.

souvent que de pure formalité. Enfin le nom de don gratuit importe peu : pourquoi serait-il défendu d'accorder au Roi par affection ce qu'il demande comme droit ? La véritable question n'est pas là : elle est de savoir si ces dons sont moins forts que ne le sont ailleurs les « dépouilles », et sur ce point, le Marquis s'évertue à prouver, chiffres en main, et par des calculs dans lesquels nous ne le suivrons pas, que les pays d'États rapportent plus à la couronne, toutes proportions gardées, que les pays d'élection.

Il part de là pour prendre l'offensive et montrer que les pays d'États présentent, même au point de vue de l'autorité royale, des avantages incontestables. Les États, qui se tiennent sous la surveillance de l'autorité souveraine, sont un intermédiaire entre cette autorité et les sujets de la province ; ils répondent bien plus sûrement de leur obéissance que ne peut le faire l'administration arbitraire des intendants. L'autorité est en somme plus puissante et mieux établie dans les pays d'États que dans les pays d'élection, et ce qui le prouve, c'est la rapidité et la facilité avec laquelle se fait, dans les pays d'États, la levée des impôts, qui coûte d'ordinaire le plus à l'obéissance des peuples.

En même temps chaque province d'États est capable de fournir au Roi, en cas de besoin, des secours en denrées ou en argent qu'il serait impossible de tirer des pays d'élection. Mirabeau tenait à ce dernier point et, dans son supplément de 1758, on le voit revenir sur cette question pour établir péremptoirement que, dans les temps de crise, les pays d'États ont toujours fait de plus grands sacrifices pour la couronne que les pays d'élection. Il rappelle qu'en 1745 la longueur de la guerre obligea le gouvernement à

demander aux intendants combien de taxes nouvelles pourraient supporter leur généralité : « Ce fut, dit-il, une chose à comparer que l'embarras des intendants des généralités d'élection avec la confiance de ceux des pays d'États. »

Il revenait également, dans ce supplément de 1758, sur le rôle des États dans la constitution générale du royaume, et le concours qu'ils offraient à la monarchie dans l'administration des provinces : « Plus un État, disait-il (1), forme de différents ordres ou hiérarchies utiles et équitables, plus il en devient puissant et illustre. Son éclat rejaillit sur la couronne, comme aussi le lustre de la couronne fait la plénitude de l'ornement de l'État. Le trône le plus élevé que puisse se fonder un despote, c'est de fouler aux pieds ses esclaves prosternés pour l'adorer, usage des orientaux. Nos premiers rois, qui n'étaient que chefs militaires, ne pouvaient s'élever plus que les boucliers de leurs soldats, qui les portaient lors de leur inauguration. Un vrai monarque compte autant de gradins à son trône qu'il y a d'ordres distincts et séparés dans son État, et les domine tous également, mais par échelons, et la prééminence de chacun d'eux élève sa suprématie. » Un peu plus haut, Mirabeau avait déjà exprimé la même pensée sous une forme assez pittoresque : « Les ordres intérieurs et municipaux sont les agrès du navire politique. Une monarchie n'est complète qu'autant qu'elle est formée de tous ses mâts et cordages : en proportion de ce qu'elle en supprime, elle s'expose aux plus grands malheurs. »

Les États provinciaux présentaient, dans cet ordre d'i-

(1) *Réponse aux objections contre le Mémoire sur les Etats provinciaux* publiée comme quatrième partie de *l'Ami des hommes*, 1758, t. II, p. 65.

dées, un autre avantage, pour le marquis de Mirabeau, c'était de fournir à l'autorité royale des hommes rompus, par la pratique des affaires locales, à la gestion des affaires publiques et capables de participer au gouvernement général du royaume. Voici comment il s'exprimait à cet égard (1) :

« Si d'ailleurs l'habileté du conseil est un trésor pour le prince, si le nombre d'hommes propres au gouvernement est une richesse pour l'État, qu'est-ce qui peut mieux leur servir d'école que ce gouvernement municipal, auquel les principaux membres des États sont employés. On en vit de tout temps des exemples. Les cardinaux de Janson et de Bougé avouaient s'être formés en Provence et en Languedoc. Il s'en forme tous les jours, qui seraient propres à être employés dans les affaires les plus délicates, et dont au moins les talents ne sont pas totalement enfouis pour la société, comme ils le sont ailleurs. »

Le marquis de Mirabeau avait aperçu là très nettement la solidarité qui existe dans un État entre le gouvernement local et le pouvoir central. Il avait démêlé en même temps, avec une grande perspicacité, l'un des principaux avantages, que présente pour un État une administration locale libre et autonome : entretenir une vue publique dans l'État, habituer les citoyens à la gestion de leurs propres affaires, et par là former des hommes capables de diriger un jour les affaires de la nation. C'est ce qui montre en même temps, combien il est difficile, suivant la très juste remarque de M. de Tocqueville (2), de vouloir établir la liberté

(1) *Mémoire concernant l'utilité des États provinciaux*, 1750, p. 25.

(2) Précisément sur un passage du *Mémoire sur les États provinciaux*, dont Tocqueville a commenté quelques pages à la fin de ses œuvres, V. *Œuvres complètes*, t. VIII, p. 149.

par en bas, lorsqu'elle n'existe pas en haut, ou de la proclamer en haut, sans l'accorder en bas. Il y a là une véritable solidarité, qui fait participer le gouvernement local du régime politique de la nation, et c'est ce qui explique que, dans tous les temps et dans tous les pays, la décentralisation administrative et l'autonomie locale aient toujours suivi pas à pas les progrès de la liberté publique. Le marquis de Mirabeau ne s'y était pas trompé, et la réforme qu'il préconisait en 1750, quoique purement administrative et provinciale, aurait vraisemblablement abouti, si elle avait été réalisée, à la constitution d'une monarchie tempérée, avec participation des peuples au gouvernement général du royaume. La réforme provinciale de 1787, intervenue trop tard, et initiant trop brusquement les peuples à la liberté publique, n'a-t-elle pas abouti, par l'agitation quelle a suscitée dans les provinces, à la grande secousse politique et sociale de la Révolution ?

Quoi qu'il en soit, le marquis de Mirabeau voyait un autre avantage, et non moins important pour l'autorité royale, dans l'institution des États provinciaux, celui de permettre plus facilement et plus économiquement la perception de l'impôt. Pour l'impôt direct, il n'insiste pas, car cet avantage se confond avec celui qui en résulte pour le peuple, dont il s'occupe à part ; mais en ce qui concerne l'impôt indirect, il montre que les États pourraient fort bien remplir le rôle des fermes générales et se charger de sa perception à leurs lieu et place. Les États, qui ont déjà un personnel en fonctions, gagneraient dans la combinaison la plupart des frais de perception, qui viennent aujourd'hui en déduction du produit brut, et le Roi y gagnerait les millions, que les fermiers généraux retiennent pour leur profit personnel.

Enfin, toujours au point de vue financier, les pays d'États présentent un avantage extraordinaire dans le crédit qu'ils possèdent, qui leur permet de trouver de l'argent, quand ils en ont besoin, et même d'en prêter à la royauté, dans les temps de troubles, à un taux plus avantageux que celui des fermiers généraux. Le vrai principe du crédit, en effet, c'est la confiance, que donnent la richesse du débiteur d'une part, sa probité de l'autre. Or, pour Mirabeau, cette confiance, le public la place à un bien plus haut degré dans les provinces, représentées par leurs États, garants de la solidarité de tous les habitants de la province, que dans le prince, dont il ne met pas en doute la probité, mais qui, dit-il, peut être inexact à remplir ses engagements, peut changer. Il y a là d'ailleurs un point de vue tout à fait de circonstance, qui n'a plus aucune valeur aujourd'hui, où le crédit de l'État, représenté par le parlement, est au moins aussi solide que celui des départements ou des communes. Il semble que Mirabeau ait surtout considéré dans l'État le souverain, et non la nation, s'exprimant par l'intermédiaire de ses représentants, par la bonne raison que ces représentants n'existaient pas de son temps.

Toujours est-il que ce qu'il disait du crédit des États provinciaux était incontestable : les provinces d'États avaient une si parfaite situation financière que l'on voyait souvent le pouvoir central avoir recours à elles et emprunter en leur nom (1). Le marquis de Mirabeau ne manquait pas de faire ressortir cet avantage ; il montrait que le gouverne-

(1) M. de Tocqueville, dans cet appendice à son livre de *l'Ancien régime et la Révolution* sur les pays d'États, que nous avons déjà cité, constate que dans les derniers temps le Languedoc avait emprunté sous sa propre garantie, mais pour le compte du Roi, la somme de 73,200.000 livres.

ment dans les temps de crise trouvait auprès des États des secours qui ne pouvaient lui être fournis ailleurs, car, disait-il, le crédit des États est tel « que les fonds, quoique répondant de dettes très considérables, sont estimés dans l'évaluation publique au double de ceux qui sont libres de dettes, mais accablés par l'administration arbitraire. »

III

Voilà donc tous les avantages que présente pour l'autorité royale elle-même cette institution des États provinciaux. Si elle en offre autant pour le bonheur des peuples, il sera démontré que c'est là une institution bien précieuse, et il ne devra plus s'agir que des moyens d'en faire bénéficier tout le royaume. Or pour le marquis de Mirabeau ces avantages ne sont pas moins évidents; ils se résument dans les trois points suivants : une administration autonome de la province, qui présente tous les avantages de la liberté, tout en réservant au prince le pouvoir politique, une meilleure perception de l'impôt et une meilleure assiette de la taille, enfin des dépenses propres à la province, qui assurent en elle une vie locale très active.

Au premier point de vue, le marquis de Mirabeau opposait à la sûreté d'une administration par des assemblées, composées d'hommes éclairés et au courant des usages du pays, l'incertitude et l'arbitraire que présentait celle d'un fonctionnaire royal de passage dans la province ; et on retrouvait ici tous ses griefs contre les intendants, mais exprimés avec beaucoup plus de modération qu'en 1747 : « Il est sensible, disait-il (1), que des administrateurs patriotes, fussent-ils libres, autant qu'ils sont liés par les formes éta-

(1) *Mémoire concernant l'utilité des Etats provinciaux*, 1750, p. 37.

blies, auraient plus de ménagements à garder qu'un étranger, plus ignorant des coutumes et moins soigneux de contenter un pays où il n'est que passager. »

Et il ajoutait un peu plus loin, après avoir vanté l'administration des pays d'États : « Peut-on comparer à la sûreté de cette administration, celle d'un jeune homme qui arrive, ignorant des usages et de la force réelle d'un pays, de la nature de ses biens et de son commerce. »

L'administration par les États présente donc le grand avantage d'assurer les apparences de la liberté aux populations, tout en réservant au Roi l'autorité effective. Les peuples sont en effet persuadés qu'ils ont la réalité de la liberté, dès qu'ils ont le droit de s'administrer et de s'imposer eux-mêmes. « C'est ce qui, ajoute Mirabeau (1), rend les habitants des pays d'États si jaloux de ce privilège qu'ils regardent comme la liberté, tandis qu'il n'en a que l'apparence. Quel inestimable avantage, en effet, pour le citoyen tranquille, pour le colon uniquement occupé des détails de son labourage, de n'avoir pas à veiller chaque année, par des voyages et des présents, à ce que sa cote d'imposition ne soit pas haussée, de ne pas craindre d'être collecteur, ce qui l'établit tout à coup le tyran indispensable de tous ses voisins et le détourne de sa profession, pour lui faire passer une année à conduire des soldats, ou porteurs de contraintes de maisons en maisons, pour enlever ici les meubles, là les ustensiles de ménage, guetter plus loin le linge ou les habits d'un misérable, qui sèchent sur un buisson, menacé sans cesse de la prison par le receveur des tailles, et terminant enfin son année d'exercice par remplir de ses propres deniers le vide que font les insolvable. »

(1) *Mémoire sur les Etats provinciaux*, 1757, p. 25.

Tous les vices du système de perception des impôts directs usité dans les pays d'élection étaient admirablement mis à jour par Mirabeau dans ces quelques lignes. On en était arrivé en effet, pour assurer la rentrée de l'impôt, à imposer tour à tour aux habitants des paroisses les fonctions de collecteur, et à les rendre responsables pécuniairement de la perception intégrale des taxes, absolument comme on l'avait fait pour les décurions dans les derniers temps de l'empire romain. Il en résultait une dureté incroyable dans les poursuites, des procédés de recouvrement odieux, contraintes, garnisons, enlèvements de meubles, etc., avec, en fin de compte, un vide à combler de leurs propres deniers par les collecteurs, qui se trouvaient souvent ruinés du coup. Le marquis de Mirabeau opposait avec raison à l'arbitraire de cette perception la sûreté et la douceur de celle qui avait cours dans les pays d'États, où les États eux-mêmes se chargeaient du recouvrement, les trésoriers de la province faisant simplement supporter aux retardataires l'intérêt du retard, de sorte que chacun se hâtait de payer, pour ne pas voir augmenter sa taxe.

Mais à côté de ces inconvénients des pays d'élection, dus au mode de recouvrement de l'impôt, il y en avait d'autres, dus à la base même de l'impôt et à son assiette, qui n'existaient pas dans les pays d'États, parce que cette base et cette assiette étaient toutes différentes. Dans les pays d'élection, en effet, l'impôt direct était principalement représenté par la taille qui était personnelle, tandis qu'elle était réelle dans les pays d'États. Que voulaient dire ces expressions? Sans doute dans les deux cas on voulait bien atteindre les biens et la fortune de la personne, mais les procédés pour y arriver étaient différents. Dans la taille réelle on attei-

gnait les biens directement, d'après une appréciation qui était établie suivant des procédés particuliers à chaque province, généralement à l'aide d'un cadastre ; et la taxe ainsi établie demeurait fixe, aussi longtemps du moins qu'on ne revisait pas les évaluations cadastrales. Pour la taille personnelle, il en était tout autrement : on appréciait chaque année la valeur approximative des biens de chacun, et la taxe était établie d'après les facultés présumées du contribuable. La taille personnelle ressemblait en somme à ce que nous appellerions aujourd'hui un impôt sur le revenu établi par voie de taxation administrative, et la très vive opposition, que soulève aujourd'hui encore l'impôt sur le revenu en France, n'a peut-être pas d'autre origine que les pénibles souvenirs laissés dans la plupart des provinces par cette odieuse forme de taxation.

Elle avait entraîné en effet le découragement le plus funeste des habitants des campagnes, qui, loin de vouloir passer pour riches, ne cherchaient qu'à dissimuler leurs ressources et tremblaient devant la moindre amélioration à faire à leur champ, de peur de voir leur cote d'imposition augmentée l'année d'après. La plupart aimaient mieux se laisser poursuivre que d'avoir l'air de payer trop facilement, car ils étaient sûrs que la moindre apparence de ressources se traduirait pour eux l'année suivante par un supplément d'impôt. Il faut voir dans Tocqueville (1) le tableau des méfaits de la taille personnelle pour se faire une idée de la haine qu'elle pouvait soulever et du prix qu'attachaient les pays d'États à jouir des bienfaits de la taille réelle.

Dans les pays d'États cependant et dans les pays

(1) *L'ancien régime et la Révolution*, p. 183. Voir également Taine, *Ancien régime*, t. II, p. 240 (édition de 1899).

d'élection la taille présentait un caractère commun : c'était un impôt roturier que ne payaient pas les nobles, et ceux-ci tenaient d'autant plus profondément à cette exemption qu'être mis à la taille était pour eux signe de roture et synonyme de déchéance. Pourtant du caractère réel ou personnel de la taille découlait, au point de vue de l'exemption, une différence entre les pays d'États et les pays d'élection. Dans ces derniers, c'étaient les nobles qui étaient exempts, et on ne prenait en considération que la qualité de la personne. Dans les pays d'États, au contraire, il résultait du caractère réel de la taille que les biens nobles tombés entre les mains des roturiers ne payaient point l'impôt, et qu'à l'inverse la taille était payée par les nobles propriétaires de biens roturiers : « Le privilège transporté ainsi des personnes sur les choses, remarque à ce propos Tocqueville (1), était plus absurde sans doute, mais il était bien moins senti parce que, gênant encore, il n'humiliait plus. N'étant plus lié d'une manière indissoluble à l'idée de classes, ne créant pour aucune d'elles d'intérêts absolument étrangers ou contraires à ceux des autres, il ne s'opposait plus à ce que toutes s'occupassent ensemble du gouvernement. »

Il est intéressant de se demander, à ce sujet, quelle est, au moment où nous nous plaçons, l'opinion du marquis de Mirabeau sur cette exemption de la noblesse en matière d'impôts. Or il n'y a pas à hésiter à cet égard, le Marquis est, à cette époque, malgré les tendances très généreuses de son esprit, un partisan très convaincu des privilèges même financiers de la noblesse : un homme qui voulait d'ailleurs réorganiser, en l'appuyant sur la noblesse, l'ins-

(1) *L'ancien régime et la Révolution*, app., des pays d'États et en particulier du Languedoc, p. 325.

titution des États provinciaux, ne pouvait guère s'en servir logiquement pour détruire les privilèges de cette noblesse. On sent cependant que cette question devait préoccuper dès cette époque le marquis de Mirabeau, et il prend, lorsqu'il en parle, un ton embarrassé, qui ne lui est pas habituel. Il évitait de s'expliquer catégoriquement à ce sujet dans les deux éditions de son *Mémoire* (1) ; mais, dans son supplément de 1758, il revenait sur la question, et, bien qu'ayant déjà subi à cette époque l'influence des idées de Quesnay, il se montrait assez résolument partisan de ces privilèges de la noblesse.

L'égalité, disait-il, ne saurait exister au physique que dans les enfers ; elle est contraire à la nature, car tout est privilège ici-bas, à commencer par les dons naturels. Les privilèges de la noblesse et du clergé ne seraient donc choquants, que s'ils étaient contraires à la justice : or le clergé paie comme impôts, sous la forme du don gratuit, plus qu'il ne paierait par la voie ordinaire, et l'on ne peut parler pour lui de privilège. Quant à la noblesse, il ne faut pas oublier que ses premières exemptions furent de droit, car l'impôt ne fut établi à l'origine que pour contribuer aux charges militaires qu'elle supportait déjà. Dans la suite, ces exemptions ont été réduites pour ainsi dire à rien par l'établissement des nouveaux impôts (2), et elles ne portent plus

(1) Cependant, dans son projet d'extension des États provinciaux au reste du royaume, dans la deuxième édition de son *Mémoire*, il admettait l'exemption des biens nobles devant la taille, mais en proposant de réduire cette exemption aux biens nobles, reconnus comme tels avant l'année 1555, époque où le roi Henri II établit la taille sur tous les biens, pour subvenir au service des compagnies d'armes, qu'avaient jusqu'alors assuré les propriétaires de ces biens.

(2) Ces impôts étaient la capitation, établie en 1695 par Louis XIV, qui portait, en effet, sur toutes les personnes du royaume, y com-

aujourd'hui que sur la taille. Ainsi restreint, ce privilège peut encore se justifier par les dépenses qu'a continué à faire la noblesse pour tenir son rang dans l'armée, et par cette considération que la fortune tend à échapper de plus en plus aux mains de la noblesse pour passer dans celles du Tiers-état. Cependant Mirabeau reconnaissait que, pour être tolérable, ce privilège devait rester dans des limites raisonnables.

« Je ne prétends pas, disait-il (1), autoriser à cet égard des disparités trop choquantes, supposé qu'il s'y en trouve, et l'on voit, par le plan que j'ai présenté pour former de nouveaux établissements en ce genre, que mon dessein fut d'y prendre toutes les précautions, qui peuvent constituer l'égalité relative dans l'institution et la maintenir dans l'exécution ; mais je ne saurais trop répéter qu'à l'égard des établissements anciens, et des formes d'administration, dont les peuples sont contents, on ne saurait être trop en garde contre le désir d'innover, sous le prétexte de réformation, dont l'expérience seule peut montrer les conséquences fâcheuses et inévitables. »

Le marquis de Mirabeau voyait, avons-nous dit, un autre avantage de l'organisation des pays d'États, au point de vue de ce qu'il appelait le bonheur des peuples, dans l'existence de dépenses locales, ordonnées par les États

pris le Dauphin, rangé dans une classe à part, et les vingtièmes, qui étaient une sorte d'impôt général sur le revenu, plusieurs fois supprimé et rétabli dans le courant du XVIII^e siècle.

Mais si les ordres privilégiés étaient soumis en principe à ces impôts, en fait ils ne les supportèrent jamais intégralement. Le clergé s'en racheta, et la noblesse trouva toujours moyen de payer moins que sa part.

(1) *Réponse aux objections*, 4^e partie de l'*Ami des hommes*, t. II, p. 122.

sur les ressources propres de la province, et entretenant dans la province une vie et une activité particulières. Ces dépenses étaient contestées par les centralisateurs du temps, au nom de l'intérêt général du pays. On leur reprochait d'entraîner un supplément de charges pour les populations locales, et de les mettre hors d'état de satisfaire aux impôts royaux. Le Marquis les analyse très sagement, en montrant que non seulement elles ne peuvent nuire au trésor royal, mais que, dans beaucoup de cas, elles lui viennent en aide.

Parmi ces dépenses, en effet, les unes servent à payer dans la province certains officiers royaux : celles-là sont au premier chef des dépenses d'intérêt général et déchargent d'autant le trésor royal. Les autres sont relatives à l'avantage direct du pays, mais indirectement elles profitent à tout le royaume. Une portion de ces dépenses sert en effet à payer les intérêts de la dette que la province a contractée, dans beaucoup de cas, pour venir en aide au souverain : celle-là est sacrée, car c'est la condition même du crédit de la province. Une autre portion sert à couvrir les frais de l'assemblée des États ; elle est indispensable pour maintenir sa renommée et son autorité. Enfin une dernière partie — la plus considérable — est employée à subvenir aux frais de la police intérieure et des travaux publics, qui profitent non seulement à la province, mais à tout le territoire. Mirabeau insistait, à ce point de vue, sur la supériorité des pays d'États dans l'exécution de ces travaux, qui étaient effectués à prix d'argent, au moyen d'entrepreneurs engagés par les États, au lieu de l'être au moyen de ce détestable système des corvées, véritable fléau des campagnes. Il paraît, d'ailleurs, qu'il généralisait ici un peu trop. En Languedoc et en Provence, il est vrai, l'usage des corvées

était inconnu et les routes entretenues aux frais des États, mais il n'en était pas de même dans tous les pays d'États, et nous savons, par des lettres du propre frère du Marquis, le bailli de Mirabeau, qu'en Bretagne des corvées très dures étaient en usage encore en 1760 : « Je leur ai proposé, écrivait-il à ce sujet à son frère, notre manière (celle de Provence) et il y en a qui m'ont promis d'en parler aux États. »

Malgré cela, le Marquis avait raison de dire qu'en général le mode d'exécution des travaux des pays d'États était supérieur à celui des pays d'élection, et que les travaux publics y étaient mieux entretenus que dans les pays d'élection : tous les témoignages des contemporains ne font que confirmer son dire.

Enfin, pour en terminer sur ce chapitre des dépenses propres de la province, il ajoutait que, dans beaucoup de cas, les États subvenaient de leurs propres deniers à des dépenses qui, dans les pays d'élection, étaient à la charge du trésor royal : par exemple, les indemnités dans les provinces ravagées, les secours en cas de calamités publiques. Il voyait donc tout profit, et pour la couronne, et pour les États, dans l'existence de dépenses et de ressources particulières à chaque province, c'est-à-dire de ce que nous appellerions aujourd'hui un budget local ; et, sur ce point, il est incontestable que l'expérience lui a donné raison.

IV

La conclusion naturelle de toutes ces considérations était l'extension à toutes les provinces du régime des pays d'États qui présentait de si précieux avantages.

Le marquis de Mirabeau ne la formulait pas expressé-

ment dans son mémoire de 1750 ; mais dans la deuxième édition de son ouvrage, il revenait sur la question pour indiquer de quelle façon pouvait se faire, selon lui, cette extension qu'il jugeait si désirable. Ses projets de réforme ne présentaient donc rien de bien révolutionnaire ni de bien original : le Marquis ne se posait pas en novateur ; il remontait au contraire aux vieilles traditions et réclamait simplement le développement d'une institution déjà existante d'après les formes et les procédés anciens.

Il ne faisait en cela d'ailleurs que suivre les traditions du mouvement de 1711, dont il s'était inspiré à tant d'égards. Fénelon, dans ses plans de réforme, avait proposé de diviser la France en vingt provinces, et d'établir dans chacune des États, sur le modèle de ceux du Languedoc, qui étaient pris comme type dans tous les projets de réforme, parce qu'ils étaient considérés avec raison comme les plus parfaits. A cette époque-là, on ne conçoit donc pas la réforme provinciale, sous une autre forme que la généralisation des institutions existantes ; ce n'est que plus tard, avec l'entrée en scène de l'école des économistes, que l'on aura l'idée d'une réforme générale, s'appliquant à l'ensemble du pays, et basée sur des principes nouveaux, dont le plan de Turgot est resté le type le plus célèbre.

Au moment où nous nous plaçons, c'est-à-dire en 1757, le marquis de Mirabeau, comme tous ses contemporains, ne songe pas à innover, mais à redonner une nouvelle vie aux anciennes institutions, en les adaptant aux besoins nouveaux, en les conciliant avec les idées de liberté qui commençaient à se faire jour. C'est pour cela que son projet de réforme consiste à passer en revue l'organisation des différents États existants, en retenant dans chacune ce qu'il y a de bien pour composer, par la

réunion de ces différentes règles d'organisation, l'assemblée idéale qu'il juge propre à faire le bonheur de toutes les autres provinces.

L'examen du marquis de Mirabeau n'était d'ailleurs pas long par la bonne raison qu'à l'époque où il écrivait on ne comptait plus guère d'États que dans quatre grandes provinces : Languedoc, Provence, Bourgogne et Bretagne, et dans quelques petites, comme la Flandre, l'Artois, le Béarn, la Navarre, etc. Toutes les autres avaient perdu leurs États, soit qu'ils fussent tombés en désuétude, soit, ce qui était beaucoup plus fréquent, qu'ils eussent été supprimés par la royauté. Quelle était donc, d'après le marquis de Mirabeau lui-même, l'organisation des États dans les provinces où ils subsistaient encore ?

Le Marquis examinait avec le plus de soins l'assemblée des États du Languedoc, qui avait évidemment toutes ses préférences, et qui était en effet la plus parfaite. Elle avait d'abord l'avantage d'être très peu nombreuse, car elle ne comprenait guère que vingt-trois membres de la noblesse, autant du clergé, et le double de membres du Tiers état. Le Tiers état avait donc autant de membres que le clergé et la noblesse réunis, et, comme le vote avait lieu non par ordres mais par tête, il avait dans l'assemblée une influence égale à celle des deux ordres privilégiés. Les États du Languedoc se réunissaient tous les ans, et cela est intéressant à constater, car il n'en était pas de même dans toutes les provinces. Le marquis de Mirabeau insistait, avec assez de complaisance, sur la façon dont avait lieu cette réunion, les formes de procéder, les habitudes de l'assemblée. Les commissaires du Roi, disait-il, lieutenant général de la province, procureurs, intendants, ont entrée aux États, mais d'après la coutume ils ne s'y rendent qu'à

certaines jours, jour de l'ouverture, jour de la demande du don gratuit, etc. Les États vont en corps présenter solennellement aux commissaires du Roi l'octroi du don gratuit qui lui a été fait par la province. Ils reçoivent les comptes des trésoriers de la province, et répartissent les impositions de l'année entre les vingt-trois diocèses, ou circonscriptions intermédiaires du Languedoc. Ces diocèses ont eux-mêmes une petite assemblée, appelée assiette, qui se réunit un mois après la clôture des États pour répartir entre les communautés les sommes attribuées au diocèse. C'était là en somme une organisation, dont le mécanisme rappelle d'assez près celui qui fonctionne aujourd'hui pour la répartition de l'impôt.

A l'opposé de cette organisation, on trouvait celle des États de Bretagne, qui présentait avec elle un contraste frappant. Les États de Bretagne avaient en effet pour principal caractère d'être une assemblée très nombreuse : tous les nobles de la province y possédant fief avaient le droit d'y siéger ou de s'y faire représenter, ce qui amenait le marquis de Mirabeau à traiter de cohue cette assemblée respectable surtout par son nombre. A côté de la noblesse, les autres ordres étaient représentés, le clergé par ses principaux membres dans la province, le Tiers état par les magistrats des communautés les plus importantes. Le vote avait lieu, non par tête, comme en Languedoc, mais par ordres, ce qui d'ailleurs était plutôt ici une protection pour les autres ordres, étant donné le nombre des députés de la noblesse.

Le marquis de Mirabeau décrivait encore avec soin les formes de procéder de l'assemblée. Le gouverneur, disait-il, fait proclamer l'ouverture des États, et fait au nom du Roi la demande du don gratuit, après quoi il se retire pour

laisser à l'assemblée la liberté de ses délibérations : « Autrefois, ajoutait-il, on discutait et on marchandait beaucoup, c'était un traité et une négociation ; maintenant on accorde unanimement » ; ce qui confirme ce que nous avons dit du caractère purement formaliste du don gratuit. Une fois le don gratuit voté, les États s'entretenaient des affaires de la province, et, quand ces affaires étaient terminées, le gouverneur faisait la clôture par un discours auquel répondait le syndic de la province. Mais il faut noter que les États de Bretagne n'étaient pas une assemblée annuelle, comme ceux du Languedoc ; ils ne se réunissaient que tous les deux ans, et nommaient, pour les représenter dans l'intervalle des sessions, une commission intermédiaire.

Le marquis de Mirabeau passait ensuite en revue l'organisation des États de Bourgogne, qui se rapprochait sur beaucoup de points de celle des États de Bretagne. L'ordre de la noblesse y était également très nombreux, puisqu'il comprenait tous les gentilhommes possédant fief dans la province, au nombre de huit cents à peu près. La chambre du clergé comprenait environ cent dix-neuf membres, et celle du Tiers les députés des villes, au nombre de soixante-douze seulement. Le vote avait lieu par ordres, et chaque ordre délibérait séparément. En outre, les États ne se réunissaient que tous les trois ans, et, comme il y avait, dans l'intervalle, des affaires de la province à administrer, ils nommaient une commission, appelée chambre d'élection, et composée d'élus des trois ordres, pour expédier les affaires courantes. Ils nommaient également des commissaires ou alcades qui étaient chargés de participer à l'administration de la province et de surveiller la gestion des élus.

Quant à la Provence, Mirabeau, qui devait bien la connaître, faisait remarquer avec raison, que l'on ne pouvait plus guère, à proprement parler, la considérer comme pays d'États. Elle avait bien eu des États, mais ces États avaient été suspendus par Richelieu, et l'assemblée, qui avait cependant subsisté, et qui s'occupait en effet des affaires de la province, présentait un caractère tout différent de celui des autres assemblées locales. Elle était composée, non plus des représentants des trois ordres, mais des délégués des principales communautés du pays, les ordres privilégiés étant seulement représentés par deux évêques procureurs du clergé, et deux gentilshommes procureurs de la noblesse. C'était en somme une sorte d'assemblée générale des communautés, dans laquelle le Tiers-état jouait un rôle prédominant, et qui présentait par suite un caractère plus démocratique que les États provinciaux ordinaires (1). Malgré cela, et peut-être à cause de cela, le marquis de Mirabeau ne s'y arrête pas : cette assemblée lui paraît indigne de l'importance de la province, peu susceptible d'être établie ailleurs ; « car, dit-il, une telle administration n'est ni solide ni égale, peu en état de se soutenir contre les entreprises des commissaires du Roi. »

Ce que le Marquis désire donc, ce sont des *Etats*, c'est-à-dire des assemblées représentatives des trois ordres de la province, capables, par leur éclat et leur autorité, d'en imposer à l'autorité royale. Il veut les organiser d'après les

(1) Elle était présidée par l'archevêque d'Aix et se réunissait non pas, comme les autres assemblées, dans une des villes principales de la province, Aix ou Marseille, par exemple, mais dans la petite ville de Lambesc, que l'on voit souvent figurer dans la correspondance de M^{me} de Sévigné, au moment où son gendre, M. de Grignan, gouverneur de Provence, est obligé d'y demeurer pour la réunion de l'assemblée.

formes usitées dans les pays qu'il a examinés, en prenant pour type les États du Languedoc, qu'il estime les plus parfaits et les mieux ordonnés. Il reproche, en effet, aux États de Bretagne la règle de la duennalité des sessions, qui a l'inconvénient de retarder la solution des affaires, ou de la confier à des commissions sans autorité. Il leur reproche également le nombre trop considérable des députés de la noblesse, qui fait dégénérer l'assemblée en cohue et empêche toute discussion sérieuse. En Bourgogne, il trouve à redire à plus forte raison à la triennalité des États, et il émet la crainte que les chambres d'élection, qui les remplacent dans l'intervalle, ne soient un peu insuffisantes comme nombre et comme autorité. En Languedoc, au contraire, Mirabeau ne trouve guère à blâmer que la faculté de la noblesse de se faire représenter par procureur, qu'il estime fâcheuse, parce qu'elle habitue les nobles à se désintéresser de l'administration de la province. Il veut au contraire que tous les ordres, et la noblesse principalement, s'occupent des affaires publiques et deviennent ainsi capables de fournir des sujets distingués pour la conduite de l'État.

Que proposait donc le marquis de Mirabeau pour l'établissement de nouveaux États ? Il prenait la Guyenne comme exemple de l'application de sa réforme, mais il est évident qu'elle était générale et que ce qui, dans son esprit, était bon pour la Guyenne, l'était également pour tout le reste du royaume. L'assemblée qu'il proposait d'y établir devait être composée d'évêques et d'abbés pour l'ordre du clergé, d'une vingtaine de barons pour la noblesse, et du double de députés du Tiers, qui devaient être pris parmi les maires et officiers municipaux des villes. Il admettait donc le doublement du Tiers et comme

conséquence le vote par tête, tel qu'il était en usage dans les États du Languedoc, car sans cela, disait-il, « le plus grand nombre de députés du Tiers état ne lui donne aucun avantage. » Il entendait d'ailleurs assurer, à tous les points de vue, au Tiers-état un rang égal à celui des autres ordres et l'expliquait ainsi (1) : « Sans contredit dans l'établissement de la monarchie les deux premiers ordres ont été égaux, et ils le sont encore, quoique le respect et la reconnaissance aient fait donner le pas au clergé. Ils ont depuis admis le Tiers-état aux assemblées sans doute par des considérations de justice. Une des premières, dès lors, est que les distinctions n'y soient que de déférence et nullement d'autorité absolue (2). »

Dans ce but Mirabeau souhaitait que les officiers municipaux, qui devaient représenter le Tiers aux États provinciaux, fussent choisis parmi sa partie éclairée et restassent en fonctions le plus longtemps possible, et cela, dans l'intention très louable de les rompre à la pratique des affaires et de leur donner dans les États le rôle qui devait revenir aux représentants du Tiers. Il indiquait également que la délibération en commun des trois ordres était désirable pour rapprocher les classes et les faire coopérer toutes également au bien de la province.

Quant aux attributions de ces assemblées, ce seraient les mêmes que celles des États existant dans les autres

(1) *Mémoire sur les Etats provinciaux*, 1757, p. 130.

(2) Ainsi se trouvait résolue, dès le milieu du siècle, par un esprit éclairé, bien que resté au fond aristocratique, cette question du vote par tête et de la délibération en commun, sur laquelle devait venir se briser la monarchie dans les premiers jours de la Révolution. On peut même se demander par quel fatal aveuglement la royauté, qui n'était pas en somme intéressée dans la question, préféra laisser s'engager la Révolution plutôt que de céder sur ce point.

provinces du royaume : elles seraient relatives à l'administration de la province, aux travaux publics et surtout à la levée de l'impôt. A ce dernier point de vue, Mirabeau indiquait qu'on pourrait calculer ce que rapportaient les provinces transformées en pays d'États, avant leur transformation, et qu'on imposerait les sommes ainsi obtenues sur les terres, en taille réelle, au moyen d'un cadastre, qui serait dressé par l'assemblée des États. C'était là pour lui un des principaux avantages de la transformation des pays d'élection en pays d'États ; et, si on se rappelle ce que nous avons dit des inconvénients de la taille personnelle, on reconnaîtra que la réforme était en effet urgente. Or, pour Mirabeau, elle était liée à la réforme provinciale elle-même. On a cherché quelquefois, disait-il, à introduire la taille réelle dans les pays d'élection ; on n'y a jamais réussi, en l'absence de corps qui pussent apprécier la valeur des biens de chacun avec toute l'impartialité nécessaire ; car, si l'on se fie à des commissaires qui reçoivent et contrôlent les déclarations, on risque de tomber dans l'arbitraire et la fantaisie : « Il sera toujours impossible, ajoutait-il, de prendre une notion même générale et fautive de la qualité des biens et de la nature des revenus par le moyen des déclarations (1) », profonde parole, qu'il convient de renvoyer à ceux qui s'imaginent remédier aux défauts de notre régime fiscal actuel par le moyen d'un impôt sur le revenu global apprécié par voie de déclaration.

Telle était donc l'idée, que se faisait des États provinciaux le marquis de Mirabeau et le rôle qu'il leur attribuait. Sa conception ne présentait, nous l'avons dit, rien de bien

(1) *Mémoire sur les Etats provinciaux*, 1757, p. 4.

original en elle-même, puisqu'elle était basée sur la consécration des formes existantes; mais l'idée de généraliser et d'étendre l'institution des États ne manquait pas de hardiesse et d'intérêt, au moment où cette institution était en butte à l'hostilité du pouvoir royal, au moment où elle était combattue comme contraire à l'égalité, qui devait exister entre toutes les provinces du royaume.

Le marquis de Mirabeau reconnaissait ironiquement que la suppression des privilèges des pays d'États était en effet un moyen de rétablir l'égalité, mais que, pour sa part, il aimait mieux la rétablir dans le bien que dans le mal, en élevant les pays d'élection jusqu'à l'heureux sort des pays d'États, plutôt qu'en rabaissant les pays d'États à la condition misérable des pays d'élection. « Il est certain, disait-il, que de supprimer les privilèges des pays d'États est un moyen de mettre plus d'égalité parmi les sujets. Celui que côte à côte d'un pauvre on avait inhumé le trouva son égal à tous égards. Quant à moi, je propose un autre moyen d'établir l'égalité : c'est de faire participer toutes les provinces aux avantages de celles qui ont des États (1). »

Ces avantages ne sont pas d'ailleurs des privilèges, et ce n'est pas comme tels que Mirabeau les défend, ce sont des règles d'administration supérieures, qui doivent être étendues à toute la France pour le plus grand profit du peuple et de la royauté, car la prospérité d'un État découle de l'entente et de la correspondance réciproque entre le chef et les sujets. « Que les princes, déclare Mirabeau (2), soient toujours en garde contre leur cour et jamais contre leur peuple : le pauvre ne demande qu'à labourer en paix, le bourgeois qu'à faire son commerce, le noble qu'à élever sa famille et la soutenir au service. » Et il terminait par

(1) *Réponse aux objections*, 4^e partie de l'*Ami des hommes*, t. II, p. 8.

(2) *Mémoire sur les États provinciaux*, 1757, p. 89.

une éloquente déclaration sur la misère des paysans, que les États provinciaux étaient plus à même de secourir que les agents du roi, parce qu'ils la connaissaient mieux.

« Le prince, ni ceux qui l'entourent, disait-il (1), ne peuvent bien connaître la misère des habitants de la campagne. On cite ce mot d'une reine très instruite qui, sur ce qu'on lui représentait que les pauvres gens mouraient de faim, dit : on peut vivre avec du pain et du fromage. Je ne vis jamais campagnard dire sur les choses de la ville une naïveté comparable à celle-là. Cette princesse imaginait sans doute que c'était le dernier période de la misère que de vivre ainsi, et je suis persuadé que les rois ignorent encore que ce serait le comble de la prospérité publique, que tous les paysans eussent, été et hiver, du pain bien dur, ce qu'il leur en faut pour eux et pour leurs enfants. C'est ce que les députés, qui composent les assemblées d'États, et qui viennent de tous les coins d'une province n'ignorent pas. Ils représentent au maître leur accablement ; ils mêlent ces représentations de mille protestations de zèle et de fidélité. Le prince a-t-il des raisons pour insister, on accorde tout : ce consentement suppose de droit et de fait celui de tout le peuple ; don gratuit pour la conscience et la bonté du prince autant que pour son trésor. Au lieu de cela, tout est muet dans les pays d'élection. Jamais de plaintes qui ne soient des murmures, jamais de rapport direct du prince aux sujets, jamais d'acclamations pour sa prospérité, de protestations pour le bien de son service, de renouvellement du serment de fidélité. Les hommes y vivent comme des troupeaux sans pasteurs, dont le loup ravit tantôt l'un tantôt l'autre. Le maître, qui est le pasteur universel, est trop éloigné, et la garde étrangère à laquelle ils sont confiés est souvent celle qui les dévore. »

(1) *Mémoire sur les États provinciaux*, p. 137-138.

CHAPITRE III

L'APPARITION DE L' « AMI DES HOMMES ».

Le marquis de Mirabeau, auquel son *Mémoire sur les Etats provinciaux* avait procuré déjà une certaine renommée, mit le comble à sa réputation en faisant paraître, dans le courant de l'année 1757, l'ouvrage dont il devait prendre le nom, l'*Ami des hommes*, ou *Traité de la population*. C'est cet ouvrage qui contient la plupart des idées économiques de Mirabeau, avant sa liaison avec le docteur Quesnay, qui représente par conséquent sa pensée économique propre, comme le *Mémoire sur les Etats provinciaux* représente sa pensée politique, avant la transformation, que la Physiocratie amena dans son esprit. Ces idées économiques originales d'un auteur, que l'on ne connaît guère d'ordinaire que comme un simple disciple de Quesnay, nous ont paru assez intéressantes pour leur consacrer les chapitres suivants ; mais avant de les étudier en elles-mêmes, il nous a paru convenir de les replacer dans leur milieu, d'examiner l'impression produite par l'*Ami des hommes* sur les contemporains, et d'essayer de porter un jugement raisonné sur cet ouvrage, qui est généralement considéré comme le chef-d'œuvre du marquis de Mirabeau.

I

Une question préliminaire se pose tout d'abord : quelle est la date exacte de la publication de l'*Ami des hommes* ?

Nous avons dit tout à l'heure que l'ouvrage parut dans le courant de l'année 1757, mais nous devons justifier cette assertion, car l'*Ami des hommes* a passé jusqu'ici pour avoir été imprimé et publié à Avignon en 1756. Le premier, M. de Loménie, avait soupçonné ce que nous sommes en droit, ainsi qu'on le verra tout à l'heure, de considérer comme la réalité, et, avec une grande sagacité, il s'était demandé si l'ouvrage avait réellement paru à Avignon en 1756, comme le porte textuellement la première édition, ou bien s'il n'y avait là qu'un subterfuge, destiné à égarer les recherches de la censure. Il avait incliné dans ce dernier sens, en se fondant sur ce que les publicistes ne s'étaient occupés de l'ouvrage qu'en 1757. Il citait notamment Grimm, qui, le 15 juillet 1757, en parlait comme venant de paraître. Il citait une lettre du marquis de Mirabeau lui-même, datée du 26 mai de la même année, qui, envoyant son livre à son amie Mme de Rochefort, le lui présentait également comme sortant de presse. Pour toutes ces raisons, il présumait que la première édition était antidatée, et que l'ouvrage avait paru en réalité en 1757.

M. Rouxel, qui a publié après lui en 1883 une nouvelle édition de l'*Ami des hommes*, s'inscrivait en faux sur cette assertion, et soutenait au contraire que l'ouvrage était bien de 1756. Il s'appuyait sur ce fait que Mirabeau, dans son livre, cite l'ouvrage de Cantillon, dont nous avons parlé, comme ayant été publié *l'année passée* ; or cet ouvrage avait paru en 1755. On pourrait même soutenir, ajoutait-il, que l'*Ami des hommes* a été écrit dans cette dernière année, car on y trouve également cette phrase : « Il a paru cette année un ouvrage sous le titre de *Mémoire sur les Etats provinciaux* », mémoire qui, prétendait-il, avait été réédité en 1755. Il citait dans ce sens l'autorité

très insuffisante du recueil bibliographique de Quérard (*France littéraire*) qui porte en effet l'*Ami des hommes* comme ayant paru en 1755 ; mais il reconnaissait que cette dernière assertion était peu probable, attendu que le marquis de Mirabeau déclare quelque part lui-même qu'il avait quarante-un ans passés, lorsque parut son ouvrage : or il était né en 1715, ce qui reporterait l'*Ami des hommes* à l'année 1756.

Malgré tout cela, nous avons de bonnes raisons de croire que l'*Ami des hommes* date en réalité de 1757. C'est d'abord le témoignage d'un des contemporains du marquis de Mirabeau, son ami et disciple en physiocratie, Dupont de Nemours, qui, rendant compte « *des différents écrits qui ont concouru en France à former la science de l'économie politique* (1), » parle de l'ouvrage du marquis de Mirabeau comme ayant paru en 1757, et le fait dans les termes très nets que voici : « Un des livres, qui a le plus contribué, et par lui même, et par ses suites, à amener une si heureuse révolution (dans la science économique) parut dans cette même année : c'est l'*Ami des hommes* ou *Traité de la population* par M. le marquis de Mirabeau. Cet ouvrage, qui parut en trois parties vers le milieu de l'année 1757, chez Hérissant, rue Neuve-Notre-Dame, n'est cependant point dans les principes de la science de l'économie politique etc. (2). » Il est impossible, on le voit, d'être plus catégorique et on voit aussi que, d'après ce témoignage

(1) *Notice abrégée des différents écrits* etc., parue dans les *Ephémérides du citoyen* de 1769, et reproduite dans l'édition récente des œuvres de Quesnay par Oncken, p. 145.

(2) Dupont veut dire de la physiocratie ; l'*Ami des hommes* contenait en effet plusieurs propositions, qui ne s'accordaient pas avec la doctrine de Quesnay, et auxquelles Mirabeau dut renoncer en devenant physiocrate.

décisif, l'*Ami des hommes* ne parut pas plus à Avignon qu'il ne parut en 1756 ; la date et la ville n'étaient qu'un expédient pour déjouer les indiscretes curiosités de la police.

Nous en avons une autre preuve, encore plus concluante, dans une lettre du marquis de Mirabeau lui-même à son amie Mme de Rochefort, que nous avons déjà citée, et dans laquelle il déclare en propres termes : « Autant infatigable dans mon travail que M. de Belle-Isle dans le sien, j'ai des manuscrits de quoi remplir votre galerie. *Je n'en ai jamais fait paraître* que ce petit morceau des *Etats provinciaux pour l'utilité publique*, et certaine analyse que vous avez lue, tribut d'amitié. » Or ceci est écrit le 27 décembre 1756 (1). Par conséquent, à moins que l'*Ami des hommes* n'ait paru dans l'intervalle entre le 27 et le 31 décembre, ce qui, on l'avouera, est peu probable, il est matériellement impossible qu'il appartienne à l'année 1756 : il faut bien supposer que le marquis de Mirabeau savait quels ouvrages il avait fait paraître.

D'ailleurs cette opinion s'accorde fort bien avec tout ce que nous savons de la publication de l'*Ami des hommes*. Il est très vrai que les publicistes et les journaux du temps n'en parlent que vers le milieu de l'année 1757, et qu'ils en parlent à ce moment comme d'une nouveauté. Nous savons d'autre part que c'est la lecture de cet ouvrage, et l'impression qu'il produisit sur son esprit, qui décida Quesnay à faire la connaissance du marquis de Mirabeau et à se ménager, dans ce but, une entrevue avec lui. Or cette entrevue eut lieu au mois de juillet 1757. Comment

(1) Cette lettre n'est même pas inédite. Elle est reproduite dans *les Mémoires de Mirabeau*, t. I, p. 216, note I, où ceux qui l'avaient lue avant nous n'avaient évidemment pas pris garde à sa date.

admettre, si l'ouvrage avait paru l'année précédente, que Quesnay eût attendu si longtemps pour réaliser son dessein. Quant aux arguments invoqués par M. Rouxel pour rattacher la publication de l'*Ami des hommes* à l'année 1756, il est permis de trouver qu'ils sont peu concluants. Si le Marquis parle de l'ouvrage de Cantillon, comme ayant été publié l'année passée, c'est tout simplement qu'il se place au moment où il écrit son livre, et, comme le passage visé se trouve dans la première partie de l'ouvrage, il est très probable qu'il a été écrit en effet en 1756.

Lorsqu'il parle au contraire du *Mémoire sur les Etats provinciaux*, comme ayant paru cette année, c'est dans la dernière partie de son livre, et il est permis de penser qu'il entend désigner par là l'année 1757. Le *Mémoire sur les Etats provinciaux* fut en effet réimprimé cette année là et non en 1755, comme le supposait par erreur M. Rouxel. Tout cela s'accorde donc très bien, et on peut, croyons-nous, affirmer avec quelque certitude que l'*Ami des hommes* parut, non pas en 1756, mais vers le milieu de l'année 1757 (1).

Quelle impression produisit-il donc sur les contemporains du marquis de Mirabeau, et comment fut-il apprécié par eux ? Il y eut sur ce point une unanimité et une admiration, qui ne laissent pas que de nous surprendre un peu aujourd'hui, où les besoins et les sentiments auxquels répondait l'*Ami des hommes* ne se font plus sentir. C'est dire que le succès du livre fut surtout un succès de

(1) Ce que dit Mirabeau de l'âge auquel il composa son livre, n'infirmé nullement cette opinion. Il était en effet de la fin de l'année 1745, et, quand il reconnaît qu'il avait 41 ans passés, quand parut l'*Ami des hommes*, cela peut aussi bien s'appliquer à l'année 1757 qu'à l'année 1756.

circonstance, et que ce que les contemporains de Mirabeau apprécièrent dans l'ouvrage, ce fut moins le génie ou le talent de l'auteur, que leurs propres idées, et leurs propres tendances admirablement comprises et traduites par lui.

Vers 1757, les idées contenues dans l'*Ami des hommes* étaient en effet, comme l'on dit, en quelque sorte dans l'air ; elles venaient d'être défendues en partie par Cantillon ; Quesnay, quoique différant avec Mirabeau sur les principes, les méditait dans son entre-sol ; elles étaient imposées par une réaction nécessaire contre l'étroite manie réglementaire de l'autorité royale, par l'idée de liberté qui commençait à se dégager dans les relations économiques, et par la décadence incontestable de l'agriculture, trop longtemps négligée, dans un point de vue mercantiliste, au profit de l'industrie et du commerce. Tout ceci d'ailleurs n'est point dit pour rabaisser le mérite du marquis de Mirabeau : il eut au contraire l'intelligence de comprendre le mal dont souffrait son pays, et le courage de lui indiquer des remèdes qui, s'ils n'étaient pas tous souverains, n'impliquaient pas du moins une réforme complète de la société, et présentaient l'avantage d'être facilement réalisables. Il ne se prétendait pas, comme il le croira plus tard, en possession d'un plan de réorganisation complet, d'un système dont la simple application suffirait à faire le bonheur des peuples. Non, il faisait simplement un examen critique des institutions de son pays, dans lequel il ne négligeait pas de dire souvent son fait au pouvoir royal, en indiquant, chemin faisant, aux maux qu'il mettait à jour des remèdes, tirés soit de l'expérience, soit de son propre raisonnement. Déjà, d'ailleurs, se manifestait à cet égard cette

tendance déductive, qui était au fond la nature de son esprit, et qu'il exagérera, jusqu'à en devenir fatigant, lorsqu'il sera devenu physiocrate, cette tendance qui consiste à tirer, par voie de conclusion logique, toute une série de conséquences d'un principe posé *a priori*, sauf à y plier ou à passer sous silence les faits, s'ils ne cadrent pas très bien avec. Cette tendance, cet amour des raisonnements et des principes, cette croyance à des formules absolues, le marquis de Mirabeau la partage avec toute son époque, car le XVIII^e siècle a été par excellence le siècle de la métaphysique en politique, et si, à certains égards, il est, comme on l'a dit, en avant ou en arrière de son siècle, il est, à ce point de vue, bien d'accord avec son époque. Il est à présumer que cet accord dut être pour son livre un sérieux élément de succès.

Ce succès fut, nous l'avons dit, considérable. L'appréciateur le plus sévère du marquis de Mirabeau, Grimm, qui critique l'ouvrage au point de vue du style, le constate et le trouve justifié à beaucoup d'égards. Voici, en effet, ce que l'on lit dans sa *Correspondance littéraire* (1), à la date du 15 juillet 1757 : « Il vient de paraître un ouvrage, qui fait beaucoup de bruit, et qui mérite par l'importance de son objet qu'on s'y arrête ; c'est une apologie de l'agriculture contre le luxe et les oppressions d'un gouvernement mal éclairé. La hardiesse qui y règne lui a donné une grande vogue : on a eu la maladresse de le supprimer (2),

(1) *Correspondance littéraire*, Ed. Buisson, 1^{re} partie, t. II, p. 213.

(2) Grimm est le seul à parler de cette suppression dont on ne trouve nulle trace dans les papiers du Marquis ou les documents de l'époque. Il est d'autre part difficile d'y croire, à raison de l'accueil favorable, que reçut l'*Ami des hommes* dans les milieux officiels, et dont on verra plus bas un témoignage. Il est donc possible

ce qui a ajouté à sa réputation. Pour juger ce traité en général et en deux mots, on peut dire que l'auteur en aurait fait un grand et bel ouvrage, s'il avait de la noblesse et de l'élévation dans le style. Le style de M. de Mirabeau ne manque pas de feu ni de rapidité, mais il est commun, bas, trivial, et partout contraire à cette bienséance, que les anciens connaissaient si bien, et qui lie le lecteur d'amitié et d'intérêt avec l'auteur.

« Voilà pourquoi la gloire de l'Ami des hommes ne sera, je crois, que passagère, et les mêmes raisons, qui garantissent l'immortalité à Tacite et à Montesquieu, doivent nécessairement détruire la réputation de M. de Mirabeau.... Un autre défaut de cet auteur est d'être trop bavard : c'est le moyen le plus sûr de gâter les meilleures choses.... Après cela, il faut convenir que l'on trouve dans ce traité de fort belles choses, et qu'il ne peut que faire beaucoup d'honneur au cœur et à l'esprit de l'auteur. »

La conclusion était, on le voit, moins défavorable que les prémisses. S'il faut faire d'ailleurs la part, dans ce jugement, de la répugnance inspirée à un littérateur, à un puriste ami de la forme, et pétri d'esprit classique, par les hardiesses et les familiarités du style de Mirabeau, il faut bien reconnaître qu'au fond Grimm avait raison, et qu'il ne s'est pas trompé sur le caractère passager de la gloire de l'Ami des hommes. En dehors des historiens et des économistes professionnels, et sans vouloir rechercher s'il y aurait là ou non une injustice, qui connaîtrait aujourd'hui le marquis de Mirabeau, s'il n'avait pas eu la chance de faire en son fils un ouvrage supérieur à tous les autres ? Aussi a-t-on de la peine à s'expliquer les jugements dithyrambiques Grimm ait été abusé par un bruit sans consistance qui ne s'est probablement pas réalisé.

rambiques de ses contemporains, envers lesquels l'opinion de Grimm ne fit pas loi.

« L'auteur écrit comme Montaigne et pense comme Montesquieu », disait notamment le journal encyclopédique de Bouillon en juillet 1757, et ce jugement flatteur était partagé par beaucoup de publicistes de l'époque. Nous citerons seulement Mercier qui, dans *L'an 2440* (1), plaçait Mirabeau à côté de Montesquieu, J.-J. Rousseau, Buffon, au nombre des grands hommes qui seront honorés comme bienfaiteurs de l'humanité, et qui mettait l'*Ami des hommes* au nombre des ouvrages, qu'on aura conservés dans les bibliothèques de l'époque, tandis qu'on aura oublié la plupart des œuvres de Voltaire et d'autres stylistes de son espèce, qui « écrivaient d'abord et qui pensaient ensuite ». Nous ne savons si en l'an 2440 l'opinion de Mercier se trouvera justifiée : peut-être à cette époque l'*Ami des hommes* aura-t-il recouvré sa vogue, mais pour l'an 1901 il est certain que la prophétie ne s'est pas réalisée.

Elle est néanmoins un témoignage curieux de la vogue extraordinaire qui accueillit ce livre et qui fit connaître à son auteur les enivrements de la célébrité. Le marquis de Mirabeau devint l'homme à la mode, à tel point que la première traduction française du poème anglais de Thompson sur les *Saisons*, publiée en 1760, put paraître avec une dédicace enthousiaste adressée, sans autre désignation, à l'« Ami des hommes », et que l'on vit des marchands de Paris arborer cette enseigne sur leur boutique. Le Marquis racontait plus tard lui-même à son ami Longo en termes assez pittoresques l'engoue-

(1) Ouvrage paru en 1774. V. *L'an 2440*, t. I, ch. 11 et 30.

ment dont il avait été l'objet : « L'engouement parisien, qui donne le ton à tous les autres, m'attaqua avec une furie qui n'est qu'ici et dans d'autres énormes villes babaudes : faire foule, demander des copies de mon portrait qui paraissait cette année au salon, le placer dans les salles des pays d'États qui me naturalisèrent, payer les chaises douze sous à la messe où j'allais, me demander mes filles encore enfants en mariage ; des consultations, des diners, des femmes, que sais-je ! Heureusement, j'avais 41 ans passés, et soit cela, soit caractère et sentiment de soi, je me refusai à tout, me tins couvert, et tandis que des avocats fameux me citaient en plein palais comme autorité et qu'on me traduisait en toutes les langues, je haussais les épaules sur les éloges : bien m'en a pris, quand on a tant voulu me ravalier depuis. »

L'*Ami des hommes* rencontrait un succès aussi considérable dans les sphères en quelque sorte officielles qu'auprès du grand public. Le Dauphin, fils de Louis XV, et père de Louis XVI, appelait, paraît-il, l'*Ami des hommes* le bréviaire des honnêtes gens et se vantait de le savoir par cœur. Il avait une telle estime pour son auteur qu'il voulut le faire sous-gouverneur de ses enfants ; mais le marquis de Mirabeau, avec cet orgueil que nous avons déjà signalé en lui, refusa en disant qu'il n'accepterait que le titre de gouverneur.

Il paraît même qu'on songea un instant à lui pour le ministère ; du moins il se l'imagina, car il écrivait au Bailli le 23 octobre 1789 : « Mes principes sont qu'en fait de chose publique il faut la proue ou rien. Mes conditions, dans le cas où ils voudraient s'y frotter, ce qui n'est guère probable, car il ne serait pas juste qu'ils se donnassent des

cochers qui les fouetteraient, seraient : 1^o que tu fusses à ta place (1) ; 2^o que j'eusse la place et le titre de surintendant, avec pouvoir absolu dans cette partie, n'ayant à traiter qu'avec le maître lui seul, ou, supposé qu'il voulût un tiers, avec M. le Dauphin ; 3^o qu'aucune des opérations ne serait soumise au conseil ; 4^o que j'aurais la permission de quitter à la première fois que je serais barré et dispensé du délit de dire pourquoi (2), attendu que la réputation est le premier des biens, le seul avec l'honneur et la conscience qu'on ne doive pas à un maître, et que je suis trop vieux désormais pour que fortune quelconque puisse payer le compromis de ma réputation. »

II

Telles furent les manifestations de cet étonnant succès (3) que le marquis de Mirabeau ne devait plus retrouver dans la suite. Il nous reste à expliquer pourquoi il a été si éphémère, et pour cela il nous faut porter un jugement

(1) C'est-à-dire au ministère de la marine, dont la haute compétence et l'expérience maritime du Bailli l'avaient rendu absolument digne.

(2) On a souvent imprimé par erreur : dispensé de dire pourquoi, ce qui est un non-sens, comme le fait remarquer M. de Loménie. Il faut lire : dispensé du délit de dire pourquoi, c'est-à-dire qu'il sera libre de communiquer au public les motifs de sa démission. Le Marquis envoyait en même temps à son frère tout un programme de gouvernement, qui est reproduit dans Loménie, *op. cit.*, t. II, p. 399, et qui n'était que la consécration des idées que nous avons examinées.

(3) Succès qui se traduisit, paraît-il, par de forts jolis bénéfices pécuniaires ; le marquis de Mirabeau a déclaré lui-même dans une lettre à Longo « que l'*Ami des hommes* a valu 86,000 livres aux libraires de leur aveu ».

d'ensemble sur l'ouvrage et l'auteur arrivé à ce moment de sa carrière. Il est certain d'abord qu'en dépit de Mercier et de tous les auteurs, qui se sont plu à voir dans le marquis de Mirabeau le profond penseur qui néglige la forme parce qu'il est emporté par le fond, il lui a manqué un élément incontestable du succès durable, le style : Les ouvrages bien écrits, a-t-on dit depuis longtemps, sont les seuls qui passeront à la postérité. Le marquis de Mirabeau en est la preuve vivante, et l'oubli, dans lequel est tombé l'*Ami des hommes*, oubli injuste à beaucoup d'égards, s'explique en grande partie par la difficulté et l'embarras d'un style qui rend souvent sa lecture très pénible. Ce n'est pas que le style de Mirabeau soit à proprement parler bas et trivial, comme le dit Grimm un peu sévèrement : il est plutôt familier et incorrect, comme le fait remarquer M. de Loménie, et ses irrégularités, qui d'après lui ne manquent pas de charme, et qui amusent en effet un instant, fatiguent vite l'attention du lecteur. Le Marquis ne se faisait d'ailleurs pas d'illusions à ce sujet, quoique, dans son orgueil, il prétendît faire au bien public le sacrifice de la gloire qu'il aurait pu acquérir :

« Quelque faibles que soient mes talents, disait-il (1), je sens qu'en donnant à cet ouvrage le soin et le travail qu'il mérite, je pouvais le rendre moins imparfait ; mais, quoique persuadé de mon devoir à cet égard, le sort en est jeté. D'une part, mes affaires et ma position me rendent impossible un travail suivi et recherché ; de l'autre, une révision exacte de ce traité et les corrections que j'y pourrais faire serviraient plus à ma gloire qu'à l'admission et illustration de mes principes. J'abandonne le premier

(1) *Ami des hommes*, 3^e partie, p. 564 de l'édition de 1756. Ce passage n'a pas été reproduit dans l'édition Rouxel.

point, et je sens, en ce moment même, une satisfaction intérieure de rendre plus pur, par ce sacrifice, l'hommage que je fais à la vérité et à l'humanité de mon peu de connaissances et de talents. Quant au second point, je ne crois pas me flatter : plus d'art et de suite seraient inutiles à cet objet. J'ai si bien senti la vérité en l'écrivant, que je suis sûr de l'avoir montrée sans nuages aux âmes nettes, aux cœurs droits, et quant aux autres la trompette même du jugement en les effrayant ne les persuadera pas. »

Ailleurs (1) le Marquis, faisant amende honorable des imperfections de son style, les expliquait, il est vrai, par des considérations moins élevées : « Habitué à écrire très incorrectement, disait-il, les soins nécessaires pour retoucher un style, quelquefois original, mais toujours louche et défectueux, seraient une fatigue pour moi, qui suis surtout ennemi de la peine. Ce vice de l'esprit, qui porte sur toutes ses opérations, doit naturellement se faire sentir plus désavantageusement encore que partout ailleurs dans un ouvrage de longue haleine et qui roule sur des questions de raisonnement autant que sur des points de fait. Le style de ce traité fourmille de ce genre de défauts, je le sens autant que mes lecteurs ; mais mes affaires et mes amis ont besoin de moi, et le peu de temps qu'on me laisse est mieux employé à composer qu'à m'appesantir sur des révisions de style. Parmi tous les défauts de celui-ci on trouve des traits et des vérités. Celles qui font le fond de cet ouvrage sont d'une importance trop absolue pour l'humanité pour que mon amour-propre se soit cru autorisé à les ensevelir dans l'oubli. »

Le marquis de Mirabeau a donc souscrit d'avance en

(1) *Ami des hommes*, avertissement, p. LXXI de l'édition Rouxel.

sorte au jugement de la postérité, qui le condamne sans l'entendre, attendu qu'elle ne le lit plus. Il a accepté de gaité de cœur l'oubli dans lequel elle laisse ses ouvrages, et on peut croire que, si sa renonciation à sa propre gloire littéraire était sincère, il ne s'en plaindrait pas, car, en rejetant le livre, elle a retenu la plupart de ses idées. Avoir contribué à transformer les institutions de son pays dans le sens qu'il croyait conforme à la prospérité générale, si tel était son but, doit suffire à la satisfaction de la mémoire de celui qui écrivait un jour à Mme de Rochefort : « J'aime le peuple, j'aime les hommes, je sais combien ils seraient plus aimables, s'ils étaient plus heureux, j'ai vu les moyens simples de les rendre tels. » Il y a donc tout lieu de croire que le marquis de Mirabeau, s'il revenait en ce monde, ne s'étonnerait ni ne s'indignerait outre mesure du sort que la postérité lui a fait, à lui et à ses ouvrages. Il ne voulut que montrer certaines vérités utiles à ses contemporains ; il n'eut pas l'ambition de construire pour sa propre gloire un monument durable qui résistât à l'assaut des années ; il trouverait tout naturel que son œuvre, ayant fait son temps et produit son effet, ne retienne plus l'attention publique.

Il n'en est pas moins vrai que cet effet aurait pu être plus considérable encore, si les idées exprimées par le marquis de Mirabeau l'avaient été sous une forme plus précise, plus serrée, plus forte dans sa concision même. M. de Loménie estime, il est vrai, que la manière bizarre et originale du Marquis fut une cause de succès pour son livre, dans une époque où elle offrait un contraste piquant avec le style courant, toujours froid, impersonnel, uniformément noble et relevé, le style classique en un mot. Cela est possible, mais il n'y a là rien de contradictoire

avec ce que nous disions tout à l'heure. Que la singularité et le naturel apparent du marquis de Mirabeau aient charmé un instant son époque fatiguée des bienséances littéraires qui lui étaient imposées, que ses contemporains se soient complu dans cette débauche littéraire, comme ils se complaisaient, sous l'apparente rigidité des convenances et des formules mondaines, dans la débauche morale, cela ne prouve pas que cette singularité et cette outrance de ton et d'expression fussent des qualités en elles-mêmes et des titres à l'admiration de la postérité.

« Il y a dans l'*Ami des hommes*, écrivait le Marquis lui-même à son ami Longo en 1786, un tissu de privautés naïves qui ont réussi, on ne sait pourquoi, mais je le sais bien moi : c'est que le naturel a toujours son prix et qu'il est si rare. » S'il ne s'était agi que de naturel, il est probable que le style du marquis de Mirabeau aurait conservé, à travers le cours des âges, l'attrait qu'il paraît avoir exercé pendant quelques années. En réalité le style de l'*Ami des hommes* n'est pas si naturel que ce que le prétendait l'auteur ; il l'est moins incontestablement que celui des lettres familières du Marquis et on sent déjà en lui la recherche et l'effort ; c'est pour cela qu'il n'y a pas à regretter en somme que les « affaires » et la « paresse naturelle » de Mirabeau ne lui aient pas laissé le temps de travailler sa forme. Elle y aurait probablement perdu certaines qualités, de spontanéité, et n'y aurait pas gagné les qualités que le Marquis ne pouvait lui donner, parce qu'il ne les avait pas lui-même, la sobriété, la concision, l'ordre, l'énergie dans la simplicité.

Dans la lettre à Longo, que nous avons citée, le Marquis prétend qu'on l'appelait le fils aîné de Montaigne,

toujours à raison du prétendu naturel de son style. Le Marquis se flattait ou on le flattait. Il s'en faut qu'il parle aussi naturellement que Montaigne et que son style ait la même saveur. Il est au contraire généralement bizarre et contourné, souvent obscur, quelquefois diffus, plein de tournures et de formules archaïques, et en même temps en avant de son époque par un certain feu, un certain luxe de comparaisons et d'images, qui sont tout l'opposé de l'esprit classique, tel qu'il régnait au XVIII^e siècle. M. de Lavergne, dans son livre sur les *Economistes français du XVIII^e siècle*, l'a bien jugé en quelques mots (1) : « Il est admis depuis longtemps, dit-il, que le style bizarre et confus du marquis de Mirabeau rend impossible la lecture de ses œuvres. Cette critique n'est que trop fondée pour ses derniers écrits (2) ; elle l'est moins pour l'*Ami des hommes*. Les principaux défauts de sa manière, le désordre, la négligence, l'obscurité, la multitude des digressions, la recherche des mots vieillis et inusités, s'y retrouvent sans doute, mais on peut y signaler aussi une verve familière, une rare énergie d'expression et de tour. »

Il est une autre raison qui explique également que le

(1) De Lavergne, *Les Économistes français du XVIII^e siècle*, p. 118.

(2) Ce jugement, qui paraît sévère, est juste au fond. La lecture des derniers ouvrages du marquis de Mirabeau est, sinon impossible, du moins très difficile à raison de l'embarras de l'expression et de l'obscurité qui y règne. Le style du Marquis a gardé tous ses anciens défauts et a perdu les qualités de feu et de vivacité qui le rendaient malgré tout intéressant ; il n'est plus que long et filandreux, et un mortel ennui s'en dégage. Quand on songe que ces livres étaient, dans la pensée de leur auteur, non des livres de science, mais des livres de propagande et d'exposition de la doctrine, on se demande par quelle singulière aberration on l'avait constitué ou plutôt il s'était constitué lui-même le propagateur officiel de la doctrine physiocratique.

succès de l'*Ami des hommes* ait été si éphémère : c'est que le livre péchait, non seulement par le style, mais encore par la composition, et, si quelquefois un beau désordre est un effet de l'art, ce n'est jamais dans les matières économiques ou politiques. Il n'est pas sûr d'ailleurs que ce défaut même n'ait pas été au début une cause de son succès extraordinaire ; les gens du XVIII^e siècle étaient ennemis de l'effort et ils aimaient mieux sans doute contempler, sans contention d'esprit, une série de tableaux plus ou moins bien groupés que suivre le développement d'un plan solidement établi et poursuivi avec méthode. Le marquis de Mirabeau semble avoir eu conscience de cette tendance, et avoir spéculé sur elle : « Je ne sais d'ailleurs, dit-il dans la conclusion de l'*Ami des hommes* (1), si ceci, tout négligé qu'il est, ne se fera pas mieux lire que n'eût fait un traité méthodique. On est surchargé d'ouvrages en règle sur le commerce et sur toutes les parties relatives à la prospérité intérieure d'un état. Ceux de ces ouvrages qui sortent des meilleures mains n'apprennent pas plus au lecteur ordinaire l'essentiel de leur matière que la lecture du cuisinier français ne nous apprendrait par ses seules recettes à faire un bon ragoût..... Tout le fruit donc qui peut revenir de ces sortes d'ouvrages, bons ou mauvais, c'est d'accoutumer les hommes à s'occuper de la prospérité publique et d'éveiller, par quelques rayons de vérité, les idées naturelles qu'ont bien des génies privilégiés sur ces matières sérieuses et utiles..

Toute l'utilité donc des ouvrages du genre de celui-ci consiste en l'avantage d'éveiller l'instinct et l'attrait des hommes nés pour concevoir et réfléchir en grand.

(1) *Ami des hommes*, p. 574 à 575.

Pour procurer cet avantage, il faut se faire lire ; car je suis certain que, si je me contraignais pour me rendre méthodique, je serais moins lu encore que je ne le serai dans toute la pompe de la négligence et des écarts. »

Encore une fois cela est possible, mais un écrivain qui sacrifie à de pareilles considérations ne peut pas prétendre à faire œuvre durable et voit sa sphère d'influence limitée à quelques années. Le marquis de Mirabeau aurait répondu sans doute à cela qu'il écrivait pour ses concitoyens, non pour la postérité. Mais il aurait pu, semble-t-il, s'apercevoir, par l'exemple de certains de ses contemporains, que l'un n'empêchait pas l'autre, et que l'*Ami des hommes* aurait gagné en clarté et en précision à une méthode plus rigoureuse. Ce qu'il aurait perdu en imprévu et en pittoresque.

Ce n'est pas à dire, d'ailleurs, que l'ordre soit absolument banni de l'*Ami des hommes*. Il y a dans l'ouvrage des divisions principales en parties et en chapitres, qui reposent l'esprit, et dont l'idée apparaît assez nettement. Mais c'est l'intérieur de ces chapitres qui est souvent terriblement embrouillé : dans beaucoup d'entre eux, c'est un chaos d'idées qui se pressent, toujours intéressantes, quelquefois ingénieuses, voire même profondes, mais mal liées, mal coordonnées, faut-il dire le mot, mal digérées. On sent que le marquis de Mirabeau cherche encore sa voie, qu'il n'est pas absolument maître de sa pensée, qu'il hésite sur beaucoup de points, et l'on comprend mieux par là qu'il ait pu, à la rencontre du premier penseur profond qu'il trouva sur son chemin, désavouer aussi facilement son œuvre.

Cette considération va nous permettre de réduire à sa juste valeur le singulier jugement, dans lequel M. Rouxel, emporté par une admiration un peu excessive pour le

marquis de Mirabeau, va jusqu'à le considérer comme le vrai père de l'économie politique en France, l'économiste le plus complet et le plus correct de son temps, et peut-être même de tous les temps. Une telle opinion se condamne par son exagération même, mais comme M. Rouxel la soutient avec arguments à l'appui, elle vaut la peine d'un instant d'attention : « Ce qui fait du marquis de Mirabeau, dit-il, l'économiste le plus complet de son temps, c'est donc d'avoir tenu autant de compte des causes morales des maladies de la société que des causes physiques. Ce qui en fait l'économiste le plus correct, c'est qu'il est, de tous les auteurs économistes et autres de cette époque, le plus absolument libéral (1). »

Le premier [mérite de Mirabeau, pour M. Rouxel, serait donc d'avoir mêlé les considérations morales aux considérations matérielles et d'avoir fait rentrer la morale dans le champ de l'économie politique. Or on peut se demander si c'est là un mérite pour un fondateur d'une science aussi spéciale que l'économie politique.

Quesnay lui aussi avait, nous le verrons, mêlé le point de vue moral au point de vue économique, mais au moins avait-il étroitement confondu les deux points de vue, dans une conception où, le juste se réduisant à l'utile, le principe d'action économique était un. Mirabeau au contraire superposait les deux points de vue sans les confondre ; il aboutissait par là à faire rentrer dans le champ de ses spéculations une foule d'objets, qui ne rentrent pas dans le cadre de l'économie politique *stricto sensu*, et c'est pour cela que l'*Ami des hommes* est plutôt un livre d'économie sociale que d'économie politique. C'est pour cela

(1) Préface de l'*Ami des hommes*, édition de 1883, p. XII.

aussi que l'on ne peut pas dire que le marquis de Mirabeau soit le véritable père de l'économie politique, pas plus d'ailleurs qu'à notre avis on ne peut le dire de Quesnay.

Le vrai créateur de l'économie politique, c'est Adam Smith, parce que le premier il a spécialisé la science, et que, si, à l'origine, il peut y avoir confusion et pénétration réciproque des différentes branches, qui se partagent l'activité de l'esprit humain, il n'y a véritablement science que du jour où chacune est confinée dans l'étude de son objet propre. C'est ce que répondait, avec raison, après la Révolution, Jean-Baptiste Say, disciple d'Adam Smith, à Dupont de Nemours, dernier représentant de la doctrine physiocratique, qui s'obstinait à défendre contre lui les principes de ce que, nous le verrons, l'on peut considérer comme le premier essai de sociologie.

Le second mérite de Mirabeau, pour M. Rouxel, serait d'avoir le premier arboré comme enseigne la liberté, et sur ce point M. Rouxel affirme que l'auteur de l'*Ami des hommes* a perdu beaucoup plus qu'il n'a gagné en se liant avec les physiocrates.

Le moment n'est pas encore venu de discuter à fond cette deuxième assertion, mais nous regrettons de n'être pas de l'avis de M. Rouxel sur la question de la liberté. Le marquis de Mirabeau sans doute, dans l'*Ami des hommes*, est libéral : il est ennemi de l'intervention arbitraire de l'autorité dans le domaine des intérêts particuliers, mais c'est en quelque sorte d'instinct, et il y a plutôt là chez lui une conception spontanée qu'une conception raisonnée, analogue à celle qu'il aura, lorsqu'il sera devenu physiocrate. C'est ainsi que, dans l'*Ami des hommes*, on ne trouve pas, à proprement parler, établie comme principe et base de la science, la grande idée qui va faire le fond de toute

l'école économique individualiste, à commencer par les physiocrates, et en finissant par Bastiat, en passant par Smith et l'école anglaise, l'idée de la similitude des intérêts particuliers et de l'intérêt général, l'idée de l'intérêt privé réalisant malgré lui et contre lui l'intérêt de la société, et établissant par suite la liberté sur une base inébranlable, puisque le seul rôle de l'Etat sera d'assurer le libre jeu des intérêts particuliers. De cela Mirabeau n'a pas eu une conscience nette, et s'il l'a aperçu quelquefois, il n'a pas su en comprendre la portée et la signification. Il n'a pas eu en somme cette force de pensée qui va jusqu'aux raisons profondes des phénomènes et sait dégager la cause sous la multiplicité des apparences. Il n'a pas eu surtout une conception d'ensemble reliant les unes aux autres les différentes idées qu'il émettait et capable de fonder un ordre de choses nouveau. Et c'est pour cela que l'on ne peut pas dire, à notre avis, que le marquis de Mirabeau ait été le premier, ni le plus grand, ni même un grand économiste.

Qu'on ne s'y trompe pas d'ailleurs. Ce que nous reprochons au marquis de Mirabeau, ce n'est pas de n'avoir pas eu de conceptions *a priori*, et ce que l'on flétrit assez volontiers aujourd'hui sous le nom de système. Le reproche ne serait pas d'ailleurs justifié, car le Marquis, comme tous les auteurs de son temps, ne manque pas de vues systématiques et d'idées absolues. Non, ce qui lui a manqué c'est une compréhension complète des phénomènes économiques, dont l'absence lui fait quelquefois recommander à des maux, dont il voit bien les effets, mais moins bien les causes, des remèdes empiriques, superficiels et inefficaces. Il lui a manqué également une vue d'ensemble de ces phénomènes, qui

eût donné une unité à sa pensée, et eût permis au lecteur de se retrouver dans son œuvre. Au lieu de cela, on trouve chez lui une série de vues fragmentaires, de conceptions partielles, quelquefois fausses ou trop absolues, plus souvent justes, parfois même profondes, toujours originales, mais mal coordonnées, mal liées, et n'allant même pas toujours d'accord.

Mais, ces réserves faites, il serait injuste de ne pas reconnaître tout ce qu'offrait d'aperçus originaux et nouveaux pour l'époque son *Ami des hommes*. Le sous-titre, *Traité de la population*, indiquait que l'auteur avait pour but le relèvement de la population, qui était considéré à son époque comme en décroissance, et ce relèvement étant lié pour lui à celui de l'agriculture, il réclamait la protection du gouvernement en faveur de cette branche de production, qui était trop délaissée pour l'industrie, dont on espérait davantage au point de vue mercantiliste. Il combattait les erreurs et les préjugés qu'avait entraînés ce point de vue ; il redressait la conception de la richesse, il protestait contre les abus du régime réglementaire en matière d'industrie et de commerce et se montrait un partisan convaincu aussi bien de la liberté industrielle que de la liberté commerciale. Sur tous ces points, Mirabeau se plaçait, il faut le reconnaître, très en avant de son temps, et justifiait ses idées par des arguments qui, aujourd'hui encore, ont conservé souvent toute leur valeur. Il devançait Quesnay et, quoique parti de principes différents, arrivait souvent aux mêmes conclusions que lui. Il formulait avant les physiocrates ce que l'on considère ordinairement comme le programme de l'école. C'est là, semble-t-il, une part assez glorieuse pour qu'on n'ait pas besoin de la grossir par des exagérations qui, en exaltant

à contre sens le mérite très réel du marquis de Mirabeau, ne pourraient que retarder le moment où justice lui sera enfin rendue.

Ce moment semble approcher. Déjà, M. de Lavergne dans ses *Economistes français du XVIII^e siècle*, avait apprécié assez favorablement le *Mémoire sur les États provinciaux* et l'*Ami des hommes*.

M. de Loménie, à son tour, dans son livre sur *les Mirabeau*, a examiné avec complaisance la plupart des idées politiques et économiques du marquis de Mirabeau et a parlé de l'*Ami des hommes* dans les termes élogieux que voici (1) : « Ce mélange un peu confus, mais original, d'observations sérieuses, de paradoxes plus ou moins ingénieux, de vues souvent justes, quoique nouvelles, de tirades sentimentales, de moqueries plus ou moins malicieuses et de familiarités plus ou moins bizarres, tout cela fit une vive impression dans un temps, où les esprits même les plus frivoles étaient disposés à s'intéresser aux questions arides, pourvu qu'on y mêlât des ingrédients propres à les divertir, dans un temps enfin où l'on devait voir des dialogues très sérieux au fond sur le commerce des blés (2), mais qui, pour la forme, sont un vrai chef-d'œuvre de grâce élégante et de fine ironie, figurer sur la table de toutes les petites maîtresses. »

Enfin M. Stern, dans son livre récent sur la vie de Mirabeau, l'orateur a porté également un jugement très favorable sur le marquis de Mirabeau et l'*Ami des hommes*

(1) *Les Mirabeau*, t. II, p. 155.

(2) *Les Dialogues* de l'abbé Galiani parus en 1769 et dirigés contre l'école physiocratique. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans la 2^e partie de cette étude, dans le chapitre consacré, à l'occasion du marquis de Mirabeau, à la question du commerce des grains. Voir *infra*, 2^e partie, chap. 4, § III.

qui mérite d'être reproduit, parce qu'il explique admirablement l'état d'esprit du Marquis à cette époque : « En général, dit-il (1), on sent, dans sa façon de penser, deux courants opposés. Au fond il reste aristocrate, mais les tendances démocratiques du jour l'ont entraîné ; et c'est à cela que son livre doit une grande partie de son succès. Expliquait-il que, suivant lui, les différences de classes sont absolument indispensables pour le bonheur d'une nation, on passait sur la page sans y attacher d'importance. On s'en tenait à sa défense chaleureuse « des petits qui suent sous le faix », aux portraits idéalisés qu'il traçait du laboureur, menant une existence idyllique au milieu de ses troupeaux, aux avertissements sévères qu'il adressait aux princes de faire en sorte que, dans leur faveur, « les derniers soient les premiers »..... Ajoutons à cela que, royaliste fidèle, il se permet de glisser à l'adresse de Louis XV quelques conseils pleins de liberté, qu'excellent patriote il met devant les yeux de sa nation la possibilité de lourdes épreuves ; souvenons-nous qu'il a flétri l'esclavage, qu'il a quasi prophétisé la Révolution, qu'il a critiqué avec amertume le mot fameux « Après moi le déluge », et nous comprendrons que de tels accents devaient trouver un écho tout prêt à vibrer dans les cœurs des contemporains. »

Il y eut là certainement en effet une des principales causes du succès de l'*Ami des hommes*. Au moment de sa publication, les idées démocratiques commençaient à se faire jour et étaient à la mode, sans qu'on se rendit trop compte de ce qu'elles contenaient. Le marquis de Mirabeau était loin certes d'être un farouche égalitaire, puis-

(1) Stern, *Vie de Mirabeau*, t. I, p. 36.

qu'il considérait au contraire les classes et les hiérarchies sociales comme indispensables à la bonne constitution de la nation, mais un des premiers il se préoccupait du sort du « pauvre peuple » ; il gémissait des charges qui pesaient sur lui et déplorait la misère des habitants des campagnes ; il aurait voulu une meilleure distribution de la richesse sociale et une plus juste répartition des charges publiques ; il trouvait dans ce sens des accents vraiment touchants et qui font autant d'honneur à son cœur qu'à son esprit : « Les larmes me viennent aux yeux quand je songe à cette intéressante portion de l'humanité, ou quand de ma fenêtre, comme d'un trône, je considère toutes les obligations que nous leur avons, quand je les vois suer sous le faix et que, me tâtant ensuite, je me souviens que je suis de la même pâte qu'eux (1). » Combien de seigneurs au XVIII^e siècle auraient eu le courage d'en dire autant ? Chez combien existait un pareil sentiment de l'égalité de nature entre les hommes ? Si le XVIII^e siècle avait connu beaucoup de marquis de Mirabeau, on peut penser que la Révolution eût pu être évitée ou du moins qu'elle n'aurait pas eu l'acuité qu'elle a prise.

Mais en même temps qu'il se montrait favorable aux petits, le marquis de Mirabeau gardait vis-à-vis des grands une hauteur de ton et d'allure, qui impose le respect. Il ne craignait pas de rappeler au monarque lui-même que l'égalité, qui existait entre les différents sujets de l'Etat, existait pareillement entre le souverain et les sujets : « Prince, dont les regards annoncent l'élévation, la grandeur, disait-il dans la conclusion de l'*Ami des hommes* (2), et dont les actions respirent la bonté.... nous sommes vos frères d'origine et de destinée. »

(1) *Ami des hommes*, p. 76.

(2) *Ami des hommes*, p. 576.

La conception sociale du marquis de Mirabeau ne manque donc à ce moment ni de grandeur ni de générosité. Il ne poursuit pas l'avantage exclusif de sa classe, et s'il veut son relèvement, c'est parce qu'il le croit conforme à l'intérêt général. Il veut appuyer la monarchie sur la noblesse, mais il veut aussi appuyer cette noblesse sur le peuple, dont elle pourra comprendre et défendre les intérêts, parce que, n'étant plus retenue dans la capitale par les exigences d'une monarchie absolue, elle vivra à côté de lui et connaîtra ses besoins et ses revendications.

C'était là un idéal d'harmonie et de paix sociale, qui n'était dépourvu ni de grandeur ni de prudence. La générosité naturelle et la clairvoyance politique du marquis de Mirabeau s'étaient entendues à merveille pour le lui suggérer ; c'est à elles qu'il convenait de rendre hommage avant d'examiner dans le détail les idées que l'Ami des hommes semait sur sa route.

CHAPITRE IV

LA POPULATION ET L'AGRICULTURE (1).

I

L'homme est un animal naturellement sociable que son instinct porte à la réunion avec ses semblables, et qui trouve avantage à entretenir des rapports avec eux ; mais il est amené, en même temps, à s'en méfier, car il y sent l'ennemi naturel de toutes ses prétentions, l'obstacle qui s'oppose à la satisfaction de sa cupidité. Sociabilité, cupidité, tels sont donc les deux principes opposés, qui forment la nature de l'homme et qui portent avec eux, l'un tous les vices, l'autre toutes les vertus. Le premier devoir du souverain est donc de cultiver la sociabilité et d'enchaîner la cupidité, qui n'est jamais riche de ce qu'elle possède et toujours pauvre de ce qu'elle désire : « Il n'est qu'un moyen d'enrichir un peuple, c'est de le tourner vers la sociabilité. Ouvrez les annales de l'humanité, vous y verrez que de tous les peuples et dans tous les temps, aucuns n'ont vécu plus durement, n'ont cependant été plus

(1) V. sur l'état de la population et de l'agriculture en France au XVIII^e siècle : Baudrillart, *La question de la population en France au XVIII^e siècle*, *Journal des économistes*, 1885, p. 161 ; Levasseur, *La population de la France* ; de Lavergne, *Economie rurale de l'Angleterre* ; Taine, *Ancien régime*, livre V^e ; Arthur Young, *Voyages en France* ; Quesnay, articles *Fermiers* et *grains* dans l'*Encyclopédie* et les divers traités sur la population cités dans le corps du chapitre.

attachés à leur façon d'être, et ne se sont en conséquence estimés plus heureux que ceux qui ont vécu le plus en commun (1). »

Tel est le principe social que le marquis de Mirabeau posait, comme base de ses spéculations, dans le premier chapitre de l'*Ami des hommes*, et, sans vouloir le discuter à fond, il faut remarquer qu'il ne manquait pas d'intérêt, à un moment où Rousseau prêchait sur tous les tons que la vie sociale avait fait le malheur de l'humanité, et qu'il fallait, pour la sauver, retourner à l'état de nature. Le marquis de Mirabeau se faisait contre lui le défenseur de la société et de la propriété, car, loin de penser que les lois concernant le partage des biens avaient été la source de tous les crimes et de tous les malheurs de l'humanité, il les considérait, au contraire, comme les plus utiles et les plus indispensables de toutes. Il reconnaissait bien qu'elles avaient des inconvénients, dont les principaux étaient l'inégalité des fortunes et l'accaparement du territoire par un petit nombre ; mais ces inconvénients étaient pour lui inséparables de la société elle-même, et la propriété privée lui apparaissait comme la condition nécessaire de tout état social, si bien que, même chez les sauvages les plus brutés, on trouve déjà, disait-il, des germes de propriété, tout au moins mobilière.

De son principe social le marquis de Mirabeau tirait, sur la nature de la richesse, des conclusions intéressantes, qui allaient contribuer à ruiner le vieux préjugé mercantiliste. La cupidité, disait-il, réussit à égarer jusque sur la nature de la richesse. Qu'est-ce, en effet, que la richesse ? Ce devrait être la jouissance des biens d'ici-bas.

(1) *Ami des hommes*, p. 6.

Ces biens forment une échelle, dont le degré le plus bas et le plus nécessaire de tous est l'agriculture, et les autres, qui représentent l'abondance et le superflu, le commerce et les trésors. Or, jusqu'à présent, c'est l'argent, le superflu, qui a été considéré comme la chose la plus nécessaire, c'est-à-dire que, sous l'impulsion de la cupidité, l'échelle a été prise au rebours par les hommes :

« L'argent, l'argent, diront-ils, le commerce utile est celui qui apporte de l'argent, le commerce ruineux est celui qui se solde en argent. A les entendre, l'État le plus riche serait celui qui aurait trouvé une mine inépuisable d'or, et s'ils pouvaient à leur gré gouverner les éléments, pour s'épargner le travail de la mine, ils obligeraient l'air et le feu de le mettre en fusion et de le vomir, comme le Vésuve pousse des matières enflammées, jusqu'à ce que la lave eut couvert et endurci toute la surface du territoire de la patrie, et qu'ils fussent parvenus au sort du roi Midas (1). »

Mais, dira-t-on, on ne désire pas l'argent pour lui-même, mais seulement parce qu'il est l'aliment et le suc nourricier de l'industrie et du commerce, et que le commerce seul vivifie l'agriculture en donnant un prix à ses produits. A cela Mirabeau répond fort justement que l'argent n'est rien par lui-même, que ce n'est qu'un signe représentatif des biens usuels, et que la multiplication du signe, loin d'être un avantage, ne fait que rendre les transactions plus difficiles. En outre, comme ce signe apparaît à tout le monde d'une conservation plus facile que les vraies richesses, denrées et marchandises, et d'une utilisation immédiate, il arrive que l'on délaisse les biens naturels

(1) *Ami des hommes*, p. 8.

de l'agriculture et de l'industrie pour cette fausse richesse, pour ce signe, qui prend ainsi le pas sur la chose signifiée. Mirabeau le compare fort justement au sang, qui circule dans les veines, et qui est un principe de vie, tant qu'il circule régulièrement, mais qui entraîne la corruption et la mort, dès qu'il surabonde et forme dépôt. L'argent n'est de même un principe de *vivification*, que s'il sert à faire circuler les véritables richesses : il devient un principe de mort, dès qu'il est recherché pour lui-même et qu'il forme dépôt dans la société. Il n'y a donc pas à se préoccuper, dans un État, de l'abondance ou de la rareté des métaux précieux ; il n'y a pas à se préoccuper de la répartition de ces métaux dans le monde, car ils se porteront d'eux-mêmes, là où il y aura des richesses et où on aura besoin d'eux pour représenter ces richesses : « Je le répète, dit Mirabeau (1), partout où il y a des hommes, il y a des richesses, les richesses n'étant que les choses nécessaires à la vie ou leur représentatif. Les métaux ne sont que le signe des valeurs ; où il n'y a point d'hommes, il n'est de valeur à rien ; et, si les métaux se trouvent dans les climats déserts, ils courent bien vite se répandre aux lieux où la nécessité du troc leur fera trouver leur place. »

Ce sont donc les aliments, les denrées, les marchandises, toutes les choses propres à satisfaire les besoins de l'homme, qui constituent les véritables richesses, et sur ce point il n'y a rien à redire aux analyses très exactes de Mirabeau. Elles paraissent même énoncer des vérités évidentes par elles-mêmes, mais pour en comprendre toute la valeur, il faut se rappeler que les doctrines mercanti-

(1) *Ami des hommes*, p. 169.

listes des auteurs qui l'avaient précédé, avaient réussi à créer une telle confusion sur cette question de la nature de la richesse, que les esprits, même les plus distingués de l'époque, voyaient dans la recherche de l'or et de l'argent le suprême but de la conduite économique d'un État (1).

C'est cette illusion dont le marquis de Mirabeau eut un des premiers conscience, et dont il eut le mérite de contribuer à débarrasser l'esprit de ses contemporains. La vraie richesse pour lui était produite par la terre fécondée par le travail de l'homme, et dans cette coopération c'était le travail qui avait le rôle prépondérant : « Tant vaut l'homme, disait-il avec le proverbe, tant vaut la terre. Si l'homme est nul, la terre l'est aussi : avec des hommes, on double la terre qu'on possède, on en défriche, on en acquiert. Dieu seul a su de la terre tirer un homme ; en tout temps et en tous lieux on a su, avec des hommes, avoir de la terre, ou du moins le produit, ce qui revient au même. Il s'en suit de là que le premier des biens c'est d'avoir des hommes et le second de la terre (2). »

(1) On a de la peine à s'imaginer jusqu'où les choses avaient été poussées. Tout était subordonné à la nécessité de vendre plus qu'on n'achetait à l'étranger pour se procurer une rentrée correspondante de métaux précieux. Le développement des manufactures, la réglementation de l'industrie, les tarifs douaniers, et tout ce système, que l'on a qualifié du nom de son auteur de Colbertisme, n'étaient pas inspirés par d'autres considérations. Comme pour vendre beaucoup il fallait que les produits fussent relativement à bas prix, on cherchait à réduire le plus possible leur prix de revient, et comme la main-d'œuvre en était un des éléments importants, on ne pensait qu'à une chose : réduire le plus possible le prix des denrées agricoles, afin de permettre à l'ouvrier de vivre à peu de frais et de se contenter d'un moindre salaire, sans se préoccuper de savoir si cela faisait ou non l'affaire de l'agriculture. Une réaction était donc nécessaire sur ce point : c'est le mérite des Physiocrates et avant eux du marquis de Mirabeau de l'avoir suscitée.

(2) *Ami des hommes*, p. 10.

Mirabeau était amené par là à faire une place à part au travail humain appliqué à l'agriculture, qu'il considérait comme le plus nécessaire à la société, celui sans lequel elle ne saurait subsister. Mais on ne trouvait pas chez lui cette distinction entre les travaux productifs et les travaux improductifs, qui, introduite par les Physiocrates, devait faire pendant longtemps la base de la science économique. Toutes les classes sociales contribuent pour lui également à l'utilité de la société et sont dignes de la même estime ; il n'y a pas de classes stériles, pas de classes improductives ; chaque profession doit être appréciée uniquement d'après la nature et l'utilité de son objet. La conception est plus haute et plus complète que celle des Physiocrates ; elle est moins systématique et plus conforme à la réalité. Mirabeau, sur ce point, avait vu plus juste que Quesnay, et il est fâcheux qu'il ait baissé pavillon devant le maître avec autant de facilité.

Quoi qu'il en soit, en partant de cette idée, il essayait de faire, d'après leur degré d'utilité, une classification des divers travaux entre lesquels se partage la société. Il plaçait en tête les professions dont l'activité ne se réalise pas dans des objets matériels, clergé, métier militaire, magistrature, et cela est à remarquer, car ce sont précisément celles-là que la plupart des économistes, inspirés par une conception purement matérielle de la richesse, flétriront dans la suite du nom de travaux improductifs. Une telle idée n'entre pas dans la conception de Mirabeau ; toutes les professions sont, à son avis, productives au même titre à raison des services qu'elles rendent à la société, et il n'y a entre elles qu'une différence de degré. On retrouve seulement en lui le vieil homme, lorsqu'il prétend rattacher à trois classes sociales différentes ces trois fonctions du

culte, du service militaire, et de la justice ; on reconnaît le défenseur de l'antique constitution de la nation, lorsqu'il déclare que le clergé, la noblesse et le Tiers état forment véritablement les trois assises de la société et les trois corps qui, dans l'ancienne France, ont constitué à bon droit les assemblées de la nation.

Mais, à côté d'eux, il faisait une large part aux classes industrielles, qui cultivent les arts libéraux et mécaniques ; il les proclamait dignes de la protection du gouvernement, car ce sont elles qui fournissent à la société ses aliments et ses commodités et qui entretiennent sa vie matérielle. Il accordait cependant à l'agriculture une importance prépondérante et une place à part, parce que d'elle dépendent toutes les autres industries et la subsistance de la race humaine. Il considérait son développement comme lié à celui de la population, et partait de là pour analyser les causes qui s'opposaient, d'après lui, aux progrès de la population, et les moyens d'entraver la dégénérescence de la population.

II

Cette dégénérescence était-elle réelle, et quel était, vers le milieu du XVIII^e siècle, l'état de la population et de l'agriculture en France ? Telle est la question qu'il importe de se poser avant d'aborder l'examen des idées du marquis de Mirabeau ; car le Marquis n'est pas toujours un guide très sûr, et l'on trouve dans son livre beaucoup plus de raisonnements que de renseignements précis et de données statistiques sur l'état de la France.

C'est ainsi que le Marquis admet comme un axiome l'hypothèse du dépeuplement de la France et la tendance de la population à décroître d'une façon constante, sans se

demander si elle est réelle. Il ne faisait en cela, d'ailleurs, que suivre l'exemple des auteurs qui l'avaient précédé. Montesquieu avait dit, en effet, dans ses *Lettres persanes* : « Après un calcul aussi exact qu'il peut l'être dans ces sortes de choses, j'ai trouvé qu'il y a à peine sur terre la dixième partie des hommes qui y étaient dans les anciens temps. Ce qu'il y a d'étonnant c'est qu'elle se dépeuple tous les jours, et si cela continue, dans dix siècles elle ne sera plus qu'un désert. » Montesquieu devait continuer à soutenir, dans tous ses écrits postérieurs, cette hypothèse du dépeuplement continu du monde et de la France en particulier, avec une légèreté vraiment étonnante de la part d'un esprit aussi réfléchi que le sien.

Cette même idée avait également trouvé un défenseur en Angleterre dans Robert Wallace, qui avait consacré tout un livre, *Dissertation on the numbers of mankind in ancient and modern times*, à prouver que la population était allée sans cesse en diminuant, et à en rechercher les causes. Il avait indiqué comme une des causes du dépeuplement la stérilité des moines et des religieuses, avec la même exagération qu'y mettront bientôt les encyclopédistes, et qui devait être vertement relevée par le marquis de Mirabeau (1). Il avait signalé également l'état de négligence dans lequel se trouvait l'agriculture, par suite de la concentration des propriétés et l'abus du droit d'aînesse.

La plupart des autres auteurs, qui s'étaient occupés de la question de la population, avaient également admis, avec une légèreté et une facilité incroyables, que la population avait une tendance constante à diminuer, et que la population de la France était, notamment bien infé-

(1) V. *Ami des hommes*, p. 20.

rière au XVIII^e siècle à ce qu'elle avait été au XIII^e et au XIV^e siècle. David Hume seul, dans son *Essai sur la population des nations de l'antiquité*, avait protesté contre cette assertion ; il avait fait remarquer combien la rendait improbable le développement de l'hygiène et de la médecine, qui tendent à la conservation des individus ; il avait considéré que la sollicitude à l'égard des naissances était plus grande, et que les guerres n'étaient pas plus fréquentes qu'autrefois, et il avait conclu à une augmentation constante de la population.

Pour la France, la grande question était de savoir si la France du XVIII^e siècle était plus ou moins peuplée que celle du XIV^e, et l'on rencontre sur ce point les affirmations les plus fantaisistes. La solution de la question était très difficile en l'absence de données statistiques certaines. On s'obstinait à tabler sur des états de population, établis par feux, pour la levée de l'impôt, et on arrivait ainsi à des résultats extravagants. Rappelant les calculs qu'on faisait, Voltaire écrivait dans le *Dictionnaire philosophique* à l'article *Population* : « Cela ferait, à quatre personnes par feu, 32 millions d'habitants pour la France de Philippe de Valois. Le calcul de ces feux est fondé sur un état de subsides imposé en 1328. »

Ce qui achève de rendre cette supposition invraisemblable, c'est que la France de Philippe de Valois était beaucoup plus petite que celle du XVIII^e siècle. Cependant il paraît certain qu'il y a eu en France jusque dans la première moitié du XIV^e siècle, avant les guerres anglaises, un état réel de prospérité et un développement considérable de la population. M. Henri Martin incline vers un chiffre qui ne serait pas très inférieur à 25 millions d'habitants.

Quel est maintenant le chiffre probable de la population au XVIII^e siècle? Le marquis de Mirabeau, partant de l'hypothèse du dépeuplement croissant de la France, parlait de 18.000.000 d'habitants. C'était là, certainement, un chiffre au-dessous de la réalité, qui est contredit, d'ailleurs, par les auteurs qui se sont occupés après lui de la population. C'est ainsi qu'un travail beaucoup plus documenté que celui du marquis de Mirabeau, les *Recherches* de Messence, qui cherchait à déterminer, chiffres à l'appui, la population de la France et de ses diverses régions, arrivait, pour la France, à un chiffre qui ne s'éloignait pas beaucoup de 23.000.000. On voit de même dans le livre de l'abbé Expilly, *Recherches sur la population de la France*, paru en 1765, cette population évaluée, pour le milieu du siècle, à 24.000.000 d'habitants. On ne peut qu'être frappé, d'ailleurs, de la conclusion du livre, qui repoussait, contrairement à l'opinion générale, l'idée d'une dépopulation croissante, et se prononçait au contraire pour le mouvement progressif de la population.

C'est cette dernière opinion qui semble la vraie : il paraît bien que, vers le milieu du XVIII^e siècle, non seulement la population n'avait pas diminué, mais tendait même à s'accroître, malgré la décadence de l'agriculture et la misère des campagnes. Ce que nous savons du mouvement de la population au XVIII^e siècle tend donc à infirmer l'opinion du marquis de Mirabeau et à montrer que l'accroissement de la population avait lieu sous ses yeux même, et allait se continuer, dans des proportions assez considérables, dans la dernière moitié du siècle (1). Ce qui

(1) Voir pour les détails, dans lesquels nous ne pouvons pas entrer : Baudrillart, *La question de la population en France au XVIII^e siècle*, *Journal des Economistes*, 1885, p. 161.

a pu causer son erreur, c'est la tendance très réelle de la population à se porter vers les villes et à délaisser les campagnes, où elle ne trouvait plus de moyens de subsistance, à raison de l'état d'abandon et de délabrement dans lequel se trouvait l'agriculture. Le marquis de Mirabeau, observateur quelque peu superficiel, constatant ce délaissement, y vit un signe de dépopulation, et c'est alors qu'il poussa son cri d'alarme qui eut d'ailleurs le mérite de ramener l'attention de ses contemporains sur ces graves questions.

Cependant, quand on compare son livre aux autres tableaux que nous possédons de l'état de la population et de l'agriculture en France vers 1750, notamment celui que Taine a tracé dans son *Ancien régime*, d'après les documents de l'époque, on est étonné de ne pas rencontrer, dans l'ouvrage d'un contemporain, un témoignage plus éclatant de la misère publique. Le marquis de Mirabeau en parle, il s'en émeut, mais il n'a pas l'air de la connaître à fond, et on n'en trouve pas chez lui d'exemples. Cela s'explique, à notre avis, par le caractère un peu spéculatif du livre et de l'auteur, qui manquait de renseignements précis sur l'état des campagnes, à raison de la pénurie de documents statistiques de l'époque et de son défaut d'expérience personnelle (1). Aussi devons-nous

(1) Peut-être cela s'explique-t-il également par la situation exceptionnelle de la Provence, à laquelle le marquis de Mirabeau devait surtout songer. La Provence, pays d'états, très attaché à ses libertés, avait vu se perpétuer des sentiments d'entente réciproque et de relations amicales entre seigneurs et paysans, qui avaient entretenu dans le pays une prospérité particulière, tranchant sur la situation des autres provinces. Peut-être le marquis de Mirabeau jugeait-il toute la France d'après le régime beaucoup plus favorable de la Provence.

nous référer à d'autres sources pour tracer un tableau rapide de la situation de l'agriculture vers le milieu du siècle.

Il ressort des travaux de Quesnay dans l'*Encyclopédie* (1) que, sur 100 millions d'arpents, qui constituaient en 1750 le territoire total de la France, 36 millions seulement représentaient le sol cultivé, parmi lesquels 6 millions étaient occupés par la grande culture et 30 par la petite culture. Quesnay fondait sa distinction entre la grande et la petite culture sur l'emploi des chevaux dans la grande et des bœufs dans la petite, et l'assolement triennal — blé, avoine, jachère — dans la grande et biennal — blé, jachère — dans la petite.

Quesnay évaluait à cinq setiers le produit moyen en blé d'un arpent dans la grande culture et à 2 setiers $\frac{1}{2}$ ce produit dans la petite, soit 15 hectolitres par hectare pour l'une et 7 pour l'autre, ce qui faisait, pour la totalité des hectares cultivés, 70 millions d'hectolitres. Sous ce nom de blé, sont compris d'ailleurs avec le froment les grains inférieurs, et comme le seigle était généralement plus cultivé, on peut diviser ces 70 millions en 25 millions de froment et 45 millions de seigle ou orge. Aujourd'hui la production du froment a presque triplé ; celle du seigle et de l'orge est restée la même ; celle de l'avoine a quadruplé ; et en outre la pomme de terre et beaucoup d'autres produits, qui sont aujourd'hui des richesses, n'existaient pas ou étaient à cette époque peu connus (2).

Le nombre des bêtes ovines était, d'après Quesnay, de

(1) Articles *Fermiers* et *Grains*.

(2) Voir sur tous ces détails Léonce de Lavergne, *Economie rurale de l'Angleterre*, p. 155, qui tire ses enseignements des articles de Quesnay.

5 millions, soit la moitié de ce qui existe aujourd'hui. On abattait tous les ans 4 ou 500.000 têtes pour la boucherie ; on en abat aujourd'hui dix fois plus, et le bétail de cette époque, mal nourri et mal entretenu, ne pouvait être comparé comme qualité à celui d'aujourd'hui. Les moutons n'étaient ni plus nombreux, ni meilleurs, et quant aux chevaux leur élevage était si négligé, que Turgot, voulant réorganiser la poste en 1776, ne put se procurer les 6.000 chevaux de trait dont il avait besoin.

Il se dégage de tout cela une profonde impression de décadence manifeste surtout vers le milieu du siècle. Elle était augmentée par le nombre toujours croissant des terres en friche, dû en grande partie à l'abandon et à la mauvaise administration des seigneurs propriétaires, qui, attirés dans la capitale par leur service de cour, se désintéressaient de l'exploitation de leurs domaines, quand ils ne cherchaient pas à en faire des territoires de chasse. Le fait est constaté par Arthur Young cité par Taine dans l'*Ancien régime* (1) : « Un grand seigneur eût-il des millions de revenus, dit-il, vous êtes sûr de trouver ses terres en friche. Visitez leur résidence, où qu'elle soit, et vous les verrez au milieu de forêts bien peuplées de cerfs, de sangliers et de loups. » Si l'on rapproche cela de ce que dit le marquis de Mirabeau lui-même dans l'*Ami des hommes*, l'on voit qu'il n'y avait aucune exagération dans l'opinion d'Arthur Young : « Je me promenais un jour, dit-il (2), sur une terrasse rustique : deux voyageurs passèrent au bas dans le chemin : « Je parie, dit l'un, regardant un enclos, qui était au-dessous, que ce bien appartient au seigneur. — Oui, monsieur, se hâta de dire un paysan, qui peut-être

(1) Taine, *Ancien régime*, I, p. 77, 22^e éd., 1899.

(2) *Ami des hommes*, p. 46.

dans sa vie n'avait trouvé d'occasion d'enseigner que cela. — Je m'en étais bien douté, reprit le voyageur, à le voir couvert de ronces et d'épines. » Je fus un peu honteux, car j'étais ce seigneur-là, mais je me corrigeai en subdivisant mon enclos à plusieurs paysans, qui y devinrent laborieux, déracinèrent les épines, y ont bien fait leurs affaires, et doublé mon fonds. » Comme la plupart des seigneurs n'imitaient guère que dans le mal l'exemple du marquis de Mirabeau, on peut juger de l'état lamentable dans lequel devait se trouver l'agriculture. Le mal était, d'ailleurs, profondément invétéré, car il tenait à l'organisation sociale tout entière.

Quant aux rares seigneurs, qui résidaient sur leurs terres, et aux propriétaires qui exploitaient eux-mêmes, ils se heurtaient à un autre obstacle : l'insuffisance des procédés de culture et l'ignorance complète de la science agromique. L'ignorance sur ce point est telle qu'elle surprend les voyageurs étrangers. Arthur Young est obligé de constater que la technique agricole en France en est encore au X^e siècle. Dans beaucoup de pays, on ignore l'usage de la charrue, et on ne sait ni fumer, ni ensemercer les champs (1). Ce n'est qu'à partir de 1760 que l'on voit se répandre quelques connaissances avec la création des sociétés d'agriculture, dont la première fut établie en Bretagne sur l'initiative de Gournay.

Aussi la misère des campagnes était-elle atroce et dépassait-elle tout ce qu'on peut imaginer. Arthur Young prétend que la population était de 76 0/0 moins à son aise qu'en Angleterre, de 76 0/0 plus mal nourrie et plus mal vêtue, et cette affirmation n'a rien qui étonne, si l'on s'en

(1) V. Taine, *Ancien régime*, t. II, p. 246 de l'édition citée.

rapporte au tableau effrayant que Taine a tracé dans son *Ancien régime* de la misère du paysan français : « Dans un canton reculé, dit-il (1) entre mille autres détails, les paysans coupent les blés encore verts et les font sécher au four, parce que leur faim ne peut attendre. L'intendant de Poitiers écrit que, « dès que les ateliers de charité sont ouverts, il s'y précipite un nombre prodigieux de pauvres, quelque soin qu'on ait pris pour réduire les prix, et n'admettre à ce travail que les plus nécessiteux ». L'intendant de Bourges marque qu'un grand nombre de métayers ont vendu leurs meubles, que « des familles entières ont passé deux jours sans manger », que dans plusieurs provinces les affamés restent au lit la plus grande partie du jour pour souffrir moins. L'intendant d'Orléans assure qu'« en Sologne de pauvres veuves ont brûlé leur bois de lit, d'autres leurs arbres fruitiers » pour se préserver du froid, et il ajoute : « Rien n'est exagéré dans ce tableau, le cri du besoin ne peut se rendre, il faut voir de près la misère des campagnes pour s'en faire une idée. »

Un autre témoignage effrayant de ce dénûment général se trouve dans le journal du marquis d'Argenson, qui écrit dès 1739 : « On a présentement la certitude que la misère est parvenue généralement à un degré inouï. Au moment où j'écris, en pleine paix, avec les apparences d'une récolte, sinon abondante, du moins passable, les hommes meurent autour de nous comme des mouches de pauvreté et broutant l'herbe. Les provinces du Maine, Angoumois, Touraine, Haut-Poitou, Périgord, Orléanais, Berry sont les plus maltraitées ; cela gagne les environs de Versailles. Le duc d'Orléans porta dernièrement au

(1) Taine, *Ancien régime*, II, p. 240, de l'édit. citée.

conseil un morceau de pain de fougère, que nous lui avions procuré ; il le posa sur la table du Roi disant : « Sire, voilà de quoi se nourrissent vos sujets. »

De tels témoignages sont assez éloquents par eux-mêmes et se passent de commentaires. Nous ne leur en ajouterons qu'un seul, qui est particulièrement intéressant, puisqu'il émane précisément du marquis de Mirabeau, à un moment où il avait pris contact avec une des populations les plus misérables de France, et où il n'était plus réduit aux affirmations un peu en l'air de l'*Ami des hommes*. On y trouve, en même temps qu'un tableau lamentable de la situation des paysans du Mont-Dore, une intéressante prédiction de la grande convulsion sociale qui se préparait :

« Je vous peindrais, disait-il dans une de ses lettres à Mme de Rochefort (1), la fête votive du lieu (2), que nous avons eue le 14 ; les sauvages descendant en torrents de la montagne, ordre à nos gens de ne point sortir ; le curé avec surplis, étole ; la justice en perruque ; la maréchaussée, le sabre à la main, gardant la place, avant de permettre aux musettes de commencer ; la danse interrompue un quart d'heure après par la bataille ; les cris et les sifflements des enfants, des débiles et autres assistants les agaçant, comme la canaille fait quand les chiens se battent ; des hommes affreux ou plutôt des bêtes fauves, couverts de sayons de grosse laine avec de larges ceintures de cuir piquées de clous de cuivre, d'une taille gigantesque rehaussée par de hauts sabots, s'élevant encore pour regarder le combat, trépignant avec progression, se

(1) Lettre datée du 18 août 1777.

(2) Le Mont-Dore dont le Marquis était allé prendre les eaux. Sur ce séjour du Marquis au Mont-Dore, voir Henri Mosnier, *Le marquis de Mirabeau au Mont-Dore*, Clermont-Ferrand, 1895.

frottant les flancs avec les coudes, la figure hâve et couverte de leurs longs cheveux gras, le haut du visage pâissant et le bas se déchirant pour ébaucher un rire cruel et une sorte d'impatience féroce : et ces gens-là paient la taille ! et l'on veut encore leur ôter le sel ! et l'on ne sait pas ce qu'on dépouille ! ce qu'on veut gouverner ! ce qu'à coups de plume nonchalante et lâche on croira, jusqu'à la catastrophe, affamer toujours impunément ! Ces sortes de coups d'œil rappellent les grandes pensées. Pauvre Jean-Jacques (1), me disais-je, qui t'enverrait toi et ton système copier de la musique chez ces gens-là aurait bien durement répondu à ton discours..... Ah ! Madame, le Colin-Maillard, poussé trop loin, finira par la culbute générale (2). »

III

On comprend sans peine qu'un pareil état de choses ait inquiété dès 1750 le marquis de Mirabeau et qu'il se soit préoccupé des moyens d'y remédier. Or, d'après lui, la cause du mal se trouve dans la dépopulation, qu'il admet comme un article de foi, et le remède dans l'accroissement de la population, car avec des hommes on peut multiplier le produit de la terre, tandis qu'on ne peut de la terre ti-

(1) Le Marquis était à ce moment en froid avec Rousseau, après avoir eu pendant quelque temps avec lui les relations les plus cordiales. V. sur ces relations *infra*, II^e partie, ch. VI, § III.

(2) Tout ce passage est cité par Taine dans l'*Ancien régime* (t. II, p. 225) et lui inspire la réflexion suivante : « Avertissement prophétique, prévoyance admirable, que l'excès du mal n'aveugle point sur le mal du remède. Éclairé par son instinct féodal et rural, le vieux gentilhomme juge du même coup le gouvernement et les philosophes, l'ancien régime et la Révolution. »

rer un homme. Mirabeau établit cependant un lien entre la population et la production du sol ; car, si la population a une tendance naturelle à s'accroître, il faut encore que cette tendance ne soit pas contrariée par le défaut de subsistances. C'est en ce sens que l'on peut dire que le montant des subsistances est la mesure de la population ; c'est pour cela que la décadence de l'agriculture se traduit nécessairement par une diminution de la population.

Le point de départ du marquis de Mirabeau rappelle celui que devait adopter Malthus, à la fin du XVIII^e siècle, dans sa fameuse théorie des lois de la population. Comme Mirabeau, Malthus posait en principe que l'accroissement de la population était nécessairement limité par le niveau des subsistances ; seulement, il considérait en même temps que la population avait une tendance à croître beaucoup plus rapidement que le niveau des subsistances, d'après une progression géométrique, tandis que les subsistances ne pouvaient croître que d'après une progression arithmétique (1). Partant de cette idée, il recommandait ce qu'il appelait la contrainte morale, c'est-à-dire la réflexion avant le mariage, pour ne pas augmenter inutilement le nombre des malheureux que la misère et la mort auraient tôt fait de faire disparaître. Mirabeau, au contraire, avait une foi invincible dans la puissance productive de la terre et les progrès de l'agriculture ; il estimait que l'art agricole pouvait augmenter cette puissance dans une proportion incalculable, et qui, en fait, ne sera même jamais réalisée.

(1) C'est-à-dire que, la population pouvant doubler tous les 25 ans, son accroissement serait représenté par les chiffres 1, 2, 4, 8, 16, 32, etc., tandis que, pendant des périodes de temps correspondantes, l'accroissement des subsistances ne serait représenté que par les chiffres 1, 2, 3, 4, 5, 6... etc.

Il ne s'inquiétait donc pas des maux que pouvait entraîner une surabondance de la population. Bien loin de songer à la restreindre, il ne pensait qu'aux moyens de l'encourager, car elle était pour lui une source nouvelle de richesses, en suscitant de nouveaux progrès de l'agriculture.

Mirabeau ne méritait donc pas, il nous semble, le reproche que devait lui faire plus tard Quesnay d'avoir mis la charrue avant les bœufs, en faisant passer la population avant l'agriculture. Nullement, il établissait, au contraire, l'indissolubilité des deux termes ; il montrait le lien qui les unit et la réaction nécessaire de l'un sur l'autre : peu importait dès lors que la première des choses fût, dans sa pensée, d'avoir des hommes ou des produits du sol, du moment qu'il les considérait comme intimement liées l'une à l'autre. Quesnay lui cherchait un peu, à ce point de vue, une querelle de mots, et ce n'est pas en cela que consistaient véritablement les différences entre les deux conceptions.

Quoi qu'il en soit, Mirabeau, posant en principe la décadence de la population et en cherchant les causes, était amené naturellement à les trouver dans la diminution des moyens de subsistance, et c'est en effet la conclusion à laquelle il arrivait, en déclarant que la décadence de l'agriculture et le luxe étaient les vraies causes de la dépopulation. La supériorité du coup d'œil consistait ici à rejeter toutes les causes secondaires et souvent inexactes, comme le célibat ecclésiastique (1), les épidémies et les guerres,

(1) Mirabeau insistait sur ce point qui lui tenait à cœur : les effets du célibat ecclésiastique avaient été exagérés par les écrivains protestants, qui avaient cherché à en faire une des principales causes de la dépopulation. Mirabeau prétendait, au contraire, démontrer

et à aller droit au fond des choses. Cependant le rôle du luxe comme cause de la dépopulation ne paraît pas toujours exactement analysé.

Qu'était-ce en effet que le luxe dans la pensée de Mirabeau. Il l'entendait de deux façons. Au point de vue des besoins, il entendait par là les besoins factices, les besoins superflus et inutiles, que l'homme se crée, et qui viennent compliquer sa vie au détriment de l'intérêt général de la société. Au point de vue des dépenses, le luxe était pour lui synonyme de consommations déraisonnables, hors de proportion avec la situation de chaque personne, et c'est par là qu'il entendait le distinguer du faste, ou dépenses hiérarchiques, mettant entre les diverses classes sociales une séparation nécessaire. A ce dernier point de vue, le luxe avait pour lui l'inconvénient d'entretenir de préférence les industries frivoles et de recherche, qui, ne correspondant pas à des besoins réels, sont peu solides et détournent les revenus de la nation des industries de fond et de l'agriculture : « O peuples civilisés, disait-il (1) dans une de ces prosopopées qui lui étaient assez familières, je demande qui d'entre vous, s'il voyait un souverain, uniquement occupé de ses plaisirs et de ses fantaisies, y sacrifier en entier tous les revenus de sa couronne, ne dirait pas intérieurement que c'est un tyran insensé,

que non seulement le monachisme ne nuit point à la population, mais encore qu'il tend à son accroissement, car les moines, habitués à vivre en commun d'une quantité de subsistances relativement faible, laissent par là même de la marge à la population laïque. Il profitait de l'occasion pour prendre la défense des moines, dont l'utilité morale est, disait-il, de travailler, étudier, instruire, et l'utilité physique de procéder au défrichement de terres, qui sans eux seraient restées incultes. V. sur ce point *Ami des hommes*, p. 20.

(1) *Ami des hommes*, p. 314.

qui croit que tout est fait pour lui et qui réalise dans le fait un système monstrueux. Qu'êtes-vous de plus à la tête d'un grand bien ? »

Au premier point de vue maintenant, quel va être l'effet du luxe sur la population ? Le supplément de consommations, correspondant aux besoins factices, va avoir pour effet, en restreignant, au profit d'un petit nombre, la consommation de la masse, de « sécher dans la racine, suivant l'expression de Mirabeau, le germe de nouveaux citoyens ». « Il est vrai de dire, déclare-t-il (1), que plus il y a de consommation dans un état, plus cet état est puissant ; mais il faut bien entendre ce principe. Si vous entendez par là que la vraie puissance d'un état consiste à avoir beaucoup de consommateurs, je suis de votre avis ; mais par la même raison, beaucoup de consommations faites par un petit nombre de consommateurs est une corrosion continuelle et toujours croissante du nerf de la population. »

C'est ici, nous semble-t-il, que l'on peut prendre en flagrant délit le manque de sens économique profond du marquis de Mirabeau. Partant en effet de l'idée que l'accroissement des subsistances est la condition de l'accroissement de la population, il ne songe qu'à une chose, augmenter artificiellement ces subsistances par la restriction de la consommation des classes aisées et la participation d'un plus grand nombre d'habitants à la masse totale des produits. Il y a là pour lui un rapport, dont les termes sont fixes et, divisés l'un par l'autre, doivent nécessairement donner le chiffre de la population. Or, il n'a pas l'air de se douter d'une chose, c'est que, les classes aisées restreindraient-elles jusqu'au strict minimum leur consommation,

(1) *Ami des hommes*, p. 20.

cela n'aurait pas pour effet d'augmenter celle des classes pauvres, si elles n'avaient pas d'ailleurs les moyens de profiter de la marge qui leur serait laissée. En d'autres termes, ce n'est pas tant la faculté platonique d'acquérir qu'il faut donner à la masse de la population que la puissance effective de le faire, et pour cela, loin qu'il faille songer à restreindre les consommations des classes aisées, il faut, au contraire, les encourager, car ce sont elles qui font vivre le restant de la nation par le travail qu'elles procurent à ses membres. C'est là un des points sur lesquels Mirabeau fut redressé par Quesnay qui, préoccupé, lui, de multiplier le revenu net de l'agriculture, dans lequel il voyait la source de toute richesse, avait au contraire admirablement saisi l'heureuse influence des consommations sur la production. Mirabeau, avec cette bonne foi que nous avons déjà signalée en lui, consentit d'ailleurs à reconnaître son erreur et, avec la même ardeur qu'il avait prêché la restriction de la consommation dans l'*Ami des hommes*, recommanda les dépenses dans la *Philosophie rurale* (1).

En réalité, il est un autre effet de luxe, entendu dans le sens de besoins factices et superflus, que Mirabeau n'a pas vu ou dont il n'a pas eu nettement conscience, et qui tend

(1) On ne peut mieux faire que réfuter sur ce point Mirabeau par Mirabeau lui-même : « Loin donc, dit-il, dans la *Philosophie rurale* (p. 169), que, pour avoir plus d'hommes, il faille resserrer la dépense de ceux qu'on a, comme cela semble se présenter au premier coup d'œil, et comme l'enseigne d'abord un écrivain bien accueilli, et qui méritait sans doute au fond de l'être, puisqu'il a eu depuis la bonne foi de se redresser lui-même et d'avouer son erreur... loin, dis-je, qu'il faille resserrer les dépenses, il faut au contraire étendre et exciter la consommation des productions de haut prix, puisque plus on consomme, plus on demande, plus on sollicite la terre, plus on obtient de richesses ou de productions de la meilleure valeur, et plus la puissance d'un État s'augmente. »

cependant à restreindre directement la population : c'est celui qui se manifeste par l'abstention du mariage ou la restriction de la natalité après le mariage, dans le but de s'assurer à soi-même et à ses descendants une vie comode et facile. L'exemple de ce qui se passe en France à l'heure actuelle en est une preuve décisive, car l'état stationnaire de la population y est dû en grande partie à une prévoyance excessive et à la crainte d'une vie moins large, manifeste surtout dans les familles strictement aisées, qui craignent la déchéance. Mirabeau semble bien avoir aperçu l'influence désastreuse de cette tendance sur la population, mais il n'en parle qu'incidemment (1) et il ne paraît pas en avoir compris l'importance. Probablement aussi le mal ne se manifestait-il pas de son temps avec la même force que de nos jours.

Le marquis de Mirabeau attache d'ailleurs une influence encore plus considérable à ce qui est pour lui la deuxième cause de la dépopulation, la décadence de l'agriculture. L'agriculture est, en effet, le premier et le plus nécessaire de tous les arts ; c'est elle seule qui a permis à l'homme de multiplier son espèce, car un territoire, qui, chez les sauvages, pourrait à peine nourrir cinquante hommes, peut en entretenir dix fois plus, dès que le travail humain s'y applique pour le fertiliser. « La terre n'est marâtre nulle part, dit le Marquis (2), du moins dans nos climats... ; tout territoire peut produire au moyen du tra-

(1) « Le luxe et les nécessités de la vie, de la consommation, du logement, chauffage, etc., se sont si fort étendus que ce qui suffisait à dix familles autrefois n'en saurait entretenir une. A cette déprédation insensible et de nécessité il s'en joint même une autre volontaire : la nature gémit des moyens que le luxe suggère pour éviter l'embarras d'une nombreuse famille. » *Ami des hommes*, p. 118.

(2) *Ami des hommes*, p. 29.

vail : *labor omnia vincit improbus* ; la stérilité ne se montre nulle part que par la faute des hommes. » Le Marquis n'en constate pas moins avec un douloureux étonnement l'état d'abandon, dans lequel se trouve cet art si utile à l'humanité ; il constate l'ignorance de la grande majorité du public pour tout ce qui touche à l'agriculture, l'insuffisance des procédés de culture, le dédain du gouvernement, qui ne se préoccupe que de favoriser le commerce et l'industrie. Il s'en afflige d'autant plus que la France est, d'après lui, le pays le plus favorisé du monde en ce qui concerne l'agriculture, et il s'efforce d'analyser de près, pour en paralyser l'effet, les causes qui s'opposent aux progrès de l'agriculture.

Une des premières, et peut-être des plus importantes pour le marquis de Mirabeau, se trouve dans les grosses fortunes et les grands domaines, suite de la prospérité d'un Etat, qui étouffent les petits propriétaires et diminuent la fertilité des terres : « Les gros brochets dépeuplent les étangs, dit le Marquis, les grands propriétaires étouffent les petits ». Et il ajoute : « Quelle différence cependant de la fertilité d'un petit domaine, qui fournit à la subsistance d'une famille laborieuse, à celle de ces vastes campagnes livrées à des fermiers passagers ou à des agents paresseux ou intéressés, chargés de contribuer au luxe de leurs maîtres, plongés dans la présomptueuse ignorance des villes (1). »

Le marquis de Mirabeau se prononçait donc pour la division des terres et pour la petite propriété, parce qu'il les considérait comme plus propres à augmenter la masse totale de la production (2). Or, au même moment, Ques-

(1) *Ami des hommes*, p. 45.

(2) Cela ne laisse pas que de surprendre quelque peu de la part

nay rédigeait dans l'*Encyclopédie* les articles *Fermiers* et *grains* où il faisait, au contraire, l'apologie de la grande propriété et où il préconisait l'exploitation en grand. Qui avait raison de Mirabeau ou de Quesnay ?

Mirabeau semble avoir reconnu lui-même qu'il était dans l'erreur, puisque sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, il se rallia dans la suite, avec sa soumission habituelle, à l'opinion du maître (1). Cependant la sienne était défendable. En réalité ils ne se plaçaient pas tous deux au même point de vue et chacun avait raison. Quesnay, beaucoup plus économiste que Mirabeau, considérait le produit net, et estimait, ce qui est incontestable, que la grande culture devait donner, avec des frais relativement moins considérables, un revenu net supérieur à celui de la petite, où les frais se répartissent sur un produit total inférieur. Mirabeau se plaçait au contraire au point de vue du produit brut, et pensait que les petites exploitations, en intéressant plus directement le propriétaire au résultat de l'entreprise, en permettant l'utilisation des terrains les plus minimes, devaient augmenter la production totale de chaque domaine et par suite de tout le territoire. Il était frappé d'autre part de l'état de choses, qui régnait en France vers 1750, dans lequel la négligence et l'incurie des seigneurs, leur résidence hors de leurs terres, avaient entraîné la ruine de leurs exploitations et la transformation de leurs domaines en friches. Il estimait avec raison

d'un esprit aussi féodal que le sien. En réalité ce que le marquis de Mirabeau combattait surtout, c'était cet état « d'absentéisme » résultant de l'abandon et du désintéressement des seigneurs propriétaires. Peut-être se serait-il fort bien contenté d'une exploitation en grand, à laquelle les seigneurs auraient présidé eux-mêmes.

(1) Voir *Philosophie rurale*, chap. IX.

que ces domaines, divisés entre un grand nombre de petits propriétaires, verraient décupler leur productivité. Il tenait compte en un mot des tendances et des nécessités de son époque, et, sur ce point, sa conception était supérieure à celle de Quesnay, qui raisonnait en pur logicien, sans tenir compte des conditions sociales.

Le marquis de Mirabeau voyait deux autres causes importantes de la décadence de l'agriculture dans les procédés gouvernementaux relatifs à la levée de l'impôt et à la culture des grains. Au point de vue de l'impôt, il attaquait cette forme d'imposition de la taille personnelle, que nous avons déjà examinée, dans laquelle la cote de chacun était grossie chaque année, à raison des améliorations qu'il avait fait subir à son champ. Il la considérait avec raison comme incompatible avec tout progrès dans la culture et décourageante pour l'esprit d'initiative des propriétaires. Au point de vue de la culture des grains, il dénonçait l'indiscrète sollicitude, avec laquelle le gouvernement, croyant assurer l'approvisionnement public, interdisait l'exportation des grains non seulement hors du territoire national, mais même hors de chaque province. Il estimait avec raison que de pareils procédés, en enlevant ses débouchés à l'agriculture, étaient le plus sûr moyen d'entraîner sa ruine et d'amener par là la disette générale (1).

Le marquis de Mirabeau considérait également comme une cause de la décadence de l'agriculture le haut prix de l'argent qui poussait les détenteurs de la fortune à préférer un placement sûr à intérêt fixe aux aléas de l'exploitation des terres, et c'est une des raisons pour lesquelles il était partisan, comme nous le verrons plus loin, de la

(1) V. *Ami des hommes*, p. 51.

réduction au plus bas prix possible du taux de l'intérêt (1).

Au point de vue social, le Marquis voyait dans cette fâcheuse tendance, qui poussait les populations rurales vers les villes et les bourgeois vers la capitale, un germe de mort pour l'agriculture, car elle la prive à la fois de sa direction et de sa main-d'œuvre ; et, sur ce point, on peut dire que les observations du Marquis ont conservé toute leur actualité ; le mal qu'il signalait au XVIII^e siècle n'a fait que s'aggraver de nos jours. Il déplorait également la disparition de cette confiance et de cette estime réciproque, qui naissait autrefois des rapports entre les paysans et les propriétaires, et qu'avait chassée la fâcheuse habitude de résidence dans la capitale. Il réclamait sur ce point un retour aux anciennes traditions et espérait d'un rapprochement entre la noblesse et le peuple la prospérité de l'agriculture et le salut de la société :

« Ne fût-ce.... qu'en faisant travailler de pauvres gens, disait-il (2), les seigneurs dans leurs terres faisaient un bien infini. On sait à quel point était l'habitude et pour ainsi dire la manie des présents continuels que les habitants faisaient à leurs seigneurs. J'ai vu de mon temps cette habitude cesser presque partout, et à bon droit, car tout bienfait doit être respectif ici-bas, et si la balance peut l'emporter le surpoids doit être naturellement du côté le plus fort. Les seigneurs ne leur sont plus bons à rien ; il est tout simple qu'ils en soient oubliés, comme ils oublient. »

Profonde parole qui dénote chez le Marquis un véritable sentiment de la situation et des dangers qu'elle faisait

(1) V. *infra*, 1^{re} partie, ch. V, § III.

(2) *Ami des hommes*, p. 63.

courir à la société. Malheureusement, en effet, si les seigneurs avaient oublié les paysans, ceux-ci ne les oublieraient pas, comme semble le croire le Marquis, et ils ne les oublieraient pas, parce que, à défaut de ses fonctions sociales, la noblesse avait conservé tous ses privilèges, qui étaient devenus plus odieux de tout ce qu'ils avaient acquis d'injuste, avec la disparition des fonctions pour lesquelles ils avaient été consentis.

Les paysans connaissaient donc encore la noblesse, mais ce n'était plus par ses bienfaits, c'était par la tyrannie de ses droits, qui s'exerçaient sans contrepoids, par la souffrance qui en résultait pour eux. Pendant plusieurs siècles, cette souffrance sera supportée en silence et avec une apparente résignation, ce sera l'ancien régime ; en 1789, elle éclatera au grand jour avec d'autant plus de force qu'elle aura été plus longtemps contenue, ce sera la Révolution.

Quoi qu'il en soit, le marquis de Mirabeau, constatait à regret que de toutes ces causes de discrédit de l'agriculture naissait un préjugé très fâcheux à l'égard de la propriété territoriale, qui faisait dire couramment que « ce sont de mauvais biens que les terres » et qu'un homme ne saurait jouir d'une certaine aisance, si tout son bien est en fonds de terre. Cependant il estimait que la propriété foncière offrait des avantages considérables par rapport aux placements mobiliers, et l'on retrouvait ici le gentilhomme féodal, pour qui la terre était la base de la souveraineté et des hiérarchies sociales : « Elles (les terres) donnent toujours, disait-il (1), une sorte de lustre et de rang, indépendamment de la prééminence et juridic-

(1) *Ami des hommes*, p. 55.

tion des fiefs sur les habitants, invention qui, quoique gothique, n'en est pas moins admirable par mille raisons qui ne sont pas de mon sujet actuel. Le propriétaire des fonds a naturellement une juridiction de dépendance sur les cultivateurs, une considération et un rapport naturel dans le pays, au lieu que le possesseur de contrats n'est connu que du procureur qui veille à la conservation de son hypothèque. »

Indépendamment de ces avantages au point de vue social, Mirabeau considérait que la propriété foncière présentait une supériorité économique incontestable sur la propriété mobilière. Elle offrait, en effet, un placement sûr à tous ceux, qui voulaient, non pas dissiper leur fortune de leur vivant de façon à n'en rien laisser à leurs enfants, mais transmettre leur bien intact à leurs héritiers, après en avoir joui pendant leur vie. Il estimait en outre que les propriétaires fonciers devaient voir la valeur de leurs biens augmenter sans cesse au fur et à mesure de l'augmentation du prix des denrées, tandis que les possesseurs d'argent verraient leur fortune diminuer par suite de la baisse constante de la valeur de l'argent. Enfin, plein de foi dans les progrès de l'agriculture, il considérait la culture des terres comme susceptible d'une amélioration continue et leur rendement comme capable d'une augmentation indéfinie, tandis que les placements en argent sont sujets au remboursement dans les temps où le remplacement est le plus difficile et le moins avantageux (1).

Cependant malgré cette supériorité, Mirabeau était bien obligé de constater le déclin de l'agriculture et l'abandon de la propriété foncière, et comme dernière cause il si-

(1) V. *Ami des hommes*, p. 55-56.

gnalait ce fâcheux effet du luxe, qui se traduisait par la transformation de champs cultivés en propriétés d'agrément et en territoires de chasse ; il dénonçait l'abus des parcs, des allées et contre-allées dans les grands domaines, la plantation d'arbres de luxe, qui venaient y remplacer les arbres et les plantes utiles : « Les Chinois, disait-il (1), persuadés que de l'emploi des terres dépendent, comme on n'en peut douter, les moyens de subsistance qu'on en retire, que l'étendue des moyens de subsistance est l'exacte mesure de la population et que la population est l'unique richesse réelle d'un État, regardent comme un crime l'emploi des terres en maisons et jardins de plaisance, comme si l'on fraudait par là les hommes de leur nourriture. Ce genre de crime est, je crois, un peu trop étendu en France. »

IV

Aussi le marquis de Mirabeau se préoccupait-il des moyens de le restreindre et en général de relever l'agriculture dont la prospérité était pour lui la condition d'une nombreuse population. Ces moyens appellent deux remarques. D'abord il ne faut pas oublier que, dans sa pensée, le mal vient surtout de causes sociales et morales ; et, par suite, les remèdes qu'il va préconiser seront surtout des remèdes moraux, s'analysant souvent en de simples

(1) *Ami des hommes*, p. 67. La Chine était à la mode au XVIII^e siècle ; comme elle était mal connue, on voulait y voir le type du gouvernement sage et éclairé, gouvernant de lui-même selon les lois de la nature. Les Physiocrates notamment, et Mirabeau lui-même dans la suite, professeront pour elle une admiration absolument ridicule.

conseils, de simples préceptes de conduite, non susceptibles d'une sanction matérielle. Ensuite, on peut remarquer que, dans la mesure où le Marquis préconisait une action immédiate, il ne se montrait pas du tout hostile à l'intervention du gouvernement, comme il le sera plus tard, quand, devenu physiocrate, il croira à l'existence d'un ordre naturel des choses, dont il ne faut qu'assurer le libre jeu. Il déplorait au contraire le dédain dans lequel le gouvernement avait jusqu'alors tenu l'agriculture et réclamait énergiquement pour elle sa protection et ses faveurs :

« Aimez les grands, lui disait-il, appuyez les médiocres, honorez les petits (1) » et vous verrez bientôt renaître la prospérité de l'agriculture et de la société. Cessez de favoriser l'industrie et le commerce aux dépens de l'agriculture, car ils dépendent d'elle : « La mer attend tout de la terre » (2). Cessez d'attirer les nobles à la capitale et les bourgeois dans les villes, car la tête de l'Etat est engorgée et les membres dépérissent, les villes grossissent démesurément et les campagnes sont désertes. Renvoyez la noblesse dans ses terres et faites disparaître le préjugé fatal qu'un homme de qualité ne peut bien vivre qu'à la Cour et que c'est un malheur et un ridicule pour lui d'en être éloigné : « Le titre de gentilhomme de campagne est presque devenu un ridicule parmi nous, comme s'il pouvait y en avoir de ville. Le nom de provincial est une injure, et les gens de bon aloi sont offensés, quand on leur demande de quelle province est leur famille, comme si être Dauphinois ou Poitevin n'était pas être français. Cette sottise et misérable supériorité de l'habitant de la capitale

(1) *Ami des hommes*, p. 75.

(2) *Ami des hommes*, p. 36.

sur celui des provinces est rendue en monnaie en province par le citadin au villageois et au campagnard (1). »

Le marquis de Mirabeau s'attachait au contraire à faire l'éloge de la vie rurale, à montrer sa supériorité au point de vue de l'harmonie qu'elle entretient entre les classes sociales, au point de vue de la frugalité et de la simplicité des mœurs qui permettent aux classes aisées d'entretenir, avec la même fortune, deux ou trois fois plus de monde à la campagne qu'à Paris. Il défendait dans cet ordre d'idées le genre de vie de l'ancienne noblesse campagnarde (2), fort décrié par les petits maîtres de la Cour de Versailles, mais qu'il estimait plus noble et plus utile que la vie oisive et efféminée de la noblesse de son temps.

Enfin, au point de vue purement économique, il considérait que, l'agriculture étant l'âme de toute la production et les dépenses des propriétaires faisant vivre les autres classes de la société, il était de toute nécessité que leur consommation eût lieu, non à Paris, mais dans toutes les parties du territoire. Ses termes à cet égard sont à citer parce qu'ils suscitent un rapprochement intéressant avec les futures théories physiocratiques, d'après lesquelles la terre sera en effet la source exclusive de toute production. seulement, ce qui deviendra chez Quesnay conception systématique et raisonnée n'était chez Mirabeau que vue intuitive et presque image poétique, et c'est pour cela que l'on peut dire que la thèse de la productivité exclusive de l'agriculture n'existe pas encore à ce moment chez Mirabeau :

« A considérer un pays dans son état primitif, dit-il, comme isolé et vivant de sa propre substance, on ne peut

(1) *Ami des hommes*, p. 79.

(2) V. *Ami des hommes*, p. 83 et s. V. également *suprà*, ch. I, § III.

nier que tous les ordres et hommes d'un État subsistent aux dépens des propriétaires des terres ; c'est un principe reçu. Une source qui sort à la tête des terres et dans un terrain élevé arrose et féconde ses environs autant que la quantité de ses eaux peut s'étendre ; celle, au contraire, qui naît dans un bas-fond ne fait qu'un marais, jusqu'à ce qu'elle se soit frayé une route basse pour s'aller perdre dans la première rivière, sans aucune utilité pour les champs voisins.

Je compare à cette source le propriétaire des terres que j'ai dit ci-dessus être le pivot de toute l'industrie qui l'environne. S'il est à la tête de la production, dont naturellement il doit être l'âme et à laquelle personne n'a plus d'intérêt que lui, il anime et vivifie tout le canton, il protège l'agriculteur isolé ; ou, si la rusticité de la campagne le prive de ces vues honnêtes et éclairées, ce qui n'est plus à craindre aujourd'hui, encore fera-t-il par la nécessité de sa position une partie des biens qu'on en doit attendre. Si au contraire il est au centre de la consommation, il devient la source basse et marécageuse et contribue à noyer un terrain déjà de lui-même trop humide (1). »

Le marquis de Mirabeau estimait d'ailleurs que ce n'était pas exiger un sacrifice trop cruel du peuple et des seigneurs que de leur imposer la résidence dans les campagnes. Il considérait que ce séjour était au fond plus agréable que celui des villes, et que s'il était abandonné, c'était à raison des misères de toutes sortes qui s'abattaient sur les malheureux habitants des campagnes. « Mais si, au lieu de tout cela, disait-il (2), après avoir tracé un ta-

(1) *Ami des hommes*, p. 84.

(2) *Ami des hommes*, p. 89.

bleau idéal de la vie rustique et de la situation des paysans, il se trouvait que dans les campagnes, par l'absence de leurs seigneurs, ils ne pussent jamais espérer aucune grâce ni protection, que trainés languissants aux corvées les plus dures et les plus répétées, décimés pour les milices, voyant arracher leurs haillons de dessus les buissons par les collecteurs, s'ils tardent à payer les impôts ; doublés à la taille l'année d'après, s'ils paient, pour leur apprendre à ne pas endurer la contrainte, utile récolte des receveurs ; si toutes les fois qu'ils ont manqué, il était question de les punir par leur bourse ; si le procureur, l'avocat, le juge, l'agent du seigneur, les agents du fisc, si tout cela, dis-je, les regardant en tout et partout comme victimes, ne leur laissait la peau sur les os que supposé qu'elle ne fût pas bonne à faire un tambour, faudrait-il dans ce cas s'étonner s'ils périssent par milliers dans l'enfance et si dans l'adolescence ils cherchent à se placer partout ailleurs qu'où ils devraient être. Et quand la protection de l'agriculture demanderait du gouvernement un soin continuel et d'un détail embarrassant, quel autre objet dans la société entière peut lui paraître plus digne de son attention ? »

Le Marquis réclamait dans ce but la suppression du système des corvées, sur les inconvénients desquelles il devait revenir dans la suite, et nous reviendrons avec lui, la réduction des besoins du fisc et une meilleure organisation du recouvrement de l'impôt, toutes réformes qui devaient rendre plus agréable le séjour des campagnes. Il réclamait aussi des marques extérieures de protection et d'encouragement, « des prix et des récompenses à ceux qui auraient le mieux réussi ; des honneurs pour les auteurs de certaines découvertes utiles ; des encourage-

ments pour les essais (1) » ; mais surtout il désirait une attention constante, une affection sincère du gouvernement pour l'agriculture qui lui redonnerait la vie, et qu'il attendait d'un « *prince pasteur* », type idéal du monarque vers lequel il aspirait.

C'était donc en quelque sorte d'une transformation des conditions sociales elles-mêmes que le marquis de Mirabeau attendait la régénération de l'agriculture et le relèvement de la population qui devait en être la suite. Il en était de même à plus forte raison de ce qu'il avait indiqué comme deuxième cause de la décadence de la population, l'influence du luxe, qui augmentait les consommations des classes aisées, au détriment de celles de la masse de la nation, et tournait leur fortune du côté des arts de pur agrément, au détriment de l'agriculture. Aussi prêchait-il la nécessité de la réforme des mœurs (2), mais il ne se dissimulait pas que la réforme était ici purement morale et que le gouvernement n'avait qu'une action très réduite sur l'esprit public. Il combattait surtout les grandes fortunes, auxquelles il reprochait d'établir l'inégalité entre les sujets de l'Etat et d'entraîner l'abandon de l'agriculture au profit de l'industrie et du commerce. L'on rencontre même chez lui, à ce point de vue, une sorte de colère habituelle contre la richesse qui étonnerait, si l'on ne se rendait compte que le sentiment qui l'inspire n'est pas uniquement le souci du bien public. Ce que le marquis de Mirabeau attaque en effet sous le nom de richesse, c'est la haute bourgeoisie financière qui, enrichie dans le commerce et l'industrie, tendait de plus en plus, de son temps déjà, à se substituer à la noblesse dans la jouissance de

(1) *Ami des hommes*, p. 92.

(2) V. *Ami des hommes*, ch. VII de la 1^{re} partie, p. 94.

la fortune publique. C'est à cette sorte d'industrialisme bourgeois qu'il oppose sa conception d'une monarchie féodale et rurale, basée sur l'agriculture et appuyée sur la noblesse, qui retrouverait dans l'exploitation de ses domaines son ancienne influence sociale : « Aimez, honorez l'agriculture, répète-t-il en terminant la première partie de l'*Ami des hommes* ; c'est le foyer, ce sont les entrailles et la racine d'un Etat. Nouveau Cadmus, les hommes sortiront pour vous du sein de la terre et ne se battront pas comme firent ceux de ce temps-là (1). »

(1) *Ami des hommes*, p. 170.

CHAPITRE V

LA DISTRIBUTION DES RICHESSES ET L'ORGANISATION SOCIALE.

C'est le titre que le marquis de Mirabeau aurait pu donner à la deuxième partie de l'*Ami des hommes*, s'il s'était préoccupé d'en rendre plus claire la disposition générale. Il est un peu vague et imprécis, il est vrai, mais cette imprécision même est nécessaire pour embrasser l'ensemble des vues sociales et économiques, qui se trouvent contenues dans cette deuxième partie.

Le Marquis entend y examiner les rapports qui naissent entre les hommes à l'occasion de la distribution de la richesse. C'est cet ensemble de rapports qu'il revêt du nom général de commerce en détournant ce mot de son acception habituelle. Dans le sens où il l'entend, le commerce comprend, non seulement l'échange des produits ou biens matériels, mais encore l'échange des biens moraux qui ont été plus tard appelés services. Son rôle est de rapprocher d'abord les individus, puis les familles et enfin les nations, par un échange dans lequel le superflu d'une partie devient le nécessaire de l'autre ; et c'est pour cela que le commerce est aussi ancien que le monde. Pourquoi donc dit-on qu'il y a des nations commerçantes et d'autres qui ont négligé le commerce ?

C'est que l'on n'entend pas alors le commerce dans le même sens que tout à l'heure. Le commerce, dans un sens large, est l'échange que fait un propriétaire ou un artisan

de ses produits contre les choses dont il a besoin, et en ce sens toutes les nations sont commerçantes. Mais dans un sens plus restreint et plus usuel, c'est l'échange que fait un intermédiaire des produits des autres, en retenant un bénéfice souvent fort élevé ; et les nations dites commerçantes sont celles qui ont favorisé ce commerce d'intermédiaires et de mercenaires au détriment de l'agriculture. Or c'est là une politique funeste qui détourne des arts productifs pour porter les peuples vers l'agiotage et la spéculation et contraire à la solidarité qui existe dans un Etat entre les différentes branches de l'industrie humaine : « L'Etat est un arbre, les racines sont l'agriculture, le tronc est la population, les branches sont l'industrie, les feuilles sont le commerce proprement dit et les arts (1). » C'est de ses racines que l'arbre tire son suc nourricier : les intempéries de la saison viennent-elles à détruire les feuilles, on verra à la saison prochaine l'arbre reverdir, si les racines sont restées saines et vigoureuses ; mais, si au contraire, souffrant d'un mal intérieur, elles se dessèchent et meurent, les feuilles ne reparaîtront plus et l'arbre périra : « Il en est ainsi du corps politique : un Etat, qui a un produit considérable et qui se trouve affaîssé par quelque cause étrangère ou interne ne se relèvera ni par le commerce ni par les arts ; c'est arroser l'arbre par les feuilles. Il faut connaître le mal au tronc, la population, et chercher le mal dans les racines, l'agriculture (2). »

Il faut se garder surtout de déposer au pied de l'arbre un engrais corrosif qui redouble un instant sa fécondité pour le brûler ensuite jusque dans ses racines. Cet engrais

(1) *Ami des hommes*, p. 176.

(2) *Ami des hommes*, p. 177.

pour les Etats c'est l'or et l'argent, et la malheureuse Espagne est un exemple des ravages qu'ils peuvent causer, dès qu'on prétend entretenir avec eux la vie de la nation : « L'or du Pérou fut pour l'Espagne la chaux au pied de l'arbre (1). » Il détourna la population des occupations fécondes et productives pour la porter vers le commerce décevant des métaux précieux. Si le gouvernement avait laissé l'or sortir librement, les nations commerçantes étrangères, qui n'auraient plus été attirées par l'appât du gain, auraient bientôt cessé d'apporter leurs produits, et le pays aurait bien été forcé de se créer de nouveau à lui-même ces industries dont la privation l'a perdu ; il se serait remis à cultiver la terre et à manufacturer ses produits, et l'on aurait vu l'agriculture et l'industrie devenir de nouveau florissantes et la population suivre une marche continuellement progressive.

Après avoir montré ainsi la solidarité qui unit dans un même intérêt les différentes branches de l'industrie d'une nation, le marquis de Mirabeau prétendait analyser la circulation de richesses qui a lieu dans un grand Etat entre le peuple et le souverain et indiquer quel devait être, en cette matière, le rôle respectif des deux parties. Dans tout Etat, disait-il, il faut un gouvernement qui procure aux sujets la sécurité et une contribution des sujets pour permettre au gouvernement de remplir son rôle. Dans les Etats primitifs, cet échange réciproque entre le souverain et les sujets a lieu en nature : les sujets acquittent leur dette en payant de leur personne ou en fournissant des denrées au souverain, et celui-ci s'acquitte des services qu'il doit en payant en denrées ses préposés. Le « change »

(1) *Ami des hommes*, p. 178.

est alors forcément égal ; pour employer un terme de commerce, « il est au pair entre le souverain et les sujets (1) ». Mais depuis longtemps l'or s'est substitué aux produits en nature dans cet échange réciproque, et le danger est alors que l'échange ne soit plus équitable et que les parts ne soient pas égales. Si la part du gouvernement l'emporte, il y a tyrannie ; si c'est celle du peuple, il y a anarchie ; la « vivification » est un milieu entre ces deux extrêmes.

I

La part du souverain n'est autre chose que l'impôt, et sur ce point, il faut remarquer que le marquis de Mirabeau s'abstient de faire dans l'*Ami des hommes* la critique générale de l'organisation fiscale de son pays qui devait faire plus tard l'objet de sa *Théorie de l'impôt*. Il insiste seulement sur quelques détails de la perception de l'impôt et notamment sur le détestable usage qui intéressait les receveurs des tailles au retard des contribuables, parce qu'ils y trouvaient le plus clair de leurs bénéfices. « Dans la haute Auvergne, dit-il (2), il y a de l'industrie, du labeur, de l'économie, et sans cela rien que misère et pauvreté. Cela compose un peuple mi-partie d'insolvables et de riches honteux, car l'aisance et l'envie d'avoir vont rarement chez le paysan sans une politique très fine en son genre. Celle de ces bonnes gens est de faire des pauvres, crainte de surcharge. De tout cela il résulte que la taille une fois assise tout le monde gémit et se plaint, et personne ne paie. Le terme expiré, à l'heure et à la minute, la contrainte marche, et les collecteurs, quoique ai-

(1) *Ami des hommes*, p. 185.

(2) *Ami des hommes*, p. 197.

sés et qu'au fond cette garnison soit fort dure, se gardent bien de la renvoyer en payant, attendu que ces sortes de frais sont d'habitude et qu'ils y comptent, au lieu qu'ils craignent, s'ils devenaient plus exacts, d'être plus chargés l'année d'ensuite. » Le receveur, en effet, qui paie ses garnisaires par exemple un franc par jour se fait payer le double et gagne la différence ; c'est pourquoi « si certaines paroisses s'avisait d'être exactes et de payer sans attendre la contrainte, le receveur, qui se voit ôter le plus clair de son bien, se met de mauvaise humeur, et au département prochain entre lui, MM. les élus, le subdélégué et autres barbiers de la sorte, on s'arrange de façon que cette exacte paroisse porte double faix pour lui apprendre à vivre ».

A côté de cette vive critique des institutions de son temps, on trouve chez le marquis de Mirabeau une sorte de conception générale de l'impôt qui ne manque pas d'intérêt. L'impôt est pour lui la manifestation de la solidarité qui unit, dans un même pays, les diverses parties du territoire ; c'est un échange de richesses qui des contrées riches passent dans les contrées pauvres par l'intermédiaire du souverain : « Le souverain, dit-il, ne peut recevoir qu'il ne reverse, et par conséquent toute la puissance, qui gît en millions de revenus, n'est autre chose que recevoir et donner, et le prince à cet égard n'a aucun avantage sur la garde de son trésor (1). » Partout où le fisc éprouve de la difficulté à faire rentrer ce qui lui est dû, c'est une preuve que la part de la région est trop forte ; il faut diminuer la recette à y faire et augmenter la dépense : l'on y verra alors reparaître bientôt la pros-

(1) *Ami des hommes*, p. 202.

périté et cette région se trouvera à son tour capable de venir au secours des autres contrées peu fortunées : « Si le Roi me chargeait du soin de ses finances, dit Mirabeau (1), je diminuerais la recette aux lieux où la perception se ferait difficilement et j'y augmenterais la dépense de l'Etat, sauf à retrouver mon compte par une diminution de dépense aux lieux où l'argent regorge de lui-même. »

Il résulte d'autre part de sa conception de l'impôt que l'oppression fiscale ne consiste pas pour le peuple à payer plus ou moins, mais à payer plus qu'il ne reçoit en échange de son souverain ; ce qui revient à dire en somme que l'impôt n'est pas toujours un mal par lui-même : il est dans tous les cas une nécessité, et dans certaines circonstances, il peut devenir un bien pour le pays qui le paie, si le souverain travaille en échange au développement de sa prospérité par la construction ou l'entretien d'ouvrages publics : « Une province pourrait ne payer rien du tout, et cependant être très misérable.... Il est de fait que la Franche-Comté ne payant rien (quand elle appartenait à l'Espagne) était plus pauvre qu'elle ne l'est aujourd'hui, chargée comme les autres provinces du royaume. Pourquoi cela ? Cette province est frontière ; le Roi y tient des troupes qui y apportent leur paie et consomment les denrées et fourrages du pays. Le commerce, protégé là comme ailleurs, y a pris racine, les barrières avec le reste du royaume ont été levées, les grands chemins établis partout facilitent les mouvements ; cette province de cul-de-sac est devenue passage et a totalement changé de face (2). » L'impôt est donc utile et légitime dans la mesure des services qu'il sert à rendre au pays.

(1) *Ami des hommes*, p. 195.

(2) *Ami des hommes*, p. 187 et 188.

Telle est donc la contribution matérielle des sujets aux besoins de l'Etat. On peut maintenant considérer les mœurs comme la dette morale des sujets envers le souverain, car pour Mirabeau les mœurs sont le véritable ressort de la société, elles sont « les cordes de l'instrument politique dont les lois ne sont que les sons ». « Où les mœurs règnent, les lois les plus simples suffisent et sont même rarement réclamées. Où l'on néglige les mœurs, les lois puissent-elles tout prévoir et se multiplier en autant de ramifications qu'en produit l'inépuisable corruption humaine, elles sont sans force et sans application (1). »

Le marquis de Mirabeau faisait ainsi rentrer la morale dans le champ de ses spéculations et élargissait ce qui sera après lui le cadre ordinaire de la science économique en lui donnant pour base des principes moraux. Mais il se gardait bien de confondre en même temps ces principes avec les principes économiques : il les considérait au contraire comme distincts et les estimait supérieurs à eux. Une intéressante transformation se fera plus tard à cet égard dans son esprit. Les physiocrates, nous le verrons, avaient conçu l'ordre moral comme s'identifiant avec l'ordre naturel matériel, dont l'application réaliserait la justice en même temps que l'intérêt social. Dans cette conception ce ne sont plus les lois morales qui sont la base de la société ; ce sont au contraire ces lois naturelles, d'où découlent à la fois l'ordre économique et l'ordre moral ; les mœurs ne sont plus des causes ou tout au moins des causes premières ; ce sont les résultats de la bonne ou de la mauvaise application des lois naturelles, et leur perfection dépend des conditions matérielles de la société. Le prin-

(1) *Ami des hommes*, p. 231.

cipe se trouve en somme complètement renversé, et le marquis de Mirabeau, sur ce point encore, eut à faire abnégation complète de ses propres idées en devenant physiocrate : il le fit d'ailleurs en conscience et se réfuta lui-même avec complaisance dans la *Philosophie rurale* (1).

Il admettait dans l'*Ami des hommes* trois principes essentiels des mœurs qui constituent les vrais ressorts d'une société, la religion, le patriotisme et les vertus civiles. La religion était pour lui le vrai fondement de la société, car c'est elle qui propage l'esprit de charité et de soumission, qui ordonne respect et amour pour le gouvernement, et qui en même temps proscriit la première l'intolérance et le zèle outré que certains princes pourraient manifester dans leur propre intérêt. Le marquis de Mirabeau se séparait ainsi nettement du camp philosophique et encyclopédiste et critiquait vivement l'esprit d'incrédulité et de scepti-

(1) « On regarde à bon droit les mœurs comme l'égide d'une nation, y disait-il, mais c'est la culture, cette corne d'abondance, qui gouverne les mœurs... Si les produits de la propriété et la rétribution due au travail se rétablissent et sont assurés, les hommes se replacent d'eux-mêmes dans l'ordre moral. Voilà les vrais fondements de la loi naturelle et de l'ordre civil. Si les moralistes et les politiques ne fondent pas leur science sur l'ordre économique, sur la charrue, leurs spéculations seront vaines et chimériques; ce sont des médecins qui n'aperçoivent que des symptômes et qui ignorent la maladie... Les mœurs sont des effets naturels des causes. Les causes destructives du fond détruisent les mœurs... En considérant avec des yeux instruits l'état des nations, on trouvera toujours que les désordres moraux sont en proportion des dérangements politiques et suivent la même progression. » *Philosophie rurale*, p. 49.

« Les mœurs dépendent de la loi, dit d'autre part Mirabeau dans ses *Lettres sur la législation* (t. II, p. 716); si la loi est bonne, les mœurs seront bonnes; si la loi est mauvaise, ou négligée, ou enfreinte, les mœurs seront mauvaises... Pour que la loi soit bonne, il faut qu'elle soit conforme à l'ordre naturel. »

cisme, qui régnait à son époque à l'égard des choses religieuses. Sur ce point encore, il tranchait sur ses contemporains et se recommandait d'un ordre de choses antérieur, où la foi chrétienne était, avec les vertus chevaleresques, un des piliers de la société : « Ces hommes intransigeants et quelquefois brutaux, disait-il, en parlant des seigneurs d'autrefois, ne souffraient pas qu'on dit un mot équivoque sur la religion devant eux, disaient hautement qu'un homme sans religion ne pouvait être qu'un coquin. Nous ne battons plus nos gens, mais nous ne les menons plus à la messe, parce que nous ne sommes pas dévots ; nous dissertons sur la religion devant eux, sinon d'une façon très impie, du moins souvent fort légèrement sur les superstitions populaires, etc. Tout cela porte coup sur la fidélité publique (1). »

Un peu plus loin, le Marquis dénonçait admirablement cet esprit libertin et sceptique de son siècle, qui, plus encore que des traités en règle, disait-il, tendait à ruiner la religion et à saper la société dans sa base : « Ce qui porte infiniment plus sur le général en ce genre, ce sont ces traits indirects, ces airs de certitude puérile, ces lardons amenés à tout propos qui, mettant en fait ce qui est au moins en question, paraissent établir comme notoire et reçu de tous qu'il n'y a que le peuple et les imbéciles qui aient de la religion. Il faut avouer qu'aujourd'hui on n'écrit presque plus un mot qui ne soit empreint de ce timbre-là ; il n'est dissertation sur les eaux chaudes ou bouquet à Iris, où l'auteur ne veuille insérer sa petite profession de foi d'esprit fort (2). »

(1) *Ami des hommes*, p. 236.

(2) *Ami des hommes*, p. 238. On ne peut nier que le marquis de Mirabeau, avec son sens habituel, n'ait pénétré à merveille cette

Pénétré du danger de la situation, le marquis de Mirabeau n'hésitait pas à recommander une répression des manifestations antireligieuses et sur les écrits une surveillance, qui nous paraîtrait aujourd'hui quelque peu tyrannique. Il prévoyait lui-même l'objection et reconnaissait qu'« une tyrannie indistincte sur les écrits est le premier des crimes de lèse-humanité ; mais, par la même raison aussi, une indifférence absolue sur cette partie du gouvernement est la plus défectueuse des branches de l'anarchie (1) ». Il considérait qu'on ne peut appeler gêne en réalité que la suppression de nos facultés utiles et que sans cela la liberté dégénère en brigandage ; principe dangereux tout de même, car il sera toujours possible à un gouvernement, au nom de l'utilité sociale dont se réclame Mirabeau, de supprimer les facultés, soi-disant nuisibles des

imprudence de l'aristocratie et de la noblesse, qui, faisant de l'irréligion une sorte de divertissement de salon, tendait elle-même à la propagation de cet esprit révolutionnaire dont elle devait être une des premières victimes. Horace Walpole, voyageant en 1765 en France, prévoyait le danger et s'étonnait de l'imprudence générale : « J'ai diné aujourd'hui, disait-il, avec une dizaine de savants. Quoique tous les domestiques fussent là pour nous servir, la conversation a été beaucoup plus libre, même sur l'Ancien Testament, que je ne le souffrirais à ma propre table en Angleterre, n'y eût-il pour l'écouter qu'un valet de pied. » Cela rappelle le mot de Voltaire qui, assistant à un diner philosophique, où d'Holbach, Helvétius, La Mettrie, et quelques autres athées de leur espèce s'efforçaient de démontrer scientifiquement la non-existence de Dieu, fit tout à coup sortir les domestiques en disant : « Maintenant, messieurs, vous pouvez continuer ; j'avais peur d'être assassiné cette nuit ». Le patriarche de Ferney, qui avait cependant passé sa vie à combattre la religion, sentait bien qu'avec la croyance à l'existence de Dieu croulerait un des piliers de la société, et comme il tenait visiblement encore à cette société, il s'efforçait, mais en vain, d'enrayer le mouvement qu'il avait suscité,

(1) *Ami des hommes*, p. 240.

citoyens, qui pourraient le gêner. La notion d'utilité sociale est une chose essentiellement variable, et le seul terrain solide est celui de la liberté sans restrictions pour tout le monde. Le marquis de Mirabeau semble donc avoir un peu trop sacrifié aux procédés gouvernementaux de son temps, lorsqu'il va jusqu'à recommander notamment l'examen et la suppression des livres qui seraient jugés nuisibles : il ne se doutait pas qu'il devait être, quelques années plus tard, avec la suppression de sa *Théorie de l'impôt*, une des premières victimes de ses principes peu libéraux. Mais il n'en est pas moins vrai que c'est un des rares auteurs qui aient eu conscience, au XVIII^e siècle, du rôle social de la religion et du danger que les progrès du scepticisme religieux faisaient courir à la société tout entière.

Après la religion, le marquis de Mirabeau considérait l'amour de la patrie comme le second ressort essentiel d'une société, et constatait à regret que ce ressort tendait également à se détendre dans la France de son temps, en même temps que déclinaient les hautes vertus publiques, qui avaient été autrefois le privilège de la noblesse, et qu'avaient fait disparaître l'abondance des richesses, l'habitude de payer tous les services en argent, et la tendance de la monarchie à se passer du concours de la noblesse. Ici encore Mirabeau se faisait le défenseur de l'antique constitution de la nation, tout en faisant sien un des principes favoris de Montesquieu, que l'honneur devait être le ressort essentiel d'une monarchie. Il devait être en même temps, pour Mirabeau, le stimulant et le mobile d'action de la noblesse ; il aurait même voulu en faire l'unique récompense des emplois publics : « Honorez les vertus et les talents, disait-il, et ne les payez point. » Il en résultera, pour la noblesse, une émulation plus saine, que

la recherche des bénéfices matériels, que procurent les emplois, et, pour le peuple, l'économie de tout ce que lui coûtent actuellement les officiers royaux : « Tout bon citoyen, reconnaissait-il il est vrai, conviendra qu'il vaut mieux que les grands seigneurs soient nuls qu'au pouvoir de diviser l'Etat et de tenir tête à leurs maîtres. Mais n'y a-t-il point de milieu ? Ce serait un blasphème de le dire, puisque si d'une part l'indépendance des seigneurs menace l'Etat de trouble et même de démembrement, de l'autre leur avilissement absolu et l'anéantissement des hiérarchies est un prélude de l'anarchie totale et le délire d'un peuple qui, quelque temps avant que de disparaître de la surface de la terre, représente impudemment les monstrueuses fêtes des Saturnales (1). »

Ce qu'il voulait donc, c'était voir la noblesse restituée dans ses anciennes fonctions ; mais il voulait en même temps une noblesse plus fière, plus noble, sachant se contenter des satisfactions du devoir accompli, et ne plaçant plus son point d'honneur à obtenir du Roi des faveurs que le peuple payait.

Il stigmatisait, à ce point de vue, l'usage des pensions royales, au conditionnel pour atténuer l'âpreté de ses critiques, mais on sent que ce qu'il dénonçait, il l'avait sous les yeux et s'en indignait dans ses sentiments de noble de la vieille souche et dans la générosité de son cœur : « Ce mot, disait-il en parlant des pensions, qui n'eût jamais dû avoir d'autre objet que de soutenir la veuve et l'orphelin des bons serviteurs et les mettre en état d'imiter leurs pères, deviendrait l'objet de toutes les prétentions, l'étiquette de tous les placets, un article enfin

(1) *Ami des hommes*, p. 254.

de bienséance dans l'inventaire de toute famille honnête ou se prétendant telle. Dès lors non seulement toute vergogne naturelle de demander, quand on n'a pas besoin, serait perdue ; mais on en viendrait même au point d'être forcé à exiger les pensions comme marque de satisfaction due aux services et de se croire déshonoré du refus de marquer ses habits d'une goutte du sang du peuple » (1).

Enfin les vertus civiles ou vertus domestiques sont le troisième ressort de la société, et Mirabeau, ici comme précédemment, est obligé de constater qu'elles sont affaiblies de son temps et que l'on n'a plus par exemple pour ses parents le respect qu'on leur portait autrefois. Il n'aurait pas eu d'ailleurs à chercher bien loin pour en trouver des exemples : la comparaison entre ses propres sentiments de respect filial et ceux que son fils devait avoir pour lui aurait été une preuve manifeste de ce qu'il avançait. Il trouvait d'ailleurs d'autres preuves de ce relâchement des vertus civiles dans la diminution des deuils de parenté et dans la négligence des mères à allaiter elles-mêmes leurs enfants ; et ce dernier point est à remarquer cinq ans avant l'*Emile*. Il n'est même pas sûr que Rousseau ne doive pas, à ce point de vue, quelque chose à Mirabeau, car il a déclaré lui-même qu'il a toujours eu pour les livres de l'Ami des hommes une véritable prédilection.

II

Voilà donc ce qu'il faut demander au peuple dans une société : au point de vue matériel, une contribution aux

(1) *Ami des hommes*, p. 257.

frais de l'État, au point de vue moral, cette pureté et cette intégrité de mœurs, sans lesquelles les lois restent impuissantes. Il est clair qu'il n'y a pas de procédés gouvernementaux qui puissent redresser les mœurs du jour au lendemain ; mais le souverain a cependant sur elles une action efficace, qui se manifeste par la faveur plus ou moins grande dont il honore le talent et le mérite. Son premier devoir est donc de contribuer à relever les mœurs publiques dans l'État, en faisant marcher les hommes, non par l'appât de l'or, mais par celui des distinctions et des privilèges honorifiques, et en ne tolérant pas les désordres moraux autour de lui. Mais à côté de cette action morale, qui n'est pas la moins importante dans l'esprit du marquis de Mirabeau, le souverain doit, en échange de l'impôt que lui versent ses sujets, pourvoir à leur sécurité et à leurs besoins collectifs, et il le fait au moyen de ces deux services publics qui sont la justice et la police.

Sur ce que dit le marquis de Mirabeau de la police, c'est-à-dire de l'administration, nous n'insisterons pas, car nous avons déjà signalé sa vive critique de l'administration des intendants et ses aspirations vers l'autonomie provinciale. Nous ne retiendrons que ses idées sur la justice et son opinion sur la magistrature de son pays, qui ne manquent pas d'intérêt de la part d'un noble du XVIII^e siècle.

Au point de vue de la distribution de la justice, il est partisan de la plus large décentralisation. Il remarque une extrême concentration de plaideurs et de procès autour des tribunaux importants et particulièrement autour du parlement de Paris, et une pénurie d'affaires auprès des anciennes juridictions de province, comme les sénéchaussées ou les présidiaux : « Le parlement de Paris, dit-il, rend la justice à un grand tiers du royaume. Le

peut-il ? Il assure qu'oui, et je dis que non, plus croyable en cela, parce que j'ai vu sur les lieux, dans les cantons de son ressort les plus éloignés, combien le pauvre est à plaindre d'être menacé d'un déplacement de cent lieues pour aller plaider dans le pays du monde, où l'argent échappe le plus promptement et le plus nécessairement des mains de l'étranger (1). »

Le gouvernement a contribué à cette fâcheuse concentration de la justice en prenant l'habitude d'évoquer les affaires devant ses tribunaux : il doit, pour compenser, repousser la justice du centre aux extrémités et l'installer auprès des plaideurs, car, dit Mirabeau, « mieux vaut injustice auprès que justice au loin ». Du reste il soutient en même temps que tous les magistrats de province qu'il a connus étaient des hommes très éclairés, d'une probité antique et d'une science profonde, des « aigles en affaires », qui auraient brillé à Paris. Il n'y a donc aucun inconvénient à étendre leurs pouvoirs et tout avantage, car l'éloignement du juge empêche bien souvent le plaideur pauvre de se faire rendre justice. C'est pour cela que Mirabeau réclame l'extension du ressort des parlements de province et de leur compétence, la réduction du ressort du parlement de Paris et la création de parlements dans les provinces qui en étaient dépourvues ; tout cela, en somme, conforme à un idéal qui est à ce moment la décentralisation en justice comme en politique.

On sait que la magistrature formait dans l'ancienne France une sorte de caste fermée où se perpétuaient les traditions par le régime de la vénalité et de l'hérédité des charges. Cette institution, qui était d'ordinaire vivement

(1) *Ami des hommes*, p. 211.

critiquée comme faisant de la justice une sorte de métier de famille et comme éloignant de la magistrature les gens qui n'étaient pas assez riches pour acheter les charges, avait au contraire trouvé un défenseur convaincu en Montesquieu, qui, préoccupé de la séparation des pouvoirs sociaux, l'avait considérée comme un heureux moyen de soustraire la justice à l'action de la royauté et d'assurer aux magistrats leur pleine indépendance. Mirabeau se montre à ce point de vue disciple de Montesquieu et défend pour les mêmes raisons l'ancienne organisation de la magistrature. La vénalité des charges, dit-il, a souvent été un objet de scandale, en ce qu'elle barre l'accès des fonctions de magistrat à des personnes capables mais pauvres. Elle se justifie cependant par l'indépendance et la liberté de jugement qu'elle assure à la magistrature : « Que l'autorité se rappelle les siècles de fer, où l'on établit et multiplia les jugements par commissaires, et qu'elle juge si les compagnies recrutées uniquement à la nomination de la Cour seraient autre chose que des bandes de commissaires (1) », parole pleine de sens, dont nous pouvons faire notre profit aujourd'hui encore et que l'expérience n'a pas tout à fait démentie.

Mirabeau faisait en même temps l'éloge de la magistrature considérée comme corps dans l'État. Il vantait son antique désintéressement et ses hautes traditions de vertu et d'indépendance. Il constatait que malheureusement le luxe tendait à gagner cet ordre d'une austérité jadis si remarquable : « Tels qu'ils sont cependant, disait-il, c'est encore celui de tous où l'antique désintéressement des Français s'est le mieux conservé. Nul ne fait plus pour

(1) *Ami des hommes*, p. 218.

l'État, et ne lui coûte moins... Sa propre considération beaucoup trop rétrécie, selon moi, lui suffit (1). » Le marquis de Mirabeau avait quelque mérite à parler ainsi, car, avec ses traditions de noblesse militaire et féodale, il aurait fort bien pu partager l'aversion d'une partie de la noblesse pour cet ordre bourgeois, qui était venu lui disputer la première place dans l'État et avait montré plus de fermeté qu'elle vis-à-vis des entreprises du pouvoir royal. Il reconnaissait au contraire les vertus publiques et l'utilité sociale de la magistrature et montrait ainsi plus d'intelligence que ce noble duc de Saint-Simon, auquel nous l'avons comparé, qui ne voulait y voir qu'une compagnie d'usurpateurs, « bourgeois superbes... aux fourrures ondoyantes... vil petit-gris qui voudrait contrefaire l'hermine en peinture (2) ». Ce n'était donc pas par simple entêtement féodal et obstination de grand seigneur que le marquis de Mirabeau se faisait partout le défenseur de l'ancienne constitution de la monarchie contre les tendances et les mœurs de son temps : c'était par un véritable sens politique et sociologique, parce qu'ayant sondé les assises de la société il les avait trouvées branlantes, et que, n'ayant pas l'idée d'une organisation sociale différente de celle qu'il avait toujours eue sous les yeux, il croyait nécessaire de la consolider par un retour aux traditions et aux mœurs du passé.

Outre les services, comme la justice et la police, que le souverain doit à ses sujets en échange de l'impôt, il doit s'efforcer d'entretenir la vie dans les provinces, au moyen de ce que Mirabeau appelle le « reversement » et qui n'est autre chose que la décentralisation de la vie in-

(1) *Ami des hommes*, p. 219.

(2) *Mémoires de Saint-Simon*, t. XVI, ch. II, édit. Chéruel, 1873.

dustrielle et commerciale. Par une tendance naturelle, disait-il, la capitale attire tout à soi : la balance incline vers elle, et la congestion menace la tête, tandis que le sang petit à petit se retire des membres : c'est à l'autorité à intervenir alors pour refouler la vie du centre aux extrémités. Pour cela il ne faut que renvoyer dans les provinces tous les officiers royaux qui devraient y résider, les grands propriétaires qui, consommateurs inutiles à Paris, feront vivre dans leurs domaines tous ceux qui profiteront de leurs dépenses, enfin toutes les industries, qui peuvent sans danger être déplacées et qui entretiendront la prospérité dans les endroits où elles s'établiront, sans que leur absence se fasse même sentir dans la capitale : « Deux cents mille personnes sortirent de Paris par ce régime : ces deux cents mille âmes en produiront bientôt deux millions dans les provinces par les moyens que j'ai dits dans ma première partie ; car ce gouverneur de province, qui ne faisait vivre que quinze personnes à Paris, en fera vivre cent cinquante en province, et, dans le même temps, il n'y aura pas un homme de moins à Paris. Le vide causé par les inutiles qui seront retournés chacun chez eux sera bientôt rempli par des hommes utiles et laborieux : l'industrie augmentera d'autant, et la consommation n'en sera pas diminuée (1). »

En même temps il faut que le gouvernement procure aux provinces les moyens de fournir à la capitale ce qui leur convient le mieux à raison de leur situation ; qu'il permette par exemple aux provinces à portée de Paris de produire exclusivement les denrées comestibles qui ne souffrent pas les longs transports ; à celles plus éloignées de

(1) *Ami des hommes*, p. 333.

se consacrer aux denrées qui les craignent moins ; enfin à celles à l'extrémité du royaume de fournir leur contingent en produits manufacturés, dans lesquels la forme l'emporte sur le fond, pour pouvoir supporter les frais de transport. Or Mirabeau remarque bien qu'il y a eu à ce sujet une certaine réglementation de l'autorité royale, puisqu'il est intervenu des ordonnances de police qui défendent de manufacturer les denrées à une certaine distance de la capitale ; mais cette réglementation a été excessive et trop minutieuse, car « le seul et unique principe de la véritable économie politique est de laisser tout libre et de procurer ainsi l'abondance qui seule fait baisser efficacement les prix (1) ». C'est là une phrase qui résume à elle seule tout le programme de l'école individualiste, mais il est douteux que Mirabeau en ait senti l'importance, qui devait plus tard être mise en lumière par Quesnay et les physiocrates, car il n'insiste pas, et il énonce même un peu plus bas un autre principe, qui pourrait le faire considérer comme un précurseur de l'étatisme : « Le gouvernement, image de la providence, doit ensuite se la proposer pour exemple en un point principal et qui a trait à tout, c'est que du cèdre à l'hysope, tout est également sous sa sauvegarde et protection (2). » Tout cela ne fait que corroborer ce que nous avons dit déjà du flottement, qui existait dans l'esprit du marquis de Mirabeau au moment de la publication de l'*Ami des hommes*, et montre bien que ses idées n'étaient pas alors encore bien arrêtées et qu'il en était encore à chercher sa voie.

Toujours est-il qu'en matière de réglementation industrielle il n'est pas systématiquement hostile à cette épo-

(1) *Ami des hommes*, p. 335.

(2) *Ami des hommes*, p. 337.

que, comme il le sera plus tard, lorsqu'il sera converti à la doctrine de l'*ordre naturel*, à l'intervention du gouvernement. Non seulement il ne lui est pas hostile, mais il la réclame même, pour favoriser l'établissement des industries dans les provinces éloignées de la capitale, pour protéger les manufactures, leur avancer au besoin les sommes nécessaires à leur création, les garantir contre les dangers particuliers auxquels elles sont exposées. Il estime que les dépenses, entreprises dans ce but par le gouvernement, se retrouvent pour lui au centuple dans la prospérité générale du pays. Il professe même, à cet égard, une véritable admiration pour Colbert, qui devait être plus tard l'objet du mépris des physiocrates, parce qu'il avait favorisé l'industrie au détriment de l'agriculture : « Quelqu'un pourrait-il calculer, dit-il, ce qu'ont valu à la France les manufactures des glaces, des Gobelins, des Vanrobés ? ce que vaudrait l'art d'ouvrer des dentelles comme à Malines et en Flandres (1) ? » Tout cela est intéressant à signaler, car Mirabeau condamnera plus tard, dans la *Philosophie rurale*, ces industries de luxe qu'il préconise ici, parce qu'elles assurent un moindre débouché aux produits de l'agriculture que les industries de nécessité (2).

(1) *Ami des hommes*, p. 340.

(2) « Je leur céderais volontiers, dit-il dans la *Philosophie rurale* en parlant des étrangers, toute l'industrie somptueuse française, les porcelaines, les glaces, les Gobelins, toutes les fabriques de Lyon, toute la fine quincaillerie et l'instabilité des modes de Paris, toutes les manufactures de faste enfin, pourvu qu'ils me cédassent en échange le privilège exclusif de fournir de souliers, de bottes, de selles et gros harnais de chevaux l'Europe entière. » (*Philosophie rurale*, p. 58.) Singulier marché, auquel le consentement des étrangers n'eût probablement pas fait défaut ! Ce passage est significatif, parce qu'il montre jusqu'à quel point la notion systématique des choses,

Cependant il est un point sur lequel il est dès à présent fixé et sur lequel il ne variera pas dans la suite, l'abus des prescriptions réglementaires et les inconvénients de l'intervention minutieuse du gouvernement dans les procédés d'industrie. Il entend dégager toute sa responsabilité sur ce point et a soin de prévenir que la protection qu'il réclame du gouvernement ne doit pas dégénérer en tyrannie : « Ce que j'en dis ici cependant n'est pas pour soutenir qu'une attention minutieuse et propre à devenir inquisition soit nécessaire pour le maintien de l'industrie. Je crois au contraire que tant et tant d'ordonnances et de règlements partis d'ici, prétextés d'après quelques abus, et ouvrant la porte à une infinité d'autres, y ont plus nui que servi. Je le répète, l'attention en grand est tout ce qui convient à un grand gouvernement (1). »

Mirabeau indiquait en même temps d'autres procédés de reversement, par lesquels le gouvernement pouvait parvenir à refouler la vie de la capitale aux extrémités de la nation; d'abord le développement des travaux publics, avec l'avantage des débouchés qu'ils créeraient pour le commerce et l'industrie, puis l'installation dans les provinces des grands établissements publics nationaux, comme les Invalides, et de ce qu'il appelait les « fumiers de Paris », c'est-à-dire les prisons et les hôpitaux. Il indiquait, en passant, les inconvénients que présentent les hôpitaux dans les villes, en offrant à la misère un refuge trop assuré et un encouragement à l'imprévoyance. Il se montrait donc partisan de l'assistance, qu'il réclamait notamment pour les enfants trouvés, mais il se gardait bien de tomber dans

qui découlait de la doctrine physiocratique, avait obscurci sur beaucoup de points la vue du marquis de Mirabeau.

(1) *Ami des hommes*, p. 345.

l'exagération d'une assistance obligatoire ou imprévoyante, qui est un des plus sûrs agents du paupérisme.

III

La question des emprunts publics donnait l'occasion au marquis de Mirabeau d'exprimer ses idées financières, qui se ressentent un peu des habitudes et des préjugés de son temps et ne sont pas toujours d'accord avec les principes de la science moderne. Mirabeau s'y montre aveuglément hostile aux emprunts d'État, et combat l'opinion de ceux qui les avaient considérés comme favorables à la prospérité d'un pays à raison des quantités de métaux précieux qu'ils y attiraient de l'étranger. C'est ce que Mirabeau réfute en ces termes : « Puissiez-vous attirer tout l'argent de l'univers chez vous, à moins que ce ne fût pour l'enfouir et le resserrer pour des temps de calamité, chose que ne savent point faire les gouvernements d'Europe et que je ne m'aviserai pas de leur apprendre, il n'y restera qu'autant de temps qu'il lui en faudrait pour passer à travers un sac percé, et ira se répandre partout où seront les choses, qu'il doit par nature représenter, au lieu qu'il n'eût été sur votre terre avare qu'un monceau lourd et inutile (1). »

Mirabeau s'attache à détruire également cette opinion funeste que la situation de débiteur est, pour un État, plus avantageuse que celle de créancier, parce qu'un État est par sa nature indépendant des lois qui constituent la garantie des créanciers, et qu'il dispose à volonté de la somme empruntée, tandis que son prêteur ne la retrouve

(1) *Ami des hommes*, p. 358.

que par parcelles, sous forme d'intérêts. Toute cette argumentation est fallacieuse, car un État qui veut emprunter de l'argent à un autre doit commencer par lui fournir des garanties, et, en fait, le souci que chaque État a de son crédit fait que, même en temps de guerre, les intérêts continuent à être fidèlement payés, même aux sujets de l'État ennemi. Tout pays qui emprunte à l'étranger devient donc son tributaire d'autant. « Les dettes nationales sont non seulement une ruine, mais encore une chaîne, quand elles sont contractées avec l'étranger (1). »

Il est une autre raison, pour laquelle Mirabeau se montre si vivement hostile aux emprunts publics : c'est cette sorte de haine contre les rentiers et les gens qui vivent sans rien faire de l'intérêt d'un capital en argent, qui l'a poursuivi toute sa vie, et qui lui inspire des réflexions presque socialistes comme celle-ci : « Les rentiers... ne sont autre chose que gens qui vivent d'un tribut imposé sur la portion d'autrui, sans autre soin que celui de recevoir et donner quittance...; tout homme qui vit sans rien faire est une chenille dans l'État, et c'est là proprement la définition du rentier (2). »

« Dire que le rentier est de sa nature un oisif qui jouit, c'est dire que la plupart des maux de la société lui sont dus, continue-t-il. En effet le luxe, la débauche et leur suite ne trouvent guère que dans cet ordre leurs ministres et leurs fauteurs. *Baissez le taux des rentes, éteignez-en autant que les circonstances pourront le permettre, vous verrez doubler l'industrie et renaître l'économie, nourrice des États et mère de la population* (3). »

(1) *Ami des hommes*, p. 372.

(2) *Ami des hommes*, p. 373.

(3) *Ami des hommes*, p. 378

Tels sont donc les remèdes que Mirabeau préconise : l'un consiste à faire baisser en somme le taux de l'intérêt de l'argent, l'autre à éteindre la dette nationale. Ils appellent tous deux quelques réflexions.

Au premier point de vue, le marquis de Mirabeau ne se dissimulait pas qu'il ne dépendait pas de la volonté d'un gouvernement de fixer à son gré le taux de l'intérêt, car ce taux est déterminé par des lois, qui règlent le prix de l'argent comme de toutes les autres marchandises. Mirabeau avait pleinement conscience de ces lois ; seulement il prétendait que la France était pour elles un champ d'application défectueux, et il aboutissait tout de même par là à autoriser l'intervention gouvernementale pour déterminer le taux de l'intérêt. La place de Paris, disait-il en effet, est défectueuse pour observer les variations de l'intérêt de l'argent, car tous ceux, qui cherchent à y emprunter, ont en vue des opérations d'agiotage et de spéculation très hasardées, dans lesquelles ils ne craignent pas de payer un gros intérêt pour avoir de l'argent à tout prix. Les places de province sont également défectueuses, en ce sens qu'elles sont trop étroites, trop peu étendues, trop sensibles à des événements passagers, qui peuvent affecter le taux de l'intérêt. Il faut donc se référer, pour être édifié sur sa détermination, à ce qui se passe à l'étranger, sur les places de Londres et d'Amsterdam par exemple. Dès que le gouvernement français y observera une baisse du taux de l'intérêt, il la sanctionnera par une ordonnance, qui fixera pour l'avenir le prix de l'argent en France ; et le marquis de Mirabeau admettait même une fixation d'autorité du taux normal à 4 0/0 (1). Il allait en cela plus loin

(1) *Ami des hommes*, p. 382.

que la loi de 1807, qui devait fixer l'intérêt légal à 5 0/0 en matière civile et 6 0/0 en matière de commerce.

C'est que, pour lui, en effet, le haut prix de l'argent n'était pas une bonne chose ; et non seulement il ne craignait pas la baisse du taux de l'intérêt, mais même il la souhaitait.

Elle devait avoir pour résultat, selon lui, une hausse corrélative des propriétés foncières, auxquelles on ne craindrait pas de consacrer désormais un capital qui n'aurait plus ailleurs qu'un faible rapport. Elle devait donner également un regain de faveur aux entreprises commerciales et industrielles ; car, lorsqu'on peut avoir un intérêt avantageux de son argent, en le plaçant soit sur l'État, soit sur les particuliers, on ne recherche les entreprises commerciales qu'autant qu'elles donnent un bénéfice supérieur ; si, au contraire, l'intérêt est à bas prix, on est amené à se contenter d'un moindre bénéfice et à placer son argent dans des opérations moins productives, qui sans cela n'auraient pu être entreprises. La baisse du taux de l'intérêt a donc pour effet de procurer des capitaux à bon marché à l'industrie et au commerce ; elle amène dans un État un redoublement d'industrie, le développement des manufactures, et la prospérité des entreprises commerciales, de sorte que c'est « une des meilleures et des plus sûres opérations pour exciter et vivifier l'industrie » (1).

En parlant ainsi, le marquis de Mirabeau se trouvait, sans trop s'en douter, du même avis que ses adversaires les anciens mercantilistes, qui cherchaient également à avoir le loyer de l'argent à bas prix, pour amener les industries à se contenter d'un moindre bénéfice et

(1) *Ami des hommes*, p. 383.

favoriser ainsi la vente à l'étranger. Mais il n'en avait pas moins clairement analysé les effets heureux que peut produire dans un État la baisse du taux de l'intérêt, et si les effets malheureux, le découragement de l'épargne et la destruction du capital, lui avaient échappé, c'est que, dans sa sollicitude pour la propriété foncière et l'agriculture, il s'était constitué en véritable ennemi des rentes et des capitaux mobiliers.

Aussi proposait-il un moyen plus radical encore de supprimer les rentes et les rentiers, le remboursement des fonds empruntés par l'État, qui iraient grossir la masse des capitaux productifs employés dans l'industrie et le commerce. La diminution du taux de l'intérêt, qui permettrait de réaliser des économies sur le montant des sommes payées aux rentiers, serait la première étape de ce remboursement, qui pourrait se faire très rapidement, par une sorte de système automatique, en y consacrant simplement les sommes qui auraient servi à payer les intérêts des rentes déjà remboursées (1). Il n'y aurait pas de raison pour ne pas continuer l'opération, jusqu'à ce que la dette publique soit complètement éteinte, sans s'inquiéter autrement de l'alarme et des réclamations des rentiers ; il n'y a pas à craindre, en effet, de leur voir porter leur argent à l'étranger, tant qu'il y aura en France des entreprises lucratives, où ils pourront lui trouver un emploi. Mirabeau estimait qu'une prospérité plus grande naîtrait pour le pays de cette réduction de la dette publique, car elle entraînerait une diminution des charges publiques et de l'impôt, qui prend à tous pour donner seulement à quelques-uns, et une plus grande abondance de

(1) *Ami des hommes*, p. 392 et s.

capitaux avec des conditions plus avantageuses pour les entreprises productives.

Malheureusement Mirabeau terminait ces intéressantes considérations par une appréciation fort critiquable du prêt à intérêt, qui tient trop aux idées de son temps et pas assez aux vrais principes de la science. Il ne le condamnait pas absolument, mais il le voyait d'un œil défavorable et allait même jusqu'à considérer que la disparition de l'intérêt ne serait pas un mal : « Dès qu'il est démontré, disait-il, que la diminution de l'intérêt est un avantage incontestable pour le commerce, il s'en suit nécessairement que l'extinction de tout intérêt serait un plus grand avantage encore(1) » ; argument singulier, indigne d'un esprit aussi clairvoyant que le sien : si la diminution de l'intérêt est un bien pour le commerce, c'est qu'elle lui permet de trouver de l'argent à meilleur compte, et sa suppression complète n'aurait pour effet que de l'empêcher d'en trouver désormais. Mirabeau indiquait bien que la participation directe au profit de l'entreprise devait amener les capitalistes à avancer leurs fonds à ceux qui en auraient besoin ; mais il y avait là une profonde illusion de sa part, car l'association de personnes, qu'il préconisait, n'est possible que dans les petites entreprises et les circonstances exceptionnelles. Entraîné par son mépris aveugle de la richesse monétaire et son idéal de vie agricole et rurale, il montrait, à ce point de vue, une véritable mésintelligence des conditions économiques et des nécessités industrielles et commerciales des sociétés modernes.

(1) *Ami des hommes*, p. 398.

CHAPITRE VI

LE COMMERCE EXTÉRIEUR. — LA LIBERTÉ COMMERCIALE.

Si le marquis de Mirabeau, sur les questions financières, sacrifiait encore trop visiblement aux idées de son siècle, il se plaçait au contraire bien en avant de son époque sur le terrain du commerce extérieur, en réclamant dès le milieu du XVIII^e siècle, avant les physiocrates et avant Adam Smith, la suppression des barrières douanières entre les nations et l'établissement de la liberté commerciale. Il avait un certain mérite à le faire, car les entraves au libre échange des produits étaient d'un usage si invétéré et d'une pratique si universelle, ils semblaient si bien correspondre à l'état permanent d'hostilité, qui était celui des diverses nations d'Europe, que les esprits même les plus libéraux du temps avaient hésité à recommander un système de libre échange absolu, dont pourrait être dupe la nation la plus généreuse qui l'adopterait la première. C'est à peine si Boisguilbert et Cantillon en France avaient incliné vers la liberté commerciale, avec de nombreuses réserves, pour atténuer ce que leur désir pouvait, dans leur pensée, présenter de trop imprudent.

Le marquis de Mirabeau, lui, ne songe pas à prendre tant de précautions. Le régime de la liberté commerciale est le seul qui convienne à des nations civilisées ayant conscience de leurs véritables intérêts : ce sont ces intérêts, encore plus que l'idée de justice, qui doivent les ame-

ner à supprimer tous les obstacles aux communications entre elles et les réunir toutes dans une étroite alliance, où la prospérité de l'une entraînera la prospérité de l'autre. Ainsi apparaît, pour la première fois peut-être, cette idée qui va faire le fond de toutes les doctrines libre-échangistes postérieures, que les intérêts des diverses nations ne sont pas antagonistes et en opposition les uns avec les autres, mais sont au contraire en harmonie et solidaires entre eux. Ainsi est substitué à l'ancienne conception de luttes et d'hostilité entre les peuples un idéal de confraternité, de concorde et d'harmonie, qui intéresse chacun au bonheur de son voisin, parce que ce bonheur est la condition du sien. La conception, quoi qu'elle vaille en elle-même, est haute et noble. Ce sera celle de toute l'école économique classique, et son libéralisme la fera taxer plus tard de cosmopolitisme par les partisans de l'économie nationale. Aussi est-on quelque peu étonné de la rencontrer, dès le milieu du XVIII^e siècle, chez un auteur aussi imbu des traditions féodales, aussi partisan des particularités et des privilèges locaux que le marquis de Mirabeau. Cela montre bien la marque profonde qu'avait déjà laissée en lui ce XVIII^e siècle, qu'il décriait systématiquement, auquel il croyait, dans son attachement aux traditions du passé, ne rien devoir, et qui lui avait cependant déjà donné son esprit absolu et intransigeant, son amour des systèmes et des constructions logiques, son vague humanitarisme, et ses aspirations cosmopolites vers un idéal de confraternité et d'harmonie universelles. Tout cela va se retrouver, nous le verrons, dans la conception que le marquis de Mirabeau se fait des relations commerciales entre les peuples et dans les arguments, par lesquels il prétend édifier ce que l'on peut appeler la première doctrine de la liberté commerciale.

I

Il doit exister en effet, pour lui, entre une nation et ses voisins des relations identiques à celles qui existent dans un État entre la capitale et les provinces. Il y a entre elles une circulation analogue à celle qui a lieu à l'intérieur d'un État, une circulation qui, si elle est bien conduite, est à l'avantage de toutes. Le marquis de Mirabeau n'a pas l'idée que les diverses nations puissent former des unités complètes, indépendantes, se suffisant à elles-mêmes; il ne conçoit même pas que leur idéal doive être de marcher sans cesse vers une organisation économique de plus en plus complexe, qui leur permette de se passer des autres; non, il les considère au contraire comme des provinces d'une unité plus étendue, l'Europe, entre lesquelles doit exister une pénétration réciproque, une communication constante, parce qu'elles sont liées par une véritable solidarité d'intérêts :

« Entre tant et tant de paradoxes, dit-il, dont on pourra m'accuser dans le cours de cet ouvrage..., celui-ci paraîtra sans doute le plus insoutenable, car il suit de mon principe que nous avons intérêt à ce que nos voisins, éclairés sur tous les ressorts de la saine politique, portent chez eux l'agriculture, l'industrie et les bonnes lois au plus haut point où elles peuvent aller, et retirent de ce régime prospère tous les avantages qui en sont la suite. C'est cela que j'ai prêché pour nos provinces. Vous vous trompez. Je ne soutiens pas cela, je le démontre (1). »

Voyons donc la démonstration. Toute la politique commerciale des nations européennes avait roulé jusqu'alors

(1) *Ami des hommes*, p. 402.

sur ce seul point : attirer chez soi au moyen d'un supplément d'exportations la richesse monétaire de l'étranger. Or, Mirabeau estime qu'il y a là une profonde illusion : l'or et l'argent ne sont que des signes représentatifs des richesses, et c'est une erreur de vouloir vendre plus qu'on n'achète. Dans le commerce international, comme dans tout commerce, il n'y a en réalité qu'un échange, un troc, dans lequel les deux termes de l'échange sont forcément égaux, alors même que l'un d'eux est représenté momentanément par une somme d'argent ; le seul avantage possible est d'obtenir dans cet échange les choses qui concourent le plus à la prospérité d'un pays, et nous verrons tout à l'heure quelle est à ce point de vue l'idée de Mirabeau.

Mais, pour que cet échange soit profitable à un pays, il faut que les nations avec lesquelles il a lieu soient elles-mêmes prospères. Pour qu'une nation puisse se fournir chez ses voisines des objets qui lui sont nécessaires, il faut en effet que celles-ci trouvent dans une agriculture ou une industrie florissante les moyens de les lui procurer ; et, à ce point la vue, la conception du marquis de Mirabeau appelle un rapprochement avec la future théorie du libre-échange de Bastiat, d'après laquelle une nation a d'autant plus d'intérêt à commercer avec les autres qu'elles sont plus riches et plus capables de la faire participer à leur propre prospérité.

Pour qu'une nation puisse, d'autre part, exporter ses produits chez ses voisines, il faut que celles-ci soient en état de les lui acheter, et elles ne le seront qu'autant qu'une abondante production aura créé chez elles les richesses qui sont le prix de l'échange. Ici encore la conception, quoique peut-être trop absolue, est pleine de valeur : c'est au fond celle qui est restée dans la science économique sous

le nom de théorie des débouchés, à laquelle est demeuré attaché le nom de J.-B. Say. Son idée fondamentale est que les produits des uns offrent des débouchés aux produits des autres, et cela est vrai dans une nation comme dans l'ensemble des nations, les unes par rapport aux autres. C'est parce que tel fabricant a produit qu'il est en mesure d'acheter et de devenir à son tour consommateur : ses produits ont offert un débouché aux produits des autres. C'est parce que telle nation est riche de la vente de ses produits qu'elle peut de son côté acheter aux autres nations : ici encore ce sont ses produits et sa prospérité qui offrent un débouché aux produits des nations étrangères. Ainsi la prospérité de l'une entraîne la prospérité de l'autre, et chacune est intéressée au bonheur de ses voisines.

Le marquis de Mirabeau — et c'est là une de ses vues économiques vraiment profondes — a eu l'intuition de cette solidarité, dont on attribue la découverte à J.-B. Say. A l'ancien principe égoïste : « Nul ne perd qu'un autre ne gagne », qui faisait du malheur des uns la condition de la prospérité des autres, il entend opposer le principe plus fraternel et plus consolant : « Nul ne perd qu'un autre ne perde » : « Qu'on se souvienne à jamais, dit-il, qu'ainsi qu'une famille ne peut prospérer seule sans le concours des autres familles dont elle est environnée, de même une bourgade, une ville, un État, perdront toujours à vouloir réaliser la chimère de la prospérité exclusive (1). »

Par conséquent, loin de chercher à retenir chez lui le secret de ses manufactures et de ses procédés industriels,

(1) *Ami des hommes*, p. 409.

un État a intérêt à les voir se répandre chez ses voisins. Les peuples qui ont des industries consomment plus en effet, à proportions gardées, des produits des autres que ceux qui n'en ont pas ; ceux qui jouissent des nécessités de la vie sont d'autant plus portés à en désirer les commodités et les superfluités ; ceux qui sont prospères rendent prospères leurs voisins. C'est ce que Mirabeau exprime en ces termes : « Regardons autour de nous et voyons encore une fois si le commerce étranger peut se passer de la prospérité étrangère. Pour trouver chez nos voisins du comestible, il faut que l'agriculture y soit en valeur, et plus elle y fleurira, plus ces denrées seront abondantes. Pour trouver le débit de tant de marchandises, dont l'échange est nécessaire à la subsistance d'un tiers de vos habitants, il faut que les étrangers soient en état de les acheter ; et plus ils seront riches, plus le goût des ouvrages fins, que nous avons dit nous être les plus avantageux à débiter, s'étendra chez eux. Si la Providence écoutait vos vœux intéressés, ô puissances commerçantes, ils tendraient à la fin à anéantir le commerce étranger (1). »

La théorie semble parfaite et aussi complète qu'elle le sera plus tard chez les grands pontifes de la liberté commerciale, Adam Smith, J.-B. Say, ou Bastiat. Que manque-t-il donc au marquis de Mirabeau pour pouvoir être rangé de pair à côté de ces grands noms ? Une seule chose, mais elle est importante : une compréhension vraiment complète de l'utilité et du rôle du commerce international, dont l'absence lui fait regarder la liberté beaucoup moins comme un but que comme un moyen, et le rapproche beaucoup, sans qu'il s'en doute, des partisans de la balance du commerce.

(1) *Ami des hommes*, p. 430.

Ceux-ci en effet voyaient dans le commerce un moyen d'amener dans un État, par un échange avantageux, ces métaux précieux, où l'on s'obstinait à voir la richesse par excellence. Le marquis de Mirabeau est poursuivi par une préoccupation analogue à la leur : il considère également le commerce comme un moyen d'introduire un supplément de richesses dans un État ; seulement, comme il a renversé la notion de richesse et comme il la voit principalement dans les produits de l'agriculture, il est amené à demander au commerce, non plus de l'or ou de l'argent, mais des produits d'alimentation : « Portez à l'étranger, dit-il, autant que vous pourrez de l'or et des matières ouvrées, rapportez de chez lui des denrées d'abord et à leur défaut des matières brutes qui servent de fond au travail de vos manufactures : voilà tout le secret d'un commerce étranger avantageux (1). » Il y a donc encore pour lui un commerce avantageux et un commerce désavantageux, et cette distinction, qui sera repoussée dans la suite par la science économique, parce que tout commerce, effectué librement, tend à satisfaire les divers besoins d'une nation, n'est pas autre chose que la vieille distinction doctrinale mercantiliste, avec cette différence que le commerce avantageux était, d'après elle, celui qui enrichissait la nation de métaux précieux, tandis que, pour Mirabeau, c'est celui qui lui apporte des objets de consommation. Mais les deux conceptions se tiennent en ce qu'elles considèrent une politique commerciale comme nécessaire, et celle que préconise Mirabeau se rapproche sur beaucoup de points de l'ancienne politique mercantiliste.

Sur quoi roule-t-elle en effet ? Sur cette idée, qui est son

(1) *Ami des hommes*, p. 413.

grand cheval de bataille, que, la population étant la source de la richesse d'un État et étant limitée par les moyens de subsistance, il convient d'augmenter de toutes les façons possibles ces moyens de subsistance et notamment par une intelligente pratique du commerce international. Ce commerce, pour être favorable, doit se traduire par une importation de denrées de première nécessité, qui équivaldra à un supplément de production pour le pays et qui accroîtra d'autant la marge laissée à la population.

Mais, puisque tout commerce est un échange, qui dit importation dit exportation, et si on solde ses achats en denrées, non seulement on ne gagne rien (1), mais encore on risque de voir tourner le commerce à son désavantage. Il faut donc avoir autre chose à donner en échange, et cette autre chose sera les produits des manufactures et les objets de luxe, dans lesquels la forme l'emporte de beaucoup sur le fond, de sorte que l'on a, avec une faible consommation, un produit de grande valeur ; c'est pour cela que Mirabeau fait encore une place importante, dans son idéal de royaume agricole, aux industries manufacturières et spécialement aux industries de luxe, qu'il condamnera plus tard, quand il sera devenu physiocrate, parce qu'il aura une tout autre conception de la productivité.

Il n'en est pas moins certain qu'il arrivait sur ce point aux mêmes conclusions que les partisans de la balance du commerce, qui comptaient également sur le développe-

(1) En réalité on y gagne d'acquérir les choses que l'on ne possède pas ou dont on n'a pas assez en échange de celles dont on a trop. Le marquis de Mirabeau n'a pas l'air de se douter que tout échange est dans l'intérêt des deux parties, sans quoi il ne se ferait pas. On ne trouve pas chez lui cette idée, qui fera le fond du libre-échange classique, que le but et l'utilité du commerce est de faire participer une nation aux produits des autres.

ment des manufactures et des industries de luxe pour faire pencher la balance en leur faveur. Hypnotisé par cette sorte d'idée fixe, qu'il faut à tout prix augmenter dans un État les moyens de subsistance, il en arrivait à rétablir sous une autre forme la théorie qu'il combattait, et à préconiser une direction artificielle du commerce, qui n'aurait pu réussir qu'autant qu'elle n'aurait pas été le but de tous les autres peuples, car il est clair que, si chacun avait cherché à retenir ses objets de consommation et à exporter ses objets manufacturés, l'échange aurait vite perdu l'un de ses termes. Il mentait ainsi à ses principes, car cette solidarité d'intérêts qu'il avait annoncée entre les États était là en défaut : la politique qu'il préconisait ne pouvait pleinement réussir pour un État qu'autant que les autres seraient assez aveugles sur leurs véritables intérêts pour ne pas l'adopter pour leur compte ; et il retombait ainsi, de l'harmonie rêvée et pressentie, dans l'antagonisme des anciens auteurs revêtu d'une autre forme et décoré d'un autre nom. Ici encore il avait eu une vue juste, mais une compréhension quelque peu artificielle des phénomènes économiques l'avait empêché de la suivre jusqu'au bout et l'avait même mis en contradiction avec lui-même, et c'est pour cela qu'essayant de porter un jugement sur son compte nous avons cru pouvoir avancer que le marquis de Mirabeau n'était peut-être pas en réalité un économiste bien profond (1).

(1) C'est ainsi que Mirabeau parlant de l'exportation des vins fins hors du royaume déclare que ce serait pour nous une grande perte, si ces vins s'échangeaient contre des dentelles ou autres ouvrages fins, dans lesquels la forme l'emporte mille fois sur le fond, car alors l'échange viendrait nous enlever nos objets de consommation pour les remplacer par des objets de luxe. Comment un esprit aussi avisé que le sien ne voit-il pas que ces objets de

Toujours en proie à la même préoccupation, développer dans un État les moyens de subsistance, il s'attaquait un des premiers à la législation en vigueur sur le commerce intérieur et extérieur des grains, et sur ce point encore il peut revendiquer la priorité sur les physiocrates, bien qu'il n'y soit pas arrivé par la même voie. Les physiocrates, en effet, persuadés que la production agricole constitue la véritable source des richesses d'une nation, verront surtout dans le libre commerce des grains un moyen de lui procurer des débouchés, et viseront surtout l'exportation. Mirabeau, au contraire, cherchant à procurer à un État l'abondance, y voyait un moyen d'augmenter la quantité des subsistances, et avait surtout en vue l'importation. Les Anglais, disait-il, pour encourager la culture des grains, ont usé d'une singulière méthode qui consiste à gratifier par des primes l'exportation des grains (1) : « Si mon système absolu n'était pas d'abandonner tout régime de détail, en fait de commerce, à la prudence, à l'industrie et activité du commerçant, je dirais que je trouverais plus

luxue ne resteraient en France que s'ils correspondaient à des besoins réels, auquel cas toutes les précautions seraient impuissantes à les arrêter, et, dans le cas contraire, serviraient de base à un nouvel échange, dans lequel nous recevriions les objets de consommation qui nous seraient nécessaires ?

(1) Ce n'était pas seulement dans l'intérêt de l'agriculture en elle-même que les Anglais cherchaient à favoriser l'exportation et à entraver l'importation par des tarifs, qui ont été s'élevant sans cesse jusqu'au milieu du XIX^e siècle. C'était dans l'intérêt des grands seigneurs, des « landlords » propriétaires du sol, qui, pour s'assurer un prix rémunérateur, prohibaient la concurrence étrangère, tant que le blé n'atteignait pas un prix de famine. C'est à titre de protestation contre cet odieux privilège que devait naître en 1838 le premier mouvement libre-échangiste anglais avec la Ligue de Manchester.

raisonnable de gratifier l'importation des grains que l'exportation (1). »

Malgré cela, Mirabeau pose en principe que le gouvernement n'a qu'une chose à faire : s'abstenir de toute réglementation, laisser le souci de l'alimentation publique aux intérêts particuliers, laisser faire en un mot, laisser passer. Il montre la tyrannie et l'absurdité de cette étroite police réglementaire des blés, qui, sous prétexte d'assurer l'abondance, interdisait l'exportation non seulement hors du royaume, mais même hors de chaque province, et n'aboutissait qu'à produire des alternatives cruelles de cherté et de bas prix. Le seul moyen pour lui de faire disparaître partout la disette, c'est de laisser le blé courir en toute liberté sur tous les points du territoire, car, dès qu'une province commencera à en manquer, on verra ses voisines, attirées par l'appât du gain, lui apporter celui qu'elles auront en trop. Par le fait seul de la libre circulation, l'on verra donc le blé se répandre de lui-même partout où on en aura besoin et prendre dans toute la France le même niveau, de même que l'on voit l'eau dans les vases communicants demeurer dans tous à la même hauteur : « Pour maintenir l'abondance des grains dans le royaume, conclut Mirabeau, que faut-il faire ? Rien », et plus bas : « Nous n'en manquerons jamais, tant qu'il y en aura quelque part », et plus bas encore : « En tout état de cause, le gouvernement ne doit jamais se mêler des blés que pour en protéger la culture et l'exportation par une entière liberté (2). »

(1) *Ami des hommes*, p. 420.

(2) *Ami des hommes*, p. 422-426.

II

Quelle doit être maintenant, d'après le marquis de Mirabeau, la politique commerciale d'un État et son attitude vis-à-vis des nations étrangères ? C'est naturellement une politique de liberté, de libre-échange qu'il préconise, et, à ce point de vue, il présente une vive critique du système de tarifs et de prohibitions en usage à son époque. Il condamne le régime douanier intérieur, dans lequel les douanes, les péages, les prohibitions d'exporter mettaient autant d'obstacles aux échanges entre nationaux du même pays et empêchaient la libre communication de toutes les parties du territoire. Mais il s'attache surtout à montrer les inconvénients du régime commercial extérieur, qui venait entraver les relations entre les peuples.

Les barrières artificielles, que chaque nation élève à l'entrée de son territoire, outre qu'elles sont contraires à la fraternité entre les nations, sont pour lui inutiles, car c'est un procédé qui peut être difficilement tenu secret et dont chaque peuple peut user à son tour : « Vous imposez ici ; on vous rend la pareille ailleurs. L'industrie y perd de toutes parts, mais le plus grand désavantage est pour celle des deux nations, qui est la plus prompte à se rebuter, la plus opiniâtre à consommer, et dont le genre d'industrie est de la nécessité la plus absolue (1). » Il s'en suit, conclut Mirabeau, « que ce beau secret de la politique commerçante, qu'on appelle prohibition, n'est qu'une grosse bêtise, qui suppose des grues dans nos voisins, quand elle emploie l'artifice, et qui devient la plus sordide injustice, quand elle se sert de la violence » (2).

(1) *Ami des hommes*, p. 493.

(2) *Ami des hommes*, p. 512.

Loin qu'un État doive chercher à se séparer de ses voisins, à se suffire à lui-même, à se « clore » chez lui, il faut donc qu'il fasse tomber toutes les barrières artificielles, qu'il soit ouvert librement aux étrangers et en relations constantes avec eux : « Qu'est-ce que les nations, déclare Mirabeau, sinon de grandes familles. Le devoir des législateurs est de les unir entre elles, de faire tomber d'abord quant au personnel, ensuite pour la généralité, ces odieuses distinctions de régnicoles et d'étrangers. Le globe entier est contigu : tous les pays sont voisins ; tous les hommes sont frères (1). »

Cependant le libre-échange de Mirabeau n'est pas aussi absolu que pourrait le faire croire cette déclaration. Il ne pense pas qu'un État ait toujours intérêt à proclamer chez lui la liberté commerciale, alors même que les autres persisteraient à taxer chez eux ses produits ; il n'est pas partisan de ce que l'on appellera plus tard chez Bastiat le libre-échange unilatéral. Non, il estime que la mesure doit être réciproque et que le libre-échange ne doit exister que dans les rapports avec les États, qui ont consenti eux-mêmes à abattre les barrières douanières. Pour cela, il propose « un traité de confraternité, portant suppression totale de tous droits d'entrée, sur tout ce qui sera apporté dans les ports de l'une des puissances contractantes par les sujets et vaisseaux de l'autre, de quelque nature qu'il puisse être et de quelque pays qu'il soit apporté (2) ».

C'est là en outre un libre-échange qui n'est peut-être pas si désintéressé ni si fraternel qu'il le paraît au premier abord, car Mirabeau ajoute : « Certain d'avoir poussé chez

(1) *Ami des hommes*, p. 511.

(2) *Ami des hommes*, p. 494.

lui l'industrie au point que celle de l'étranger ne lui dammera jamais le pion, dès qu'elle aura le désavantage des frais de transport, il (le roi pasteur) lèvera toutes les défenses et prohibitions de manufactures étrangères *pour obtenir les mêmes avantages chez les autres*, et ne prohibera que celles de la fabrication des peuples qui n'auront pas voulu entrer dans le traité (1). » Il apparaît donc que, dans la pensée de Mirabeau, la liberté commerciale est plutôt un habile expédient pour s'ouvrir des débouchés à l'étranger qu'une règle de conduite absolue, applicable dans toutes les circonstances. Il fait intervenir ici une notion de relativité, que l'on n'est pas habitué à rencontrer chez lui, ni chez les autres auteurs du XVIII^e siècle, et qui ne ferait d'ailleurs que donner plus de valeur à sa pensée, si elle ne venait pas contredire ses premiers principes.

Il apparaît aussi que son libre-échange conventionnel n'exclut pas absolument toutes prohibitions, puisqu'il les maintient comme moyen de sanction vis-à-vis des peuples qui auraient refusé d'entrer dans la convention commerciale qu'il préconise. Il en admet même un autre très radical, mais qui, cette fois, ne fait pas honneur à son libéralisme : ce serait de faire défense absolue aux sujets de l'État de commercer avec la nation qui aurait refusé de souscrire à cet arrangement, qui, dit Mirabeau en style plus pompeux, « m'aurait renié pour son frère ». Mais ce n'est pas tout ; le moyen de sanction serait encore plus radical : « La tête du fraudeur serait mise à prix, sa maison rasée, sa postérité déclarée infâme jusqu'à la dernière génération (2). » Il n'est rien tel que les prôneurs de la

(1) *Ami des hommes*, p. 494.

(2) *Ami des hommes*, p. 502. Ne croit-on pas déjà entendre le ton

confraternité pour devenir féroces quand on se refuse à fraterniser avec eux.

Mirabeau examinait ensuite si, dans la situation actuelle de l'Europe, une telle convention d'alliance commerciale était possible ; et il n'hésitait pas à répondre affirmativement, malgré l'opposition qu'il redoutait de la part de l'Angleterre, alors sous le régime de l'acte de navigation de Cromwell. Il en profitait pour faire une vigoureuse critique de cet acte célèbre, qui avait contribué cependant à faire la grandeur commerciale de l'Angleterre, mais dans lequel il se refusait à voir autre chose qu'« un attentat tyrannique contre le droit des gens », une « folie » qui n'avait réussi que parce que les puissances de l'Europe n'avaient pas eu la force d'user de réciprocité envers l'Angleterre (1). Il espérait cependant que l'on parviendrait « à faire entendre à l'Angleterre que ses peuples, aujourd'hui mieux établis que tous autres sur la mer, auraient un avantage réel et prompt à l'établissement de la liberté universelle (2) ». Au moment où il écrivait ces lignes, Mirabeau ne se doutait certes pas que le premier mouvement libre-échangiste d'Europe devait se produire, près d'un siècle plus tard, dans cette même Angleterre, qu'il croyait être par excellence le pays des prohibitions.

solennel et sentimental des hommes de la Révolution, qui eux aussi dresseront des échafauds au nom de la confraternité ! C'est ainsi que même chez les partisans les plus convaincus de l'ancien régime se manifestait déjà, vers le milieu du XVIII^e siècle, cet esprit de sentimentalité et d'intransigeance qui sera celui de la Révolution.

(1) L'acte de navigation de Cromwell était dirigé surtout contre la Hollande, qui était à cette époque le roulier des mers. Il établissait, pour la plupart des marchandises, une véritable prohibition d'importer par les navires des puissances tierces, et une surtaxe pour les marchandises importées par les navires du pays d'origine.

(2) *Ami des hommes*, p. 501.

Cependant Mirabeau ne se dissimulait pas une objection que l'on aurait pu faire à son projet de suppression des barrières douanières et de fraternité universelle. Les douanes sont, dans un État, non seulement un moyen d'empêcher l'introduction des marchandises étrangères et de protéger les industries nationales, mais encore une source de bénéfices pour le trésor public. Si on les supprime, avec quoi comblera-t-on le vide qui en résultera dans le trésor ? L'objection est de tous les temps ; elle s'oppose à un système de liberté absolue, et la science moderne l'a résolue par la distinction des droits protecteurs et des droits fiscaux, ces derniers continuant à être perçus, et dans des proportions souvent fort élevées, dans les États qui, comme l'Angleterre de nos jours, se sont ralliés à la liberté commerciale.

Le marquis de Mirabeau, lui, ne fait pas tant de distinctions ; les droits le gênent, ou du moins il le croit : il les supprime et l'avenir y pourvoira. C'est, en effet, à peu de chose près, à quoi aboutit sa réponse à l'objection présentée. La suppression de toutes les barrières douanières, les débouchés qu'elle procurera aux produits d'un pays amèneront en effet dans ce pays une prospérité extraordinaire : l'on y verra augmenter dans des proportions considérables la productivité des terres, et par suite il ne sera pas impossible de rattraper, par un supplément d'impôt sur les terres, ce que l'on aura perdu du côté des ressources douanières.

Cette argumentation est intéressante, parce qu'elle est, sinon dans sa forme, au moins dans son fond, entièrement physiocratique. La théorie de l'impôt unique sur le produit des terres sera un des dogmes de l'école physiocratique, parce que pour elle tous les impôts retombaient par

contre-coup sur le produit de l'agriculture ; et il est singulier de voir le marquis de Mirabeau, qui alors ne connaissait pas Quesnay, qui n'avait de physiocratie que certaines tendances et certaines aspirations assez vagues, arriver sur ce point aux mêmes conclusions que son futur chef d'école, et pour les mêmes raisons, car, dit-il, tout vient de la terre, tout produit par de là, de sorte que c'est sur elle que retombent en définitive toutes les charges. Le marquis de Mirabeau considérait en même temps, tout comme Quesnay, que l'on pouvait s'adresser sans crainte à la terre, à raison de tous les phénomènes naturels, comme la baisse de l'intérêt de l'argent, et la diminution des rentes, qui travaillaient pour elle et tendaient sans cesse à augmenter sa valeur, il dira plus tard, son produit net. Il avait véritablement pressenti ici la doctrine de Quesnay, et il n'est pas étonnant que le docteur ait été frappé de la similitude que présentaient avec les siennes les idées de l'Ami des hommes. Mais il s'en fallait qu'il ait eu sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, les vues systématiques et étroites, si l'on veut, mais profondes de Quesnay, et c'est pour cela qu'il fut si facilement subjugué par lui.

III

Le marquis de Mirabeau joignait à sa critique du régime commercial en usage en Europe une vive satire des procédés de colonisation des États européens et du régime dit du pacte colonial, qu'ils imposaient à leurs colonies dans leurs relations commerciales avec elles. Au premier point de vue, il expliquait que les peuples qui avaient gagné le Nouveau-Monde n'étaient pas, à proprement parler, des colons, mais bien plutôt des conquérants, et qu'ils y avaient été attirés par la soif de l'or encore plus que par le

désir de colonisation. Il faisait à ce sujet un tableau piquant de la façon dont les divers peuples d'Europe s'étaient établis en Amérique, et retraçait en termes assez pittoresques l'établissement des Français au Canada :

« Arrivés ou établis les premiers dans l'Amérique septentrionale, ils avaient à choisir de tous les dons de la nature, à la réserve du seul qu'on cherchait alors et dont ils se dégoutèrent heureusement, je veux dire les mines. La terre était excellente dans ses productions, la mer la plus poissonneuse qui soit au monde, le commerce des pelleteries tout neuf et si abondant qu'on n'en savait que faire. Ils se déterminèrent en braves français ; ils prirent tout, et tout de suite furent plus loin pour voir s'il n'y aurait pas encore quelque chose de meilleur. Ils étaient sept : l'un demeura en Terre-Neuve et dit : Malgré ces brouillards, je tiens ici, et toute la pêche est à nous ; deux en Acadie, qui bientôt se battirent entre eux, à cause qu'ils étaient trop serrés. Les quatre autres se furent poser à Québec, dont l'un fut à plein pied, par le plus beau chemin du monde, s'établir dans la baie Hudson ; deux autres, pour prendre l'air, remontèrent le fleuve pendant quelque vingt-cinq, trente ou quarante jours, jargonèrent avec les sauvages qu'ils n'avaient vus depuis longtemps et leur demandèrent des nouvelles, les filoutèrent de leur mieux, furent à la chasse aux hommes avec les premiers qui les en prièrent, sans leur demander pourquoi et seulement pour se désennuyer ; fichèrent quatre bâtons en terre, qu'ils appelèrent forts, partout où il leur parut que s'assemblait la bonne compagnie, et surtout plantèrent force poteaux, où ils eurent soin d'écrire avec du charbon : *De par le roi* (1). »

(1) *Ami des hommes*, p. 530-531. M. de Tocqueville a remarqué ce

Mirabeau critiquait ensuite la règle de conduite des États européens vis-à-vis de leurs colonies et leur esprit de domination qui tendait à maintenir celles-ci sous le joug le plus étroit. Il y aurait un moyen plus sûr d'établir chez elles la prospérité et de multiplier la population, « ce serait de rendre ce joug si doux qu'il fût recherché comme protection et non redouté comme oppression (1) », et Mirabeau faisait de l'esclavage, tel qu'il était pratiqué dans les colonies, un sombre tableau, qui n'était malheureusement que trop exact, et une éloquente critique, qui lui fait honneur et qui dut contribuer au succès de son livre :

« L'esclavage ancien, disait-il, tout barbare et dénaturé qu'il était..., quoique dans le droit plus despotique que celui d'aujourd'hui, était dans le fait tout autrement supportable et moins dangereux. Nos esclaves de l'Amérique sont une race d'hommes à part, distincte et séparée de notre espèce par le trait le plus ineffaçable, je veux dire la couleur, et qui conséquemment reçoit de la nature le type de son infortune. Les esclaves anciens étaient des hommes ressemblants à leurs maîtres ; les malheurs de la guerre et autres révolutions les réduisaient à cette triste condition, sans leur ôter les dons naturels et les talents acquis dans leur patrie ; tout cela les rapprochait de leur maître. Ceux-ci, au contraire, on les va chercher dans le séjour de la barbarie. Ils arrivent brutes ou doués d'un instinct qui nous est étranger, ce qui revient au même pour nous. On les jette dans des étables, où sont entassés

passage et, dans les notes dont nous avons déjà parlé, l'a apprécié ainsi : « Morceau charmant et, sous son air de plaisanterie, plein de profondeur et de vérité ».

(2) *Ami des hommes*, p. 542.

leurs semblables ; on les excède de travail pour le compte de leurs maîtres ; et de cet ordre d'habitudes et d'usages naît, au sein de la loi de fraternité et dans un siècle qui s'estime éclairé par excellence, la plus dure et, j'ose dire, la plus impie des servitudes (1). »

Mirabeau ne proposait pas cependant la suppression immédiate de l'esclavage et la brusque émancipation des nègres : « Je n'ignore pas, disait-il, que le pire des abus est de vouloir attaquer de front et détruire d'un seul coup les abus enracinés dans la nature des choses (2). » Pour réaliser la suppression de l'esclavage, il avait un moyen qui, pour être indirect, n'en était pas moins infaillible ; c'était de le rendre inutile, et pour cela d'amener les colonies, par une entière liberté d'importation et d'exportation, à une prospérité telle que l'on verra les planteurs et les exploitants préférer eux-mêmes des ouvriers qu'ils paieront, mais qui feront bien leur travail, à des esclaves « qu'il faut acheter fort cher, presque toujours embarrassants, et souvent infidèles (3) ».

Aussi Mirabeau s'attaquait-il vivement au régime colonial en vigueur, qui avait pour effet d'arrêter le développement économique des colonies, en en faisant les tributaires forcés de la métropole. On était alors en effet sous le régime du pacte colonial ou de l'exclusif, d'après lequel les colonies étaient obligées de se fournir chez la métropole de la plupart des denrées dont elles avaient besoin, et de lui procurer en échange les matières premières nécessaires à ses industries. La métropole se réservait d'autre part ce que l'on appelait l'intercourse coloniale,

(1) *Ami des hommes*, p. 551.

(2) *Ami des hommes*, p. 553.

(3) *Ami des hommes*, p. 554.

c'est-à-dire la navigation entre ses propres ports et ceux des colonies. Tout le système était conçu en somme dans l'intérêt de la métropole, pour lui procurer des débouchés en ses colonies, qui se voyaient les mains liées, et quant à la production, et quant à la consommation. C'est ce qui faisait dire fort exactement au marquis de Mirabeau : « L'esprit de commerce, dont le ressort au fond est de vouloir tout pour soi et rien pour les autres, regarde les colonies comme les fermes du commerce, veut les nourrir, les vêtir, les meubler, les parer à son prix et à sa fantaisie, avoir leurs denrées aux mêmes conditions, leur permettre et leur prohiber selon son intérêt ; traiterait enfin volontiers les colons, comme l'on dit que les chats-huants traitent les souris dont ils font provision pour l'hiver, leur apportant du grain, mais leur cassant les jambes pour les empêcher d'en aller chercher où bon leur semble (1). » Impossible de mieux définir ce régime qui consistait en effet à briser l'essor économique des colonies pour trouver en elles des clients forcés.

Mirabeau réclame donc la liberté absolue pour les colonies de se fournir là où elles voudront, la suppression de l'intercourse coloniale et de tout ce régime réglementaire inspiré par la défiance de la liberté du commerce. Une objection pouvait lui être faite, et il la prévoit (2) : la crainte que les étrangers ne s'emparent de notre commerce avec nos colonies, en venant chercher dans nos ports nos produits pour les y transporter. Il est vrai, dit-il, que les étrangers naviguent actuellement à meilleur compte que nous ; mais il n'en sera pas toujours ainsi : notre marine est susceptible d'un grand développement, et

(1) *Ami des hommes*, p. 539.

(2) *Ami des hommes*, p. 548.

elle le prendra, dès que nos lois fiscales ne gêneront plus le commerce et que les lois de police maritime n'entraveront plus la navigation. D'autre part, la France n'aura rien à craindre de la concurrence étrangère, au point de vue de la clientèle de ses colonies, à raison du bon marché et de la supériorité des produits, que son génie naturel et la prospérité amenée par les réformes du marquis de Mirabeau lui permettront de réaliser.

Cependant, si le marquis de Mirabeau, ici comme ailleurs, se prononçait pour la liberté absolue, ce n'était pas sans arrière-pensée. Il ne considérait pas comme indifférent le genre de commerce que nous avions avec nos colonies. Il y avait pour lui un commerce qui était avantageux et qui avait besoin d'être encouragé, un autre qui était au contraire nuisible et qu'il fallait se garder de pratiquer. Le commerce profitable était celui qui consistait à échanger nos produits de luxe contre les denrées des colonies, de façon à accroître chez nous les possibilités de consommation et par suite la population. C'est pour cela que le commerce, qui consiste à porter aux colonies nos denrées de première nécessité, est véritablement ruineux, car il a pour effet de soustraire ces denrées à la consommation française : c'est « échanger notre suc alimentaire contre des denrées de nulle substance (1) ». Et qu'on ne dise pas que ce commerce peut avoir pour effet de donner des débouchés à certains produits : cette assertion ne part que de « la hideuse ignorance qui nous fait supposer qu'il peut jamais y avoir trop de denrées dans un État (1) ».

Toujours en butte à la même préoccupation, le marquis de Mirabeau retombait ainsi dans la conception du com-

(1) *Ami des hommes*, p. 547.

merce colonial qu'il venait de combattre, avec cette différence que les termes étaient renversés : les partisans du pacte colonial cherchaient dans les colonies des débouchés pour nos produits ; le marquis de Mirabeau voulait au contraire en tirer des objets de consommation qui donneraient de la marge à la population en France. Le but était différent, mais l'idée était la même, se servir des colonies dans l'intérêt de la métropole, sans se préoccuper de leur propre intérêt. Le marquis de Mirabeau, ici encore, parti de l'idée d'harmonie entre les intérêts de la colonie et ceux de la métropole, arrivait au fond à l'idée d'antagonisme, car il est clair que, si la métropole avait intérêt à s'emparer des objets de consommation produits par ses colonies, celles-ci n'avaient pas un moindre intérêt à les garder et même à acquérir ceux de la métropole. Les intérêts étant identiques, il était difficile qu'ils s'accordassent par le seul jeu de la liberté commerciale, et c'est pour cela que le marquis de Mirabeau ne fondait pas en somme sa liberté sur une base bien solide.

Arrivé au terme de l'examen des idées économiques du marquis de Mirabeau, dans la première phase de sa pensée, il nous reste une remarque intéressante à faire. Malgré ses tendances humanitaires et philanthropiques, l'Ami des hommes restait avant tout l'Ami des Français, et, dans ses critiques et ses plans de réforme, considérait avant tout son propre pays. C'est de la situation de la France qu'il s'inquiétait ; c'est elle qu'il entendait régénérer, et c'est sur elle que portait sa critique sociale. Il ne se préoccupait donc pas de construire une société idéale, abstraction faite des mœurs et des usages des divers pays, sans tenir compte des temps et des distances. Il tablait sur

l'organisation sociale de la France de son époque, et entendait seulement indiquer certains remèdes proportionnés à la gravité des maux qu'il découvrait : « Au fond, ce n'est que pour elle que je parle », dit-il quelque part dans son livre (1).

Par là, il se distinguait nettement des Physiocrates, qui allaient analyser au contraire les conditions et le mode d'existence d'une société idéale, qui ne sera pas plus la société française que la société anglaise ou allemande, mais la société en elle-même, la société type qui était sortie toute formée du cerveau de Quesnay. « *Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* », tel sera le titre du livre d'un des piliers de l'école, Mercier de La Rivière, et cet ordre est conçu comme immuable, identique dans tous les temps et dans tous les pays.

Sur ce point — et il est capital — les doctrines de l'Ami des hommes offraient un contraste frappant avec celles de Quesnay et présentaient sur elles la supériorité du concret sur l'abstrait. Mais comme la tendance de son esprit était au fond du côté de la déduction et du raisonnement abstrait, comme son siècle versait dans l'absolu avec une parfaite inconscience de la relativité des conditions sociales, il est probable qu'il dut considérer comme une faiblesse ce qui était en réalité une supériorité dans sa pensée et, qu'ébloui par l'harmonie apparente du système de Quesnay, il dut rejeter bien vite toutes les préoccupations de temps et de lieu, qui faisaient le fond de ses projets de réorganisation sociale.

(1) *Ami des hommes*, p. 541.

CHAPITRE VII

LA CRITIQUE DES CORVÉES.

Elle appartient certainement au courant d'idées qui a inspiré le marquis de Mirabeau pendant la première période de sa carrière, mais comme elle a été surtout développée par lui, à un moment où il avait déjà subi l'influence de Quesnay, on y retrouve sur beaucoup de points l'inspiration physiocratique, et c'est pour cela qu'il convient de lui faire une place à part dans l'examen des idées originales du marquis de Mirabeau. Elle nous mettra en effet en présence, pour la première fois, de la transformation qui, sous l'influence des idées de Quesnay, s'accomplissait dans la manière de voir du marquis de Mirabeau.

Le Marquis n'avait pas attendu la publication de l'*Ami des hommes* pour s'attaquer à ce déplorable système de contribution en nature connu sous le nom de corvée. Dès la première édition du *Mémoire sur les Etats provinciaux*, il avait fait un sombre tableau des ravages produits dans les campagnes par cet impôt redouté, et en avait même tiré argument, on s'en souvient, en faveur de la supériorité des pays d'États, où la corvée était généralement inconnue. Il était revenu sur la question dans l'*Ami des hommes*, pour dire que les corvées étaient « l'abomination de la désolation des campagnes », mais sans y insister autrement, et sans montrer tous les maux qu'elles produisaient et l'injuste supplément de charges qu'elles entraî-

naient pour les malheureux habitants des campagnes, déjà accablés d'impôts de toutes sortes. Ce n'est que dans l'édition de l'*Ami des hommes* de 1758, qui comprenait, outre le texte original, une *Réponse aux objections contre le Mémoire sur les États provinciaux* et divers autres morceaux dont nous avons donné l'énumération (1), que l'on trouve une critique générale du système des corvées et un aperçu des vues de réforme du marquis de Mirabeau. Le Marquis les présentait sous le titre modeste de *Réponse à l'Essai sur la voirie*, parce qu'il les considérait en effet comme une réponse à un assez méchant ouvrage, publié sous ce nom, qui contenait une critique en règle des idées du marquis de Mirabeau et un essai de justification du système des corvées. L'auteur de cet ouvrage a conservé vis-à-vis de la postérité l'anonymat, dont il s'était couvert de son vivant. Quelques bibliographes avaient bien prétendu qu'il n'était autre que l'encyclopédiste Duclos, secrétaire perpétuel de l'Académie française, mais M. de Loménie a démontré d'une façon péremptoire, à notre avis, que Duclos ne pouvait être pour rien dans la rédaction de cet écrit, qui doit être attribué en réalité à quelque ingénieur de province ou quelque inspecteur des ponts et chaussées peu lettré (2). Quoi qu'il en soit de l'auteur, le marquis de Mirabeau répondit assez vivement à sa critique, et cette réponse donna lieu à une nouvelle publication de son contradicteur anonyme sous le titre de *Réflexions sur la corvée des chemins, supplément à l'Essai sur la voirie*, qui termina la discussion, parce que le marquis de Mirabeau ne daigna pas l'honorer d'une nouvelle réfutation.

(1) V. *suprà*, Introduction, § II.

(2) V. la discussion très serrée de M. de Loménie dans son ouvrage, t. II, p. 206.

tation. La vérité oblige d'ailleurs à constater que le Marquis l'avait pris de haut dans la question et que l'idée de son contradicteur ne méritait peut-être pas tout le mépris dont il l'accablait, puisque, nous le verrons, c'est elle en somme que la postérité a consacrée sous le nom d'impôt des prestations.

I

Qu'était-ce donc exactement que cette corvée, en la quelle le marquis de Mirabeau voulait voir, et non sans raison d'ailleurs, l'« abomination de la désolation des campagnes » ? On appelait ainsi des prestations gratuites en journées de travail sur les routes exigées des habitants des campagnes, sans qu'ils pussent s'en libérer soit en argent, soit de toute autre manière. Ce qui était le plus odieux dans cet impôt, c'était, outre la rigueur particulière d'un travail personnel qui était un véritable reste de servitude, l'arbitraire dont il était entouré dans son application (1). Les corvées n'avaient jamais été l'objet d'une réglementation générale. Leur forme variait d'une province à l'autre, et dans la généralité même, suivant l'intendant qui l'administrait ; et c'est pour cela que Turgot put, dans son administration du Limousin, réaliser la suppression de la corvée et sa conversion en une taxe directe qui venait s'ajouter à la taille. Des instructions du contrôleur général Orry de 1737 et 1738 fixaient à trente jours par an la durée de la corvée pour chaque contribuable et permettaient même d'employer les enfants de 12 ans pour

(1) V. sur le régime des corvées, Ducrocq, *La corvée des grands chemins et sa suppression*. *Revue générale de droit*, 1882, p. 4. Stourm, *Les finances de l'ancien régime*, t. I. p. 221 ; Tocqueville, *L'ancien régime et la Révolution*, p. 192 et 408.

porter les cailloux et le sable aux ouvriers. Elles fixaient d'autre part à trois lieues du chantier le rayon dans lequel les corvéables pouvaient être requis. Mais elles furent appliquées par les intendants suivant leurs vues personnelles et généralement d'une façon plus douce. Ces différences de vues expliquaient les différences de régime suivant les provinces : tantôt l'impôt était personnel et tantôt proportionnel aux facultés du contribuable ; tantôt les communautés pouvaient racheter leurs charges et tantôt elles ne le pouvaient pas. Quoi qu'il en soit, l'ouvrage qui se faisait de cette façon sur les routes revenait en fin de compte plus cher que s'il avait été effectué à l'entreprise et était toujours plus mal fait. C'est ce qui résultait notamment du préambule de l'édit de 1776 (1), rendu sous l'inspiration de Turgot, qui généralisait la mesure déjà prise par lui en Limousin, en supprimant la corvée pour l'ensemble du royaume.

La critique du marquis de Mirabeau aboutissait aux mêmes conclusions avec une peinture plus vive encore des

(1) « Ainsi l'ouvrage qui se fait, y lisait-on, coûte au peuple et à l'Etat en journées d'hommes et de voitures deux fois et souvent trois fois plus qu'il n'en coûterait, s'il s'exécutait à prix d'argent.

Il faut ajouter une foule d'accidents, la perte des bestiaux qui, arrivant sur les ateliers déjà excédés par une longue route, succombent aux fatigues qu'on exige d'eux, la perte même des hommes, des chefs de famille, blessés, estropiés, emportés par les maladies qu'occasionne l'intempérie des saisons. Il faut ajouter encore les frais de contrainte, les amendes, les punitions de toute espèce, que nécessite la résistance à une loi trop dure pour pouvoir être exécutée sans réclamation, peut-être aussi les vexations secrètes que la plus grande vigilance ne peut entièrement empêcher dans une administration aussi étendue.

Ce peu d'ouvrage exécuté si chèrement est toujours mal fait et les conditions dans lesquelles il est accompli le rendent encore plus dispendieux ».

inconvéniens des corvées. Mais, à cet égard, il faut distinguer deux périodes dans sa pensée : dans la première, qui correspond à la publication du *Mémoire sur les Etats provinciaux* et de la première édition de l'*Ami des hommes*, il est surtout sensible aux misères qu'entraînent les corvées pour les habitants des campagnes, aux souffrances qui résultent pour eux de ces pénibles prestations accomplies sur les routes dans des circonstances plus pénibles encore : c'est son cœur qui s'indigne et qui proteste. Dans la seconde période, au contraire, qui correspond à la deuxième édition de l'*Ami des hommes*, il considère la chose avec plus de philosophie, et ce qu'il critique surtout dans les corvées, c'est le dérangement dans l'ordre social, tel qu'il se le figurait déjà d'après les leçons du docteur Quesnay, qui résulte de ces impositions arbitraires. Leur injustice sans doute le choque toujours et il s'en indigne, mais il s'indigne surtout de leur absurdité même, de la méconnaissance des véritables intérêts de la société qui en est la base.

Au premier point de vue, le marquis de Mirabeau traçait dans son *Mémoire sur les Etats provinciaux* un tableau pittoresque mais triste du mode de construction des chemins publics et des méfaits de la corvée : « veut-on tracer, disait-il, des chemins de caprice d'une largeur aussi folle que nuisible..... ; l'on ordonne préliminairement qu'on laissera dix toises du meilleur terrain incultes, qu'on le bordera de fossés, après quoi il sera libre à chacun d'y passer. On ne paie ni le terrain, ni les édifices qui se trouvent malheureusement sur ce chemin et dont la destruction devient indispensable ; l'on force en mille manières le pauvre paysan et le laboureur à donner pour rien la sueur et le travail de ses bestiaux. Ici tous les bœufs seront dans les temps même du labour attelés à des charrettes ; ils vont

tout suants dans les rivières chercher du gravier et périssent au retour. Là les fermiers sont taxés à des corvées en proportion de leur bail et obligés à faire ramasser des pierres dans leurs champs pour les aller jeter dans le chemin. Ailleurs on donne à chacun six toises de terrain à mettre de niveau avec le chemin, mais tandis que l'un n'a qu'à ratisser, l'autre aura une roche de cent pieds de hauteur à faire sauter ou un précipice à combler ; et quand ces malheureux chemins sont finis, il arrive souvent que le manque de fonds pour l'entretien cause leur destruction, du vivant même de ceux qui ont travaillé à les construire ; ou bien l'on avait oublié un alignement, manqué des points de vue ; le nouvel intendant en fait tracer un plus élégant, et le malheureux peuple a la douleur de travailler à ce nouveau chemin, qui n'est souvent éloigné que de cent pas du premier. Si l'on osait m'accuser de faux ou d'exagération, je serais en état de citer des exemples (1). »

Ce que le marquis de Mirabeau trouvait de plus odieux dans ce système des corvées, outre le déplorable mode de construction des chemins qu'il entraînait, c'était la violence faite aux paysans de leur travail et de leur liberté (2), c'était la brutalité de cette imposition en nature, qui s'exerçait sans compensation et faisait porter toute la charge de l'entretien des routes sur ceux qui en faisaient peut-être le moindre usage. Aussi revenait-il sur ce point de vue dans son édition de 1758 : « Si les ponts et les pavés,

(1) *Mémoire concernant l'utilité des Etats provinciaux* (1750), p. 42, 43.

(2) « Cherchez et pas loin d'ici, disait-il en 1758, vous verrez des hommes en grand nombre attelés comme des bêtes à des voitures, sans paye, ni pain, et pleurants sous le fouet et le bâton d'inspecteurs de création privée. Je vous le répète, si vous ne l'avez vu, vous n'avez pas été à trente lieues de Paris. » *Réponse à l'essai sur la voirie*, 5^e partie de l'*Ami des hommes*, 1758, p. 55 de l'édition in-4^o.

disait-il, demandent un entretien journalier, une fois que la première assiette en a été bien faite, je ne crains point qu'on s'adresse aux laboureurs et aux paysans pour les réparer, pourvu qu'on les paie ; que la liberté des campagnes..... soit respectée, et j'abandonne tout le reste », et il ajoutait : « Mieux vaudrait, indépendamment des frais, laisser la terre comme elle est que de l'excaver et lacérer en pure perte, pour se préparer seulement une extension d'entretien ruineux... N'en déplaie à l'apologiste de nos grands chemins, mieux vaudrait cent fois pour la gloire d'un règne et pour l'utilité d'un peuple dix lieues de chaussées, telles que celles des Romains, faites en cinquante ans, que mille lieues de grands chemins toujours à refaire et qui chargent le public d'un entretien onéreux et éternel..... Les bons chemins ne demandent qu'un entretien médiocre, quoique exact et vigilant. Les autres sont des remuements de terre, dont la fange est détrempée de la sueur et des larmes de nos malheureux paysans (1). »

Mais en même temps il apparaît que, dans la pensée du marquis de Mirabeau, la corvée présente un autre inconvénient non moins grave, qui est d'entraîner un véritable dérangement de l'ordre social se traduisant par une perte sèche pour la société. Au moment où il rédigeait sa *Réponse à l'essai sur la voirie*, il était, en effet, déjà converti aux dogmes de la doctrine physiocratique, dont l'un des principaux était que tout produit se tire de la terre, que de sa productivité découlent toutes les richesses sociales, et que l'intérêt de la société se confond avec l'intérêt de l'agriculture. Pénétré de ces principes, il condamnait le

(1) *Réponse à l'essai sur la voirie*, 5^e partie de l'*Ami des hommes*, édit. de 1758, p. 25, 26.

système des corvées, non plus seulement au nom de l'intérêt des paysans et des cultivateurs, mais au nom de l'intérêt de la société tout entière. Puisqu'en effet c'est de la terre que provient toute richesse dans une société, le travail le plus utile pour cette société est celui des agents qui concourent à la culture du sol, et si elle empêche ce travail, si elle l'entrave par des impositions arbitraires, non seulement elle fait une chose injuste en elle-même, mais elle va contre ses intérêts les plus immédiats, elle tend à détruire les sources mêmes de la richesse. Ce ne sont donc pas seulement les agriculteurs qui souffrent des corvées ; ce sont tous ceux qui vivent du produit de leur travail, c'est-à-dire la société tout entière ; et là-dessus le marquis de Mirabeau, en bon physiocrate qu'il est déjà, de s'indigner douloureusement que l'on prétende employer aux « stériles » travaux des chemins la main de ces hommes, qui arrachent à la terre le « sublime » produit qui fait vivre la société : « Et vous voulez, dit-il, du sein de vos villes, juger de l'importance des journées des hommes ; et vous voulez sacrifier ces travaux aux stériles travaux des chemins, dans un siècle où il est du salut de l'État de ranimer l'agriculture, de rétablir les revenus du Roi, de l'État, des grands seigneurs, de la noblesse et de tous les propriétaires du royaume, et les gains de toutes les autres classes d'hommes, qui sont payés de leurs ouvrages ou de leurs services par les richesses qui doivent renaître annuellement du territoire. Ose-t-on penser que personne n'apercevra ce désordre ? Qui peut donc ainsi s'arroger le droit de ruiner la nation et de rendre les habitants de la campagne les forçats de la voirie (1) ? »

(1) *Réponse à l'essai sur la voirie*, p. 44.

II

Le marquis de Mirabeau réclamait donc la suppression complète de la corvée ; mais en matière d'impôts, qui dit suppression évoque immédiatement l'idée de remplacement, car il faut avant tout que les services publics soient assurés. Quelles ressources proposait-il donc, quels procédés avait-il en vue pour la construction et l'entretien des chemins ? La question est importante, car c'est elle qui fit échouer le projet de suppression de Turgot sur le terrain des taxes de remplacement.

Le marquis de Mirabeau avait conscience de la difficulté, qui lui avait été du reste signalée par son contradicteur. Celui-ci avait soutenu que la somme de trois millions consacrée chaque année par l'État à la construction de ses routes était insuffisante, et qu'il fallait nécessairement recourir aux corvées pour assurer ce service public. A quoi le marquis de Mirabeau répondait (1) que la somme lui paraissait en effet insuffisante, mais que le recours aux corvées n'était pas pour cela indispensable. C'était à l'ensemble de la nation à supporter l'ensemble des dépenses et des charges publiques, et le principe devait s'appliquer avec d'autant plus de rigueur aux travaux des grands chemins que leur profit était surtout pour les propriétaires de biens fonds. Il était donc d'une suprême injustice de n'en charger que ceux qui vivent du travail de leurs bras ; les frais devaient en être supportés, comme ceux de tous les autres services publics, par la société tout entière.

Le marquis de Mirabeau se prétendait d'ailleurs en possession d'un moyen auquel il tenait beaucoup, puisqu'une

(1) V. *Réponse à l'essai sur la voirie*, p. 9.

bonne partie de sa *Réponse à l'essai sur la voirie* était consacrée à en vanter les avantages, et qui devait soulager la masse du public de l'entretien des chemins, tout en assurant la régularité du service : c'était d'employer les troupes, pendant le temps de paix, à la construction et à l'entretien des routes. Il avait émis cette idée pour la première fois dans l'*Ami des hommes* (1), et son adversaire l'avait critiquée avec assez de raison, à notre avis, ce qui n'avait pas empêché le Marquis de revenir sur la question dans la *Réponse à l'essai sur la voirie*, et de consacrer de longues pages à réfuter les arguments de son contradicteur et à montrer les avantages et la simplicité de la réforme proposée. Nous ne nous y arrêterons pas autrement, l'idée du marquis de Mirabeau nous paraissant trop singulière et trop impraticable pour être l'objet d'une discussion sérieuse.

Heureusement le Marquis avait un autre moyen pour assurer l'entretien des travaux publics, après la suppression de la corvée, et il était lié à son projet de réforme provinciale. L'exemple des pays d'États, où la corvée était généralement inconnue, lui permettait de conclure qu'il pourrait en être ainsi dans tout le royaume, dès qu'on se déciderait à rétablir partout l'administration des États provinciaux. Dans les provinces d'États, c'était en effet l'assemblée qui avait la charge de l'entretien des routes, et elle y pourvoyait en donnant à l'entreprise les travaux à accomplir, les entrepreneurs se fournissant ensuite, moyennant rétribution, des hommes et des chevaux qui leur étaient nécessaires. C'est cette organisation que le marquis de Mirabeau voulait généraliser, en confiant par-

(1) V. *Ami des hommes*, p. 343.

tout aux assemblées locales l'entretien des routes et chemins. Il proposait dans ce but « de donner telle ou telle partie de chemin à l'entreprise au rabais dans des enchères publiques et moyennant des devis bien faits relativement aux qualités du terrain, des matériaux, etc. ; que l'entrepreneur soit tenu de la solidité et durée de son ouvrage pendant un temps marqué, après quoi l'entretien en reviendra aux frais du public..., sans que jamais il fût permis d'employer pour cause quelconque le travail gratuit des sujets du Roi, qui tous paient leurs charges en argent, et proscrivant pour toujours ce terrible mot de corvée même payée, puisqu'on ne peut payer le déplacement forcé du cultivateur (1) ». C'est, à peu de chose près, on le voit, le système qui a prévalu aujourd'hui pour l'exécution des travaux publics.

Quant aux charges pécuniaires que devait entraîner ce mode d'exécution, elles devaient rentrer, pour Mirabeau, dans le budget de la province, et venir grossir le chiffre de ses dépenses. Il ne prévoyait pas, à proprement parler, une contribution particulière pour remplacer l'ancienne corvée ; il considérait que les dépenses des travaux publics devaient s'ajouter aux dépenses générales de la province, et qu'il devait y être pourvu par ses ressources propres, soit impôts, soit emprunts.

On trouve cependant dans la *Réponse à l'essai sur la voirie* une conception un peu différente. Mirabeau, déjà pénétré de la théorie du produit net, était persuadé que les propriétaires des terres devaient être les seuls à supporter le poids des charges publiques, parce qu'ils détenaient seuls le produit net, seule richesse sociale. Aussi

(1) *Réponse à l'essai sur la voirie*, p. 109.

considérerait-il que le soin de l'entretien des chemins devait être entièrement à leur charge, comme toutes les autres dépenses de la société : « L'impôt, disait-il, n'est que le tribut du peuple à l'État. Il n'est ni ne saurait jamais être pris que sur le revenu, et il n'y a que le produit de la terre qui puisse former un revenu. Voilà toute la machine de l'imposition. Faites-la mouvoir ensuite par une seule roue, par dix ou par cent, vous ne lui imprimerez jamais que le même mouvement, et tout rompra si vous voulez un instant la faire aller en un sens contraire (1). » C'était donc sur les propriétaires fonciers que devaient retomber exclusivement les frais de construction et d'entretien des routes, mais il n'y avait pas là dans la pensée du marquis de Mirabeau une solution spéciale à la question des corvées : ce n'était qu'une conséquence de sa conception générale de l'impôt.

L'adversaire de Mirabeau, qui s'obstinait à défendre contre lui le système des corvées, ne proposait pas cependant le maintien intégral du système, tel qu'il se pratiquait sous ses yeux. Il était le premier à reconnaître ses inconvénients, mais il estimait en même temps que ces inconvénients n'étaient pas inséparables de tout régime de corvées, et qu'avec une meilleure organisation et une meilleure application, cet impôt pourrait non seulement cesser d'être nuisible, mais même devenir utile et bienfaisant. Son argumentation était la suivante : il faut des ressources particulières pour l'entretien des routes ; si on supprime les corvées, avec quoi pourvoira-t-on à cet entretien ? Il faudra nécessairement recourir à une nouvelle contribution et, si cette contribution est payable en ar-

(1) *Réponse à l'essai sur la voirie*, p. 63.

gent, elle pourra être plus dure pour certaines catégories d'assujettis que ne le serait une corvée bien établie. Il proposait donc de maintenir le principe des prestations en nature, mais en les réglementant : le nombre des journées de travail serait rigoureusement limité ; leur exécution serait fixée à l'époque de la morte saison pour l'agriculture ; le rachat en argent serait toujours possible, de sorte que l'impôt ne serait acquitté en nature que par ceux qui le voudraient bien ; enfin l'impôt devrait être général et supporté par tous les assujettis à la taille.

Toutes ces réformes transformaient radicalement le système des corvées, et il faut bien reconnaître que c'est, à peu de chose près, sous cette forme qu'il s'est conservé dans notre législation, sous le nom d'impôt des prestations, comme ressource des communes pour l'entretien de leurs chemins vicinaux (1). La postérité semble donc avoir donné raison sur ce point au contradicteur du marquis de Mirabeau, mais il n'en est pas moins vrai que l'impôt des prestations, tel qu'il est encore connu de nos jours, ne présente qu'une lointaine analogie avec la corvée, et que le marquis de Mirabeau refuserait de le reconnaître pour celui qu'il a combattu. Ce qu'il condamnait en effet, c'était moins l'idée d'impôt spécial payable soit en nature, soit en argent, que le lamentable système de tra-

(1) Il y a cependant quelques différences. L'impôt des prestations aujourd'hui est général, c'est-à-dire qu'il porte sur tous les contribuables de la commune. Il est en principe acquittable en argent, et c'est pour cela que le conseil général fixe la valeur de la journée de travail qui sert de base à l'impôt ; ce n'est donc qu'exceptionnellement que l'impôt acquitté en nature ressemble à l'ancienne corvée. En outre l'impôt est proportionnel au nombre des chevaux et voitures possédés ; il ne peut donc être considéré comme capitation que pour la partie qui porte sur la personne.

vaux forcés qui se pratiquait de son temps sous le nom de corvées, et, s'il était hostile à toute idée de transformation, c'est qu'il estimait les maux qu'il déplorait inséparables du système lui-même, et la terreur qu'il répandait trop invétérée dans les campagnes pour qu'on pût la faire disparaître autrement que par l'abolition totale et définitive du mot et de la chose.

C'est grâce à lui en somme, grâce à l'agitation entretenue par la polémique, à laquelle il se livra avec son contradicteur anonyme, que l'on vit l'attention publique se porter sur cette grave question des corvées, et l'opinion se préparer, par toute une série de discussions, à la grande réforme que devait tenter Turgot en 1776 (1), avec la suppression de la corvée et son remplacement par une taxe générale, portant sur tous les propriétaires de biens fonds, sans exception ni privilège. La réforme était, paraît-il, trop radicale pour l'époque. La généralité de la taxe effraya les privilégiés, qui n'étaient pas assujettis aux corvées. Turgot eut tout le monde contre lui et fut obligé de se retirer devant l'opposition de la Cour et du Parlement; mais sa tentative l'a fait ranger à juste titre au nombre des bienfaiteurs de l'humanité et des amis du peuple. Le marquis de Mirabeau, en tant qu'il peut être considéré comme le précurseur de cette tentative de suppression des corvées, a mérité le même honneur et a pleinement justifié, sur ce point, le beau nom d'Ami des hommes, que lui donnèrent ses contemporains reconnaissants.

(1) V. sur ce point l'étude déjà citée de M. Ducrocq, dans la *Revue générale de droit* de 1882, p. 4.

DEUXIÈME PARTIE

LE MARQUIS DE MIRABEAU PHYSIOCRATE

CHAPITRE PREMIER

CONVERSION DU MARQUIS DE MIRABEAU A LA DOCTRINE DE QUESNAY.

Le mot n'est pas trop fort pour rendre la foi quasi-religieuse, avec laquelle le marquis de Mirabeau allait faire abjuration de ses propres idées pour embrasser la doctrine de Quesnay, et l'enthousiasme presque mystique, avec lequel il allait passer sa vie à la répandre et à la faire connaître. Ce patricien orgueilleux, qui voyait dans les hiérarchies les conditions de toute société, cet écrivain superbe qui poussait l'orgueil de ses affirmations jusqu'à déclarer ses plans de réforme le seul moyen de salut possible, allait désormais s'incliner humblement devant un roturier, sans autre prestige que celui de la pensée, qui avait eu l'audace de condamner le livre, auquel il devait sa réputation, et faire amende honorable de ses idées et de ses doctrines jusqu'à considérer comme un devoir pour lui d'en présenter la réfutation dans tous ses ou-

vrages postérieurs. Un phénomène aussi singulier vaut assurément la peine qu'on examine de près les conditions dans lesquelles le marquis de Mirabeau trouva ainsi son chemin de Damas, et la façon dont opéra sur lui l'espèce de grâce physiocratique, qui allait faire de lui véritablement un autre homme.

I

Au mois de juillet 1757, le docteur Quesnay dessinait les premiers linéaments de la future doctrine physiocratique dans un entresol du château de Versailles, où il était occupé à prodiguer ses soins à la toute puissante favorite, Mme de Pompadour. Il profitait de l'appui que lui donnait sa situation presque officielle pour chercher à répandre ses doctrines dans le monde des solliciteurs qui entouraient sa cliente ; mais ses tentatives et ses prédications n'avaient pas eu jusqu'à présent grand succès ; on écoutait plus ou moins patiemment ses homélies, mais on n'en faisait pas grand cas, et il n'avait pas réussi jusqu'alors à se procurer un seul disciple. « Quesnay formait une école, dit Marmontel dans ses *Mémoires* ; il voulait se donner la peine de m'expliquer sa nouvelle doctrine, pour se faire de moi un disciple et un prosélyte. Moi qui songeais à me faire de lui un médiateur auprès de Mme de Pompadour, j'appliquais tout mon entendement à concevoir ces vérités, qu'il me donnait pour évidentes, et je n'y voyais que du vague et de l'obscurité. Mais je lui laissais l'espérance de m'éclairer enfin et de m'inculquer sa doctrine. »

C'est dans ces circonstances que Quesnay eut connaissance du livre du marquis de Mirabeau, l'*Ami des hom-*

mes, qui venait de paraître et faisait alors quelque bruit. Il en fut frappé, parce qu'il y retrouvait la plupart de ses idées, quoique exprimées sous une autre forme et découplant d'autres principes. Aussi écrivit-il en marge d'un exemplaire de Mirabeau : « L'enfant a tété du mauvais lait, la force de son tempérament le redresse souvent dans les résultats, mais il n'entend rien aux principes. » Il comprit immédiatement tout le parti qu'il pourrait tirer du marquis de Mirabeau pour la propagation de sa doctrine, et chercha à se l'attacher. Le Marquis était alors, en effet, par sa position sociale, par ses relations à la Cour (1), par sa récente réputation d'économiste, un des hommes les plus en vue de l'époque, les plus capables de défendre avec autorité une doctrine et d'attirer sur elle la faveur ou, tout au moins, l'attention publique.

Quesnay écrivit donc au marquis de Mirabeau pour entrer en relations avec lui, et une première entrevue, dont le Marquis nous a laissé lui-même un récit détaillé (2), eut lieu entre les deux futurs chefs de l'école dans l'entresol de Quesnay, au château de Versailles. Quesnay ne ménagea pas la vérité à Mirabeau et lui déclara tout net qu'en partant du principe que la population était la source des richesses, il avait mis la charrue avant les bœufs, et que Cantillon, dont il s'était inspiré, en fait d'instituteur politique, n'était qu'un sot.

« Le blasphème, dit le Marquis, me fit regarder celui qui le proférait comme un fou. » Mais il se contint par

(1) Il comptait parmi ses amis les plus intimes le maréchal de Belle-Isle, Maurepas, Choiseul, Nivernois, Malesherbes, de Bernis, etc.

(2) Dans une lettre à J.-J. Rousseau du 30 juillet 1767, voir *J.-J. Rousseau, ses amis et ses ennemis*, recueil publié par Streckeisen-Moultou, t. II, p. 366.

politesse, rompit la conversation, et se retira. Cependant l'assurance du docteur l'avait déjà ébranlé ; et, troublé par ses premières déclarations, il revint le soir même reprendre l'entretien.

« Ce fut alors, dit-il, qu'on fendit le crâne à Goliath. Mon homme me pria de faire aux hommes le même honneur qu'on fait à des moutons, puisque qui veut augmenter son troupeau commence par augmenter ses pâturages. Je lui répondis que le mouton était cause seconde dans l'abondance, au lieu que l'homme était cause première dans la création des fruits. Il se mit à rire, et me pria de me mieux expliquer et de lui dire si l'homme arrivant sur la terre avait apporté du pain dans sa poche, pour vivre jusques au temps où la terre préparée, semée, couverte de moissons mûries, coupées, battues, etc. put le nourrir. J'étais pris (1) ; il fallait ou supposer que l'homme avait léché dix-huit mois sa patte, comme l'ours l'hiver dans sa tanière, ou avouer que ce créateur des fruits en avait trouvé en arrivant qu'il n'avait point semés. Il me pria alors de vouloir bien faire participer toute la population subséquente au même avantage parce que, également, cela ne pouvait être autrement. La présomption une fois déroutée dans un sot cause la confusion et la haine ; dans une âme honnête, elle opère la reconnaissance et la docilité. Ce fut mon cas. Je priai mon maître de s'expliquer et de m'instruire, car j'étais un

(1) Le marquis de Mirabeau s'avouait vaincu à peu de frais. Il avait reconnu lui-même dans l'*Ami des hommes* que les peuples vivent à l'origine des produits spontanés de la nature, et que c'est la culture seule qui permet le développement de l'espèce, parce qu'elle augmente la quantité des subsistances. Il n'était donc pas sur ce point d'un avis sensiblement différent de celui de Quesnay, et ce n'est pas là qu'était la véritable opposition entre leurs systèmes.

pauvre jouvenceau de quarante-deux ans, et il n'avait point encore alors fait son *Tableau économique*. »

Ainsi apparaissent déjà chez le marquis de Mirabeau cette humilité et cette bonne foi vraiment touchantes dans leur sincérité, avec lesquelles il ne devait pas cesser de parler dans la suite de ses premiers errements et de sa conversion aux vrais principes de la science. Toutes les occasions lui seront bonnes désormais pour faire un désaveu public de ses propres idées et rendre hommage à l'« homme de génie », qui l'a éclairé : lorsqu'il parlera de ses anciennes théories, ce sera pour se féliciter d'avoir trouvé quelqu'un qui l'ait remis sur la bonne voie, et avec la satisfaction d'« un homme échappé au naufrage » (1) : « C'est ici le chapitre qui m'a d'abord fait connaître, dit-il notamment dans un plan de travail manuscrit intitulé : *Tableau économique considéré dans ses dérangements relatifs à la population* (2), et dans lequel j'avais néanmoins fondamentalement erré : j'avais considéré la population comme la source des richesses ; un plus habile m'a heurté de front ; j'ai été assez heureux pour l'écouter, et il m'a appris que ce sont, au contraire, les revenus qui sont la source de la population. Si je n'ai pas refondu sur cette base mon premier ouvrage, c'est que, par le poids seul de la vérité, je m'étais de moi-même redressé sans guide dans la suite de ce même ouvrage ; c'est encore qu'il m'a paru au fond peu important de tâcher de déguiser que j'avais erré ; c'est enfin que j'ai compris que les occasions de rendre hommage à la vérité se retrouveraient.

(1) *Lettres sur la législation, ou l'ordre légal dépravé, rétabli et perpétué*, t. II, p. 728.

(2) Conservé parmi les manuscrits de la bibliothèque de l'Arsenal, fonds Bastille, n° 12, 401.

Elles n'ont pas tardé : je l'ai déjà fait dans le discours sur l'agriculture qui précède ceci ; je vais raisonner et calculer maintenant le démenti de mes trophées. »

Comment donc un esprit, aussi intransigeant, aussi absolu, aussi entier dans ses convictions et ses principes que le marquis de Mirabeau, put-il arriver à se laisser dominer aussi facilement par Quesnay, et, lui, qui ne s'était jamais courbé devant personne, s'incliner devant lui avec l'humilité et la docilité d'un élève devant son maître.

Le phénomène serait inexplicable, si l'on ne se rappelait ce que nous avons dit du flottement et de l'indécision, qui, sous de faux airs de certitude, existaient alors dans la pensée de Mirabeau, et des contradictions qu'impliquaient ses affirmations absolues. C'était, en réalité, un esprit plus original et plus brillant que solide, plus ingénieux que profond, et on comprend assez facilement l'influence que put exercer sur lui un esprit aussi énergique et aussi décidé que Quesnay, si l'on tient compte de l'ascendant que prenait le docteur sur ceux qui l'entouraient.

Quesnay avait en effet, paraît-il, une force de raisonnement et une éloquence charmeuse et persuasive dans la conversation, dont ne donnent qu'une faible idée les livres de forme plutôt lourde qu'il a laissés. Il avait réussi à s'attirer jusqu'à l'estime du roi Louis XV, qui l'appelait, dit-on, « son penseur », et il devait inspirer plus tard une sorte d'admiration fanatique au petit cercle de disciples, qui l'entourèrent jusqu'à sa mort et l'auraient volontiers considéré comme un demi-dieu, venant révéler au monde un évangile nouveau. Qu'un pareil homme ait pris, dès le premier jour, un tel empire sur un esprit aussi peu suivi et aussi désordonné en somme que celui du marquis de Mirabeau, voilà ce qui en vérité ne saurait surprendre,

surtout si l'on tient compte de ce fait, que le Marquis avait cherché dans ses ouvrages non pas tant sa gloire personnelle qu'un remède aux maux, dont il voyait souffrir autour de lui la société. Ce remède, Quesnay le lui apportait tout apprêté et bon à être administré au malade. Le Marquis, reconnaissant son efficacité, crut de son devoir de renoncer à ses propres idées pour travailler à en faire connaître aux autres les vertus. C'est ce que l'on peut voir, croyons-nous, sous les termes assez singuliers, dans lesquels il faisait part à J.-J. Rousseau de la transformation qui s'était opérée dans ses idées.

« Les principes de ma science, lui disait-il dans une de ses lettres (1), ne sont point à moi : j'avais plus de quarante ans quand je les ai adoptés, et il me fallut pour cela faire sauter à mon amour propre la barrière du désaveu de l'ouvrage, auquel je dois ma célébrité et mon nom public, courber le front sous la main crochue de l'homme le plus antipathique à ma chère et natale exubérance, le plus aigre aux disputes, le plus implacable à la résistance, le plus armé de sarcasmes et de dédain. »

Ce ne fut donc pas précisément la similitude de caractère qui rapprocha Quesnay et le marquis de Mirabeau. Ce ne fut pas par la douceur que fut pris le Marquis, et il est douteux que l'on eût pu avoir raison, par cette voie, d'une nature comme la sienne. Il fut au contraire dompté par la fermeté et la ténacité du docteur ; il sentit un maître en lui ; et cette nature rebelle, assouplie par la main de fer de Quesnay, plaça désormais tout son orgueil à suivre le maître pas à pas et à offrir ses premières idées en holocauste au bien de la société et au bonheur de ses semblables (2).

(1) Lettre du 30 juillet 1767. V. *Recueil cité*, t. II, p. 358.

(2) Il y a, en effet, un véritable orgueil dans l'espèce d'ostentation

S'ils différaient par le caractère, le marquis de Mirabeau et Quesnay avaient d'ailleurs un terrain d'entente : c'était l'ensemble de conceptions et d'idées, auxquelles, partis de principes opposés, ils étaient tous deux arrivés. Leur doctrine se ressemblait sur beaucoup de points, la suprématie de l'agriculture, la suppression des monopoles et des prohibitions, la liberté commerciale, par exemple, et cette ressemblance devait frapper deux esprits, dont les plans de réforme avaient en somme le même but, le bonheur de l'humanité. La doctrine de Mirabeau était peut-être plus complète en elle-même, mais moins profonde, moins systématique que celle de Quesnay. C'est pour cela probablement qu'elle fut absorbée par elle : « La vue d'ensemble chez Mirabeau, a dit à ce sujet M. Baudrillart (1), est plus haute et plus synthétique. Malheureusement Mirabeau n'a pas eu la pleine conscience de son idée, comme Quesnay l'a eue de la sienne, dont il a tiré un système étroit, mais profond. L'Ami des hommes lâchait pied devant Quesnay ; il s'imaginait qu'il avait trouvé là son chemin de Damas. Un vrai chef d'école n'aurait pas ainsi battu en retraite. C'est qu'il était apôtre plus que maître : l'apôtre se fit disciple, et fut apôtre plus que jamais. »

Un trait commun rapprochait d'ailleurs le maître et le disciple : c'était leur tendance naturelle à l'utopie, leur

avec laquelle le marquis de Mirabeau fait, à tout propos, le désaveu de ses propres idées et l'éloge du système de Quesnay. Il a l'air de s'admirer lui-même d'avoir été assez grand pour avoir eu le courage de faire au bien public le sacrifice de ses vues personnelles. A ce point de vue, sa conversion s'expliquerait ainsi par son caractère même.

(1) Dans l'article déjà cité du *Journal des Economistes* de 1885, p. 176.

croissance à un système possible, dont l'application suffirait à réaliser le bonheur de l'humanité et à faire disparaître les maux de la société. C'est ce système tout construit, tout prêt à passer à l'acte, que Quesnay apportait à Mirabeau, qui l'avait vainement cherché, car, à cette époque, il a avoué lui-même plus tard « que son esprit nageait dans un océan d'incertitudes (1) ».

Ce système se présentait à lui comme identifiant l'intérêt de la société avec l'intérêt de l'agriculture, qu'il avait déjà défendu, réalisant l'intérêt général par la simple combinaison des intérêts particuliers, fondant l'ordre social sur le respect des droits individuels, propriété, liberté, sûreté. Il annonçait un ordre naturel supérieur aux lois humaines et ne dépendant pas d'elles, conforme à la fois à la justice et à l'intérêt social, assurant le bonheur des hommes, dès qu'il est connu et respecté par eux. Il présentait ainsi à l'esprit de l'Ami des hommes, à la fois étonné et ravi, des horizons nouveaux, où il crut voir l'avenir et le progrès des sociétés ; en même temps, il offrait à ses aspirations généreuses, dominé par cet inébranlable optimisme, qui découlait de la croyance à un ordre naturel et quasi providentiel, un idéal d'harmonie et de paix sociale, qui cadrait à merveille avec ses tendances humanitaires, et dont la réalisation allait faire désormais le but de sa vie.

C'était plus qu'il n'en fallait pour séduire un esprit aussi absolu et aussi généreux que le marquis de Mirabeau. C'était satisfaire à la fois son amour des déductions logiques et ses aspirations sentimentales. Le présent avait pour lui un prix inappréciable, surtout si l'on tient compte

(1) Lettre à Rousseau du 30 juillet 1767.

de l'état d'indécision et d'incertitude, dans lequel il se trouvait au moment où Quesnay lui offrit son système. On ne doit plus s'étonner de le voir dès lors s'y attacher, comme à une planche de salut, et y rester fidèle toute sa vie avec une conviction inébranlable.

II

La doctrine de Quesnay, si elle offrait certains points de ressemblance avec la sienne propre, impliquait cependant un abandon complet des principes qui avaient inspiré l'*Ami des hommes*. Le marquis de Mirabeau, avec une entière abnégation personnelle, se résolut à désavouer son ouvrage, et à tirer du renversement de son principe de population toutes les conséquences qu'il comportait.

Il avait soutenu dans l'*Ami des hommes* que la population était le premier des biens et la source des richesses. Quesnay considérait au contraire que les richesses étaient la cause de la population et devaient passer avant elle. Il y avait donc contradiction entre les propositions fondamentales des deux doctrines, et cette contradiction, si elle paraît au premier abord toute de forme, — car il importe peu, du moment où, comme le faisaient nos deux auteurs, on reconnaît les rapports entre la population et la richesse, de faire passer l'une avant l'autre — était réelle au fond, et impliquait des résultats pratiques tout différents.

L'*Ami des hommes* avait cherché, nous l'avons vu, à accroître dans un Etat les moyens de subsistance ; pour cela il avait prêché la restriction de la consommation individuelle, persuadé que ce que chacun consommait en trop était autant d'enlevé à la consommation de son voisin. Il

avait cherché à attirer chez lui les produits de l'étranger, et avait été par suite plus favorable à l'importation qu'à l'exportation ; il avait compté sur le développement des manufactures de luxe pour fournir une contre-partie à cette importation. Sur tous ces points, la doctrine de Quesnay arrivait à des résultats tout opposés, et Mirabeau s'y ralliait résolument, en faisant lui-même la critique des conceptions qu'il avait défendues dans l'*Ami des hommes*.

« Ce faux calcul (le développement des manufactures), disait-il dans sa *Philosophie rurale*, parue quelques années après sa conversion à la doctrine de Quesnay, émane d'une erreur, dont je dois parler avec quelque ménagement. Un homme, à qui je ne me saurais préférer », et pour cause, « y donna d'abord. Il avait lu ou cru lire dans l'ouvrage de Cantillon, vaste et forte tête, mais qui avait manqué les principes, que l'objet des manufactures devait être d'attirer les produits de l'étranger en échange de nos marchandises ouvrées, pour que ce produit servît à la consommation d'un excédent de population au delà de ce que le territoire en aurait nourri. Mon homme, qui était alors grand populateur, saisit cette idée, et eût volontiers greffé les manufactures sur tous les sauvageons de son canton. Il fit plus, il prêcha l'abstinence volontaire, et promit indulgence à quiconque s'ôterait son repas pour le donner à son voisin. Heureusement il trouva sur son chemin un autre prophète qui le redressa et le mit sur la bonne voie qu'il n'a plus quittée depuis (1). »

Toutes ces affirmations étaient en effet autant d'hérésies pour la doctrine de Quesnay. Le moment n'est pas

(1) *Philosophie rurale*, p. 203 de l'édition in-4.

encore venu de l'exposer intégralement, mais il faut dire, pour expliquer le renversement de principes qui se produisit dans l'esprit du marquis de Mirabeau, qu'elle était basée tout entière sur cette idée systématique, que le produit net de l'agriculture est dans un État la seule richesse sociale, et que tout l'intérêt des sociétés consiste dans un accroissement et une augmentation de ce produit net.

S'il en est ainsi, ce qu'il faut rechercher avant tout, ce sont les moyens de développer ce produit net, et, pour cela, il faut procurer aux produits de l'agriculture des débouchés assurés qui leur garantiront un prix rémunérateur. Une consommation abondante, qui produit cet effet, est, à ce point de vue, plus utile, plus conforme à l'intérêt social qu'une consommation restreinte qui fait tomber en non-valeur les produits de l'agriculture. Ce que Quesnay et après lui tous les physiocrates, y compris Mirabeau lui-même, chercheront à favoriser, ce ne sera pas tant la consommation et le bas prix des denrées que la production et la valeur des produits. La population suivra naturellement l'accroissement du produit net, car ce produit net, qui semble seulement dans l'intérêt de l'agriculture, se reverse sur toute la population par le seul jeu des lois qui président à la distribution des richesses, de manière à augmenter sa fortune et ses facultés d'achat. En quoi le bas prix la favoriserait-elle en effet, s'il était encore trop élevé pour ses facultés ? Ce qu'il faut accroître, c'est le pouvoir de consommation de la masse, et le haut prix des denrées, qui tend à réaliser la richesse sociale, y travaille bien plus directement qu'une stérile et passagère abondance.

La conception est, on le voit, toute différente de celle

de Mirabeau, et il faut bien reconnaître que, malgré ses affirmations trop absolues et ses idées aujourd'hui caduques sur le produit net, elle est plus satisfaisante et plus harmonieuse que la sienne ; elle n'établit pas, comme la sienne pouvait y conduire, une sorte de divorce entre les intérêts de l'agriculture et ceux du restant de la nation ; elles les unit au contraire très étroitement, puisque des débouchés et des revenus de l'agriculture dépend toute la richesse qui se distribue dans la nation ; elle fonde ainsi sur une base solide l'idée d'harmonie sociale, que Mirabeau avait pressentie, mais qui chez lui restait un peu en l'air.

Ce qui est vrai, en effet, dans un État, l'est également dans les rapports de tous les États entre eux. Chacun d'eux a intérêt à développer ses exportations, qui donnent du prix aux produits de l'agriculture, mais pour que cette exportation soit possible, il faut que l'étranger soit capable de lui acheter, et il ne le sera qu'autant qu'il aura lui-même un produit net abondant. Les achats faits par un État à l'étranger, en contribuant à augmenter le produit net de l'étranger, ouvrent donc véritablement des débouchés à ses propres produits et contribuent à sa propre prospérité. Les divers intérêts sont solidaires : tout commerce est un échange, dans lequel chaque partie trouve son avantage, et la liberté doit être la seule règle de conduite de toutes les nations.

Il n'en est pas moins vrai que ce que Quesnay considérait surtout dans le commerce, c'était l'exportation, et à ce point de vue, sa doctrine présentait encore une différence avec celle de Mirabeau, qui s'était montré plus favorable à l'importation, comme assurant l'abondance et le bas prix des produits. Cette abondance, pour Quesnay,

n'était pas une bonne chose, si elle est factice ; car elle décourage l'agriculture et empêche ses progrès. Ce qu'il faut désirer, c'est une augmentation de la production, suscitée par un prix élevé des produits, qui tend à établir l'abondance d'une manière durable, et travaille en même temps à la multiplication de la population, par le supplément de valeurs qu'elle reverse sur tous les membres du corps social. Aussi, contrairement à ce qu'avait soutenu Mirabeau, Quesnay ne se montrait-il pas favorable au développement des manufactures de luxe, qui, dans la pensée de l'Ami des hommes, devaient servir à payer l'importation des produits de nécessité venant de l'étranger. Non seulement ces manufactures ne contribuaient pas pour lui à accroître la richesse, — à cause de ses idées dogmatiques sur les travaux stériles, — mais elles tendaient même à la détruire, car ce travail, où la forme l'emporte de beaucoup sur le fond, procure de moindres débouchés aux produits de l'agriculture que celui des industries de nécessité.

L'idée de Quesnay était en somme que, dans un État qui possède un revenu suffisant, la population tendait d'elle-même à s'élever au niveau des subsistances, et que ce qu'il fallait favoriser, ce n'était pas tant l'augmentation inconsidérée de la population que l'accroissement du revenu ou produit net. Rien de plus curieux que de suivre à cet égard l'argumentation, par laquelle le marquis de Mirabeau développe cette idée dans son chapitre VIII de la *Philosophie rurale* (1), en foulant aux pieds ses anciens principes.

La population, dit-il, est elle-même sa propre ennemie,

(1) *Philosophie rurale*, p. 165 et s.

et la multiplication des hommes sans subsistances n'est pas un bien par elle-même, attendu qu'elle les voue au supplice de la faim. Les hommes ne doivent donc chercher à multiplier leur descendance qu'autant qu'elle possédera les moyens de subsister, et il entend par là cette fois non plus la faculté théorique et platonique de consommer, mais les moyens effectifs de le faire, c'est-à-dire un emploi et des salaires. Il y a toujours un trop grand nombre d'hommes, dit-il, partout où leur emploi n'est pas assuré et où le salaire pour les faire vivre leur est refusé. Ce qu'il faut donc augmenter, c'est la masse totale des richesses sociales, et pour cela le produit de l'agriculture, qui en est la seule source. Ce n'est pas par le nombre d'hommes que l'on doit juger de la puissance d'un État, mais par l'abondance de ses revenus : « Si de deux royaumes, avait déjà demandé Quesnay de manière à ne pas laisser de doute sur la réponse, l'un était plus peuplé et si l'autre avait, à proportion, plus de revenu, toutes choses étant d'ailleurs égales, lequel serait le plus puissant? »

C'est pour la même raison que Quesnay, et après lui son disciple Mirabeau, se déclarait partisan de la grande culture, qui, en réduisant les frais généraux pour l'ensemble d'une exploitation, devait avoir pour effet d'augmenter son produit net et d'entraîner par suite un supplément de richesses pour la société. Il partait de là pour soutenir que l'emploi des hommes dans les travaux de l'agriculture n'était pas toujours une bonne chose, parce qu'il était plus onéreux, à proportions gardées, que l'emploi des capitaux, et Mirabeau renchérisait en disant que la productivité de l'agriculture était en raison inverse de l'emploi des hommes et en raison directe de l'emploi des capitaux. La chose paraît étrange de la part d'un

homme qui avait défendu jadis la petite culture et presque l'exploitation à bras pour procurer des emplois à la population. Il était cependant logique avec lui-même, avec sa nouvelle doctrine du moins, car le supplément de produit net, que donnait l'exploitation au moyen de capitaux, devait se traduire par un supplément de dépenses, qui procurerait à la société de nouveaux emplois et de nouveaux salaires.

Il est à peine besoin, après tout cela, de signaler pour la réfuter, la singulière opinion qu'émet M. Rouxel dans son Introduction (1) à la nouvelle édition de l'*Ami des hommes*, d'après laquelle le marquis de Mirabeau n'aurait pas été en réalité convaincu par Quesnay, mais aurait fait semblant de s'effacer devant le docteur, pour se procurer son appui et travailler avec lui à la réalisation des réformes sur lesquelles ils étaient d'accord. M. Rouxel fait valoir en ce sens que Mirabeau ne tire pas du renversement de son principe de population les conséquences que Malthus devait en tirer plus tard, et que l'on ne trouve rien dans les écrits ultérieurs de Mirabeau qui indique un changement d'opinion sur la question de la population.

Si M. Rouxel n'a rien trouvé à cet égard, c'est apparemment qu'il a mal cherché, car, sans sortir de la *Philosophie rurale*, on rencontre, presque à chaque page, la condamnation des anciens principes de Mirabeau et l'apologie des idées de Quesnay, aussi bien sur la population que sur les autres points litigieux entre eux. Quant à l'argument tiré de la doctrine de Malthus, il ne porte pas, à notre avis ; car, Mirabeau, en déclarant dans la *Philosophie ru-*

(1) *Ami des hommes*, notice biographique, p. LII.

rale, comme nous l'avons dit plus haut, que la population n'était pas toujours un bien par elle-même, et que son développement ne devait être encouragé qu'autant qu'il y aurait dans la société des emplois et des salaires pour la faire vivre, ne faisait pas autre chose que formuler ce qui précisément est reconnu aujourd'hui comme faisant le fond de la doctrine de Malthus.

Il suffit, en vérité, d'ouvrir un des ouvrages de Mirabeau physiocrate pour s'apercevoir de toute la sincérité de sa conversion, car la bonne foi et l'humilité la plus absolue y éclatent à chaque page. Convaincu, il l'est de tout son esprit et de toute son âme ; aucun physiocrate n'a poussé plus loin l'orgueil de ses affirmations ; comme l'a dit M. Lucas de Montigny, « il a le fanatisme de l'infailibilité ; il en est l'esclave ; il en serait le Brutus » ; il ne se souvient de ses premières doctrines que pour se féliciter d'avoir été éclairé sur leur fausseté :

« Je me rappelle, avec la satisfaction d'un homme échappé au naufrage, dit-il quelque part (1), entre mille autres choses, d'avoir autrefois été Manichéen en quelque sorte, comme tant d'autres, et d'avoir cru trouver le bon et le mauvais principe dans la sociabilité et la cupidité. Heureux d'avoir connu depuis un véritable guide, qui me mit sur la voie, d'où j'aperçus bientôt la trace fixe et ineffaçable de la loi physique, la lumière éclatante et sûre de l'ordre naturel. » Voilà des termes qui ne laissent pas de doute, il nous semble, sur la sincérité de la conversion du marquis de Mirabeau.

Cette conversion ne devait pas seulement amener une transformation de ses idées économiques ; elle devait

(1) *Lettres sur la législation, ou l'ordre légal*, t. II, p. 728.

modifier d'une façon profonde ses conceptions politiques et sociales ; et, sans étudier prématurément cette modification, il faut signaler ici l'influence très caractéristique des idées de Quesnay, que l'on retrouve, à cet égard, dans l'*Introduction au Mémoire sur les Etats provinciaux*, publiée en 1758. Cette introduction n'est pas inspirée par le même ordre d'idées que celui qui fait l'objet du *Mémoire* : on y retrouve cependant des traces nombreuses des anciens principes de l'Ami des hommes, et c'est cette combinaison des idées de Mirabeau et de celles de Quesnay qui fait son intérêt.

Elle remonte jusqu'aux lois essentielles qui régissent les sociétés politiques, lois qui ne dépendent pas du gouvernement, et dont il doit se borner à assurer le respect. Elle émet l'idée d'un ordre naturel, fondé sur la propriété et la combinaison des intérêts particuliers, qui, contenus l'un par l'autre, concourent à réaliser l'intérêt général. Elle considère le gouvernement comme le frein nécessaire préposé à l'exécution des lois et le gardien des droits individuels, dont la méconnaissance est non seulement injuste en elle-même, mais va contre l'intérêt le plus immédiat de la société. Sur tous ces points, l'inspiration de Mirabeau se ressent de l'influence de Quesnay ; mais voici qui est plus original et rappelle ses premières conceptions.

Il y a dans une société, dit-il, quatre grands pivots : religion, défense de la patrie, justice, et discipline intérieure. Il doit y avoir par suite, pour chaque ordre de choses, un ordre d'hommes préposé à son administration : « En ce sens, ces ordres d'hommes sont liés à la constitution, et l'on peut les considérer comme ordres

constitutifs de la véritable monarchie » (1). Ce sont l'ordre ecclésiastique ou clergé, l'ordre militaire ou noblesse, l'ordre civil préposé à la justice, et l'ordre municipal à l'administration ; et cette classification montre que le marquis de Mirabeau, à ce moment encore, reste partisan de l'ancienne constitution de la nation et de la division de la France par ordres. C'est ce qui a fait dire à Dupont de Nemours, rendant compte de cette introduction, en termes d'ailleurs très favorables (2) : « C'est bien dommage que, dans quelques endroits de cette dissertation si noble et si belle, l'auteur ait été obligé de poser quelques principes particuliers, plus conformes à la constitution présente de l'État qu'il habite qu'à la constitution naturelle et la plus avantageuse pour les sociétés ».

La société idéale des physiocrates n'admettait pas en effet d'autre classification sociale que celle résultant de leur analyse de la production de la richesse, et quand le marquis de Mirabeau défendait la division de la France par ordres, c'était encore en lui le grand seigneur qui parlait, non le physiocrate, qui fera plus tard d'ailleurs à l'ordre naturel le sacrifice de ces préjugés.

Aussi la conception qu'il se faisait en 1758 des assemblées locales et de la décentralisation était-elle sensiblement la même que celle défendue par lui en 1750. La physiocratie admettait, nous le verrons, des assemblées provinciales, qui étaient toute autre chose que les États provinciaux, défendus par le marquis de Mirabeau en

(1) *Introduction au Mémoire sur les Etats provinciaux* publiée comme 4^e partie de l'*Ami des hommes*, 1758, p. 58, de l'édition in-12.

(2) *Notice abrégée des différents écrits qui ont concouru en France à former la science de l'économie politique*, reproduite dans Oncken, *Œuvres de Quesnay*, p. 145.

1750, et le Marquis lui-même devait, sur ce point, abandonner ses anciennes idées, pour s'y rallier. Mais, au moment où nous nous plaçons, il n'est pas encore si avancé. Il préconise encore des assemblées représentatives des trois ordres de la province, chargées de défendre ses droits et ses privilèges, et servant d'intermédiaire entre le souverain et les sujets : « C'est ainsi, dit-il, que dans la véritable monarchie, la souveraineté, seule clef de l'État, trouve moyen d'intéresser à son existence l'universalité des sujets et de former et assurer pour jamais la voûte politique, dont nous parlions tout à l'heure (1). »

L'organisation particulière des assemblées locales lui apparaît, en somme, comme une des lois fondamentales du royaume, que le gouvernement n'a pas le droit de changer ; il n'a pas encore, à cette époque, l'idée d'une réforme générale, s'appliquant à tout le territoire, et réorganisant l'institution sur des bases complètement nouvelles.

A d'autres points de vue, l'influence de la doctrine de Quesnay se retrouvait beaucoup plus marquée dans cette introduction. On se rappelle que l'Ami des hommes avait considéré les mœurs comme gouvernant les lois dans une société et supérieures à elles. Il les considère toujours ici comme le ressort essentiel d'une société, mais en même temps, il est d'avis qu'elles dépendent de la façon dont sont appliquées les lois de l'ordre naturel, et qu'elles sont subordonnées à la constitution physique des sociétés. C'était là une conséquence nécessaire de la conception sociale de Quesnay, qui, fondant dans une même synthèse la morale, le droit et l'économie politique, faisait découler

(1) *Introduction au Mémoire sur les Etats provinciaux*, p. 69.

l'ordre moral de l'ordre physique, et voyait dans les mœurs une résultante de la situation matérielle des sociétés.

Enfin l'agriculture était toujours pour Mirabeau la plus utile des professions, et, sur ce point, la doctrine de Quesnay ne faisait que confirmer ses idées antérieures; mais, en ce qui concerne les industries, on voyait déjà apparaître chez lui cette idée, de nature physiocratique, que les industries de nécessité étaient les plus utiles à un État. Pour l'impôt enfin, il déclarait déjà, conformément aux idées de Quesnay, que, la terre seule étant productive, tous les impôts retombent en définitive sur elle; et, passant en revue les divers impôts, il ne trouvait guère de justifié que l'impôt sur le produit net des terres. C'est l'idée qu'il allait lancer, deux ans plus tard, on sait avec quel éclat, dans sa fameuse *Théorie de l'impôt*.

III

On voit en somme que, si le marquis de Mirabeau fut, dès le premier abord, conquis par Quesnay, il n'embrassa pas toute sa doctrine du premier coup. Il ne saisit pas immédiatement cette évidence de l'ordre naturel, qu'il devait plus tard proclamer bien haut auprès de tous ceux que son prosélytisme cherchait à convaincre. S'il la pressentit dès sa première entrevue avec Quesnay, il n'en eut que petit à petit une conscience nette.

Le Marquis nous a laissé lui-même un témoignage intéressant de ses hésitations et de ses luttes intérieures: il se trouve dans une de ses lettres au Margrave de Bade (1), publiées récemment par les soins de M. Knies,

(1) Lettre du 12 mars 1774 publiée dans le recueil de Knies, *Cor-*

et dont nous aurons l'occasion de reparler. Le Marquis admire la force d'esprit qu'il a fallu au Margrave pour être parvenu seul, sans guide et sans maître, à la connaissance de l'évangile physiocratique, et il s'écrie : « J'ai souvent dit, parce que je l'ai vu, qu'il fallait avoir le cœur bon pour devenir économiste ; mais, pour l'être comme vous l'êtes, et pour être parvenu là, sans secours, isolé et entouré de préjugés et de la routine contraire, c'est ce que je n'aurais jamais cru possible, surtout aux personnes de votre rang. Quand je songe moi-même, qui ai fait les autres, combien il a fallu marteler ma tête pour en venir là, combien de temps j'ai travaillé, toujours pour les autres, ne tenant encore que les racines éparses pour moi, guidé seulement par la foi implicite en l'infailibilité de mon maître, ou pour mieux dire, par la sorte d'analogie, mise par la nature entre nos cœurs ardents, et toujours ébloui des aperçus de lumière, qui s'offraient progressivement à moi, je ne saurais comprendre le chemin que vous avez fait tout seul. »

Ce ne fut donc pas d'un seul coup que le marquis de Mirabeau fut éclairé par la lumière quelque « éblouissante » qu'elle fut de l'« ordre naturel ». Il eut, pour le pénétrer, à soutenir une longue lutte avec lui-même, à renoncer à beaucoup de ses idées favorites, et à triompher de bien des préjugés. Il n'en est pas moins vrai cependant que, dès le premier jour, il avait été conquis par Quesnay, et par l'idéal philanthropique et optimiste qui convenait si bien à son esprit un peu chimérique et à ses tendances d'utopiste. Ce qu'il cherchait avec tant d'obstination, c'était à pénétrer la façon dont cet idéal se réalisait dans

le système et les détails d'application d'une doctrine assez obscure en elle-même.

Il y mettait une sorte de point d'honneur ; bien plus, il considérait ce travail comme un devoir pour lui, et, en même temps que les principes de l' « ordre naturel » s'emparaient de son esprit, un autre devoir lui apparaissait, plus impérieux encore : c'était de travailler à répandre autour de lui ces principes qui lui semblaient « évidents », et à faire connaître une doctrine, dans laquelle il croyait voir assuré le bonheur de l'humanité. Rien de plus curieux, à cet égard, que les termes dans lesquels il annonçait à son frère le bailli sa nouvelle vocation d'économiste et le but qu'il assignait désormais à sa vie :

« Dis, maintenant, ai-je tort, s'écriait-il (1), puisque ma mémoire est forte pour les objets que mon cœur et ma conscience y impriment, puisque ma vocation m'est connue et mon devoir tracé, de m'être promis intérieurement d'employer toute ma vie, mon peu de talent, et les entrées que me donne un rang au-dessus du médiocre et que je n'ai pas mérité, de les employer, dis-je, à promouvoir par tous les moyens ce que je crois être la vérité utile, les principes simples, que je sais pouvoir opérer le soulagement de mes frères. Cela prendra aujourd'hui, demain ou jamais, mais j'aurai rempli ma tâche de charité. Tant que mon tempérament me permettra d'écrire, j'écirai ; tant que l'âge et la décence me souffriront aux lieux où l'on peut dire avec fruit, j'y paraîtrai et dirai. Quand les signaux de la nature m'indiqueront la nécessité de la retraite, j'irai alors pratiquer la charité envers mes voisins de la campagne ; telle est ma mission, tels sont mes châteaux. »

(1) Lettre du 12 juin 1759.

C'était donc toute une vie nouvelle que le marquis de Mirabeau se traçait à lui-même, vie de propagande et d'apostolat infatigable, vie de dévouement admirable à une doctrine, qui lui paraissait devoir assurer le bonheur de ses semblables, et dont sa foi imperturbable élevait les principes au rang de dogmes quasi-révélés. Et de fait, ne l'avaient-ils pas été pour lui !

Cette révélation changea donc véritablement tout le cours de sa vie. A partir du moment où il en a compris la portée, il n'est plus lui-même, et l'on ne retrouve dans ses livres, ni ses anciennes préoccupations, ni ses anciens sentiments ; il est sous l'empire d'une conviction inébranlable, qui donne un tout autre tour à son esprit, et qui fait songer vaguement à l'idée fixe ; il a le privilège de l'infaillibilité ; il a surtout la mission et le devoir de travailler à la diffusion de l'ordre naturel : « Depuis que j'eus connu le Tableau (1), et fus devenu comme le gardien et le dépositaire du feu sacré, dit-il quelque part (2), tout mon travail fut donné au devoir de le faire connaître. »

C'est la même idée qui est exprimée, sous une forme moins pittoresque, mais tout aussi nette, dans une lettre à Jean-Jacques Rousseau du 20 février 1767 (3) : « Si je cherche à coopérer au bonheur de mes semblables, dit le Marquis, ce n'est point par les détails dont je vous parlais

(1) Il s'agit du *Tableau économique*, sorte de tableau graphique, par lequel Quesnay et ses disciples entendaient peindre au moyen de lignes et de points, le phénomène de la distribution de la richesse. On le trouve répandu à profusion dans les livres et les papiers du marquis de Mirabeau.

(2) Lettre inédite du Marquis au Margrave de Bade du 16 décembre 1777, conservée parmi les manuscrits de la Bibliothèque de l'Arсенal (n° 42, 404).

(3) V. *Recueil* déjà cité, t. II, p. 328.

dans ma précédente ; ces travaux tendent tous à l'amélioration de mes domaines... C'est par mes efforts et par l'emploi du peu de temps et de talent que j'ai de libres à la promulgation et publicité de la science économique que je tâche de m'acquitter de ce devoir. Je lui ai sacrifié beaucoup de choses et, entre autres, la liberté de ma tête et de mes doigts. Qui comparerait mes premiers ouvrages avec la *Philosophie rurale*, par exemple, verrait jusqu'où j'ai poussé ce sacrifice-là. Je ne croirai avoir reçu mon congé de la nature qu'à mon dernier souffle et des hommes que quand ils m'auront coupé les oreilles et crevé les yeux ; encore ne le prendrai-je que par impuissance de faire autrement, car l'injustice des uns ne saurait faire vis-à-vis de moi le crime des autres. »

C'était pousser loin, on le voit, l'amour de l'humanité et la passion du prosélytisme. Ce dévouement à une cause, qui nous paraît aujourd'hui assez chimérique, peut être parfois excessif et ridicule dans son enthousiasme même : il n'en reste pas moins l'honneur du marquis de Mirabeau ; et, si l'on peut penser que son esprit perdit peut-être de son originalité et de sa vigueur dans la confiance aveugle qu'il accorda aux principes de Quesnay, son caractère s'en relève d'autant. Non, un homme capable de poursuivre ainsi sans trêve et sans relâche un devoir — ou ce qu'il croyait tel — simplement accepté et noblement réalisé, capable de renier ses idées et de renoncer à sa réputation de maître et chef d'école, pour devenir à 42 ans le disciple d'un homme qui, socialement parlant, lui était inférieur, et le prosélyte d'une doctrine qui exigeait le sacrifice de tout ce qui lui était cher, n'est pas le seigneur orgueilleux et corrompu que l'on a voulu voir en lui, le tyran implacable de sa famille et l'ennemi des

siens. Quelles qu'aient pu être ses erreurs de conduite et de jugement, il y a en lui un homme d'honneur, un homme de bien, et ses fautes inspirent désormais presque autant de respect que ses mérites.

Il est certain en effet que, si Quesnay put, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, répandre ses doctrines qui allaient exercer une influence considérable sur l'esprit public, c'est au marquis de Mirabeau qu'il en est redevable. Si la physiocratie put être constituée en doctrine et en école, c'est grâce au zèle du marquis de Mirabeau, à son influence, à l'autorité que lui donnait une réputation acquise pour son propre compte. Jusqu'au moment où il fit la connaissance de Mirabeau, Quesnay n'avait pas réussi à faire franchir à sa doctrine le seuil de son entre-sol, et, sans le concours de celui qui fut son premier et qui resta son principal disciple, il est douteux qu'il eût jamais réussi à fonder l'école physiocratique ou qu'il eût pu lui donner du moins l'éclat et la réputation, dont l'Ami des hommes réussit à la revêtir. Disons plus : le vrai propagateur des doctrines économiques au XVIII^e siècle, ce n'est pas Quesnay, qui écrivit en somme fort peu, c'est le marquis de Mirabeau, qui consacra toute une série de livres à les faire connaître et passa sa vie à éclairer les esprits de la lumière du « feu sacré » dont il était « dépositaire. »

Et cependant de toutes ces productions, rien ou presque rien n'est resté, à tel point que l'édition des physiocrates de M. Eugène Daire, par laquelle est connue leur doctrine, ne contient absolument rien du marquis de Mirabeau.

C'est que son action fut surtout extérieure. Préoccupé de la diffusion de la doctrine, il n'eut pas le désir, et peut-être pas le talent, comme les autres écrivains de l'école,

Mercier de La Rivière, ou Dupont de Nemours, ou Le Trosne, de la compléter en des livres originaux dans la forme, sinon dans le fond. Non, pour lui Quesnay avait tout dit, et, après le maître, le disciple ne pouvait avoir d'autre rôle que de répandre sa pensée, et c'est ce qui explique la ténacité, avec laquelle il s'attachait à commenter comme un Evangile ce *Tableau économique*, dont le moindre défaut était d'être terriblement obscur.

Il n'en est pas moins vrai que, par l'autorité de sa parole et de ses écrits, par ses entreprises philanthropiques, par cette sorte de solennité avec laquelle il présidait aux destinées de l'école formée par les admirateurs de Quesnay, le marquis de Mirabeau s'était constitué comme le représentant et le propagateur officiel du système physiocratique, et c'est sous cet aspect très peu connu et très intéressant que nous aurons à l'envisager surtout.

Comme auteur, en effet, le marquis de Mirabeau n'est peut-être pas, malgré sa fécondité, l'écrivain le plus important, ni le plus profond de l'école physiocratique : aucune de ses œuvres ne mérite de retenir plus spécialement l'attention. C'est l'ensemble de ses conceptions qui est intéressant à étudier, parce que la doctrine qui l'a inspiré a exercé une influence prépondérante et généralement trop méconnue sur le mouvement d'idées qui a précédé la Révolution française, et son rôle comme représentant et comme propagateur de la doctrine, parce que là a consisté vraiment son originalité.

C'est donc de l'union de Mirabeau et de Quesnay que date vraiment la physiocratie et, si le mot est postérieur (1), la chose existe certainement dès cette époque.

(1) Il fut employé pour la première fois par Dupont de Nemours réunissant en 1767 l'ensemble des œuvres de Quesnay sous le nom

Les physiocrates ne s'y sont pas trompés, et Dupont de Nemours, rendant compte dans les *Ephémérides du Citoyen*, le journal de l'école physiocratique, des origines de l'école, la fait remonter à la conversion de Mirabeau à la doctrine de Quesnay, qu'il célèbre dans les termes dithyrambiques suivants :

« Mais ce qui est tout autrement important pour ceux qui s'intéressent à l'histoire de la science de l'économie politique, dit-il après avoir parlé de l'apparition de l'*Ami des hommes*, c'est que son inventeur jugea dès lors que l'Ami des hommes deviendrait un digne organe de cette science par excellence et des lois de l'ordre naturel ; c'est qu'il chercha à le connaître, c'est que, dès la première vue, il ne le marchandait pas sur ses erreurs ; c'est que l'âme docile de l'Ami des hommes reconnut la vérité et que cet homme illustre, objet alors de l'engouement de tous les autres, devint écolier, abjura hautement et opiniâtement son erreur, consacra tout le reste de son temps et de son travail et voua sa célébrité à la publication de la science découverte par Quesnay (1). »

Mirabeau lui-même ne se dissimulait pas tout ce que lui devait « la science », et avait nettement conscience de la part qu'il avait dans la gloire de Quesnay. C'est ce qui ressort notamment d'une de ses lettres à son disciple italien le marquis Longo (2), où il déclare : « Vous

de *Physiocratie ou gouvernement naturel le plus avantageux au genre humain*. Physiocratie vient des mots grecs *φύσις* *κράτειν*, et fait allusion aux lois naturelles qui forment le fond de la doctrine. Quant à l'adjectif physiocratique et au mot physiocrates, ils sont nouveaux ; les disciples de Quesnay étaient connus et se désignaient eux-mêmes sous le nom d'école des économistes.

(1) *Ephémérides du Citoyen*, de 1769, t. I, avertissement.

(2) Lettre inédite du marquis de Mirabeau au marquis Longo du 5 septembre 1775.

avez l'*Ami des hommes* complet. Maintenant que vous êtes instruit, vous pouvez démêler aisément que les trois premières parties qui composent le *Traité de la Population*, précédèrent ma connaissance avec le docteur, et que les suites, à la réserve du *Mémoire sur les Etats provinciaux*, qui avait paru quelques années auparavant, sont le fruit de ses leçons. Le morceau intitulé *Introduction* est le premier. Je m'étends volontiers sur tout ce qui concerne ce vénérable homme, à qui je dois tout, ainsi que l'humanité, et qui ne me doit rien que sa célébrité. »

C'était déjà quelque chose, et ce passage montre que, si le marquis de Mirabeau savait rendre à Quesnay ce qui lui appartenait, il ne s'oubliait pas lui-même dans le palmarès physiocratique, et savait mettre en relief, sans fausse modestie, son rôle de propagateur et divulgateur de la science.

C'est ce rôle que, véritablement infatigable, il allait tenir jusqu'à la fin de sa vie avec une ténacité que rien ne lassa et une confiance que rien ne réussit à ébranler. Quesnay, dans son entresol, restait confiné dans le domaine de la pensée et n'aimait pas à se compromettre par une action qui aurait troublé ses méditations. Dès qu'il eut Mirabeau à sa disposition, il put, tout en continuant à rester à l'écart, se servir de son bouillant disciple pour lancer les questions à l'ordre du jour qu'il ne voulait pas aborder lui-même, et c'est de cette collaboration que naquit la *Théorie de l'Impôt* du marquis de Mirabeau, qui faisait dire, quelques jours avant son apparition, à son frère le bailli : « Tu me parles de ton docteur, il prêche fort à son aise, et il ne me paraît pas ressembler trop mal à feu Sénèque, qui, avec des richesses immenses, prêchait le mépris des richesses. Celui-ci, vêtu, logé, nourri, exalté,

existant enfin par le plus grand de tous les abus, crie contre les abus, mais plus quand il est vis-à-vis de toi que quand il est vis-à-vis de plusieurs autres ; il t'excite à ce genre de travail et te fournit des matériaux ; en cela seulement il fait très bien ; mais quant à la persévérance, si, proportion gardée, tu es jamais aussi bien que lui, je t'y exhorterai, ainsi qu'à la patience. »

Malgré ces prudents conseils du bailli, le marquis de Mirabeau n'en devait pas moins lancer, peu de temps après, sa fameuse *Théorie de l'Impôt*, et cette publication, en même temps qu'elle allait mettre sur un front déjà illustre l'auréole de la persécution, allait être comme l'entrée en scène de la doctrine nouvelle et le cri de guerre de l'école sortie de la collaboration de Mirabeau et de Quesnay.

CHAPITRE II

LA « THÉORIE DE L'IMPÔT »

« Seigneur, vous avez vingt millions d'hommes et de sujets, plus ou moins. Ces hommes ont tous quelque argent. Ils sont tous à peu près capables du genre de services que vous demandez, et toutefois vous ne pouvez plus avoir de services sans argent, ni d'argent pour payer les services. Cela signifie en langue naturelle que votre peuple se retire de vous sans le savoir (1). »

Voilà comment le marquis de Mirabeau s'adressait au roi Louis XV en 1760, et la façon dont il lui signifiait la nécessité de la réforme du système fiscal. Voici dans quelles circonstances. On était alors en pleine guerre de Sept ans, et le désordre était à son comble en France. La bataille de Rossbach avait eu lieu, et les Anglais bombar-
daient à leur aise les ports français. Une commission financière avait été instituée pour rechercher si des ré-
formes ne seraient pas possibles, mais le désordre qu'elle avait découvert partout était tel que le Roi effrayé avait ordonné de suspendre l'enquête. En 1758, le cardinal de Bernis, alors ministre des affaires étrangères, avait fait présenter au Roi un mémoire qui donnait un tableau ef-
frayant de la situation : « Sire, écrivait-il, je trahirais mon devoir, si je ne vous faisais pas connaître que l'État

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 1 (édition in-4°).

est en danger, si les dépenses ne sont pas considérablement réduites. »

C'est ce moment critique que le marquis de Mirabeau, poussé par Quesnay, qui voyait approcher la fin du bail des fermiers généraux, choisissait pour publier sa *Théorie de l'Impôt*, dénoncer l'injuste privilège des tout puissants fermiers, flétrir le système d'impôts en vigueur, et lancer en guise de remède la première idée physiocratique, l'idée théorique et beaucoup moins passionnante pour l'époque de l'impôt unique sur le produit net des terres. Il est à présumer que ce n'est pas cette idée, toute révolutionnaire qu'elle fût, scientifiquement parlant, qui valut à son auteur la prison et l'exil ; elle menaçait moins les intérêts en jeu que la partie critique de l'œuvre de Mirabeau, et c'est celle-là qui fait, à notre avis, la haute valeur du livre et le mérite de l'auteur.

Si Mirabeau s'était contenté, en effet, de défendre l'idée physiocratique de l'impôt unique, s'il s'était borné à parler du produit net, source unique des richesses et seule base légitime de l'impôt, du souverain co-propriétaire des terres à raison de ses avances primitives, il n'aurait fait que reproduire textuellement la pensée de Quesnay, et son œuvre ne mériterait pas une place à part dans la série des productions physiocratiques. Mais à côté de cette idée théorique et chimérique pour diverses raisons que nous indiquerons, la *Théorie de l'Impôt* contenait une ardente et presque sanglante critique des institutions de son pays, de téméraires attaques contre une omnipotente compagnie, qui se croyait le droit de mettre la France en coupe réglée, enfin toute une série de réformes basées sur la participation des assemblées locales à la perception de l'impôt ; et tout cela, le marquis de Mirabeau pouvait le

revendiquer comme propre, car ces idées correspondaient bien à celles qui avaient été les siennes, avant qu'il eût fait la connaissance de Quesnay : si l'influence du docteur se retrouve dans l'idée théorique de son ouvrage et jusque dans sa forme dogmatique, elle ne semble pas l'avoir inspiré sur tous ces points, qui n'avaient rien de spécialement physiocratique. C'est ce mélange d'idées qui rend l'étude de la *Théorie de l'Impôt* particulièrement intéressante ; c'est lui aussi qui rend singulièrement complexe la solution de certaines questions, comme celle de savoir, par exemple, si le marquis de Mirabeau est toujours, à ce moment, partisan de l'exemption des ordres privilégiés en matière d'impôts.

I

Les premières pages de la *Théorie de l'Impôt* contiennent toute une conception de l'impôt et de son rôle dans la société, qui n'est pas faite pour encourager le lecteur à poursuivre la lecture de l'ouvrage, car les termes baroques et confus, dans lesquels elle est présentée, la rendent au premier abord à peu près incompréhensible. Après plusieurs lectures, voici ce qui s'en dégage en langage ordinaire.

L'impôt, dans une société, n'est pas autre chose que le moyen, pour l'autorité qui est à la tête, de pourvoir aux besoins du public. Si donc l'on entend par impôt la contribution universelle de chaque particulier au service public, la contribution pécuniaire en est la moindre partie, car tous les services que rendent directement les particuliers à la société sont véritablement en décharge pour le fisc. Un noble qui, dans une guerre, dépense son argent

et risque sa vie pour le service de son souverain, ne s'acquitte-t-il pas aussi bien envers lui que celui qui lui paie un impôt pour lui permettre de soutenir la guerre ? C'est sous l'inspiration de la même idée que Mirabeau déclare que la vertu est en recette pour la société et le vice en dépense.

L'impôt est donc, en somme, un échange de services entre le souverain et les sujets, et ce serait, à ce point de vue, agir tout à fait en aveugle que de prétendre chercher le remède dans l'économie, si l'on entend par là l'épargne en recette et en dépense. Plus le gouvernement peut en effet obtenir de services des particuliers, plus l'État est prospère, et plus les particuliers peuvent obtenir de services du gouvernement, plus ils sont heureux. En d'autres termes, l'impôt, entendu dans le sens large et très général de contribution de tous au service public, n'est point un mal en lui-même, mais seulement dans la déviation de son objet. Tout le secret est donc que le peuple paie le plus qu'il est possible et pense payer le moins : paie le plus qu'il est possible, c'est-à-dire consacre au service public une plus forte portion de son temps et de son argent ; pense payer le moins, c'est-à-dire attende plus de sa contribution qu'il ne l'estime en valeur.

Il y a, en effet, dans l'impôt un véritable marché, régi par les règles ordinaires de tous les marchés, l'intérêt des parties. Les hommes, pour veiller à leurs intérêts, ont besoin d'une autorité publique qui fasse respecter leur propriété et garantisse leurs droits de liberté et de sûreté. C'est parce qu'ils en comprennent la nécessité qu'ils acceptent de contribuer à son entretien, et c'est en proportion de l'utilité qu'ils en retirent qu'ils sont disposés à

lui céder, sous forme d'impôt, une partie de leurs biens. Un prince doit donc se dire que le peuple est soumis à ces lois, parce qu'il espère tirer de lui plus qu'il ne lui donne, et se rappeler que tout le secret de son autorité se trouve dans les services qu'il rend à la nation. S'il coûtait plus à son peuple qu'il ne lui rapportait, alors le principe même de cette autorité se trouverait ébranlé (1).

Quels sont donc ces services que le souverain doit à ses sujets et qui constituent la raison d'être et le but de l'impôt ? Ce sont la tranquillité et la sûreté contre les attaques du dehors et du dedans ; et leur étude amène Mirabeau à faire une analyse des fonctions de l'État, tout à fait conforme aux idées individualistes physiocratiques, qui les réduisaient dans des limites qui semblent aujourd'hui un peu excessives. L'État, dit-il, a pour mission d'assurer, dans une société, l'abondance, qui comprend la subsistance et les commodités de la vie, mais, sur ce point, il n'a qu'une chose à faire, s'abstenir et laisser se débattre librement les intérêts particuliers, qui sont plus à même que lui de connaître les besoins du public. Qu'il se souvienne seulement que le laboureur qui travaille dans son champ réalise de lui-même l'intérêt de la société, et que tout travail est, à ce point de vue, en recette pour le fisc.

La seconde mission de l'État est de pourvoir à l'ordre et à la sécurité intérieure, au moyen de ces deux services publics qu'on nomme la justice et la police ; c'est celle que l'on a appelée de nos jours la mission de droit, par opposition à la mission de force, qui est de procurer aux sujets, par tous les moyens que comporte la défense nationale, la sécurité contre les attaques venues du dehors.

(1) V. sur tous ces points, *Théorie de l'Impôt*, 1^{er} entretien.

C'est là, pour Mirabeau, la troisième fonction de l'État, et il insiste tout particulièrement sur l'utilité qu'il y a à y intéresser les citoyens au moyen de distinctions honorifiques, l'honneur, cette solde morale, dispensant de la solde pécuniaire. Mais il faut pour cela que les intérêts du souverain ne cessent pas d'être d'accord avec les intérêts publics : « Si par hasard, déclare (1) Mirabeau au prince, vos intérêts s'écartaient du bien public, ce genre de solde appelé l'honneur deviendrait impropre d'autant à votre service. S'ils lui devenaient contraires tout à fait (il semble horrible de le dire, et il le serait sans doute de le supposer), mais, seigneur, il n'en est pas moins vrai que l'honneur serait à ne pas vous obéir. »

Le mot était hardi : le marquis de Mirabeau, qui décidément dans sa *Théorie de l'Impôt* fait preuve de toutes les hardiesses, allait l'aggraver par une critique en règle du système de pensions et de gratifications en usage à la Cour, et du mode de rétribution des emplois publics. Les particuliers, disait-il, doivent gratuitement leur temps et leur argent à la chose publique à titre d'impôt. Leur récompense doit consister, en principe, en contentement de soi, gloire et estime publique : elle est toute morale, et l'argent ne doit intervenir que comme dédommagement vis-à-vis de ceux que le service du public empêche de pourvoir à leur propre subsistance. C'est là qu'est le principe de la solde pécuniaire, et s'il y a des différences dans la solde, c'est uniquement à raison de la plus ou moins grande dépense exigée par le service public, auquel est occupé celui qui la reçoit. Mais le dérangement serait à son comble dans l'État, si cette solde devenait l'u-

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 21.

nique récompense des emplois publics : c'est alors que les dépenses de l'État augmenteraient, puisque l'argent serait le seul moyen pour lui de se procurer les services dont il aurait besoin. A mesure que l'intérêt public et le désir de servir l'État animeront les citoyens, les ressources de l'État seront donc immenses ; elles seront réduites au contraire, toutes les fois que l'intérêt particulier sera le mobile exclusif des fonctions publiques (1). Mirabeau revenait ainsi aux principes favoris déjà défendus par lui dans l'*Ami des hommes*, que, dans une monarchie bien constituée, l'honneur devait être le principe d'action des fonctionnaires, et que, dans une société, les dérangements physiques n'étaient que la conséquence et l'effet des dérangements moraux. Il n'était pas encore imprégné, à ce point de vue, de la pensée physiocratique.

Mais d'autre part, ajoutait-il, le gouvernement ne doit à ses agents les plus nécessaires qu'une somme représentative de leur subsistance. Le désordre serait à son comble si, sous prétexte de fonctions publiques, le souverain faisait des largesses à ses favoris aux dépens du public, s'il payait des emplois qui ne seraient pas effectivement remplis, ou qui seraient inutiles, ou même qui seraient nuisibles : « Ce ne serait autre chose, dit Mirabeau, que dépouiller le labeur public, pour en revêtir et gratifier l'oisiveté privée » (2). Le peuple verrait alors dans les grands des privilégiés qui le dépouillent, au lieu de lui rendre les services qu'il est en droit d'attendre d'eux : « C'est alors, ajoute Mirabeau, dans le style solennel et emphatique qui allait être de plus en plus le sien, que la société ne se soutiendrait plus que comme par miracle et

(1) V. sur tous ces points, *Théorie de l'Impôt*, II^e Entretien.

(2) *Théorie de l'Impôt*, p. 40.

en attendant l'heure marquée dans les décrets de celui qui traça de son doigt les limites de l'Océan. C'est alors qu'elle s'ébranlerait à toute attaque, qu'elle fléchirait d'elle-même sous son propre poids, que tous les services seraient à l'enchère, tous les engagements en contrats, toutes les clauses livrées à la dispute et à la subtilité (1). »

On ne peut qu'admirer le courage avec lequel Mirabeau disait son fait à la société de son temps, si l'on songe que tous ces abus, qu'il avait l'air de flétrir abstraitement, il les avait en réalité sous ses yeux dans ces innombrables offices royaux, qui élevaient au rang de fonction publique les moindres services subalternes de la Cour, et dans ce long cortège de pensions et de gratifications, qui faisait vivre les privilégiés aux dépens de la couronne, c'est-à-dire en définitive du peuple. Mirabeau avait mis là le doigt sur une des plaies les plus vives de son époque. Il allait en dénoncer une autre, non moins profonde, dans ce criant privilège de la ferme générale, partie essentiellement malsaine de l'organisation fiscale de l'ancien régime.

II

La ferme de l'impôt est toujours l'indice d'une administration publique inférieure, qui sacrifie tout à la nécessité d'avoir une somme fixe au bout de l'année; mais, sous l'ancien régime, elle s'aggravait de sa généralité même. On avait bien commencé, à l'origine, par affermer séparément les divers impôts, mais de bonne heure, on avait pris l'habitude de comprendre dans un seul bail toute l'étendue des impôts soumis à ce régime, c'est-à-dire l'ensemble des

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 41.

impôts indirects. On pensait qu'il y avait des chances, avec une seule entreprise de ferme qui aurait des frais généraux moins considérables, de voir monter le prix d'adjudication. Cette adjudication, qui était consentie généralement pour six ans, avait lieu en apparence au profit d'un seul particulier, simple prête-nom en réalité : les véritables intéressés étaient les cautions de cet adjudicataire, ces personnages tout puissants et universellement détestés, que l'on appelait les fermiers généraux, réunis en société pour exploiter le pays.

Cette institution constituait une véritable anomalie dans l'ancienne France, car elle présentait l'exemple d'une compagnie financière privée percevant les contributions publiques en son propre nom et possédant des droits de puissance publique. Ses employés, choisis par mesure d'économie parmi les classes les plus basses de la population et ne sachant généralement ni lire ni écrire, étaient investis du droit de contrainte vis-à-vis des particuliers et pouvaient dresser des contraventions. A côté d'eux, la compagnie recrutait et entretenait une véritable force armée, les douaniers, chargés de surveiller la perception de l'impôt et de défendre les frontières contre une contrebande, qui était particulièrement encouragée par les vices du système d'impôts. Ainsi cette compagnie, qui n'était en somme qu'une entreprise privée, tenait dans le pays la place d'une grande administration publique et exerçait tous les droits de l'État.

La chose ne laissait pas que de présenter de multiples inconvénients. Au point de vue des intérêts du fisc d'abord, il est certain qu'une bonne administration directe eût pu faire rentrer dans les caisses de l'État la somme très con-

sidérable (1), que retenaient, à titre de bénéfice, les fermiers généraux. Au point de vue du public d'autre part, la ferme générale, conçue dans un intérêt particulier, poursuivait la perception de l'impôt avec une âpreté toute spéciale et une rigueur implacable, particulièrement pénibles aux contribuables (2) : « La gabelle, les aides et les traites, dit à ce sujet Taine dans son *Ancien régime* sont affermées, vendues chaque année à des adjudicataires qui, par métier, songent à tirer le plus d'argent possible de leur marché. Vis-à-vis du contribuable, ils ne sont pas des administrateurs, mais des exploitants ; ils l'ont acheté. Il est à eux dans les termes de leur contrat : ils vont lui faire suer non seulement leurs avances et les intérêts de leurs avances, mais encore tout ce qu'ils pourront de bénéfices. Cela suffit pour indiquer de quelle façon les perceptions indirectes sont conduites (3). »

Un auteur, qui peut paraître suspect à l'égard de l'ancien régime, mais dont les termes ne semblent pas ici exagérés, Louis Blanc, a flétri le système de la façon suivante : « L'histoire des fermiers généraux serait le martyrologe des contribuables. Pour les traitants la France était un pays conquis : non contents de pressurer les peuples avec une âpreté impitoyable, ils les irritaient encore par l'étalage insolent de leur subite fortune... Avant Necker tout ce qui excédait le prix de leur bail composait leur énorme bénéfice. Après ce ministre, on les réduisit

(1) Elle s'élevait, paraît-il, en moyenne, à cent mille livres par an pour chaque fermier, et ils étaient plus de cinquante.

(2) Il faut lire, pour en avoir une idée, le triste tableau que trace Taine dans l'*Ancien régime* de la perception de l'impôt indirect. V. *Ancien régime*, t. II, p. 246.253, 22^e édit., 1899.

(3) *Ancien régime*, t. II, p. 246.

à partager avec l'État les quatre premiers millions de boni et à céder une petite part sur le surplus. Ainsi intéressé dans leur régie, et toujours obéré d'ailleurs, le monarque n'osait refuser aux fermiers généraux les terribles armes qu'ils demandaient. Prisons, galères, potences et tribunaux féroces leur étaient accordés pour menacer la fraude, pour la punir. Leur avidité n'était réprimée que là où il ne restait plus rien à prendre (1). »

Voilà l'institution contre laquelle le marquis de Mirabeau allait diriger les efforts d'une critique qui reste l'honneur de sa *Théorie de l'Impôt*. Les fermes particulières, disait-il (2), sont utiles et licites, en tant que le fonds et le propriétaire gagnent à l'intervention du fermier. Le propriétaire perçoit, sans s'en occuper directement, un revenu que le travail de son fermier tire de son fonds, et celui-ci gagne, sur la chose d'autrui, sa subsistance et un profit raisonnable. Or ces conditions ne se retrouvent pas dans la ferme publique de l'impôt. On a dit, il est vrai, que l'agence éclairée et intéressée des fermiers réalisait, au profit du trésor, des portions de revenu, qui ne pourraient être perçues sans cela. Mais du moment où l'on admet que l'impôt ne doit plus porter que sur le produit net des terres, cet argument tombe de lui-même. Non seulement l'intervention des fermiers n'accroît plus le revenu de l'impôt, mais elle tend à le diminuer, car elle entrave, par d'innombrables droits, les opérations du commerce et de l'industrie, et ce sont ces opérations qui, en donnant de la valeur aux produits du sol, contribuent à augmenter son produit net. Le souverain, qui a des domaines particuliers, peut donc, comme tout propriétaire,

(1) Louis Blanc, *Histoire de la Révolution française*, t. I, p. 496.

(2) V. *Théorie de l'Impôt*, V^e Entretien.

les affermer ; mais, pour ce qui est des revenus publics au contraire, « le souverain en est de droit le demandeur, le détenteur et le dépositaire, mais il n'en est aucunement le propriétaire personnel... Le particulier donc afferme sa propriété et le souverain sa juridiction, différence immense, puisque l'un est licite, l'autre est monstrueux, puisque l'un débarrasse le propriétaire, l'autre lie les mains au souverain (1) ».

Le marquis de Mirabeau dénonçait ensuite la tyrannie des procédés de perception des fermes générales, la cruauté avec laquelle était poursuivi le recouvrement des impôts, les fortunes colossales élevées par les fermiers sur la misère du peuple : « Qui portera à un malheureux prince, disait-il, hors de portée d'entendre d'autre voix que celle des ennemis de son peuple et des siens, la plainte ou la défense du pauvre opprimé (2). »

En outre, il est de l'intérêt des fermiers généraux, pour fasciner les yeux du gouvernement et rendre impossible son contrôle, de détourner l'imposition de son vrai point d'appui, le produit net des terres, qui ne peut donner lieu à aucun arbitraire, pour la faire porter sur des objets variés de consommation et de circulation, dont les fermiers seuls connaissent le véritable produit. De là ces impôts sur le commerce et les denrées de première nécessité, et la vente monopolisée des objets les plus nécessaires à la vie. De là la nécessité d'entretenir des armées et d'en couvrir les frontières pour assurer la rentrée de l'impôt : « A travers ce chaos apparent de faux frais, il est aisé de dérober au gouvernement le véritable produit de ces extorsions entées sur une injustice légale, et d'obtenir à vil prix ce

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 89.

(2) *Théorie de l'Impôt*, p. 90.

qui vaut des trésors ; de ne rendre le sang, enfin, que comme si on l'attirait des vaisseaux capillaires, tandis qu'on saigne le peuple à la gorge (1). »

« Tel est, seigneur, concluait Mirabeau, en s'adressant au prince, le tableau des conséquences fatales et inévitables de l'erreur énorme d'interposer une autorité ou une agence quelconque entre la contribution des sujets et la recette du souverain. L'exemple de tous les empires qui ont précédé le vôtre, et qui ont parcouru le cercle de la civilisation, serait dans le détail une preuve de ce que je viens d'avancer. Tous ont péri par les mêmes maux provenant de la même cause (2). »

III

C'était dire qu'il en serait de même de la France, si l'on n'entrait pas résolument dans la voie des réformes. Quelles étaient donc ces réformes, d'où le marquis de Mirabeau attendait le salut et la rénovation ?

L'idée de l'impôt unique sur le produit net des terres et de la suppression de tous les impôts indirects en faisait le fond. Et qu'on ne s'y trompe pas : ce n'est pas par des raisons contingentes, comme l'improportionnalité et l'injustice des impôts indirects, qui pèsent plus lourdement sur les pauvres que sur les riches, que Mirabeau et son maître Quesnay réclamaient l'abolition des impôts indirects et leur remplacement par un impôt sur le revenu foncier. Cette idée, qui apparaît cependant quelquefois dans Mirabeau (3), était au fond inconciliable avec les

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 93.

(2) *Théorie de l'Impôt*, p. 99.

(3) V. notamment une de ses lettres au Margrave de Bade, du 31 mars 1770, publiée dans le *Recueil* de Knies, t. I, p. 20.

principes de la doctrine. Pour elle, en effet, en tout état de cause, et quel que fût, en fait, le mode de perception employé, tous les impôts, directs ou indirects, retombaient sur les propriétaires fonciers, seuls détenteurs de la richesse sociale. C'était une incidence nécessaire, car pour payer il faut avoir, et il n'y a que les propriétaires qui, par la perception du produit net des terres, possèdent, à proprement parler, quelque chose.

Qu'était-ce donc que ce produit net mystérieux qui faisait le fond de la doctrine ? Quesnay avait observé que la terre, par la seule vertu de sa productivité naturelle, donnait, tous les frais de culture déduits et l'entretien du cultivateur prélevé, un excédent, un boni, qui ne se retrouvait pas dans les autres industries, et qui était un gain pour la société. C'est cet excédent qu'il appelait produit net et qui était pour lui, au point de vue social, la seule richesse, sur laquelle vivaient toutes les autres classes de la société, par une circulation qui faisait précisément l'objet de son fameux *Tableau économique*. C'est cet excédent qui, en se partageant entre le souverain et les propriétaires, devait fournir la seule base légitime d'impôt, et c'est pour cela que les physiocrates employaient certains termes bizarres, comme ceux de « copropriété naturelle du souverain sur les terres », dont se sert Mirabeau lui-même dans la *Théorie de l'Impôt*, bien qu'il ne fût pas encore à ce moment en pleine possession de la pensée et de la terminologie physiocratique. Ils voulaient dire par là que la part du souverain appelée impôt est un fond analogue à la part du propriétaire appelée revenu ; que, de même que le propriétaire a droit à cette part, à raison de ses frais pour l'entretien et l'amélioration de son fonds — appelés par eux avances fonciè-

res — de même le souverain a droit à l'impôt, à raison de ses dépenses pour la défense et l'amélioration de l'ordre social, qui seul permet la culture : ce sont ces dépenses qu'ils appelaient les avances souveraines. L'impôt leur apparaissait ainsi comme une part nécessaire du produit net, sur lequel tout retombait et tout ne pouvait que retomber, quelle que fût l'organisation fiscale employée. Il leur semblait dès lors plus rationnel de s'adresser directement à ce produit net que de l'atteindre par contre-coup à travers mille circuits, qui venaient augmenter les frais de perception, au détriment du produit net lui-même. Sous cette forme, la doctrine pourrait être chimérique et trop absolue, mais elle n'était pas absurde, comme lorsqu'on la présente, en disant que les physiocrates, pour encourager l'agriculture, n'avaient pas trouvé d'autre moyen que de lui faire supporter tous les impôts. C'est là trahir véritablement leur pensée, car s'ils demandaient l'impôt unique sur le produit des terres, c'était pour épargner, par un partage simple et équitable du produit net, les frais stériles de perception augmentant inutilement les charges sociales, qui en fait retombaient pour eux dès à présent sur le revenu des terres.

Pour contribuer pécuniairement, disait en ce sens le marquis de Mirabeau (1), il faut avoir. Or il n'y a que ceux qui perçoivent les richesses perpétuellement renaissantes du sol, qui, socialement parlant, possèdent quelque chose. Eux seuls peuvent donc contribuer ; et, si l'on prétend faire payer ceux qui vivent simplement de leur travail, on les oblige à prendre sur leur nécessaire, et, comme ce nécessaire est indispensable à leur entretien,

(1) V. *Théorie de l'Impôt*, III^e Entretien.

ce seront, en définitive, ceux qui auront besoin de leur travail et qui les emploieront, qui, en fait, supporteront l'impôt.

Ne pourrait-on pas dire cependant que les entrepreneurs, industriels, commerçants et tous ceux que les physiocrates rangeaient dans ce qu'ils appelaient la « classe stérile », réalisant sous la protection de l'État de fort beaux profits, doivent contribuer, comme les propriétaires, aux dépenses de l'État? Mirabeau prévoit l'objection, et il y répond d'une façon qui laisse rêveur, mais qui satisfaisait pleinement un esprit aussi spéculatif que le sien. Non, dit-il, car dans un régime de libre concurrence ces profits n'existeront pas, le surplus de valeur acquis par les produits remplaçant exactement les valeurs en matières premières consommées pour les produire et les valeurs en subsistances employées à la nourriture et à l'entretien des artisans : « Ne leur donnez, dit-il, jamais de privilèges, jamais d'exclusion ; la concurrence les tiendra toujours dans un juste milieu ; il n'y aura pas d'autre profit que celui de la rétribution qui leur appartient convenablement, sans aucun retranchement, et ce qu'ils peuvent se procurer d'aisance est nécessaire au soutien de leur bonne et meilleure exploitation (1). »

Les impôts sur l'industrie et sur le commerce sont au contraire ruineux pour la société, en ce sens qu'ils attaquent dans sa source le principe même du produit net. Ce sont le commerce et l'industrie qui donnent en effet aux produits de l'agriculture leur valeur vénale et, par là même, leur qualité de richesse. Si donc l'on frappe d'un impôt les opérations du commerce et de l'industrie, on

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 51.

tarit la source du produit net, et avec lui de la richesse sociale ; on décourage la production de l'agriculture et on tend à ruiner la société tout entière. C'est à cette idée théorique, encore plus peut-être qu'aux bons effets de la liberté aperçus par eux, que l'on doit la protection, accordée par la doctrine de Quesnay à l'industrie et au commerce.

N'écoutons point, dit pour sa part Mirabeau, les combinaisons aveugles qui voudraient charger l'industrie. Toutes les branches de son travail doivent jouir d'une immunité absolue, car, en contribuant à relever le prix de vente des produits, elles contribuent à l'imposition prélevée sur la première vente, qui constitue le revenu (1).

C'est donc sur le produit net que l'impôt doit être prélevé, et sur le produit net seulement, c'est-à-dire que, sur le produit total de l'agriculture, il faut commencer par déduire les frais et les avances des cultivateurs, et que sur le restant l'État prélèvera sa part. Quelle sera cette part ? Elle doit être, d'après Mirabeau, d'une quotité variable suivant les ressources mêmes des propriétaires et l'abondance du produit net. Les revenus de l'État croîtront donc à proportion de la croissance des revenus des citoyens, et cette solidarité entre ces deux sortes de revenus intéresse le souverain au bon ordre social, au règne de la sûreté et de la justice, et à la prospérité des citoyens. Il y a donc une proportion entre les besoins de l'État et les revenus des citoyens, que le gouvernement est tenu de respecter, s'il ne veut pas détruire la source même de ses revenus : « Il n'est point de besoin indispensable, si l'on ne peut y pourvoir qu'aux dépens d'un plus grand besoin »,

(1) V. *Théorie de l'Impôt*, IV^e Entretien.

déclare Mirabeau (1). Un souverain, devant n'importe quelle dépense, doit donc toujours avoir sous ses yeux les ressources de son peuple, mesurées par le produit net des terres. C'est ce produit net qui est la source et la condition des dépenses, le niveau de la richesse sociale : à son accroissement est intéressée la société tout entière.

Telle est donc la conception, et on ne peut l'indiquer sans en faire une rapide critique. L'idée de l'impôt unique sur le produit net des terres était en réalité profondément utopique, et cela pour plusieurs raisons. La première, et la plus importante, était qu'en tout état de cause, dans tous les temps et dans tous les pays, cet impôt aurait toujours été insuffisant pour pourvoir aux besoins et aux dépenses d'un grand État. Les physiocrates avaient une confiance illimitée dans l'accroissement du produit net, qui aurait été la conséquence de l'application intégrale de leur système. Mais, sur ce point encore, il semble qu'ils se faisaient de profondes illusions, car les progrès de la civilisation ne se sont pas traduits jusqu'à présent par une augmentation du revenu des terres, bien au contraire. Le marquis de Mirabeau, plus indépendant encore de la pensée physiocratique, au moment où il écrivait sa *Théorie de l'Impôt*, qu'il ne le sera plus tard, sentait si bien cette insuffisance de son impôt sur le produit net qu'il admettait à côté de lui une taxe de supplément, perçue en capitation ou impôt personnel, à laquelle il demandait les deux tiers de la somme de 225 millions estimée nécessaire aux besoins de l'État.

L'impôt unique eût abouti en réalité, ou bien à la ruine de l'État, ou bien, ce qui est plus probable, à la confisca-

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 55.

tion intégrale par l'État de ce produit net, sur lequel les physiocrates faisaient reposer toute la société. Par là leur doctrine, quoique d'une rigoureuse logique, offrait cependant quelque chose de contradictoire : ils voulaient protéger avant tout la propriété privée, et ils défendaient un système d'imposition qui aurait pu se traduire par l'absorption de son revenu. Leur impôt sur le produit net rappelle, à ce point de vue, tous les systèmes d'impôts sur la rente du sol, qui seront préconisés, après les théories de Ricardo, par tous les ennemis de la propriété foncière, y compris Proudhon, qui ne craindra pas de dédier, comme à ses prédécesseurs, son livre de la *Théorie de l'impôt* à « nos vénérables physiocrates ». Qu'est-ce en effet que le produit net, sinon l'excédent gratuit, que la terre, à raison de sa fertilité naturelle, donne sur les valeurs consommées dans la production agricole ? Or n'est-ce pas cet excédent que Ricardo appellera plus tard la « rente » ? Il faut bien reconnaître cependant que les deux conceptions offrent des différences capitales : tous les impôts sur la rente du sol sont dirigés contre cette rente, qu'ils considèrent comme un injuste privilège des propriétaires ; l'impôt sur le produit net des physiocrates était, au contraire, d'après eux, dans l'intérêt des propriétaires et tendait à l'accroissement du produit net. Restait à savoir seulement, si, dans l'application, ce système aurait donné des résultats aussi favorables au produit net, ou s'il n'aurait pas abouti au contraire, comme les impôts sur la rente, à l'absorption complète du revenu du sol.

Il est une autre raison, pour laquelle l'impôt unique sur le produit des terres apparaît sous des couleurs essentiellement utopiques : c'est l'impossibilité ou tout au moins la difficulté de déterminer exactement ce produit

net, qui est la base de l'impôt. Les physiocrates avaient, il est vrai, un moyen qui leur paraissait souverain, et le marquis de Mirabeau l'indique dans sa *Théorie de l'Impôt* : c'était d'apprécier le produit net d'après le prix des baux, la somme payée par le fermier au propriétaire à titre de fermage représentant exactement ce produit net. Mais ce procédé supposait d'abord que toutes les terres ou la plupart des terres fussent affermées, ce qui était loin d'être réalisé dans un pays comme la France du XVIII^e siècle (1). Il supposait en outre que le fermier ne gardait rien du profit pour lui-même et se contentait de prélever ses dépenses et ses frais d'entretien, ce qui était conforme aux idées théoriques des physiocrates, mais beaucoup moins à la réalité. L'appréciation du produit net offre en fait des difficultés presque insolubles, et c'est ce qui explique que la Constituante, après avoir emprunté aux physiocrates leur définition du revenu net (2), ajoute : « Le revenu imposable est le revenu net moyen calculé sur un nombre d'années déterminé », et cherche à connaître ce revenu, non pas d'après une appréciation directe, mais d'après des présomptions et des évaluations cadastrales. C'est ce qui explique également l'échec de

(1) La petite propriété y était, en effet, beaucoup plus répandue qu'on ne le croit généralement, et le nombre des exploitants directs était considérable. Taine constate le fait dans son *Ancien régime* (t. II, p. 226), et Arthur Young, lors de ses voyages en France, s'inquiétait, dans l'intérêt du pays, de ce morcellement extrême de la propriété. D'après les plus récents travaux, on peut évaluer à 4 à 5 millions le nombre des petits propriétaires en France à la fin du XVIII^e siècle.

(2) « Le revenu net est ce qui reste au propriétaire, déduction faite, sur le produit brut, des frais de culture, semences, récoltes et entretien. » Loi du 4^{er} déc. 1790, art. 2.

l'intéressante tentative, sur laquelle nous aurons à revenir (1), du Margrave de Bade, ce prince allemand physiocrate, essayant d'appliquer dans ses États la doctrine de l'impôt unique et n'hésitant pas à ruiner ses sujets pour satisfaire aux lois de l'ordre naturel.

Enfin l'idée de l'impôt unique sur le produit net soulevait toute une série d'objections, tirées de son injustice même et de l'exemption choquante, qu'il accordait à tous les membres de la société autres que les propriétaires de terres. Les physiocrates y répondaient par leurs idées dogmatiques sur le produit net ; mais elles supposaient tout un système d'incidence et de répercussion de l'impôt, qu'il était permis de ne pas admettre comme article de foi. On ne peut mieux faire, pour montrer tout ce que la conception avait de choquant, que de citer un court passage de la spirituelle et judicieuse critique dirigée par Voltaire, dans son conte de l'*Homme aux quarante écus* (2), contre l'idée de l'impôt unique sur le produit des terres.

« Moi, dit à l'homme aux quarante écus un richissime financier, que je contribue aux besoins de l'État ! Vous voulez rire mon ami ; j'ai hérité d'un oncle, qui avait gagné huit millions à Cadix et à Surate ; je n'ai pas un pouce de terre ; tout mon bien est en contrats, en billets sur la place ; je ne dois rien à l'État ; c'est à vous de donner la moitié de votre substance, vous qui êtes un seigneur terrien. Ne voyez-vous pas que si le ministre des finances exigeait de

(1) V. *infra*, ch. VI, § IV.

(2) Il était rédigé principalement contre Mercier de La Rivière, ancien conseiller au parlement de Paris, et l'un des principaux disciples de Quesnay, qui venait de faire paraître en 1767 son livre de l'*Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, dont Voltaire bafoué les termes dans son conte.

moi quelques secours pour la patrie, il serait un imbécile, qui ne saurait pas calculer ? Car tout vient de la terre ; l'argent et les billets ne sont que des gages d'échange : au lieu de mettre sur une carte au pharaon cent setiers de blé, cent bœufs, mille moutons et deux cents sacs d'avoine, je joue des rouleaux d'or, qui représentent ces denrées dégoûtantes. Si, après avoir mis l'impôt unique sur ces denrées, on venait encore me demander de l'argent, ne voyez-vous pas que ce serait un double emploi, que ce serait demander deux fois la même chose ?... Payez, mon ami, vous qui jouissez d'un revenu clair et net de quarante écus ; servez bien la patrie, et venez quelquefois dîner avec ma livrée. »

Les physiocrates ont fait une réponse à cette critique de Voltaire. Elle se trouve contenue, dans les notes insérées dans l'édition de Kehl, sous *l'Homme aux quarante écus*, notes que M. Leroy-Beaulieu, dans son *Traité de la science des finances* (1), attribue à Condorcet lui-même, converti sur le tard à la physiocratie. Voltaire avait signalé l'iniquité de l'impôt, qui, en atteignant seulement les propriétaires de terres, exemptait tous les possesseurs de fortunes mobilières. Mais, répond l'auteur de ces notes, si l'on met un impôt sur les capitalistes, on verra l'intérêt de l'argent augmenter d'une somme égale à l'impôt. Si, au contraire, l'impôt porte uniquement sur les terres, la concurrence forcera les capitalistes à baisser le prix de leur argent, et de toutes façons les capitalistes ne supporteront pas l'impôt : ce seront les propriétaires de terres, principaux emprunteurs, qui le paieront en réalité. A quoi l'on peut répondre de nouveau qu'un impôt sur les

(1) Leroy-Beaulieu, *Traité de la science et des finances*, t. I, p. 241, 6^e édit.

capitalistes n'a pas toujours pour effet de hausser dans la même proportion le taux de l'intérêt ; il y aura en fait une lutte entre les capitalistes et les emprunteurs, pour se rejeter mutuellement le poids de la taxe, lutte qui aboutira généralement à une transaction.

La seconde critique de Voltaire portait sur l'exemption injustifiée des profits des commerçants et industriels. Supposons, dit à ce sujet l'annotateur de l'édition de Kehl, qu'un négociant paie un droit de sortie pour une marchandise exportée, et que ce droit soit changé en impôt territorial : alors son profit paraît augmenter, mais la concurrence entre les négociants le fera rester au même taux, en augmentant dans la même proportion le prix d'achat des denrées exportées. L'idée est en somme que, si l'on supprime tous les impôts sur les consommations et le commerce, les propriétaires fonciers n'y perdront pas, parce que ces impôts viennent en déduction du prix de vente de leurs produits, et que leur suppression aura pour effet de faire hausser le prix de ces produits dans la proportion des taxes abolies. A cela on peut répondre de la même façon que tout à l'heure : la question de savoir qui supportera définitivement la taxe est beaucoup plus compliquée que les physiocrates ne le supposaient ; ce seront tantôt les propriétaires de terres, tantôt les consommateurs, tantôt les intermédiaires, suivant les cas et suivant les circonstances ; on ne peut rien affirmer d'absolu à cet égard. Entraînés par leurs idées dogmatiques sur le produit net, les physiocrates n'avaient eu qu'une vue tout à fait simpliste et erronée de l'incidence de l'impôt, qui les avait conduits à des conséquences d'une logique rigoureuse, mais d'une vérité plus contestable.

IV

« La contribution du citoyen au trésor public est-elle un tribut ou une dépouille ? La question seule serait un crime. C'est un tribut confié, précieux, et l'exécution du premier des devoirs physiques ici-bas. Si c'est un tribut, c'est à celui qui l'offre à le présenter. Dieu dit : ils se contenteront de l'oblation des dîmes, et ne dit pas : ils lèveront la dîme. Dieu, notre créateur, notre père, notre souverain seigneur, a rejeté les offrandes forcées ; il n'agrée que celles que le cœur précède et accompagne. Le tribut est le droit des princes ; la dépouille est le crime des tyrans (1). »

Telles sont les fières paroles, par lesquelles le marquis de Mirabeau entendait proscrire le droit illimité d'imposer pour l'autorité souveraine. L'État et la société ne sont, disait-il, fondés que sur la grande loi de la propriété : comme le droit d'imposer est le droit d'enlever une portion du revenu, si ce droit est illimité, celui qui le possède peut détruire tout le revenu et avec lui la propriété. Et qu'on ne dise pas qu'en enlevant la propriété aux sujets, on la donne au prince, ce qui revient au même, car le prince se confond avec l'État : « C'est ainsi, seigneur, déclare Mirabeau, qu'on environne les avenues du Trône de précipices couverts des fleurs de la flatterie, et qu'on entraîne malgré eux les meilleurs princes et leur postérité dans les gouffres du despotisme, qui détruit la puissance et enchaîne la souveraineté. Le prince est le chef de l'État, mais il n'est point l'État et ne le saurait être : il a, comme puissance tutélaire, un droit de protection et de partici-

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 82.

pation sur toutes les propriétés, mais il n'est point l'unique propriétaire (1). »

Il est difficile de savoir d'ailleurs quelle était exactement la pensée du marquis de Mirabeau dans cette conception de l'impôt ? Se référait-il à l'ancienne théorie, qui, considérant le droit d'imposer comme attentatoire à la propriété, ne l'accordait au souverain que du consentement des peuples, ou à l'idée physiocratique, qui, considérant l'impôt comme un partage équitable du produit net, ne voyait aucun droit du souverain, en dehors des limites tracées à ce partage par les règles de l'ordre naturel ? Il ne semble pas possible d'affirmer rien de certain à cet égard, car il paraît y avoir eu un certain flottement dans son esprit. Toujours est-il qu'il concluait très énergiquement : « L'opinion que les princes peuvent imposer à volonté sur leurs sujets, sans autre accession que leur autorité, qui est censée entraîner de choix le consentement de la nation, doit être regardée à jamais comme une flatterie absurde, impie, qui tend à les réduire à la misère, à ruiner leur postérité et à détruire leur État, pour assouvir la cupidité des favoris du premier de leurs successeurs, assez faible pour ignorer que le pouvoir sans bornes et sans mesure du souverain n'est autre chose que son plus étroit esclavage (2). »

Et cependant, Mirabeau ne va pas jusqu'au bout de ses principes libéraux, et, peu logique avec lui-même, se refuse à confier le vote de l'impôt à une assemblée qui représenterait la nation : c'est pour cela que sa conception se rapproche beaucoup plus en définitive de l'idée physiocratique que de la conception traditionnelle de l'impôt de

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 106.

(2) *Théorie de l'Impôt*, p. 113.

l'ancien droit public français : « Vous ne m'accuserez point, seigneur, dit-il, de vouloir inférer de ceci que le consentement formel du peuple et énoncé par ses représentants assemblés soit nécessaire en tous lieux, pour donner autorité de loi à toute ordonnance fiscale. » Et plus loin : « L'on verra ci-dessous au contraire que je mets dans la main des princes la notice et la balance des revenus de leurs sujets, et que c'est là la seule sauvegarde que j'accorde aux peuples contre l'oppression. » Plus loin encore : « L'on ne peut sans sacrilège supposer un souverain instruit et volontairement dévastateur (1). » Toujours donc la même confiance en un souverain éclairé par les lumières de l'ordre naturel, qui se contentera de la part d'imposition qui lui revient raisonnablement ; Mirabeau n'a pas d'idée d'un consentement formel de la nation exprimé par l'intermédiaire de ses représentants ni d'un vote périodique de l'impôt.

Quel va être maintenant le mécanisme de la levée et de la perception de l'impôt ? Mirabeau part du principe que, dans l'état actuel, le total des revenus de la nation, en y comprenant les fermes et les impôts non affermés, s'élève à une somme de 450 millions, dont la moitié environ se perd en frais de perception et « extorsions de toute espèce ». Il suffira donc d'avoir une contribution qui produise 225 millions. Cette somme sera fournie directement par le produit des terres, sinon immédiatement, car ce produit serait à l'heure actuelle insuffisant, du moins prochainement, à raison de l'augmentation de revenu, que ne peuvent manquer d'amener les réformes proposées, immunité absolue du commerce, suppression de toutes les

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 113-114.

barrières douanières, liberté de l'agriculture et de l'industrie, suppression radicale des fermes.

En attendant, on ne peut guère compter que sur un revenu de près de 75 millions pour cet impôt sur le produit des terres, et encore en taxant au tiers des baux, ce qui est énorme. Comme l'on a besoin d'une somme de 225 millions, il faut nécessairement des taxes de supplément établies sur des fonds stériles (1) : il s'agit simplement de choisir les moins mauvaises possibles. Pour cela il faut éviter avec soin que ces taxes portent sur des objets de consommation ou de commerce. Il faut les lever sous la forme d'un impôt de capitation, qui aurait une double base, les loyers d'habitation d'abord, qui donnent une idée assez exacte de la fortune et des moyens de chacun, la personne même du contribuable ensuite, pour corriger ce que la première base pourrait avoir de trop absolu. Cet impôt de supplément serait donc réparti moitié en impôt sur les loyers, moitié en capitation ou taxe personnelle, chaque personne pouvant être mise dans une classe plus haute ou plus basse de la capitation, suivant qu'elle serait présumée payer trop peu ou trop dans la taxe sur les loyers. Quant à la répartition de cette taxe, Mirabeau n'insiste pas (2), mais il apparaît que, dans son esprit, elle devait être répartie entre les différentes provinces d'abord, puis entre les subdivisions de provinces, élections, vigueries, évêchés etc., et de là, entre les paroisses,

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 206.

(2) Il indique cependant certains chiffres pour la répartition de l'impôt. La ville de Paris devait payer à elle seule un sixième de la taxe fixée à 150 millions, soit 25 millions. Le reste devait être réparti dans la proportion de $\frac{1}{4}$ pour les pays d'États et $\frac{3}{4}$ pour les pays d'élection, soit 31.250.000 fr. pour les premiers et 93.750.000 fr. pour les seconds.

où les administrations municipales appliqueraient l'impôt d'après des divisions établies à l'avance des loyers et des personnes en classes. Mais pour que cet impôt produisît de bons effets, il faudrait « qu'aucune province, ni ville, ni personne ne pût prétendre faire valoir ni privilège, ni immunité, pour s'exempter de cette contribution, qui doit être générale, puisqu'elle abolit une charge, qui porte généralement sur tous les habitants du royaume quelconques, même sur le clergé, sur les nobles, et sur les communautés religieuses » (1).

Ce n'était pas tout d'ailleurs, et Mirabeau admettait encore deux autres taxes de supplément, une taxe sur le sel et une taxe sur le tabac, pour servir, disait-il, à l'acquittement des dettes, qui écrasent l'État, et au remboursement des charges devenues inutiles par suite de la suppression des fermes. Ces taxes devaient être très modiques, pour ne pas entraver la production et la vente de la denrée qui, pour le sel du moins, est un objet de première nécessité. C'est dire que la taxe sur le sel de Mirabeau n'avait rien de commun avec le système de gabelles usité de son temps : elle ne devait pas dépasser le tarif de un sol par livre, ce qui, d'après ses calculs, devait fournir une somme de 26 millions. Quant à la taxe sur le tabac, il proposait de l'asseoir sur les terres destinées à sa culture, d'après un tarif de 150 livres par arpent, qui devait donner un produit total de 6 millions.

Le système fiscal du marquis de Mirabeau n'était donc pas, à proprement parler, immédiatement du moins, un système d'impôt unique. Il n'en est pas moins vrai que toutes ces préférences étaient pour l'impôt exclusif sur le

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 207.

produit des terres, et c'est celui-là dont il s'attachait à décrire surtout la répartition et la perception. Son grand principe, en cette matière, était que cette perception devait se faire par les soins même des intéressés, et qu'il fallait faire concourir les peuples à leur propre imposition : « La contribution du citoyen au trésor public, disait-il, est un tribut, une offrande : il n'appartient qu'à celui qui donne d'offrir ; il le fera sans frais et tout autre, faisant pour lui, se ferait payer de sa peine (1) ». C'est donc aux représentants du peuple à percevoir et à offrir sa contribution, et ces représentants sont tout naturellement les officiers municipaux des villes et les assemblées de la province, qui centraliseront toutes les contributions et correspondront directement avec le souverain. Le marquis de Mirabeau était ici d'autant plus à son aise qu'il retrouvait les idées qui avaient inspiré ses premiers ouvrages : il ne faisait que soutenir, au point de vue spécial de la réforme de l'impôt, une idée qu'il avait déjà défendue dans son ensemble, la nécessité de l'extension des États provinciaux à tout le reste du royaume. Ces assemblées de province qu'il préconisait dans sa *Théorie de l'Impôt* n'étaient pas autre chose en effet que les anciens États ; sa conception n'était sur ce point nullement modifiée. A l'objection du trouble et du bouleversement que devait entraîner cette réforme, Mirabeau faisait cette fière réponse : « En un mot, à une objection aussi triviale que l'est celle de la crainte d'un grand changement, je n'aurai naturellement à répondre autre chose que : sommes-nous bien ? En ce cas, il est dangereux de changer de forme. Mais si, tandis que la misère ronge le peuple de toutes parts, le fisc se

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 222.

trouve chaque jour plus obéré, le changement d'état, loin d'être à craindre, est la chose la plus désirable et la plus indispensable, pour qui souffre par des causes qui ne peuvent qu'accroître le mal (1). »

Et il continuait ainsi : « Consultez, seigneur, votre cœur d'abord. Demandez-lui si, en vous croyant le droit de demander à volonté, il ne sent pas du moins que toute contribution doit être fournie de la manière qui convient le mieux au contribuable, pourvu que cela revienne au même pour la puissance qui reçoit. Daignez consulter ensuite vos peuples et leur demander ce qu'ils aiment le mieux, de s'exécuter ou d'être exécutés...

« Mais, ajoute-t-on, vous appelez toujours le peuple à l'administration. Sera-t-il donc le seul qui ne vende point ses secours à la nécessité ? Pensez-vous que la condition du prince soit la même, quand il aura tant de conseillers électifs ? Ah ! traîtres déguisés ou faibles échos dignes de pitié, à quoi donc est-ce que j'appelle le peuple ? A la levée de ses propres deniers, à prendre dans sa poche au lieu d'y laisser fouiller, à faire preuve de sa foi, à recevoir la loi du souverain, au lieu d'ignorer où est la foi et conséquemment de se croire dispensé d'en connaître... Je veux rendre les sujets patriotes et cultivateurs. Est-ce la voie de les rendre rebelles (2) ? »

Quant à la réalisation de ce plan, elle est très simple et se fera de la façon suivante. En même temps que paraîtra l'édit établissant l'impôt du tiers du produit net, on ordonnera aux gouverneurs de provinces de convoquer l'assemblée des Etats, qui se réuniront dans la forme traditionnelle là où ils existent, et ailleurs en la forme qui paraîtra

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 232.

(2) *Théorie de l'Impôt*, p. 233-234.

la plus raisonnable. Ces assemblées recevront l'autorité nécessaire pour effectuer la levée des impositions, qui seront établies d'après les baux existants, ces baux étant, on se le rappelle, la mesure du produit net.

Une difficulté se présentait cependant pour les terres non affermées qui étaient exploitées directement. Comment connaître leur produit net? Mirabeau aperçoit la difficulté, mais il ne s'en effraie pas : le développement de la culture et de la prospérité générale, dit-il, amènera rapidement l'affermage de ces terres, et en attendant il faudra se résoudre à les taxer d'après les bases actuelles d'imposition, quelque imparfaites qu'elles soient. Le procédé pouvait être en effet commode, mais que devenaient alors l'impôt sur le produit net et les solennelles déclarations par lesquelles on proscrivait les taxes destructives sur le revenu brut? C'était avouer la faillite du système, pour tous les pays où les terres ne seraient pas exploitées en fermage, c'est-à-dire pour tous les pays de petite propriété, et la France en particulier.

Mais fallait-il comprendre parmi les terres contributives celles possédées par la noblesse et le clergé? En d'autres termes, le marquis de Mirabeau est-il toujours partisan de l'exemption des ordres privilégiés en matière d'impôts? Il est encore difficile de répondre d'une façon trop absolue sur ce point. Sans doute, dans un tableau des revenus de la nation, il prend soin de déduire du revenu contribuable 181 millions représentant les biens privilégiés, exempts d'impôts; mais cette exemption, en supposant qu'il la défendit pour son propre compte, ce qui est douteux, ne correspond plus à rien d'essentiel dans son esprit; elle est même en contradiction avec les principes nouveaux, qui inspirent sa *Théorie de l'Impôt*, car l'idée

théorique de l'impôt sur le produit net des terres était incompatible avec n'importe quelle forme d'exemption. Ce n'était plus en effet sur des roturiers ou sur des nobles que portait l'impôt, mais sur des propriétaires, à raison du produit net de leurs propriétés, et toute exemption de ce produit net aurait paru aussi monstrueuse à Mirabeau et à ses collègues en physiocratie que les ruineuses impositions sur le produit brut ou sur le commerce et l'industrie. On peut donc dire, croyons-nous, que le marquis de Mirabeau fait, dès sa *Théorie de l'Impôt*, le sacrifice des privilèges financiers de la noblesse aux idées physiocratiques. Ces privilèges devaient être d'ailleurs plus tard condamnés expressément par lui dans ses *Lettres sur la Législation* (1), et dans son discours d'ouverture de la Société des économistes : « Les privilèges de la noblesse sont gauches etc. (2). » Cet abandon des droits de son ordre n'était pas sans doute le plus petit sacrifice que faisait le Marquis aux idées nouvelles.

Enfin, dans sa conclusion, le marquis de Mirabeau insistait encore, et cela lui fait honneur, plus que son idée dogmatique de l'impôt unique sur le produit net, sur la nécessité de supprimer pour la perception de l'impôt tout intermédiaire entre le prince et les sujets, tout système de fermes générales et sur l'urgence de cette réforme en présence des maux profonds causés par un déplorable système de fiscalité : « Le remède, disait-il, consiste tout en-

(1) « En un mot je récuse et regarde comme barbare.... toute nation où il y aura quelque coin de terre privilégiée, immune, et dispensée de contribuer à l'impôt, soit comme divine, royale, ou noble, ou commune, dans quelque sens que ce puisse être, sitôt qu'elle rapportera un produit net. » *Lettres sur la Législation*, t. II, p. 782 ; V. également *id.*, p. 402.

(2) Manuscrits du marquis de Mirabeau, *Archives nationales*, M. 780.

tier en un seul point, c'est de rallier le peuple à son prince et de lui montrer son digne maître à découvert ; c'est de bannir tout ce qui intercepte la correspondance directe entre la tête et les membres (1) ».

L'espérance de l'ordre de choses nouveau, que ne pouvaient manquer d'amener ces réformes, inspirait même à Mirabeau les termes dithyrambiques suivants : « La France fut toujours inépuisable et un État impossible à démembrer. Ce que les siècles, les âges, les imprudences, les passions, les révolutions..... n'ont pu, quelques lustres, abandonnés au régime impur de la fiscalité, allaient l'opérer. Mais le Phénix renaîtra de ses propres cendres, et les regards créateurs du soleil vont lui rendre toute sa beauté. Il ne faut pour cela que purger notre langue d'un mot que nos ennemis actuels et nos plus dignes émules ne peuvent rendre dans la leur que par des circonvolutions ; il ne faut que supprimer, dis-je, le mot odieux : Financier (2) ».

V

On comprend que les financiers aient mal pris la chose : les termes hautains, que le marquis de Mirabeau affectait vis-à-vis de l'autorité royale, les aidèrent à lui persuader que le livre était dirigé contre elle, alors qu'en réalité ils étaient seuls en cause. On sait que le résultat de leurs intrigues fut l'emprisonnement et l'exil de Mirabeau au Bignon, et nous n'y reviendrons que pour marquer ici la déception profonde que dut causer cette conclusion inattendue de la *Théorie de l'Impôt* aussi bien à Quesnay,

(1) *Théorie de l'Impôt*, p. 262.

(2) *Théorie de l'Impôt*, p. 336.

trompé dans ses espérances de chef d'école, qu'au marquis de Mirabeau lui-même.

Le Marquis, en écrivant sa *Théorie de l'Impôt*, avait compté en effet sur un résultat tout opposé : il s'imaginait à ce moment avoir des chances d'être appelé au ministère, et voulait faire de son livre une sorte de programme-ministre : « Quant à moi, je désire, écrivait-il à son frère le 13 novembre 1760 si même je devais devenir ministre demain, que mon livre me précède ». Le désappointement dut donc être grand : il perce dans cette lettre du Marquis du 16 décembre 1760, annonçant en ces termes son arrestation à son frère : « Cher frère, je vais être arrêté, et c'est par ordre du roi : ainsi nous n'avons rien à dire. Je ne suis point piqué ; je ne dois pas l'être, 1° par devoir, 2° par justice, car, quoique j'aie dû penser que ma manière ne déplairait pas, elle a toutes les qualités requises pour faire cet effet-là, sitôt qu'on veut s'en aviser. Ainsi, sans avoir péché par le fond, il est juste que je sois puni pour la forme. »

Le désappointement fut tout aussi grand chez Quesnay, qui voyait dans le malheur arrivé à l'auteur de la *Théorie de l'Impôt* l'échec de ses propres doctrines et l'ajournement indéfini de ses réformes. Il nous en est resté une description intéressante dans ce journal de Mme du Hausset, femme de chambre de Mme de Pompadour, si précieux à consulter pour l'histoire de la physiocratie : « Un jour, y lit-on (1), je trouvai Quesnay au désespoir : « Mirabeau, me dit-il, est à Vincennes pour son ouvrage sur l'impôt. Ce sont les fermiers généraux qui l'ont dénoncé et qui l'ont fait arrêter ; sa femme doit aller aujourd'hui se jeter

(1) P. 129. Ce journal a été reproduit dans la collection des Mémoires relatifs à la Révolution française, Paris, 1824.

aux pieds de Mme de Pompadour (1). » Quelques moments après, j'entrai chez Madame pour sa toilette, et le docteur y vint. Madame lui dit : « Vous devez être fâché de la disgrâce de votre ami Mirabeau, et j'en suis fâchée aussi, car j'aime son frère ». Quesnay répondit : « Madame, je suis bien loin de lui croire de mauvaises intentions ; il aime le roi et le peuple. — Oui, dit-elle, son *Ami des hommes* lui a fait beaucoup d'honneur. » En ce moment entra le lieutenant de police, et Madame lui dit : « Avez-vous lu le livre de M. de Mirabeau ? — Oui Madame, mais ce n'est pas moi qui l'ai dénoncé. — Qu'en pensez-vous ? lui dit Madame. — Je crois qu'il aurait pu dire une grande partie de ce qu'il a dit en termes plus ménagés ; il y a entre autres deux phrases au commencement : Votre Majesté a vingt millions d'hommes, plus ou moins ; elle ne peut en obtenir de services qu'à prix d'argent, et il n'y a point d'argent pour payer leurs services. — Quoi, il y a cela, docteur, dit Madame. — Cela est vrai, ce sont les premières lignes, et je conviens qu'elles sont imprudentes ; mais, en lisant l'ouvrage, on voit qu'il se plaint de ce que le patriotisme s'éteint dans les cœurs, et qu'il voudrait le ranimer. » Le roi entra ; nous sortîmes, et j'écrivis sur la table de Quesnay ce que je venais d'entendre. Je revins ensuite pour continuer la toilette, et Madame me dit : « Le roi est fort en colère contre Mirabeau, mais j'ai tâché de l'adoucir, et le lieutenant de police a fait de même. Cela va redoubler les craintes de Quesnay. »

(1) Quesnay paraît ici avoir perdu complètement la tête. Il est douteux que la Marquise, qui n'était pas alors très bien avec son mari, se fût prêtée à cette démarche. En tout cas on ne voit jamais le Marquis en parler, et il est peu probable qu'il en eût approuvé même l'idée.

Pour bien comprendre la déception de Quesnay, il faut se rendre compte de l'importance que les physiocrates attachaient à la publication de la *Théorie de l'Impôt*, considérée comme la première manifestation doctrinale de l'école. Voici comment l'annonçait Dupont de Nemours dans les *Ephémérides du citoyen* (1) : « L'année 1760, disait-il, ne vit pas paraître un grand nombre d'écrits ; mais le seul qu'elle nous ait donné peut en compenser plusieurs autres ; c'est la *Théorie de l'Impôt* par l'Ami des hommes. Nous n'entrerons dans aucun détail au sujet de cet ouvrage sublime, multiplié de notre connaissance par dix-huit éditions, et dont l'objet est de prouver que toutes les impositions, quelles qu'elles soient, retombent sur le revenu des propriétaires de biens-fonds, qu'il y en a que leur forme rend très onéreuses à ces propriétaires, qu'il y aurait moyen de les suppléer à l'avantage du fisc et de la nation, et qu'il serait très pressant de le faire.

« Apparemment, ajoutait Dupont, qu'il était alors imprudent de divulguer ces vérités si essentielles à savoir pour le bien de la patrie, et qui, aujourd'hui, ne sont ignorées de personne. Elles attirèrent à l'auteur une disgrâce, sur laquelle nous n'avons rien à dire, et dont le souvenir nous fait tomber la plume des mains. »

Le même Dupont, dans les *Ephémérides* de 1769, appréciait les conséquences de cette disgrâce et le silence de deux ans et demi, qui en avait été la suite, en un passage curieux, qui commençait ainsi : « Quand on réfléchit à ce silence de deux ans et demi sur les matières les plus

(1) Notice abrégée de différents écrits qui ont concouru en France à former la science de l'économie politique, parue dans les *Ephémérides du citoyen* de 1769, et reproduite dans l'édition récente des œuvres de Quesnay par Oncken, p. 145.

importantes au bonheur du genre humain, il est impossible de se dissimuler que le progrès des lumières a été nécessairement retardé de deux ans et demi (1). » Et Dupont poursuivait, en énumérant, d'une façon à la fois terrible et comique, tous les désastres qu'avait pu entraîner pour l'humanité ce *silence de deux ans et demi*.

Tout cela montre la profonde impression produite sur Quesnay et ses disciples par l'échec de la *Théorie de l'Impôt* et le coup sensible qu'il portait à la jeune école en formation. Aussi bien la voit-on dès lors changer ses batteries et se tourner d'un autre côté. Ses deux principaux fondateurs, Quesnay, à cause de ses relations avec Mme de Pompadour, le marquis de Mirabeau, à raison de l'autorité que lui donnaient ses ouvrages et son rang social, avaient cru pouvoir imposer à la Cour la doctrine nouvelle et l'installer au gouvernement. Le Marquis se croyait tout désigné pour mettre en pratique les principes qu'il avait défendus en théorie dans ses livres et jouer ainsi, dès 1760, le rôle que Turgot devait remplir quatorze ans après, à l'avènement de Louis XVI. Mais après l'échec de la *Théorie de l'Impôt*, et voyant qu'il n'y avait rien à faire du côté de la Cour, le marquis de Mirabeau et Quesnay se tournent du côté du public, et vont chercher à répandre dans toutes les classes de la société les doctrines qui avaient eu si peu de succès dans les milieux officiels.

Il eût été imprudent, après le malheur arrivé au Marquis, de continuer immédiatement l'apostolat par la presse ;

(1) *Ephémérides* de 1769, t. II. Tout le passage a été reproduit dans Loménie, *op. cit.*, II, où ceux curieux d'être édifiés sur les conséquences inattendues de l'exil du marquis de Mirabeau le trouveront à la page 244.

aussi Mirabeau et Quesnay s'abstiennent-ils, pendant les deux ans et demi, dont Dupont parlait tout à l'heure, de publier de nouveaux ouvrages. Ils emploient ce répit forcé à répandre par la parole la doctrine nouvelle et à se procurer des disciples, dont le jeune Dupont allait être précisément, avec Mercier de La Rivière, que l'on trouve auprès du docteur dès 1760, l'un des plus précieux et des plus convaincus. Ce fut, paraît-il, le marquis de Mirabeau qui fit cette conquête, et il s'en est vanté dans une lettre à son ami Longo, du 25 novembre 1777, dans les termes suivants : « Dupont, dit-il, fut mon premier élève, et il l'est dès l'année 1763. Je dis mon, parce que ce fut à moi qu'il s'adressa d'abord ; car d'ailleurs je l'envoyai au docteur Quesnay, qui s'en chargea, le dérouilla de toute la crasse du bel esprit, le contraria, le désespéra avec une bonté et un zèle sans égal, et en fit un plongeur d'un nageur qu'il était. » On comprendra l'importance de cette conquête, si on se rappelle le mot de Quesnay sur Dupont (1) : « Il faut soigner ce jeune homme, car il parlera quand nous serons morts ».

Quoi qu'il en soit, c'est avec l'aide de Dupont que le marquis de Mirabeau et Quesnay allaient lancer l'école sur un terrain brûlant, où elle allait faire ses premières armes, la question du commerce des grains, qui devait passionner tous les esprits à la fin du XVIII^e siècle. Le marquis de Mirabeau devait l'ouvrir, du côté physiocratique, dans le grand ouvrage qu'il profita de la tolérance du gouvernement pour publier en 1763, la *Philosophie rurale* (2), ou exposition intégrale de la doctrine de Ques-

(1) V. sur Dupont, Schelle : *Dupont de Nemours et l'école physiocratique*.

(2) Parue avec le sous-titre solennel : *Economie générale et politique*

nay. C'est cette doctrine qu'il convient maintenant d'examiner dans son ensemble et ses conséquences, avant de suivre Mirabeau sur le terrain du commerce des grains.

de l'agriculture réduite à l'ordre immuable des lois physiques et morales qui assurent la prospérité des empires. Il en existe deux éditions, l'une en un vol. in-4°, l'autre en 3 vol. in-12°. C'est à l'édition in-4° que se rapporteront nos références.

CHAPITRE III

LA DOCTRINE PHYSIOCRATIQUE (1).

Ce serait mutiler singulièrement la physiocratie que de la considérer du seul point de vue économique et de négliger toute la partie de ses déductions, qui porte sur les matières morales, sociales ou politiques. Les physiocrates n'ont jamais prétendu se confiner dans le domaine des intérêts matériels, et s'ils faisaient de l'ordre physique, tels qu'ils le comprenaient, la base de l'ordre moral et de l'ordre social, c'est que, pour eux, ces divers domaines, bien loin d'être étroitement séparés, se confondaient et se pénétraient réciproquement. C'est pour cela que l'on a pu, avec assez de raison, prononcer à l'occasion de leur doctrine le mot de sociologie. C'est en effet une vaste synthèse de la société, comprenant à la fois ce qu'on appelle aujourd'hui l'économie politique, le droit et la morale, que Quesnay avait prétendu élaborer, et que ses disciples travaillaient à répandre pour appuyer sur elle un ordre de choses entièrement nouveau. Pour embrasser la doctrine dans toute son étendue et en saisir toute la portée, il faut

(1) V. sur la doctrine physiocratique : Daire, *Avertissement des Œuvres des physiocrates* ; Oncken, *Préface à la publication des Œuvres de Quesnay* ; Hector Denis, *Histoire des systèmes économiques et socialistes* ; Schelle, *Dupont de Nemours et l'école physiocratique* et l'article du Nouveau dictionnaire d'économie politique ; Rossi, *Cours d'économie politique*, t. I ; De Loménie, *les Mirabeau*, t. II, chap. 25, et les divers traités d'histoire des doctrines économiques.

donc commencer par l'envisager d'abord sous son point de vue le plus général, le point de vue philosophique et social.

I

Le point de départ de la doctrine est l'idée d'un ordre social conforme à la nature, que l'homme n'invente pas et qu'il doit se borner à connaître et à appliquer. S'il le viole, il jette le trouble dans la société, il va contre ses intérêts les plus immédiats : « *Ex natura, jus, ordo et leges*, disait Quesnay, *ex homine arbitrium, regimen et coercitio* ».

Quesnay était arrivé à cette conception par l'analyse de l'idée de loi. Il avait observé que l'homme est en relations constantes et nécessaires avec le monde matériel ; et de l'existence de lois naturelles, qui régissent le monde matériel, il avait conclu à l'existence de lois analogues dans les rapports de l'homme avec le monde et avec ses semblables ; et il avait donné cette définition un peu obscure de la loi : « Par loi physique, il faut entendre le cours réglé de tout événement physique de l'ordre naturel, évidemment le plus avantageux au genre humain, par loi morale la règle de toute action humaine de l'ordre moral conforme à l'ordre physique... Ces lois forment ensemble ce qu'on appelle la loi naturelle (1). »

Quesnay mettait ainsi la notion de loi naturelle au-dessus des conditions contingentes des sociétés et considérait l'enchaînement des lois comme formant un plan général tracé par la nature ; mais par là même, il aboutissait à une conception de la loi que la science moderne

(1) *Droit naturel*, ch. V.

n'a pas reconnue. Il était amené à considérer cet ordre naturel comme absolu et invariable, indépendant de la volonté humaine, qui ne peut que le respecter et laisser faire. Il restait à introduire dans la science sociale cette idée, que les lois naturelles peuvent, jusqu'à un certain point, être modifiées utilement par l'action intelligente de l'homme, et que, bien loin d'être immuables, elles évoluent et se transforment avec le temps. En d'autres termes, la conception sociologique de Quesnay était une conception statique ; il restait à introduire l'idée de dynamisme : « C'est aux physiocrates, a dit en ce sens M. Denis (1), que revient l'impérissable gloire d'avoir reconnu que les phénomènes économiques sont soumis à des lois naturelles, mais ce sont eux aussi qui, par le caractère qu'ils ont assigné à ces lois, ont préparé la crise redoutable que traverse la science moderne, et rendu nécessaire la révolution scientifique qui s'accomplit dans la direction positive. »

Or, pour Quesnay, ces lois naturelles étaient telles que, si les hommes connaissaient les véritables obligations de leur nature et s'y conformaient, avaient conscience de leurs droits et de leurs devoirs, les relations sociales ne pourraient manquer de se régler à la fois conformément à la justice et à l'intérêt de la société. Le droit se trouve ainsi revêtu d'une fonction économique et sert à assurer l'adaptation parfaite de l'homme au milieu dans lequel il vit : « L'économie politique, a dit Dupont de Nemours, est la science du droit naturel, appliqué comme il doit l'être aux sociétés civilisées. Elle a toujours été, elle sera toujours et tout entière dans le droit. »

(1) Hector Denis, *Histoire des systèmes économiques et socialistes*, p. 76.

Aussi le *Droit naturel* de Quesnay avait-il pour objet la recherche des conditions sociales les plus propres à la réalisation de l'ordre naturel. Pour lui, le droit naturel s'étend à mesure que la société se développe : à l'état de nature, ce droit se trouve limité par l'impossibilité de l'exercer ; la société seule peut assurer le libre exercice du droit de chacun et le respect du droit des autres. Par là, Quesnay se mettait en opposition avec les deux systèmes, qui avaient cours à son époque : celui de Rousseau d'après lequel l'homme, en entrant en société, s'était mis lui-même en esclavage et celui de Hobbes, qui proclamait le droit de tous à tout dans le monde. Quesnay estimait, au contraire, qu'un état social était indispensable à l'homme pour lui permettre de donner sa mesure, et, quant au droit de tous à tout, il montrait qu'il était aussi illusoire que « le droit des hirondelles sur tous les mouchérons qui voltigent dans l'air ». Le droit de chacun est donc limité de deux façons, par l'impossibilité de l'exercer, et par le respect des droits corrélatifs des autres individus. C'est la mise en œuvre de ces droits par la société qui constitue l'ordre naturel. Le précepte juridique n'apparaît pas ici différent du précepte économique.

Ainsi se trouvent déjà confondus le droit et l'économie politique ; mais ce n'est pas tout : la morale va rentrer elle aussi dans le champ de la science nouvelle. Le juste n'apparaît pas, en effet, aux physiocrates comme différent de l'utile, et le bien et le mal moral leur paraissent intimement liés au bien et au mal physique : « Les hommes sages et vraiment bienfaisants, déclare le marquis de Mirabeau dans son *Traité des devoirs*, nous sauront un jour quelque gré d'avoir pris les principes du bien et du mal moral à leur véritable racine, je veux dire dans le

bien et le mal physique, et d'avoir ensuite classé, démontré et calculé les éléments de ces derniers. On a dit que, qui trouve le moyen de rendre les hommes plus honnêtes aura vraiment trouvé celui de les rendre moins malheureux. On pourrait renverser cette sentence et dire que le moyen de les rendre plus honnêtes, ce serait de les rendre plus heureux (1). »

Le monde moral se trouve ainsi dépendant du monde matériel. Ce sera à proportion de la façon dont seront appliquées par les hommes les lois naturelles de la production et de la distribution des richesses que la morale régnera dans une société. Le juste et l'utile ne font qu'un ; l'utile n'est autre chose que l'aspect social du juste, et le juste que l'aspect individuel de l'utile.

A ce point de vue, les physiocrates peuvent être considérés, avec juste raison, comme les prédécesseurs de Bentham et de tous les moralistes utilitaires, qui ont essayé de substituer au motif moral les calculs de l'intérêt bien entendu. Aussi les physiocrates, comme les utilitaires, tout en reconnaissant les services rendus par la morale religieuse, comme par la morale rationnelle, n'hésitent pas à les déclarer toutes les deux insuffisantes ; et c'est ce qui fait dire au marquis de Mirabeau dans son livre des *Devoirs* : « Elle (l'instruction religieuse) a civilisé les peuples, banni ou relégué dans l'ombre les vices brutaux, fondé les hautes espérances, élevé les âmes privilégiées jusqu'à la connaissance et l'amour de leur auteur, mais cette instruction n'a pu préserver les sociétés contre les abus, les divisions et les catastrophes, parce qu'elle n'as-

(1) *Les Devoirs*, Discours préliminaire, p. 12.

socie jamais l'homme charnel et qui ne peut s'empêcher de l'être à l'homme spirituel (1). »

C'est ce qui faisait également opposer par le marquis de Mirabeau, dans son fameux éloge de Quesnay, à la morale du ciel « qui ne rassasie que les âmes privilégiées » « la morale du produit net » qui, en assurant le bonheur matériel des hommes, les ramènera vers le bien moral et vers Dieu. C'est pour cela qu'il proclamait également que « tout tenait pour l'espèce humaine au calcul et à la distinction des avances et du produit net, et que, du jour où tous les hommes entendront ce calcul, tous connaîtront leurs droits et leurs devoirs, l'identité de tous les intérêts humains et l'unité du point central où tous se réunissent (2) ».

Aussi le perfectionnement moral ne peut-il résulter que d'un progrès de l'instruction : c'est en travaillant à faire connaître aux hommes leurs véritables intérêts que l'on amènera plus de moralité dans la société, car l'évidence de ces intérêts est telle et leur combinaison si harmonieuse que l'on ne peut admettre, que les hommes, une fois éclairés, se refuseront à agir suivant la voie tracée par l'ordre naturel. Nul n'est méchant volontairement, disait la philosophie grecque, pour qui la morale apparaissait aussi avec le caractère d'une science, dont l'homme éclairé ne pouvait se refuser à sanctionner les résultats. Les physiocrates reprenaient volontiers à leur compte cette proposition et s'attachaient à répandre la connaissance « des droits et des devoirs », d'où résultaient à la fois le bien moral et le bonheur matériel des sociétés.

(1) *Les Devoirs*, p. 35.

(2) *Eloge de Quesnay*, reproduit dans Loménie, *op. cit.*, t. I, ch. XV et dans Oncken, *Œuvres de Quesnay*, p. 3.

C'est pour cela que le marquis de Mirabeau rédigeait, vers la fin de sa carrière, toute une série de traités, les *Devoirs*, la *Science ou les droits et les devoirs de l'homme*, qui ont l'air de traités de morale, qui le sont bien en effet dans sa pensée, mais qui ne sont en réalité que le développement des lois de l'ordre naturel, dont l'application assure en même temps l'ordre moral : « La connaissance des devoirs, déclare-t-il dans son traité des *Devoirs* (1), est l'objet essentiel ou pour mieux dire total de la morale, et la saine morale n'eut jamais en vue que le bonheur de l'humanité ; mais semblable aux parfums la morale n'a d'effet que passager, du moins pour le plus grand nombre, si elle n'est liée à nos intérêts visibles et palpables. »

Les physiocrates, en confondant ainsi le juste et l'utile, étaient amenés à concevoir que les actes injustes, c'est-à-dire contraires aux lois naturelles, étaient nuisibles, non seulement à la société dans son ensemble, mais encore à leurs auteurs, et que l'homme en faisant le mal allait contre ses intérêts les plus immédiats : « Si l'homme, disait le Margrave de Bade, élève du marquis de Mirabeau, enfreint les barrières posées par la justice éternelle et toute puissante, non seulement il fait l'injustice et le mal moral, mais il fait encore une folie, il opère son mal physique, il se blesse et se punit lui-même (2). »

Or c'était là, sous une forme aussi absolue, une opinion manifestement erronée, contraire à l'expérience de tous les jours, qui nous montre, à tout instant, des faits contraires au droit profitant à leurs auteurs au point de vue utilitaire. Si le juste et l'utile pouvaient ainsi se confon-

(1) *Les Devoirs*, Discours préliminaire, p. 38.

(2) *Analyse raisonnée des principes d'économie politique. Ephémérides du citoyen de 1772.*

dre, il est certain que ce serait tout profit pour l'humanité, mais il faudrait pour cela changer la nature de l'homme et les conditions de la société. On comprend cependant tout ce que cette conception devait donner aux physiocrates de conviction inébranlable dans leur croyance au progrès et à l'harmonie des sociétés, et sur quelle base solide elle asseyait le respect des droits du prochain et l'observance de ses propres devoirs. Voici, à titre d'exemple, comment le marquis de Mirabeau concevait l'accomplissement du devoir filial.

« R. (1) : La mère, le père, le maître instructeur, les domestiques, les murs enfin, qui portèrent, sauvèrent, instruisirent, abritèrent l'infirmité de notre enfance nous firent les *avances de la vie*..., et, tant qu'il nous restera quelque chose de ce qu'ils nous avancèrent, nous leur devons la réciprocité par échange, selon la mesure et l'importance de leur service et la nature de leur besoin. »

« D. Je n'oublie point ce que vous m'avez dit, que nos devoirs envers les autres partaient de nos devoirs envers nous-mêmes. Plus haut vous avez prononcé que *notre devoir envers nous-mêmes se résumait à faire notre propre avantage* : or que résultera-t-il pour moi de l'observance du devoir filial, tel surtout que vous l'avez subdivisé, de manière que c'est une armée de devoirs ? »

(1) Réponse. — Le *Traité des Devoirs*, comme beaucoup d'autres traités du marquis de Mirabeau dans la dernière partie de sa carrière, est écrit sous forme de dialogues. C'est d'ailleurs, à raison de ce mélange du point de vue moral et utilitaire, un des plus singuliers ouvrages de Mirabeau. Il y est traité successivement des devoirs de l'homme, du citoyen, du propriétaire, du notable, du souverain, et des devoirs de l'homme envers Dieu, à l'occasion desquels Mirabeau trace le plan d'une sorte de religion physiocratique et utilitaire, qu'il s'efforce de concilier avec les principes de la religion chrétienne.

« R. Il ne faut pas oublier non plus que ce ne sont que les devoirs factices et d'opinion et de vanité qui sont pesants, et que les *vrais devoirs*, loin d'être à charge, sont le gage d'un droit, d'un acquêt infailible et prochain. Maintenant, pour ces devoirs et pour tous autres, il résultera de ce que vous rendez à chacun ce qui lui est dû que chacun aussi vous rendra ce qu'il vous doit et au delà, car chacun s'affectionne à son bienfait, à son ouvrage (1). »

Ainsi l'homme moral n'a d'autre mobile d'action que l'intérêt de sa conservation et de son bien-être ; de la connaissance des lois de l'ordre naturel découle la connaissance des droits et des devoirs de chacun ; et cette connaissance suffit à amener les hommes à se conduire selon leurs véritables intérêts, dont le point de jonction est l'intérêt agricole et l'accroissement du produit net ; d'où cette singulière définition de la justice due à la plume de l'abbé Baudeau : « La justice consiste à ne pas diminuer la masse des productions naturelles, à ne pas empêcher son accroissement, à ne pas détériorer l'art qui les rend propres aux jouissances, à ne pas empêcher sa perfection progressive et continuelle (2). » D'où aussi cette conception originale des devoirs du propriétaire que l'on trouve chez le marquis de Mirabeau. Le principal devoir du propriétaire est de tendre sans cesse à l'accroissement de son produit net, et pour cela d'augmenter sans cesse ses avances foncières « raisonnablement » et « utilement » (3).

« En prenant à la lettre ce nouveau critérium du bien et du mal, fait remarquer à ce sujet M. de Loménie, un honnête homme, embarrassé entre deux déterminations,

(1) *Les Devoirs*, p. 68, 69.

(2) *Les Physiocrates*, Recueil de M. E. Daire, p. 819.

(3) V. sur ce point, *Les Devoirs*, p. 87-89.

et qui voudrait savoir quelle est la plus conforme à la justice, n'aurait qu'à se demander quelle est la plus favorable à la récolte de l'année, tous frais de culture déduits. On conviendra que la morale du produit net est à la fois moins générale et moins claire dans son application que celle qui nous est donnée par l'Évangile : Fais à autrui ce que tu voudrais qu'on te fit (1). »

Du reste les physiocrates, en identifiant ainsi la justice et l'intérêt social, n'avaient pas la conception d'une justice relative et subordonnée à l'utilité sociale. La justice est pour eux absolue, indépendante de toute organisation sociale, et elle détermine évidemment et souverainement les droits et les devoirs de l'homme. C'est ainsi que les physiocrates sont amenés à la conception de droits naturels, antérieurs à toute société, et dont la société doit assurer le respect, droits de chacun à la propriété de sa personne, de ses objets et de son fonds. Les physiocrates ont ici, bien plus que les philosophes, inspiré l'article 2 de la *Déclaration des droits de l'homme*, qui établit comme droits naturels et imprescriptibles de l'homme, la propriété, la liberté et la sûreté.

II

C'est la mise en œuvre de ces droits par la société qui constitue cet ordre naturel, d'où découlent à la fois le bien moral et le bien matériel ; le marquis de Mirabeau dans ses *Lettres sur la législation ou l'ordre légal*, s'attache à le construire de toutes pièces et c'est lui que nous suivrons dans cet examen de la partie purement économique de la doctrine des physiocrates.

(1) Loménie, *op. cit.*, t. II, p. 327.

« Il existe, déclare-t-il, un grand ordre naturel, c'est-à-dire une loi générale et constante dans la constitution de l'univers et dans l'ensemble de toutes les espèces qu'il renferme (1). » C'est cet ordre que le législateur doit se borner à connaître pour en appliquer les lois.

« Quel emploi, ajoute-t-il, que celui du législateur qui le fait connaître, observer et chérir ; mais, je le répète, il lui est impossible de rien concevoir par lui-même, de rien ajouter à ces lois qui ne soit désordre et source de ruines (2). » Or pour l'homme, la loi de l'ordre naturel est de pourvoir à ses besoins et pour cela de travailler à tirer du sein de la terre les choses nécessaires à sa subsistance : pour qu'il puisse le faire en toute sécurité, il faut qu'il puisse jouir librement du fruit de ses travaux et disposer à son gré de sa personne et de ses biens. Propriété, liberté, sûreté, telles sont donc les trois bases essentielles de l'ordre naturel.

La propriété est la loi fondamentale des sociétés, la pierre angulaire sur laquelle on peut asseoir avec confiance les institutions humaines et en même temps le droit le plus sacré des hommes : « Tous les hommes, déclare le marquis de Mirabeau, naissent chargés d'un devoir imminent à eux imposé par la loi de nature ; ce devoir est la nécessité de satisfaire à leurs besoins journaliers et sans cesse renaissants. Dans l'ordre naturel, toujours un droit correspond à un devoir ; ils ne peuvent naître et exister l'un sans l'autre. Le droit qui correspond au devoir de satisfaire à nos besoins est le droit de recherche libre et de disposition pleine et entière de

(1) *Lettres sur la législation ou l'ordre légal, dépravé, rétabli et perpétué*, t. II, p. 391.

(2) *Lettres sur la législation*, t. I, p. 59.

notre personne, droit qui ne saurait être aliéné, en tout ou en partie, que par un engagement volontaire et respectif (1). »

La propriété de la personne est donc la première et la plus sacrée de toutes. Elle ne saurait être l'objet d'une aliénation de la part des hommes qui composent l'ordre social ; tous doivent la posséder au même titre, car ils ont tous le même devoir : celui de satisfaire à leurs besoins. La doctrine est ici nettement hostile à la théorie du *Contrat social*, d'après laquelle les hommes, en entrant en société, auraient fait à cette société l'abandon de tous leurs droits. Pour les physiocrates, cet abandon serait contre nature. Chacun doit disposer librement de sa personne, et l'autorité ne peut prétendre tracer aux hommes l'emploi de leur activité : « Chaque homme qui met le pied sur vos terres, déclare Mirabeau, chaque enfant qui ouvre la paupière sous votre ciel est roi de sa personne et souverain arbitre de son emploi (2). »

De la propriété personnelle découle la propriété mobilière, qui n'est autre chose que la propriété des fruits du travail de l'homme. Pourrait-on dire, en effet, que l'homme est propriétaire de son activité, s'il ne l'était pas des portions de matière, dans lesquelles s'incorpore cette activité ? « Sans propriété mobilière, dit encore Mirabeau, point de propriété personnelle, puisque l'esclavage n'est autre chose que de m'empêcher injustement de pourvoir librement et autant que je le puis à mes propres besoins (3). » La propriété mobilière précède la propriété foncière, car l'homme, avant l'établissement de toute cul-

(1) *Lettres sur la législation*, t. II, p. 422.

(2) *Lettres sur la législation*, t. II, p. 427.

(3) *Lettres sur la législation*, t. II, p. 433.

ture, a le droit le plus sacré à tout ce qu'il peut acquérir par son travail et dont un autre ne peut avant lui revendiquer la propriété.

Mais la propriété foncière découle nécessairement de ces deux propriétés : la terre, en effet, n'est productive que par l'incorporation au sol de notre travail et de nos richesses mobilières, et comme notre travail et nos capitaux, une fois fixés au sol, en deviennent inséparables, il en résulte une troisième propriété, tout aussi sacrée que les autres, la propriété foncière : « Si donc je possède une propriété foncière, déclare Mirabeau, on voit que je ne la dois qu'à moi seul, puisque je l'ai créée, moi ou mes auteurs (1). »

Cette justification et cette glorification de la propriété foncière était intéressante, parce qu'elle faisait découler la propriété de la nature même de l'homme, alors qu'on n'y avait vu jusque-là qu'une sorte de concession benévole de la loi aux propriétaires du sol. L'auteur communiste du *Code de la Nature*, paru en 1755, Morelly, avait pu en conclure que la propriété repose sur une injustice et qu'elle est la source de tous les maux de l'humanité. La défense de la propriété n'était donc peut-être pas inutile, à un moment où elle était l'objet de vives attaques de la part de Mably, Brissot, Morelly, sans oublier J.-J. Rousseau.

Mais la propriété a comme corollaire la liberté, et la liberté est la seconde assise des sociétés fondées sur l'ordre naturel. On ne doit point, d'ailleurs, la concevoir comme le privilège de ne faire que ce qui vous plaît ; elle est, suivant la définition de Mirabeau, « dans l'exercice de

(1) *Lettres sur la législation*, t. II, p. 447.

la raison, qui détermine les devoirs de chaque individu et de la société, en compensation de ses droits, et qui ne le soumet à des devoirs qu'en vertu des conditions naturelles et constitutives de la société (1) ».

L'homme est donc libre de disposer de sa personne selon les lois de l'ordre naturel, et il doit jouir du même droit sur les fruits de son travail, qui lui appartiennent souverainement, car il n'a rien reçu à titre gratuit de personne. L'autorité publique outrepassa son droit, lorsqu'elle entrave ce droit de libre disposition par des obstacles à la circulation, douanes, prohibitions, dépenses d'exporter, etc.

Enfin la liberté foncière est le corollaire des deux autres : elle consiste tout entière dans l'assurance de la libre possession de son fonds et de la libre jouissance de ses produits; elle est incompatible avec « les actes monstrueux de législation positive, qui me feront, par exemple, arracher des vignes, qui me défendront de couper ou d'arracher mon bois à ma guise, qui défendront de semer du blé sarrasin ou telle autre chose, de récolter avant que le gibier ait pris son vol, de vendre son sable, parce qu'il est nécessaire au pavé d'une telle ville, et tant d'autres abus habituels du délire du règlement (2). »

Il n'en est pas moins vrai que, ces cas exceptionnels mis à part, Mirabeau et les physiocrates estimaient très fermement que la liberté n'était réelle pour l'homme que dans un état de société : « Reprenez d'un coup d'œil, disait Mirabeau, tous les genres de liberté, et vous verrez que c'est à la société qu'elles sont toutes dues. L'homme isolé, livré sans secours à tous les besoins, en proie à tou-

(1) *Lettres sur la législation*, t. II, p. 468.

(2) *Lettres sur la législation*, t. II, p. 525.

tes les terreurs, privé de presque toutes les jouissances, serait le contraire d'un être libre. La société lui offre le choix de ses devoirs, lui assure les droits qui en doivent être l'équivalent, aide ses besoins, calme ses terreurs, multiplie ses jouissances... Voilà la liberté personnelle ; tout ce qu'elle est, tout ce qu'elle peut être est le fruit et l'effet de la société (1). »

Enfin la sûreté est le troisième terme de cette trinité de l'ordre naturel. Elle consiste dans la garantie accordée à la propriété de chacun par une autorité souveraine, qui empêchera la violence et fera respecter tous les droits. Elle est dans l'intérêt de la société elle-même, car si les particuliers ne sont pas assurés de pouvoir jouir librement des résultats de leur activité, ils ne seront pas tentés d'augmenter leurs dépenses d'exploitation ; ils verront la productivité de leurs fonds diminuer ; et il en résultera une perte de richesses pour la société.

Tout ce système trouve, d'ailleurs, son principe régulateur dans la concurrence ; les hommes disposent de leur propriété dans leur intérêt propre et tournent leur activité vers l'emploi qu'ils estiment le plus avantageux pour eux ; mais en même temps, il se trouve qu'ils réalisent, sans le vouloir, l'intérêt général et qu'ils travaillent pour la société.

Tous les producteurs, en effet, donneront la préférence, parmi tous les produits qu'ils peuvent créer, à ceux qui auront le plus de valeur, et ce seront précisément ceux-là dont la société aura le plus grand besoin, car c'est la demande de ces produits qui fait leur valeur. Le seul intérêt particulier aura donc réalisé ici l'intérêt de la société jus-

(1) *Lettres sur la législation*, t. II, p. 520.

qu'au moment où, l'offre venant à surabonder dans cette branche de production, les producteurs s'en détourneront d'eux-mêmes pour se porter vers celles où elle sera en décroissance et où par suite on aura besoin d'eux. Sous l'impulsion de ce régulateur, la concurrence, les échanges se feront toujours en toute justice sur le pied du coût de production réciproque, et il faut noter ici, dans la pensée physiocratique, une véritable résurrection de la théorie scolastique du juste prix.

Du reste cette similitude de l'intérêt général et des intérêts particuliers se rencontre dans tous les domaines, de sorte que le seul rôle du gouvernement est de se borner à assurer la combinaison des intérêts particuliers, de laisser faire et de s'abstenir. Un propriétaire a intérêt à la prospérité de son voisin, car cette prospérité permettra à ce voisin de lui acheter ses produits. Ceux qui ne possèdent rien ont intérêt à la prospérité des propriétaires, car, en augmentant la production, elle amènera la baisse des produits et leur permettra de consommer à meilleur compte. « Mon intérêt donc et celui de mon voisin dans toutes ses parties, déclare en ce sens Mirabeau, ne font indivisiblement et invariablement qu'un seul et même intérêt, pour lui, pour moi, et pour tous ceux, sans exception, qui sont en communauté de besoin, avec nous, ce qui comprend toute notre espèce ; et cet intérêt unique et universel consiste dans le respect et l'immunité des trois genres de propriété du dernier de tous les hommes.... Ainsi, par correspondance mutuelle et par l'induction la plus simple et la plus sensible, toutes les propriétés et tous les intérêts ne font qu'un (1). »

(1) *Lettres sur la législation*, t. II, p. 451.

Il est curieux de voir le marquis de Mirabeau s'efforcer de mettre ce principe, qui est pour lui « évident », à la portée de toutes les intelligences, et nous ne croyons pas inutile de citer ici un passage, un peu long, mais assez pittoresque, d'un de ses livres de propagande, *Les Économiques*, conçu sous forme de dialogues entre l'auteur lui-même — l'Ami des hommes — et un enfant de quinze ans, auquel l'Ami des hommes a entrepris de révéler les harmonies sublimes de l'« ordre naturel ». Ce passage est intéressant, d'abord, parce qu'il est rédigé dans un style moins lourd et plus dégagé que le style ordinaire de Mirabeau et qui rappelle par moments la manière vive et alerte de Bastiat, ensuite, parce qu'on y voit Mirabeau défendre la propriété par des arguments, qui aujourd'hui encore ont conservé leur actualité et ne sont pas dépourvus de valeur.

L'Ami des hommes vient d'expliquer à son jeune interlocuteur Antoine, que le travail est une nécessité pour tout le monde et que chacun vit du produit de son travail échangé librement contre le travail ou les produits d'autrui. Antoine reprend :

A. « Mais vous, Monsieur qui, sauf le respect, ne travaillez pas, vous vivez pourtant.

L. Qui t'a dit que je ne faisais rien ? Il y a bien des sortes de travail dans le monde.

A. Oh ! je veux bien avoir du vôtre, qui me fasse aller, bien nourri, bien vêtu et me promenant.

L. J'ai du bien, moi, j'ai des revenus et j'en vis ; et toi tu n'en as point.

A. Vous m'avez fait promettre de ne pas mentir, m'avez-vous fait promettre aussi de tout dire.

L. Oui, dis tout, tu me feras plaisir.

A. Eh bien, où avez-vous pris tout ce bien-là, que vous en ayez tant de reste, et que je n'en aie point ?

L. Mon père l'avait, et il me l'a laissé.

A. Mon père m'en laissera donc à moi aussi ?

L. Tu sais bien qu'il n'en a point.

A. Mais pourquoi n'en a-t-il point, et que votre père en avait ?

L. Ecoute, pourquoi la fille que je vois là va-t-elle nue-pieds, tandis que tu as des bas et des souliers.

A. C'est que son père est toujours malade et que cela les ruine.

L. Eh bien quelqu'un de tes pères a été malheureux, tandis que les miens ont eu de la fortune et de la santé.

A. Mais quand on a du bonheur, il faudrait le partager avec les autres.

L. Tu as raison. Voyons si tu agis comme tu parles. Tu as là un gilet et une veste. C'est du bonheur de n'être pas nu. Tu n'a pas absolument besoin des deux. Partage avec l'enfant de Pichard qui n'en a pas.

A. Très volontiers, pourvu que de votre côté vous vouliez partager avec moi ce que vous avez de trop.

L. Prends garde, ce que tu proposes n'est plus dans l'idée de ta raison de tout à l'heure ; car tu disais qu'il fallait partager son bonheur avec les autres, et tu entendais qu'il fallait céder une portion de ce qu'on avait. Maintenant, au lieu de céder, tu veux donner peu et recevoir beaucoup, car tu ne cèdes la moitié de ton petit bien que pour partager avec quelqu'un qui t'en donnera davantage, et tu cesses d'avoir raison.

A. Pourquoi cela ?

L. Parce que, dès qu'il s'agit d'avoir en pur don et d'obtenir sans peine, tout le monde voudrait faire ce

marché là. Par exemple, voilà que tu donnes une de tes vestes, pour avoir un de mes habits qui vaut mieux ; moi de mon côté, je suis en droit d'être aussi intéressé que toi ; je ne donne cet habit qu'à la condition de partager aussi avec un plus riche, et remontant ainsi de plus riche en plus riche, il en viendra à la fin un, qui, étant le plus riche de tous, ne pourrait plus gagner à troquer avec personne, et n'aurait qu'à perdre à ce marché-là ; et celui-là, en refusant son consentement, rompra tous les autres marchés, qui auront été faits au-dessous de lui de cette manière, car de l'un à l'autre personne ne voudra plus rien céder et toute cette belle espérance de pareils échanges n'aura fait que donner à tout le monde du regret et de l'appétit du bien d'autrui (1). »

L'Ami des hommes poursuit en montrant qu'à supposer le partage possible il n'aboutira qu'à la dilapidation des richesses que tout le monde voudra avoir et qui ne seront plus renouvelées par le stimulant de l'intérêt personnel. Il arrivera bientôt que la société tombera en ruines, ou plutôt que l'inégalité se reformera immédiatement, et que les plus industriels deviendront bientôt les plus riches. En réalité, l'inégalité des fortunes est dans l'ordre naturel comme celle des forces, et l'égalité absolue est impossible à obtenir. Il faut laisser aller les choses d'elles-mêmes, car il y a dans la nature un ordre tel, que les diverses classes ont besoin réciproquement les unes des autres et vivent des dépenses des autres. Voici comment l'Ami des hommes prétend l'expliquer à Antoine : « Ne vois-tu pas, dit-il en parlant des riches, par le détail que je t'ai fait de leurs richesses, alors que tu voulais les par-

(1) *Les Économiques*, t. I, p. 4-7.

tager, que leur dépense fait vivre tous les autres hommes ?

A. Comment cela ?

L. Parce qu'ils paient leurs travaux , leurs façons , leurs voitures, etc., par l'achat qu'ils font de tout ce qui sert à leur propre dépense.

A. Et qu'est-ce donc qui les fait vivre, eux ?

L. C'est la dépense des autres hommes.

A. Et comment cela ?

L. Parce que ces hommes emploient l'argent qu'ils reçoivent pour leurs travaux, pour leurs façons, leurs voitures, à acheter des denrées pour vivre et d'autres choses pour les façonner à l'usage des riches, et cet argent ils le donnent aux riches, dont les terres rapportent ces denrées et ces autres choses. Et puis les riches distribuent de nouveau cet argent pour payer tout ce qu'ils achètent et tous les travaux qu'ils font faire. Et voilà comment se fait de bon gré le partage que tu voulais tout à l'heure faire (1). »

Mais il résulte de là que les dépenses des riches, bien loin d'exciter la colère du peuple, doivent être l'objet de ses vœux, car ce sont elles qui le font vivre : « A Versailles, reprend l'Ami des hommes, il y a des porteurs de chaises qui portent des hommes dans les différents quartiers de la ville. Ne te paraît-il pas bien étrange qu'un homme qui a de bonnes jambes se fasse porter par d'autres hommes ? Cesse d'y trouver à redire, car les porteurs de chaises murmurent bien fort, quand ils voient un riche aller à pied, et ils sont bien contents quand il y a de la boue ou de la pluie, qui oblige tous ceux qui sont habillés

(1) *Les Economiques*, t. 1, p. 16-18.

proprement de se servir d'eux. Ne te plains donc pas de ce que les riches dépensent, puisque les pauvres profitent de cette dépense (1). »

Ainsi, par l'effet de cette étroite solidarité d'intérêts, l'harmonie la plus complète règne entre les diverses classes de la société. L'antagonisme, disaient les physiocrates, est un état morbide qui ne saurait présider d'une manière constante aux relations humaines, car autrement il finirait par ne plus y avoir qu'un individu sur terre, tous les autres s'étant détruits. Tous les intérêts humains sont en réalité convergents ; ils réalisent d'eux-mêmes, tant qu'ils ne sont pas troublés par une intervention à contre-sens, l'ordre et l'harmonie, « le paradis sur terre », et c'est pour cela que la formule de Gournay : *laissez faire*, qui avait symbolisé d'abord une réaction contre la réglementation industrielle, devint vite, en prenant une portée et une signification sociale, le cri de ralliement de toute l'école et le résumé de la doctrine. Le marquis de Mirabeau l'adopta avec d'autant plus d'enthousiasme qu'il avait déjà eu pour son propre compte cette conception de l'harmonie universelle, mais sans réussir à lui donner une base solide. Une fois appuyée sur les principes, trop absolus sans doute, mais rigoureusement enchaînés de l'« ordre naturel », on comprend qu'il y soit resté attaché toute sa vie avec une confiance et un optimisme que rien ne réussit à ébranler.

III

Mais à côté de cela, il y a dans la physiocratie toute

(1) *Les Économiques*, t. I, p. 19.

une partie beaucoup plus abstraite, plus artificielle, beaucoup plus caduque aussi, qui doit cependant nous retenir parce qu'elle a inspiré la plupart des ouvrages du marquis de Mirabeau et qu'elle représente le fond de la pensée de son maître Quesnay, nous voulons parler de la théorie du produit net et de la distribution des richesses figurée dans le fameux *Tableau économique*.

Cette théorie reposait sur l'idée de la productivité exclusive de l'agriculture et la division de la nation en trois classes. Les physiocrates avaient observé que, dès qu'il se forme un embryon de société, il y apparaît immédiatement trois classes, dont chacune a un rôle différent. La première est occupée à faire valoir la terre et à en tirer un produit net, qu'elle livre à la deuxième classe propriétaire du sol et qui est reversé ensuite sur toute la société. En même temps une troisième classe composée d'artisans, manufacturiers, etc., est occupée à transformer les produits du sol, en leur donnant un supplément d'utilité, mais sans augmenter la somme totale de la richesse sociale : « Nous la nommons donc classe stérile, déclare au nom de toute l'école le marquis de Mirabeau, parce qu'effectivement elle l'est. On a beau dire qu'elle produit la forme : produire la forme, c'est produire rien, dans le vrai sens qu'on doit donner ici à ce mot et dans la réalité de la chose (1). »

Quelle était exactement la pensée des physiocrates, dans cette bizarre classification sociale et dans cette singulière théorie de la stérilité de toutes les industries autres que l'industrie agricole ? Adressons-nous, pour le savoir, au marquis de Mirabeau dépositaire de la doctrine de Quesnay et représentant autorisé de la pensée physiocratique.

(1) *Philosophie rurale*, p. 3.

« Les artisans qui fabriquent les étoffes, dit-il dans la *Philosophie rurale*, les marchands qui les trafiquent, les voituriers qui les transportent, les tailleurs qui en fabriquent des habits, un avocat qui plaide une cause, le domestique qui le sert, tous ces hommes ne peuvent dépenser qu'à raison de la rétribution qui leur est payée par ceux qui les emploient ou qui achètent leurs ouvrages, car leurs travaux et leurs ouvrages ne leur procurent rien au delà de cette rétribution, qui est elle-même une dépense pour ceux qui la paient. Qu'on remonte à la source de ce paiement, en suivant la marche de la circulation des espèces représentatives de la richesse dans les différentes mains par où elles ont passé, l'on trouvera qu'il provient uniquement de la terre, qui produit seule tous les biens à notre usage (1). »

Les physiocrates n'entendaient pas par là que la seule industrie utile à l'humanité fût l'industrie agricole. Ils reconnaissaient que les industries manufacturières rendaient des services à la société, en donnant aux produits un supplément d'utilité. Seulement, ils les estimaient, — socialement parlant, — incapables d'augmenter la masse totale des richesses, car le surplus de valeur qu'elles donnaient aux produits était en valeurs déjà consommées et ne faisait que représenter exactement les valeurs détruites dans la production : « Il faut distinguer, disait en ce sens Quesnay, une addition de richesses réunies d'avec une production de richesses ; c'est-à-dire une augmentation, par réunion, de matières premières et de dépenses, en consommation de choses qui existaient avant cette sorte d'augmentation, d'avec une génération ou création

(1) *Philosophie rurale*, p. 6.

de richesses, qui forme un renouvellement et un accroissement de richesses renaissantes (1), »

L'idée essentielle est donc que l'agriculture seule est productive, parce qu'elle donne un supplément sur les valeurs consommées dans le travail agricole qui est le résultat de la vertu génératrice du sol et qui ne se retrouve pas dans l'industrie, dont les produits représentent simplement la valeur des divers éléments, matières premières et main-d'œuvre, entrés dans leur composition. Voici notamment, pour prendre un exemple de Mirabeau, une femme qui fait, avec quinze sols de fil, une dentelle de cent écus. Ce serait une erreur capitale que de croire à la création d'une richesse de cent écus, car, dit Mirabeau, « ajoutez à ces quinze sols de fil la valeur de la subsistance et de l'entretien de l'ouvrière pendant son travail, et vous verrez alors ce qu'il y a de produit réel, pour la nation, dans l'échange de ce fil contre cent écus » (2).

Ce qui inspirait cette théorie, c'était au fond une conception purement matérielle de la richesse. Au lieu de voir la richesse dans l'appropriation des choses aux besoins de l'homme, les physiocrates s'obstinaient à la chercher dans un surplus matériel donné, d'après eux, par la seule industrie agricole, au delà des frais de production. Or, ou bien cette conception ne signifiait rien du tout qu'une vérité banale et évidente par elle-même, ou bien elle aboutissait à ne reconnaître en réalité qu'un seul agent de la production, la terre, et à dénier toute productivité au travail humain, quel qu'il fût.

L'analyse physiocratique de la production industrielle était au fond assez exacte, et aujourd'hui encore les éco-

(1) *Dialogue sur les travaux des artisans*, p. 188, du recueil Daire.

(2) *Philosophie rurale*, p. 55.

nomistes reconnaissent que la valeur échangeable d'un produit manufacturé comprend, à peu de chose près, la valeur de la matière première, le salaire de l'ouvrier et le profit de l'entrepreneur, qui équivalent généralement à la valeur en subsistances et matières premières consommées pendant l'opération de la production. Mais ce que les physiocrates ne voyaient pas, c'est qu'il en était à peu près de même dans l'industrie agricole, où la valeur des produits représente, en temps normal, la valeur des semences et engrais, les frais d'entretien des cultivateurs et le revenu des propriétaires. C'est ce revenu dont ils s'exagéraient l'importance, et dans lequel ils voulaient voir, sous le nom de produit net, un don gratuit de la nature à l'homme et l'unique source des richesses pour la société. Qu'est-ce à dire, sinon que la terre seule est productive et que le travail de l'homme est impuissant par lui-même, à créer des valeurs ?

Le travail de l'homme appliqué à la culture du sol n'est pas sensiblement différent, en effet, du travail consacré à manufacturer les produits : il ne procède comme lui que par transformations, et si, dans l'agriculture, le résultat est une multiplication matérielle de richesses, c'est qu'il intervient un agent naturel, la terre, qui vient doubler et tripler la mise de l'homme. Seulement, il aurait fallu se demander ici s'il y avait là un pur cadeau, un véritable don gratuit ou la rémunération du travail antérieur et des capitaux incorporés au sol pour le fertiliser. Dans ce dernier cas, le produit net n'aurait été que l'intérêt d'avances assez analogues à celles que l'on trouve dans les exploitations industrielles. Dans le premier cas au contraire, on aurait pu reconnaître à la terre une puissance productive particulière, due à l'utilisation des for-

ces inépuisables de la nature, mais il aurait encore fallu se demander si ces forces ne se manifestaient que dans le travail agricole et si leur emploi dans le travail industriel ne pouvait pas aboutir au même résultat d'un don gratuit de la nature à l'homme. En tout cas, il n'aurait pas fallu conclure aussi légèrement à l'improductivité de tout travail humain autre que le travail agricole, c'est-à-dire en somme à l'improductivité du travail, car ce qui dans l'agriculture fournit le produit net, ce n'est pas le travail, c'est la nature (1).

Ces idées sur la stérilité de l'industrie et du commerce firent du tort dans l'esprit public à la doctrine physiocratique. Les commerçants et industriels s'indignaient de la qualification qui leur était donnée, bien qu'au fond la doctrine leur fût favorable. Poussée jusqu'au bout par des esprits aussi absolus que le marquis de Mirabeau, elle aboutissait d'ailleurs à des conséquences absurdes : c'est ainsi que le Marquis n'hésitait pas à déclarer qu'entre un ouvrier et un voleur il n'y avait en réalité qu'une différence de morale et de sentiment : « L'ouvrier, disait-il, travaille ; il reçoit en échange de son ouvrage une portion du revenu que le curieux lui cède en rétribution de son travail ; il consomme enfin cette rétribution qui est le fond qui pourvoit à sa dépense. Ainsi il n'y a de différence entre lui et le voleur et le mendiant à cet égard que la différence morale et la satisfaction de l'acheteur, qui se trouve entre la cession volontaire et convenue et la rapine et

(1) Théoriquement les physiocrates avaient bien distingué les trois facteurs classiques de la production : travail, nature et capital ; mais leur analyse du phénomène de la production aboutissait à réserver à la terre le seul rôle productif, les autres facteurs n'étant que des adjuvants.

l'escroquerie. Mais, quant à ce qui est de calcul et de produit, c'est tout un (1). »

On comprend que les industriels et commerçants se révoltassent devant de pareilles assimilations. Au sein même de l'école physiocratique, il s'était formé tout un groupe qui se rattachait plus spécialement aux principes plus larges de Gournay sur les avantages de la concurrence et de la liberté de l'industrie et du commerce, et qui refusait de suivre Mirabeau et Quesnay sur le terrain étroit de la stérilité de l'industrie et du commerce (1).

« Quelquefois je trouve, écrivait en ce sens Turgot à Dupont dans une lettre du 20 février 1776, que vous ne donnez pas assez d'étendue à vos principes, que toujours guidés par la marche qu'a suivie notre docteur, toujours appuyés sur la base de l'analyse profonde qu'il a le premier faite de la formation, de la circulation, de la reproduction du revenu, vous ne serrez pas assez le principe, moins abstrait, mais peut-être plus lumineux, plus fécond ou du moins plus tranchant par sa simplicité et par sa généralité sans exceptions, le principe de la concurrence et de la liberté du commerce, conséquence immédiate du droit de propriété et de la faculté exclusive qu'a chaque individu de connaître ses intérêts mieux que tout autre. Ce seul principe avait conduit M. de Gournay parti du comptoir à tous les mêmes résultats pratiques, auxquels est arrivé notre docteur en partant de la charrue... Vous êtes si occupés de votre humeur contre l'industrie ; vous vous

(1) *Philosophie rurale*, p. 56.

(2) Ce groupe, dont Turgot était le plus illustre représentant, comprenait, sans compter Gournay lui-même, mort dès 1759, Morellet, Trudaine de Montigny, Malesherbes, Bertin, Maynon d'Invaux, de Boisgelin, de Cicé, etc.

amusez si fort à lui prouver qu'elle est stérile que vous oubliez de frapper sur toutes les misérables entraves de toute espèce qui enchaînent cette industrie dans toutes ses branches... Vous êtes les protecteurs de l'industrie et du commerce, et vous avez la maladresse d'en paraître les ennemis... Voilà ce que c'est que de mal s'expliquer et de choisir mal ses termes... » Turgot proposait de remplacer le mot de classe stérile par celui de classe stipendiée, mais cela était encore insuffisant : il aurait fallu renoncer complètement à l'idée de la productivité exclusive de l'agriculture, qui ne correspondait à aucune réalité.

Elle n'en était pas moins la base du fameux tableau, dans lequel Quesnay avait prétendu figurer la distribution et la circulation de la richesse, et qui était considéré comme un article de foi par tous ses disciples. Le marquis de Mirabeau n'hésitait pas à le déclarer une des grandes découvertes qui, avec l'invention de l'écriture et celle de la monnaie, avaient véritablement fondé la société humaine. Il s'attacha pour sa part à le commenter comme une sorte d'évangile, et, bien que ses explications n'aient pas contribué à l'éclaircir beaucoup, c'est d'après elles que nous essaierons d'analyser cette marche de la distribution de la richesse, qui est indispensable à la compréhension de la doctrine.

Quesnay supposait que, dans un État parvenu à un haut degré de prospérité, la somme totale de la production du sol atteignait un chiffre de cinq milliards, dans lequel le produit net était représenté par deux milliards, les trois autres milliards étant consacrés à ce qu'il appelait les *reprises* de la classe productive, c'est-à-dire à dédommager les cultivateurs de leurs dépenses et de leurs frais d'exploitation. Les avances de la classe productive se divi-

saient elles-mêmes en deux catégories, les *avances primitives*, comprenant toutes les avances faites par chaque cultivateur pour se constituer un fonds d'établissement, instruments aratoires, matériel, animaux de travail, etc., et les *avances annuelles*, comprenant toutes les dépenses que doivent faire les cultivateurs d'une récolte à l'autre pour tirer du sol la récolte annuelle. La différence entre elles est que les avances annuelles ont besoin d'être renouvelées chaque année et exigent un prélèvement de deux milliards sur le produit total, tandis que les avances primitives n'ont besoin que d'être entretenues et ne demandent qu'un prélèvement d'un milliard.

Tous ces prélèvements faits, il reste un produit net, qui est un gain pour la société et qui se partage entre le souverain et les propriétaires, le souverain à raison de ses *avances souveraines*, ou dépenses faites pour la défense et la sauvegarde de la propriété, les propriétaires à raison de leurs *avances foncières*, ou dépenses faites pour l'entretien et l'amélioration des terres, dépenses indispensables à la prospérité d'une société, car c'est d'elles que dépend la productivité des terres et par suite l'abondance du produit net.

Voilà donc la classe propriétaire en possession du produit net. Que va-t-elle en faire ? Elle ne peut en jouir qu'en le dépensant, et c'est cette dépense qui va faire vivre la société tout entière. Elle en fait deux parts égales, qu'elle reverse sur les deux autres classes, l'une sur la classe productive, en achats de denrées nécessaires à sa subsistance, l'autre sur la classe stérile en paiement des travaux qu'elle lui fait accomplir, soit pour ses propres jouissances, soit pour entretenir et accroître les avances foncières. Mais, d'autre part, la classe productive a besoin du concours de

la classe stérile pour l'entretien de ses avances, et elle lui reverse, dans ce but, le milliard qu'elle a reçu des propriétaires. La classe stérile a donc reçu en réalité deux milliards et a vu passer entre ses mains toute la richesse sociale, mais elle ne la garde pas et la reverse sur la classe productive en achats de denrées nécessaires à sa subsistance et de matières premières nécessaires à ses ouvrages. Ainsi chaque classe a reçu et dépensé autant qu'elle a reçu ; le circuit est complet et il est fermé ; dans cette circulation, la richesse ne s'est pas augmentée, elle ne s'augmente que dans la circulation qui s'établit entre l'homme et la terre.

Or, il faut remarquer ici que ces diverses combinaisons de chiffres péchaient par la base, en ce sens qu'elles auraient dû être prouvées et qu'elles ne l'étaient pas. Il n'était nullement démontré par exemple que deux milliards d'avances annuelles dussent donner une production totale de cinq milliards ; toute proportion était en réalité impossible à établir, à raison de l'inégale fertilité des divers terrains, étant donné surtout que les avances agricoles poussées au delà d'une certaine limite n'augmentent plus que très faiblement la production. On aurait pu faire la même objection à toutes les autres parties du tableau de Quesnay, car toutes les proportions qu'il établissait entre les versements réciproques d'une classe à l'autre étaient purement et simplement conjecturales. La doctrine du produit net n'était donc pas fondée sur des faits et sur la réalité des choses, mais sur des idées spéculatives, d'où l'on tirait par voie de déduction logique toute une série de conséquences. Voyons donc ces conséquences.

IV

Puisque le produit net est l'unique richesse d'une société, sur laquelle vivent tous ses membres, le but suprême de cette société est de tendre sans cesse à l'accroissement de ce produit net. Or il ne faut pas oublier que les produits de l'agriculture n'ont leur qualité de richesses que par leur valeur vénale et leur débit, qu'il faut par conséquent se garder d'entraver. Les physiocrates n'étaient pas ennemis à ce point de vue d'un prix élevé des denrées agricoles et rémunérateur pour leurs producteurs. Ils le considéraient non seulement comme utile à l'agriculture, mais comme conforme aux intérêts de toute la société, car c'était sur elle que se reversait le supplément de produit net qui en résultait. Qu'on ne dise pas que le haut prix des denrées entraîne la misère de ceux qui sont obligés de vivre du travail de leurs bras, car les salaires proviennent précisément du produit net et se mesurent exactement sur le prix des denrées (1). Il y a entre ces deux termes une corrélation nécessaire qui fait participer l'un à toutes les variations de l'autre. Cette considération rendait les physiocrates très fermes dans leurs revendications

(1) Il y a en germe dans cette conception deux théories célèbres de l'école classique : la théorie du fonds des salaires de Stuart Mill d'après laquelle il y a, dans une nation, un fonds en capital destiné à être distribué en salaires, et la théorie du salaire naturel de Ricardo, qui prendra chez les socialistes le nom de loi d'airain, d'après laquelle le salaire naturel de l'ouvrier se mesure exactement sur ce qui lui est nécessaire pour vivre. Seulement ce qui pour l'optimisme physiocratique était loi heureuse et bienfaisante deviendra chez Ricardo et Lassalle loi funeste et implacable, loi d'airain, contre laquelle viendront se briser tous les efforts tentés pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière.

en faveur de l'exportation des grains, qu'ils désiraient surtout pour procurer des débouchés à l'agriculture et relever le prix de ses produits (1).

Mais ils n'en restaient pas moins inébranlables dans leur croyance aux bienfaits de la liberté absolue du commerce et se refusaient à admettre la moindre restriction à la libre importation des produits. Pour qu'une nation puisse acheter à une autre, il faut en effet qu'elle ait de quoi payer ses achats et pour cela qu'elle lui ait vendu. Si on empêche les ventes, on empêche les achats ; et cette politique funeste n'a d'autre effet que de priver une nation de la participation aux produits des autres et d'enlever leurs débouchés à ses propres produits. Toutes les nations sont solidaires : « Ce sont, déclare le marquis de Mirabeau, différentes portions d'un même tout, qui s'entrevivent par les sucs différents qu'elles produisent et qu'elles s'entrecommuniquent (2). »

(1) « Il est ridicule, disait en ce sens le marquis de Mirabeau, de former à cet égard des objections fondées sur la division de la nation en vendeurs et en acheteurs. Les acheteurs, qui ne sont ni cultivateurs ni propriétaires, sont vendeurs de leur travail et de leurs services, à raison du prix des productions qu'ils achètent, et la conformité du prix constant de ces ventes et de ces achats de différente nature est infaillible. Ainsi la richesse générale d'une nation consiste toujours dans le plus haut prix de ses productions, parce que, dans une bonne culture, la totalité des productions surpasse de beaucoup les frais de l'exploitation et que la cherté constante des productions provoque et soutient toujours la bonne culture. » *Philosophie rurale*, p. 54. Ce passage est significatif, parce qu'il contient un argument qui est précisément invoqué aujourd'hui contre la liberté par les partisans du protectionnisme. Les termes du problème sont en réalité complètement renversés, et peut-être les physiocrates seraient-ils aujourd'hui d'ardents protectionnistes.

(2) *Philosophie rurale*, p. 52.

Ainsi apparaît déjà ce cosmopolitisme, qui sera dans la suite le lot de l'école classique, et contre lequel se dressera l'école de l'économie nationale, avec quelque raison d'ailleurs, car les premiers économistes étaient allés un peu loin dans cette voie : « N'étant pas anthropophage, déclare par exemple le marquis de Mirabeau, la distinction physique des nations m'échappe, et je ne me suis jamais senti moins parent d'un allemand et d'un anglais que d'un français à moi inconnu (1). »

Si l'on rapproche cela du mot de Turgot à Mlle de Lespinasse : « Quiconque n'oublie pas qu'il y a des États politiques séparés les uns des autres et constitués diversement ne traitera jamais bien aucune question d'économie politique », on est obligé de reconnaître que les physiocrates allaient un peu loin dans leur idée de fraternité entre les peuples et, eux qui prêchaient le respect des lois naturelles, arrivaient à méconnaître un fait naturel, la division de l'humanité en nations.

Quant à l'industrie, la théorie du produit net aboutissait aux mêmes idées de liberté et d'abstention de l'État. On avait vu jusqu'alors en elle un moyen d'attirer dans un État les métaux précieux étrangers, et on n'avait pas craint de lui sacrifier l'agriculture. Or, pour les physiocrates, leurs intérêts sont indissolublement liés, mais l'agriculture doit passer avant, car l'industrie n'a d'autre but que de donner un prix à ses produits et de les approprier aux besoins des hommes (2). Sa prospérité résulte d'ailleurs de

(1) *Philosophie rurale*, p. 85.

(2) « Quel est l'objet primitif et fondamental de l'industrie, dit le marquis de Mirabeau ? C'est de procurer aux hommes leurs diverses commodités et agréments par le moyen de l'appropriation des denrées à ces divers usages. L'industrie est-elle travail premier ou

la prospérité même de l'agriculture : elle ne peut, en effet, écouler ses produits qu'autant qu'il y aura dans la nation dépense du revenu et, comme ce revenu provient de l'agriculture, c'est de la vente avantageuse des produits agricoles que l'industrie doit attendre ses débouchés. Elle contribue elle-même à ces débouchés en donnant de la valeur aux produits bruts de l'agriculture, et c'est ainsi que leurs intérêts sont étroitement confondus, pourvu qu'on fasse disparaître l'échafaudage réglementaire, qui les entrave si inutilement.

Mais les physiocrates tiraient de leur point de vue des conclusions toutes différentes des idées qui avaient prévalu jusqu'alors. Ce qu'ils cherchaient à favoriser, c'étaient non pas les industries de luxe, comme on l'avait fait jusqu'à eux, mais les industries de nécessité, parce que ce sont elles qui ont le plus fort débit et qui entraînent la plus forte demande de matières premières. Il est curieux, à cet égard, de voir le marquis de Mirabeau, qui, dans *l'Ami des hommes*, avait soutenu des idées tout opposées, s'ingénier à prouver que les industries de luxe sont nuisibles à une nation et ne peuvent que l'appauvrir (1).

En revanche, il trouvait dans ses nouvelles conceptions des arguments encore plus solides pour démontrer les déprédations du luxe qu'il avait déjà combattu. Le luxe était pour lui un superflu de dépense préjudiciable à la reproduction des richesses, la dépense tournée vers des objets de recherche et ne contribuant pas au développe-

travail second, travail indépendant ou subordonné ? Il résulte de sa définition même que l'industrie est travail second, puisqu'elle ne sait qu'apprêter et approprier les denrées et qu'elle ne les produit pas. » *Philosophie rurale*, p. 318.

(1) V. sur ce point, *Philosophie rurale*, p. 58 et s.

ment du produit net. Sur ce point, ses convictions premières ne faisaient que trouver un nouvel appui dans la doctrine du produit net.

Il en était de même sur un autre point où Mirabeau s'était rencontré d'avance avec Quesnay, l'hostilité à l'égard des rentiers et la critique de l'intérêt de l'argent. Les physiocrates ne lui étaient pas favorables parce qu'ils l'accusaient de transporter la richesse entre les mains d'oisifs qui ne travaillaient pas à sa reproduction, et c'est pour cela que, contrairement à leurs principes de liberté, ils n'étaient pas hostiles à une réglementation de l'intérêt et même à sa complète prohibition (1). Le marquis de Mirabeau s'exprime à ce sujet dans sa *Philosophie rurale* en véritable socialiste : « L'intérêt de l'argent, dit-il, ruine la société en transportant les revenus dans les mains de gens qui ne sont ni propriétaires, ni producteurs, ni industriels, et qui, bannis par leur essence des trois classes comprises dans le *Tableau économique*, qui composent vraiment la société, ne peuvent être tenus que pour frelons qui vivent du pillage de la ruche politique (2). »

Ces exagérations mises à part, et aussi les idées trop dogmatiques et trop absolues sur le produit net, la doctrine physiocratique contenait une grande part de vérité et aboutissait à des conclusions de réelle valeur. Toutes les réformes tentées par Turgot en 1776 n'étaient que la consécration de ses principes. Toute l'œuvre économique de la Constituante, la suppression des mesures réglementaires et des corporations, la suppression des douanes

(1) Seul Turgot se séparait sur ce point de l'école en se ralliant aux idées de liberté, qu'il soutint notamment dans son *Mémoire sur les prêts d'argent*, composé en 1769.

(2) *Philosophie rurale*, p. 101.

intérieures, la liberté de l'industrie, le tarif presque libre-échangiste de 1791, tout cela procède directement des doctrines physiocratiques.

Au point de vue théorique, d'autre part, elles dégageaient, les premières, la notion de lois sociales que l'homme ne peut enfreindre, sans se nuire à lui-même ; elles montraient que ces lois, si elles étaient observées par lui, tendaient à réaliser d'elles-mêmes son bonheur ; elles introduisaient par là l'idée d'harmonie dans les relations humaines, dominées jusque-là par le principe contraire, et tombaient même dans l'exagération d'un optimisme trop absolu.

On a beau jeu aujourd'hui pour critiquer les physiocrates : il est plus juste de reconnaître tout ce que leur système offrait de nouveau et de hardi pour l'époque. On comprend mieux, lorsqu'on l'a étudié, que le marquis de Mirabeau ait été conquis tout entier par l'idéal humanitaire de la doctrine nouvelle, qu'il n'appela plus dès lors que la « science » et la « doctrine de l'humanité ».

CHAPITRE IV

LA QUESTION DU COMMERCE DES GRAINS (1).

« Vers 1750, a dit Voltaire (2), la nation française, rassasiée de vers, de tragédies, de comédies, d'opéras, de romans, d'histoires romanesques, de réflexions morales plus romanesques encore et de disputes théologiques sur la grâce et les convulsions, se mit à raisonner sur les blés. » Il est, en effet, peu de questions qui aient passionné aussi vivement l'opinion publique au XVIII^e siècle que cette question, très aride cependant, du commerce des grains. Elle donna lieu, après 1760, à un véritable déluge de brochures et de publications et à d'interminables discussions, non seulement entre économistes et hommes d'État, mais même entre littérateurs et gens du monde.

Elle se posait dans les termes en apparence très simples que voici : le blé peut-il être assimilé à une marchandise comme les autres. Son exportation doit-elle être entièrement libre, ou faut-il attendre de la prohibition et de la réglementation l'approvisionnement général du territoire ? Pour comprendre tout ce que la question avait en réalité

(1) V. sur ce point : Afanassiev, *Le commerce des céréales en France au XVIII^e siècle*, Paris, 1894 ; Gaudemet, *L'abbé Galiani et la question du commerce des blés à la fin du XVIII^e siècle*, Thèse pour le doctorat, Dijon, 1899 ; Biollay, *Etudes économiques sur le XVIII^e siècle, Le pacte de famine*, Paris, 1885 ; Bord, *Histoire du blé en France, Le pacte de famine*, Paris, 1887.

(2) *Dictionnaire philosophique*, article Blé.

de compliqué et les controverses auxquelles, le marquis de Mirabeau devait prendre une part très active, il faut se rappeler quelle était la situation de la France avant les premières mesures libérales, c'est-à-dire vers 1760, et l'impression produite par ces mesures.

I

La réglementation la plus étroite avait présidé jusqu'alors au commerce des céréales. Les traditions féodales tendaient à faire de chaque province une unité indépendante, qui devait se suffire à elle-même et assurer elle-même son approvisionnement. On ne cherchait pas à avoir un prix unique pour toute la France, ni à faire participer les provinces pauvres à l'abondance des provinces riches ; on ne pensait qu'à retenir le blé là où il était et à en faire provision, dans les temps de prospérité, pour conjurer la famine en temps de disette, sans se demander si le plus sûr moyen d'amener cette disette n'était pas de décourager l'agriculture, en lui enlevant ses débouchés.

Les termes du problème étaient donc tout différents de ce qu'ils sont aujourd'hui. Ce que l'on cherche de nos jours, c'est entraver l'importation des blés étrangers pour procurer un prix rémunérateur à l'agriculture nationale, et les défenseurs de l'agriculture font porter tout leur effort sur l'établissement de droits à l'importation. Ce que l'on cherchait au contraire dans l'ancienne France, c'était empêcher l'exportation des blés nationaux pour ne pas priver le pays des avantages de l'abondance, et ce que les partisans de l'agriculture réclamaient, c'était la libre exportation des blés, qui, en procurant des débouchés à l'agriculture, assurerait une production plus égale et plus abondante.

Les conditions économiques ont en effet complètement changé. La crainte de la disette est aujourd'hui chimérique, à raison de la rapidité des moyens de communication, des facilités du commerce, de l'existence de grands marchés exportateurs de blé ; et le seul danger, auquel on ait à parer est l'avilissement des prix, résultant d'une concurrence étrangère écrasante pour la production nationale. Mais, dans l'ancienne France, il en était tout autrement ; les communications étaient lentes et difficiles, le grand commerce n'existait pour ainsi dire pas ; les pays, qui avaient du blé, cherchaient à le retenir chez eux, et l'on comprend dès lors que la crainte de la disette hantât tous les esprits et que l'on se préoccupât des moyens d'assurer la subsistance du pays. Malheureusement ces moyens s'inspirèrent de préoccupations réglementaires beaucoup trop étroites et ne firent qu'aggraver le mal au lieu de le prévenir.

La circulation des grains d'une province à une autre était en effet ordinairement interdite, et il fallait des actes spéciaux pour l'autoriser. La multiplicité des péages et douanes intérieures agissait d'ailleurs dans le même sens que ces dispositions réglementaires pour empêcher la circulation des grains à l'intérieur du royaume.

De nombreuses précautions étaient prises en outre contre les marchands dont on se méfiait. C'est ainsi qu'une déclaration du 31 août 1699 défendait de faire le commerce des grains sans autorisation des officiers de justice du roi. Quant aux producteurs, on les obligeait à vendre leur récolte au marché, dans l'espérance qu'ils vendraient à bas prix (1), et on leur défendait de conserver le blé chez eux plus de deux ans.

(1) V. sur ce point Afanassiev, *op. cit.*, p. 87-89.

La police des marchés se trouvait en même temps réglementée : l'ordonnance du 24 novembre 1757 interdisait la vente par commissionnaires, et les marchandises exposées et non vendues pendant plusieurs marchés consécutifs devaient, au troisième, être vendues au cours du jour quel qu'il fût. En outre, l'autorité réglementait et limitait les achats. Sur le marché, les boulangers et marchands en gros ne pouvaient acheter qu'après les particuliers, et, par crainte des accaparements, on imposait un maximum à leurs acquisitions. Enfin, pour assurer l'approvisionnement de Paris, on établit toute une police spéciale à l'Île-de-France (1), qui avait pour but d'assurer à la capitale tout le blé produit dans un rayon de vingt lieues.

Toutes ces mesures n'avaient réussi qu'à ruiner l'agriculture sans empêcher les disettes, car si la récolte était bonne dans une province, la concurrence que se faisaient les producteurs et le défaut de débouchés entraînaient l'avisement des prix, et si elle était mauvaise, la province, se trouvant réduite à ses seules ressources, était livrée aux horreurs de la famine : « Les gênes que l'on met sur le commerce des blés, disait en ce sens Gournay, en 1752, les recherches que l'on fait chez le laboureur, le risque qu'il court d'être puni et de passer pour un mauvais citoyen, si on lui en trouve en réserve, l'obligation qu'on lui impose d'en porter tant de sacs au marché tendent à détourner les sujets du roi de la culture du blé (2). »

Quant au commerce extérieur, la tendance était de

(1) V. sur ce point Afanassiev, *op. cit.*, p. 72-74.

(2) Mémoire adressé par Gournay en 1752 à Trudaine, alors à la tête de l'administration. Archives nationales, F¹² 718, cité par Biollay, *Pacte de famine*, p. 86.

favoriser l'importation et d'entraver l'exportation. Aussi l'importation était-elle entièrement libre ou soumise à des droits peu élevés (1), tandis que l'exportation était au contraire le plus souvent prohibée, sauf des permissions générales d'exporter, en cas de récoltes exceptionnellement bonnes, et des permissions individuelles, qui étaient ordinairement le prix de la faveur (2).

Tel était donc le régime contre lequel allait entrer en guerre la jeune école des économistes et contre lequel elle allait remporter ses premiers succès. Déjà, un arrêt du Conseil du 17 septembre 1754 avait permis la libre circulation des grains à l'intérieur du royaume par terre et par rivières, et cet essai avait eu des résultats si favorables que les États de diverses provinces et les sociétés d'agriculture, fondées sur l'initiative de Gournay, se mirent à réclamer la liberté d'exportation.

Le gouvernement n'osa pas cependant aller jusque-là du premier coup. Une déclaration, rendue en 1763 sous les auspices du contrôleur général Bertin, se borna à sanctionner les mesures prises en 1754 avec, comme disposition nouvelle, la liberté pour toute personne de faire le commerce des blés sans déclaration ni formalité d'aucune sorte. Ce premier succès encouragea les économistes, qui réclamèrent dès lors avec persistance la liberté d'exportation.

Les circonstances semblaient favorables : à la suite de

(1) Le tarif de 1664 l'avait frappé d'un droit insignifiant de 2 livres et demi par muid. Dans les premières années du siècle c'est un régime analogue qui subsiste. De 1740 à 1763, tous les droits sont supprimés et les grains entrent en franchise sur tout le territoire.

(2) V. sur ces alternatives de permissions et de prohibitions Afanassiev, *op. cit.*, ch. X.

quelques bonnes récoltes, le prix du blé était tombé très bas, et l'exportation pouvait seule empêcher un avilissement plus considérable. En outre, les économistes étaient en faveur auprès du gouvernement : le contrôleur général Bertin leur était dévoué, et Trudaine, chargé de la préparation des mesures libérales, avait appelé à son aide Dupont de Nemours, le disciple de Mirabeau et de Quesnay. En même temps, l'exemple de l'Angleterre, qui avait toujours cherché à favoriser l'exportation, inclinait les esprits vers la libre exportation des céréales.

Cependant, au dernier moment, divers événements purent devoir retarder l'œuvre de liberté. Ce fut d'abord, en 1764, la mort de la marquise de Pompadour qui, à raison de ses relations avec Quesnay, était un sérieux appui pour les économistes. Ce fut ensuite la retraite de Bertin et son remplacement par le contrôleur général L'Averdy, protégé de Choiseul, qui était lui-même ennemi de Quesnay. En même temps une cherté excessive s'était produite en Guyenne, et les partisans de la réglementation l'exploitaient contre la liberté : Dupont de Nemours fut obligé de prendre la plume pour soutenir que la cherté avait été causée par les mauvaises récoltes et que la liberté, loin de la favoriser, avait au contraire empêché qu'elle ne fût plus considérable.

Bref, malgré toutes ces vicissitudes, l'édit de liberté parut en juillet 1764 avec un préambule directement inspiré des idées de Quesnay (1). Il accordait la libre expor-

(1) « Après avoir pris les avis des personnes les plus éclairées en ce genre, y lit-on, nous avons cru devoir déférer aux instances, qui nous ont été faites pour la libre exportation et importation des grains et farines, comme propre à animer et à étendre la culture des terres, dont le produit est la source la plus réelle et la plus sûre des richesses d'un État. »

tation des céréales, mais avec certaines restrictions. L'exportation ne pouvait se faire que sur des vaisseaux français ; elle était suspendue de plein droit, lorsque le blé atteignait le prix de douze livres dix sous le quintal (1) ; enfin, elle restait soumise en temps normal à un léger droit de un demi pour cent. Des droits de 4 0/0 sur les blés, 3 0/0 sur les seigles et autres céréales étaient établis à l'importation.

Mais l'édit laissait subsister une bonne partie de la réglementation intérieure, la police des marchés, les dispositions relatives à l'approvisionnement de Paris, les octrois et péages locaux, et il y avait quelque chose de contradictoire entre ce régime toujours réglementaire et le régime libéral de l'extérieur. Les deux parties de la législation ne cadraient pas en réalité très bien ensemble.

En outre, la liberté, qui était dans les lois, n'était pas encore dans les mœurs : les agents subalternes de l'administration ignoraient les décrets et continuaient à entraver la libre circulation ; le peuple, méconnaissant ses véritables intérêts, arrêtait les transports et pillait les convois de blé. Dans ces conditions, le commerce extérieur resta peu étendu, et le physiocrate Roubaud n'exagérait pas, lorsqu'il affirmait en 1768 que, pendant quatre ans, il n'était pas sorti du royaume plus de deux millions de setiers de grains (2). On ne peut donc pas dire que ce soit la libre exportation, qui ait amené le relèvement des prix et entraîné la disette, comme Galiani devait en faire plus tard le reproche aux économistes (3).

(1) C'est-à-dire, en poids et monnaie actuels, vingt-huit francs quarante environ les cent kilos.

(2) *Représentations aux magistrats*, p. 230.

(3) Dans une lettre à Mme d'Epinay datée du 24 juillet 1770.

Les circonstances en furent en réalité seules responsables. Par une sorte de fatalité inouïe, les récoltes, qui avaient été jusque-là très favorables, tombèrent brusquement, dès que la liberté eût été établie, au-dessous du médiocre, et l'opinion publique mal éclairée fut amenée à voir un effet de la liberté dans le relèvement des prix qui fut la suite des récoltes déficitaires. Des séditions éclatent aussitôt un peu partout, et particulièrement en Normandie. Les parlements s'émeuvent et rendent les doctrines des économistes responsables de la cherté. Ceux-ci, qui voient leur œuvre libérale menacée, entreprennent une véritable campagne de brochures et de journaux pour défendre leurs idées et éclairer l'opinion publique.

Jusqu'à la fin de 1766, c'était dans le *Journal de l'Agriculture, du commerce et des finances* dirigé par Dupont de Nemours que les physiocrates avaient défendu leurs doctrines et soutenu les mesures libérales de Bertin et de L'Averdy (1). Mais en novembre 1766 les propriétaires du *Journal de l'Agriculture*, ennuyés, paraît-il, des lenteurs de Dupont (2), lui donnèrent congé, et du même coup la physiocratie se trouva sans asile. Ce fut alors que l'abbé Baudouin, une des conquêtes récentes de l'école, qui dirigeait

(1) Ce journal n'était pas la propriété exclusive des économistes. Dupont n'en était que le directeur, et les véritables propriétaires avaient exigé de lui, qu'il accueillerait indifféremment toutes les doctrines. La doctrine physiocratique était représentée dans le journal, outre Dupont, par Quesnay, qui signait ses articles des noms les plus variés, Mirabeau, qui écrivait sous la lettre F, Mercier de la Rivière, dont nous avons déjà parlé, et enfin un magistrat d'Orléans, Le Trosne, qui devait être un des meilleurs auteurs de l'école,

(2) C'est le marquis de Mirabeau lui-même qui le constate dans une lettre à Longo datée du 25 novembre 1777.

seul une feuille assez obscure les *Ephémérides du citoyen*, offrit de la mettre à la disposition de la science nouvelle ; et, à partir de janvier 1767, le recueil devint l'organe officiel de l'école physiocratique, avec le sous-titre : *Bibliothèque raisonnée des sciences morales et politiques*. L'abbé Baudeau en garda la direction jusqu'en 1768, et, à partir de 1768, ce fut l'infatigable Dupont de Nemours qui se chargea de présider aux destinées du grand organe physiocratique (1).

Mais en même temps qu'ils défendaient par la presse les mesures libérales de 1763 et 1764, les économistes ne négligeaient pas de leur consacrer livres et brochures, dans lesquels ils s'obstinaient à vouloir triompher du mauvais sort qui semblait poursuivre leur œuvre. L'imminence du danger amena tous les défenseurs de la doctrine sur la brèche : Roubaud publia ses *Représentations aux magistrats*, Dupont sa *Lettre d'un conseiller de Rouen*, Le Trosne, ses *Lettres à son ami sur les avantages de la liberté du commerce des grains*. Enfin le marquis de Mirabeau lui-même crut qu'en sa qualité de fondateur de l'école il ne pouvait se dispenser d'entrer en scène et lança en 1768 ses *Lettres sur le commerce des grains*, qui vont seules nous retenir.

(1) « J'en obtins deux choses, dit à ce sujet le marquis de Mirabeau, sans lesquelles je ne l'aurais ni lu ni soutenu : l'une que nos *Ephémérides* n'étant point à lui auraient l'orthographe de tout le monde, l'autre que nulle trace de ce vilain et odieux philosophisme ne serait ni dans son recueil, ni dans aucun des écrits de notre science. » Lettre à Longo du 15 novembre 1777.

II

Mirabeau explique lui-même, dans son avertissement, dans quelles circonstances il fut amené à faire paraître cet ouvrage. La mauvaise récolte de 1767 avait excité le peuple contre la liberté, qu'on rendait responsable de la cherté, et ses partisans sentaient le besoin de soutenir par la plume le gouvernement. C'est dans ce but qu'il rédigea lui-même la grande lettre qui termine le recueil et qu'il comptait publier dans les *Ephémérides* : mais elle se trouva trop longue pour y prendre place, et il résolut alors de la publier séparément. Comme il fut averti que les petites brochures parvenaient difficilement en province, il se décida à faire un livre, en réunissant dans le début des lettres assez indifférentes relatives à diverses questions d'agriculture et de commerce ; et c'est pour cela que les premières lettres du recueil ne concernent en rien la question du commerce des grains.

Les idées de Mirabeau se trouvent, en réalité, contenues dans les dernières, la grande lettre datée du 22 novembre 1767 d'abord, et deux autres lettres, datées du 26 juillet et du 4 novembre 1767. Ces idées n'offrent pas d'ailleurs une grande originalité, et si l'auteur apporte dans la discussion de la question son feu et son ardeur habituels, il n'apporte aucun élément nouveau pour sa solution. Il défend même la cause de la liberté d'un point de vue assez étroit et assez dogmatique : au lieu de la fonder comme le feront certains physiocrates, Le Trosne, par exemple (1), sur les avantages de la concurrence, qui, par une combi-

(1) Dans ses *Lettres à un ami sur les avantages de la liberté du commerce des grains et le danger des prohibitions*, un vrai chef-d'œuvre de clarté et de bon sens qui semble écrit d'hier.

raison de la production et de la consommation universelles, tend à réaliser pour le monde entier le juste prix des produits, Mirabeau prétend la faire reposer sur les bases beaucoup moins solides du *Tableau économique*, et la justifier par des considérations plus subtiles et beaucoup plus contestables tirées de la théorie du produit net.

Son idée essentielle est que, le produit net de l'agriculture étant la mesure de la richesse sociale, il importe peu de voir les grains à haut prix, si les facultés d'acquisition de la masse suivent une hausse correspondante ; et elles ne peuvent manquer de le faire, puisque le produit net se reverse nécessairement en salaires sur tous les membres du corps social.

Si l'on cherche à décourager ou à prohiber l'exportation, on décourage la culture, on sape dans sa base le produit net, on diminue à la fois et la production et la consommation. Si on met simplement comme condition à la sortie des blés que personne n'en veuille plus dans le royaume, on prend l'effet pour la cause, et on rend cette sortie illusoire.

La consommation est, en effet, extensible à l'infini, à raison du grand nombre de malheureux, qui souffrent actuellement de la faim et qui sont dans l'impossibilité d'acheter du pain. On ne peut songer à forcer les laboureurs à leur distribuer gratuitement leurs produits, car ce serait détruire dans son germe la récolte de l'année suivante. Le seul moyen d'améliorer leur sort c'est, au contraire, de favoriser le produit net, auquel ils pourront être appelés à participer et qui leur permettra d'acheter des grains pour leur compte. Lorsqu'on ne veut plus de blé en France, c'est qu'en réalité l'on n'a plus de quoi

en acheter, c'est-à-dire que le produit net de l'agriculture n'est pas assez abondant :

« Pour savoir ce que les habitants de la France peuvent consommer de blé, déclare en ce sens Mirabeau, il faut savoir ce qu'ils en peuvent acheter. Pour savoir ce qu'ils en peuvent acheter, il faut savoir quels sont les revenus, dont la distribution les fait vivre. Pour savoir quels sont ces revenus, il faut connaître le prix du blé, car la valeur de cette denrée primitive et universelle donne le niveau à toutes les autres (1). »

Il résulte de tout cela qu'il est absurde de vouloir subordonner la production à la consommation, alors que c'est, au contraire, la consommation qui se règle sur la production. Il n'y a pas à se méfier des profits des cultivateurs, parce que ces profits sont la mesure des salaires qui font vivre le peuple, et que la concurrence les empêchera toujours, d'ailleurs, de s'élever à un taux exorbitant.

Des objections pouvaient cependant être faites à cette argumentation, et elles sont présentées à Mirabeau par son correspondant ; car les *Lettres sur le commerce des grains* contiennent à la fois les lettres de Mirabeau et celles de son correspondant anonyme.

D'abord la hausse des grains, provenant des mauvaises récoltes, n'avait pas entraîné du tout une hausse correspondante des salaires. Mirabeau est obligé de le reconnaître ; mais il s'obstine à soutenir qu'il n'y a là qu'une crise passagère. Les salaires se modèlent bien sur les profits de l'agriculture, mais il faut pour cela un certain temps, et l'accroissement du produit net ne se traduira

(1) *Lettres sur le commerce des grains*, p. 157.

par un accroissement des salaires que dans quelques années. En attendant, le prix du blé était monté jusqu'à 33 et 34 livres le setier, alors que les partisans de la liberté avaient soutenu qu'il ne s'élèverait jamais au-dessus de 27 livres, et tout le monde souffrait de cette cherté excessive. Les promesses des économistes n'étaient-elles pas en défaut sur ce point?

Non, répond Mirabeau, car si le prix du blé est encore trop élevé, c'est qu'en réalité nous ne jouissons pas de la véritable liberté. Ses partisans ont eu raison de prétendre que le prix du blé ne s'élèverait jamais au-dessus de 27 livres le setier, car c'était le point extrême observé dans les marchés d'Europe, qui devait par conséquent s'étendre à la France, dès qu'elle participerait à ces marchés. Si nous ne jouissons pas encore de ce prix, c'est à raison des obstacles à la liberté qui subsistent encore, des restrictions contenues dans l'édit de 1764, des barrières locales qui empêchent la circulation des blés, de l'action des monopoleurs qui font hausser les prix par des ventes simulées et fermer les ports. Le prix du blé ne pourra que baisser, lorsque les bons effets de la liberté commenceront vraiment à se faire sentir.

Mirabeau, comme tous les autres physiocrates, n'admettait donc d'autre remède au mal très réel, dont on souffrait en 1768, qu'une liberté plus grande encore. Le mal était dû, pour lui, aux inégalités de prix entre les provinces, plus encore qu'à l'insuffisance des récoltes, et ces inégalités ne pouvaient être compensées que par une circulation effective des blés et une libre communication de toutes les provinces. La récolte nationale était-elle, tout compte fait, insuffisante ; on verra aussitôt, disait-il, les étrangers, attirés par l'appât du gain, venir la renforcer de

tout ce qu'ils auront en trop, à condition qu'ils soient libres de retirer leurs produits, si les conditions du marché ne leur conviennent pas, car autrement ils se méfieraient et garderaient leurs produits. C'est précisément, ajoutait-il, ce qui se passe actuellement. L'édit de 1764 indique que la sortie sera interdite quand le blé atteindra le prix de 12 livres 10 sous le quintal, et cette disposition a pour effet d'arrêter l'importation étrangère, qui, avant tout, veut être libre de ses mouvements. On crie alors contre la liberté, alors qu'on souffre au contraire du défaut de liberté.

Il est une autre raison, d'ailleurs, pour laquelle Mirabeau et les physiocrates se déclaraient partisans de la liberté absolue et hostiles à toute réglementation du commerce des grains : elle était tirée de leur conception du droit naturel. Le droit de disposer librement des fruits de son travail leur paraissait être un des droits essentiels de l'homme, et ils considéraient comme une véritable atteinte à la justice le fait du gouvernement qui prohibait ou réglementait l'échange libre des denrées : : : :

« La souveraineté, déclare à ce sujet Mirabeau, n'a d'autre droit que celui de réprimer l'injustice et d'empêcher que personne n'empiète sur le droit d'autrui. Dans tout ce ressort, il n'entre point le moindre mélange du droit de se mêler des intérêts particuliers respectifs, qui vont d'eux-mêmes et sur lesquels l'autorité quelconque n'a de juridiction qu'autant qu'ils sortent du cercle de leur droit naturel pour usurper le droit des autres (1). »

Cette considération rendait Mirabeau véritablement intransigeant sur toute tentative de réglementation du com-

(1) *Lettres sur le commerce des grains*, p. 107.

merce. Aussi son correspondant choisissait-il bien mal son homme, quand il lui proposait de dresser lui-même un plan d'administration et un système de règlements, qui assurerait partout un prix égal des produits en faisant disparaître les inégalités entre les différentes régions. Le blé, disait-il, n'est pas une marchandise comme les autres ; il est la subsistance du pauvre, et le gouvernement n'a pas le droit de se désintéresser de sa cherté. Ne pourrait-on pas calculer à peu près ce qu'il en faut à chaque généralité, établir des greniers publics dans chacune d'elles, et n'autoriser la sortie que lorsqu'ils seraient remplis ?

Tout cela, pour Mirabeau, était à la fois injuste et inutile. D'abord le gouvernement n'a pas à se mêler du prix du blé, parce que la chose ne le regarde pas (1) et doit être laissée au libre jeu des intérêts particuliers, qui assure toujours et nécessairement l'adaptation de la production à la consommation. Le seul moyen d'établir un prix égal pour tout le territoire et aussi indépendant que possible de l'abondance et de la rareté, c'est l'entière et absolue liberté : « Ouvrez vos ports, vos rivières, vos chemins, vos halles, vos marchés et vos magasins, déclare Mirabeau, prenez le commerce du blé, sa sûreté, sa liberté et celle de tous ses agents quelconques sous votre protection la plus immédiate, la plus vigilante et la plus absolue, vous verrez le concours des marchands et de leur marchandise établir chez vous le prix le plus invariable et le plus indépendant de l'abondance et de la rareté qu'il soit possible. Quant à moi, du moins, je n'y vois que ce secret (2). »

(1) V. dans ce sens, *Lettres sur le commerce des grains*, p. 216 et 217.

(2) *Lettres sur le commerce des grains*, p. 260.

Il n'y a pas à craindre, continue Mirabeau, l'action du monopole, car ce qui favorise précisément le monopole, ce sont les dispositions dans le genre de celles de l'édit de 1764, qui prohibent la sortie du blé, au-dessus d'un certain prix. Il est facile alors à des monopoleurs d'effrayer l'opinion par des achats simulés, de faire monter le prix du blé et de faire fermer les ports, pour écouler ensuite leurs stocks avec des profits de monopole. Le seul moyen d'empêcher le monopole, c'est de le combattre par ses propres armes, de favoriser les ventes et les achats et de multiplier le nombre des marchands par une liberté absolue. Ce sont les restrictions à la liberté, qui favorisent le monopole ; le libre commerce le rend au contraire impossible.

C'est dire que Mirabeau faisait un assez mauvais accueil au moyen qui lui était proposé d'établir des magasins publics dans chaque généralité, et de n'autoriser la sortie que lorsqu'ils seraient remplis. Il est impossible, disait-il, d'évaluer d'abord la quantité de blé nécessaire à chaque généralité, car ce dont il faut se préoccuper, ce n'est pas tant des besoins des consommateurs que de leurs moyens d'acquisition, et ces moyens dépendent eux-mêmes du prix du blé. Quant aux magasins à établir, ils exigeraient pour leur entretien et l'achat des grains des dépenses considérables, et ces dépenses viendraient, sous forme d'impôt, en déduction du produit net, dont la distribution fait vivre le peuple. Ces magasins ne pourraient, d'autre part, soutenir les cours qu'en achetant dans les temps d'abondance et en vendant dans les temps de disette, c'est-à-dire en jouant en somme le rôle d'un intermédiaire. S'il en est ainsi, il est plus simple et plus profitable de consacrer l'argent qu'on y emploierait à ouvrir des routes,

creuser des canaux, assurer partout les communications de façon à faciliter pour chaque province la participation au marché général qui égalise la production et la consommation.

« Quelles sont donc, dit Mirabeau, et c'est là sa conclusion dernière, les précautions qu'on peut prendre ? Aucune. Quelle est la police qu'on peut établir ? Aucune, du moins quant à cet objet, si ce n'est la pleine et entière liberté de tous les commerces quelconques et surtout de celui des blés, si ce n'est la protection la plus immédiate et la plus sévère accordée à tous les marchands de blé, tant en gros qu'en détail, tant en corps de compagnie qu'en particulier (1). »

III

Tous les efforts de Mirabeau et des autres économistes n'en devaient pas moins rester inutiles. Leurs meilleurs arguments venaient se briser contre la cherté excessive due à la mauvaise récolte de 1767, et il y avait d'ailleurs quelque sophisme à soutenir, comme le faisaient Mirabeau et tous ceux qui se rattachaient plus spécialement aux principes de Quesnay, que cette cherté était dans l'intérêt même du peuple, parce qu'elle devait entraîner nécessairement une hausse des salaires. En attendant, il fallait vivre, et le peuple n'était pas tout à fait dans son tort en associant l'idée de cherté à celle de libre exportation. Les économistes, par leurs affirmations imprudentes et trop absolues, avaient contribué eux-mêmes à répandre ce préjugé dans l'opinion publique.

(1) *Lettres sur le commerce des grains*, p. 321.

Ils avaient beaucoup espéré un instant pour la cause de la liberté de l'arrivée au contrôle général, en remplacement de L'Averdy, de Maynon d'Invaux, élève de Gournay et favorable à la législation nouvelle ; mais les circonstances furent plus fortes que la bonne volonté du nouveau contrôleur général. Les idées libérales, qui avaient déjà perdu beaucoup de terrain, dans le domaine de la pratique, devaient être battues en brèche théoriquement avec une verve et un esprit endiablés, qui n'étaient pas dénués de profondeur, par un redoutable adversaire, l'abbé Galiani (1), qui trouva moyen de mettre les rieurs de son côté dans les plus amusants *Dialogues sur le commerce des blés* qui se puissent voir.

Les *Dialogues* étaient en réalité une attaque assez vive contre l'école des économistes et ses principaux représentants, et, sous une forme assez légère, ils contenaient une véritable réfutation des doctrines libérales, qui avaient inspiré les édits de 1763 et 1764. Galiani était choqué par l'intransigeance de ces doctrines, qui, avec une inconscience complète de la relativité, présentaient comme absolu ce qui, d'après lui, devait être subordonné aux circonstances de temps et de lieu. Il n'avait pas foi aveuglée en la liberté ; il considérait la question du commerce des grains comme de nature à recevoir des solutions différentes suivant les pays et méritant d'attirer toute l'attention du gouvernement ; il insistait surtout sur cette

(1) L'abbé Galiani fit les délices de la société française du XVIII^e siècle. Secrétaire d'ambassade à Paris en 1759, son esprit bouffon, ses saillies et son esprit lui valurent l'admiration de tous les familiers des salons de Mme d'Épinay, de Mme Geoffrin, de Mme Necker. Il ne se consola jamais de l'éloignement de Paris, lorsqu'il fut rappelé à Naples vers 1769 sur les instances de Choiseul. — V. sur l'abbé Galiani la thèse déjà citée de M. Gaudemet, Dijon, 1899.

inconséquence, qui consistait à ouvrir les frontières et à permettre la libre sortie des grains dans la France de son temps, alors que de nombreux obstacles existaient encore à la circulation intérieure et que l'unité économique n'était pas réalisée.

Sur tous ces points, les critiques de Galiani étaient pleines de valeur et faisaient ressortir les défauts de la conception trop absolue des économistes. On a pu, avec raison, le considérer, à ce point de vue, comme un des prédécesseurs de l'économie nationale ; mais ce n'est pas cela qui assura le succès de son livre : ce fut l'entrain et l'esprit avec lesquels Galiani attaquait les principaux économistes (1), et notamment Baudeau et Roubaud, qu'il n'appelait que « Badaud » et « Ribaud », et la verve avec laquelle il s'attachait à jeter le ridicule sur leurs solennelles et trop absolues affirmations.

Les économistes furent atterrés ; la bombe, pour employer l'expression de Galiani, fit explosion vers la fin de 1769 et vint porter le dernier coup aux idées de liberté (2).

(1) Il faut remarquer cependant que Galiani ménageait le marquis de Mirabeau et parlait beaucoup plus favorablement de ses livres que de ceux de ses collègues : « J'avoue que j'ai lu la *Théorie de l'Impôt* qui m'a paru un excellent ouvrage ; il m'a beaucoup appris, déclare dans les *Dialogues* le chevalier Zanobi, en qui est personnifié Galiani. — Vous faites donc cas de la *Théorie de l'Impôt*, répond le marquis des *Dialogues*. Ce livre m'a paru si obscur que je n'y ai presque rien compris. — Le chevalier. — Je n'en adopte pas toutes les idées, mais il y en a de bien vraies et de bien profondes. — Le marquis. — Mais savez-vous que l'auteur est ami de ces écrivains dont vous dites tant de mal. — Le chevalier. — Cela se peut. »

(2) Galiani n'était pas cependant systématiquement hostile à la liberté d'exportation. Il voulait qu'on assurât d'abord la circulation intérieure et qu'on réglât ensuite l'exportation par une sorte d'échelle mobile, d'après les prix existant à l'intérieur du royaume.

Turgot essaya d'empêcher l'école d'entrer en lutte avec un adversaire aussi dangereux, quoique aussi léger dans la forme, mais les économistes qui se sentaient atteints, éprouvèrent le besoin de répliquer. Dupont fit paraître une première réfutation dans les *Ephémérides du citoyen* de décembre 1769 ; mais elle avait été rédigée très vite et parut un peu faible. Baudeau publia une autre réponse, très supérieure, dans le numéro suivant des *Ephémérides*. Morellet fit paraître une réfutation en règle, dont le mérite était dans la logique rigoureuse de l'argumentation, mais qui avait le tort de ne pas combattre Galiani avec ses propres armes, l'esprit et la gaité. Roubaud, dans ses *Récréations économiques*, avait bien essayé de se lancer dans cette voie, mais son ouvrage n'avait de récréatif que le titre, car l'irritation de l'auteur y perçait à chaque ligne. Tous ces ouvrages (1) furent impuissants à détruire l'impression produite par les *Dialogues* de Galiani ; et lorsque Terray, en 1770, abolit les édits de 1763 et 1764 et avec eux la liberté d'exportation (2), il se trouva à peu près d'accord avec l'opinion publique.

Le coup était dur cependant pour les économistes. C'était leur œuvre à terre et toute une campagne à recommencer dans des circonstances encore plus défavorables, car ils avaient contre eux cette fois l'opinion publi-

(1) Il faut y joindre une réfutation de Mercier de la Rivière, parue sous le titre solennel que voici : *l'Intérêt général de l'État ou la Liberté du commerce des blés démontrée conforme au droit naturel, au droit public de la France, aux lois fondamentales du royaume, à l'intérêt commun du souverain et de ses sujets, dans tous les temps, avec la réfutation d'un nouveau système publié en forme de Dialogues sur le commerce des blés*.

(2) V. sur les mesures prises par Terray, Afanassiev, *op. cit.*, p. 254.

que et le gouvernement ; c'était tous leurs efforts prodigués en pure perte, leurs livres, leurs brochures, leurs journaux publiés et répandus inutilement, l'erreur et l'ignorance triomphant encore une fois de la cause de la vérité. Il y avait de quoi décourager les plus intrépides, et ce découragement perce dans une lettre adressée le 21 octobre 1770 au Margrave de Bade par le marquis de Mirabeau, auquel son chagrin et sa déception donnent un accent ému et presque éloquent :

« Après treize ans de travaux assidus et souvent au-dessus de mes forces, dit-il, quand j'ai cru voir grossir le nombre des hommes simples et éclairés, le gouvernement, les corps, les compagnies, des provinces entières se déclarer au moins pour la liberté du pain, il faut que je voie, au sein de ma patrie, l'intrigue et le manège se faire un jouet de la subsistance de milliers d'hommes !... C'est, Monseigneur, avoir trop vécu et trop appris !... On n'intrigue pas pour le bien public, je le sais, puisque je ne l'ai pas fait, et la friponnerie est si ardente, si adroite, si efficace qu'il est des provinces où tout le peuple croit les économistes une secte de monopoleurs dont je suis le chef. A cet égard, il est difficile de ronger la lime, et je voudrais bien qu'ils ne fissent que ce mal-là. Mais le pauvre peuple qui va languir dans sa chaumière, sans communications, sans pain qui hausse chaque jour de prix, et sans salaires, puisqu'il n'y aura plus de vente ; le labourage qui se relevait et qui va tomber ; les moulins économiques qui s'élevaient de place en place et qui chôment, puisqu'on ne saurait les approvisionner des marchés sans attirer la clameur, ni les vider de farine, sans passe-ports ; tous les maux enfin résultant de ce genre de guerre de tous contre tous, que Votre Altesse saura prévoir

mieux que je ne saurais les lui dépeindre, l'impossibilité de s'opposer à ce torrent, non pas tant à cause des défenses d'écrire que parce qu'il est absolument inutile de tant répéter qu'il fait jour ! Voilà, Monseigneur, ce qui affaiblirait l'âme la plus courageuse et parviendrait à la détruire, si elle n'était pas heureusement détournée par de tous autres objets (1). »

Les économistes n'étaient pas cependant au bout de leurs peines : le ministère de Terray devait être marqué par une réaction très vive contre leurs doctrines et les tendances libérales. Leurs écrits allaient être étroitement surveillés, la rédaction des *Ephémérides* inquiétée, et le recueil même interdit en mai 1772 (2). Les doctrines physiocratiques ne devaient retrouver un regain de faveur qu'avec l'arrivée de Turgot au ministère en 1774, qui devait établir de nouveau cette liberté du commerce des grains (3), si ardemment poursuivie et si péniblement obtenue.

(1) Lettre du 21 octobre 1770, *Correspondance du marquis de Mirabeau et du margrave de Bade*, *Recueil* de Knies, t. 1, p. 44 et 45.

(2) Le marquis de Mirabeau explique, il est vrai, autrement la chose. Les inexactitudes de Dupont auraient été la véritable cause de la disparition du recueil : « Les libraires se fâchaient, dit-il, les souscripteurs se rebutaient, le recueil s'endettait, quand nous profitâmes de la grêle sur les journalistes pour le faire terminer au 1^{er} volume de 1772 avec le décorum de la persécution. »

(3) V. sur les mesures de Turgot, Afanassiev, *op. cit.*, p. 342. Ces mesures devaient provoquer d'ailleurs une agitation encore plus vive qu'en 1767 et susciter dans le peuple de véritables insurrections.

CHAPITRE V

LE DESPOTISME LÉGAL.

Le mot n'est pas du marquis de Mirabeau : il est de Mercier de La Rivière, mais le Marquis, comme tous ses confrères en physiocratie, devait en faire un tel usage et même un tel abus que l'on peut l'employer, sans aucun scrupule, pour désigner cette bizarre et obscure conception politique, qui devait transformer radicalement son esprit et y introduire des idées diamétralement opposées à celles qu'il avait défendues dans la première partie de sa carrière. Il s'y était montré en effet adversaire résolu de l'absolutisme royal et de la tyrannie du pouvoir central ; il avait préconisé un gouvernement mixte, partagé entre une royauté tempérée et les divers ordres de l'État. Après 1760, on le voit au contraire, sous l'influence des idées physiocratiques, se rallier à cette conception du despotisme légal, qui était l'idéal politique de l'école, et qui condamnait sous le nom de contre-forces tout partage de pouvoir dans la société.

Les physiocrates, en effet, qui avaient montré les premiers les bons effets de la liberté sur le terrain des intérêts privés, n'étaient pas, en politique, des libéraux. Pénétrés de l'existence de lois naturelles, qui assurent la convergence des intérêts particuliers et de l'intérêt de la société, convaincus que le souverain ne pourrait que les respecter dès qu'il les connaîtrait, ils avaient foi en une

autorité unique et absolue, qui assurerait le respect des droits de chacun et amènerait le règne de l'ordre naturel. C'est à cette autorité qu'il appartiendrait de faire souverainement et sans contre-poids la loi positive et de prêter à cette loi un pouvoir absolu, car, dans un gouvernement éclairé, la loi ne peut vouloir que le bien et se trouve nécessairement conforme au droit naturel : « Que l'autorité souveraine, avait dit Quesnay, soit unique et supérieure à tous les individus de la société et à toutes les entreprises injustes des intérêts particuliers... Le système des contre-forces dans un gouvernement est une opinion funeste, qui ne laisse apercevoir que la discorde entre les grands et l'accablement des petits (1). »

Comment donc les physiocrates, si libéraux sur tous les autres points, étaient-ils amenés, en politique, à une conception aussi absolutiste de la loi et de l'autorité, qui aurait pu donner lieu à la tyrannie la plus effroyable ? Comment surtout un esprit aussi libre et aussi indépendant que le marquis de Mirabeau fut-il conduit à défendre une conception politique qui semblait jurer avec toutes ses idées et toutes ses tendances ? (2).

(1) 1^{re} maxime, V. *Recueil Daire*, p. 81.

(2) M. Rouxel, dans son introduction à l'édition de 1883 de l'*Ami des hommes*, prétend que le despotisme légal n'était pas dans les idées de Mirabeau et que, sur ce point, il n'a jamais été d'accord avec les physiocrates (p. LVIII). Or il y a là une affirmation purement gratuite : le Marquis est ennemi des idées autoritaires dans la première partie de sa carrière, mais dans la seconde il se déclare au contraire un des plus fermes soutiens du despotisme légal : les citations que nous donnerons de ses ouvrages ne peuvent laisser aucun doute à cet égard.

I

C'est que dans l'intervalle son idéal avait complètement changé. Dans ses premiers ouvrages, il attendait des mœurs beaucoup plus que de la loi pour le salut de la société. Il ne croyait pas à la nécessité d'une réforme capitale de cette société ; il estimait, au contraire, qu'elle avait dégénéré en s'éloignant de ses origines, et il attendait la régénération d'un retour intelligent aux formes consacrées et aux anciennes divisions sociales.

Une fois converti à la physiocratie, ses conceptions se transforment radicalement. Dans l'entresol de Quesnay une société nouvelle lui était apparue, qui n'était plus basée sur la variété, mais sur l'unité, qui trouvait son fondement dans l'égalité, et qui n'admettait d'autres distinctions sociales que celles résultant de la classification du *Tableau économique*. En même temps, un système avait pénétré dans son esprit, c'est-à-dire un ensemble de principes, étroitement coordonnés, dont l'application ferait régner l'ordre et la justice dans la société, pourvoirait à tout, assurerait le bonheur de chacun par le triomphe de l'intérêt général, et le bien de la société par la simple juxtaposition des intérêts particuliers. C'est ce système dont il fallait avant tout assurer l'application, et le marquis de Mirabeau ne crut pouvoir mieux faire que de se servir pour cela de l'omnipotence de ce pouvoir central, qu'il avait combattue, mais qu'il jugeait plus simple de mettre à profit désormais.

Au XVIII^e siècle, en effet, le pouvoir central, par ses empiétements incessants sur les prérogatives des anciennes autorités, par son action infatigablement centralisatrice, avait réussi à faire le vide autour de lui et à détruire

tous les pouvoirs intermédiaires ; de sorte qu'il n'y avait plus entre lui et le peuple qu'un espace immense et désert, et que, dans une société désormais sans liens et sans cohésion, il apparaissait comme l'unique ressort de la machine sociale, l'agent nécessaire de la vie publique, qui donne le branle à toute la nation. C'est cet immense pouvoir que les réformateurs trouvaient devant eux : au lieu de chercher à le détruire, ils prétendirent au contraire le mettre à leur service, et profiter de sa puissance pour tout détruire et tout rebâtir sur le type nouveau qu'ils avaient conçu.

Le marquis de Mirabeau, sans trop s'en rendre compte, suivit le courant général, et, voyant dans le pouvoir central la seule autorité capable d'amener la réalisation pratique de ce système idéal, qui s'était emparé de son esprit, il sentit fondre sa haine, et sa méfiance se transformer en une adoration presque fanatique du pouvoir absolu et de l'autorité souveraine.

Plus rien d'ailleurs ne pouvait le choquer dans cette autorité. Elle avait poussé, il est vrai, l'unification à outrance et avait établi sa puissance sur les débris des anciens pouvoirs ; mais, dans sa conception nouvelle, il n'y avait plus place pour une dispersion d'autorité : l'intérêt de la société étant un, l'autorité devait être une aussi, et les corps, les assemblées, les communautés ne lui apparaissaient plus que comme des coalitions d'intérêts particuliers propres à paralyser l'intérêt général. Cette autorité souveraine avait travaillé en outre à détruire le pouvoir politique des corps privilégiés, noblesse et clergé ; mais dans la société nouvelle de Mirabeau il ne devait plus y avoir de privilèges, ni de privilégiés (1),

(1) La transformation qui s'est accomplie à cet égard dans son

Elle avait tendu à faire disparaître les particularités et privilèges locaux, mais, dans la nation type des physiocrates, les divisions territoriales s'effaçaient pour faire rentrer les provinces dans un droit commun national et les faire participer toutes au même intérêt. Elle aimait enfin à commander sans contrôle et à se faire obéir sans discussion, mais, dans la pensée de Mirabeau, cela même était excellent pour amener le triomphe de la doctrine nouvelle et imposer son respect à tout le monde. Il s'agissait donc désormais non pas de combattre, mais de convertir cette autorité souveraine, et de mettre sa formidable puissance au service de la doctrine de l'ordre naturel.

Aucune ne paraissait en effet plus propre à la mettre en pratique. Les anciens instruments de liberté, parlements, états généraux ou provinciaux, cours souveraines, etc., semblaient à Mirabeau et aux physiocrates plus portés à combattre le pouvoir central dans leur propre intérêt qu'à réaliser l'intérêt général ; et ils ne voulaient pas à toute force de ces tiraillements, qu'ils croyaient de nature à entraver la marche de la machine sociale. Ils n'avaient

prit est radicale. Dans ses *Lettres sur la législation*, il n'hésite pas à condamner la division de la nation en ordres, pour tout faire reposer sur la sacrosainte propriété : « Dans le fait, dit-il, l'encens constitue le premier corps de l'Etat, l'argent le second, et la misère le troisième. Auquel des trois auriez-vous regret, si, soufflant sur toutes ces barrières considérées comme contrepoids dans l'Etat, l'on venait à faire table rase, pour ne reconnaître d'autre constitution que la propriété, l'inattaquable et sacrée propriété. » *Lettres sur la législation*, t. 1. p. 202. Un peu plus haut (p. 198) Mirabeau avait déjà dit : « Le troisième ordre comprend tout le reste, et ce reste est tout de fait et rien de droit. » Ne croit-on pas déjà entendre le mot fameux de l'abbé Siéyès : « Qu'est-ce que le tiers-état ? Tout. — Qu'est-il ? Rien. — Que doit-il être ? Quelque chose.

pas non plus la naïveté d'attendre les réformes d'un sublime dévouement de ces ordres privilégiés, dont, selon le mot de Mirabeau, ils faisaient « table rase » dans leur société fondée uniquement sur la grande loi de la propriété. Ils préféreraient s'adresser, pour réaliser leur système, à cette autorité centrale qui, par son goût de l'uniformité des conditions et son action égalisatrice, avait travaillé en somme dans le même sens qu'eux et leur avait ouvert directement la voie. Ils reconnaissaient en elle le gouvernement de leurs rêves, et, ne désespérant pas de lui faire entendre cet intérêt général, qui réalise à la fois le bonheur du souverain et celui des sujets, ils voulaient s'en servir pour détruire les institutions démodées, qui s'opposaient au triomphe de l'intérêt général, sans penser qu'il pût jamais sortir autre chose que ce triomphe d'une correspondance directe entre une autorité toute-puissante et un troupeau d'individus isolés et désarmés.

Des raisons plus générales amenaient d'ailleurs Mirabeau et les physiocrates à cette conception d'une autorité unique et despotique. Cette autorité leur apparaissait naturellement sous la forme de la monarchie absolue, et il leur semblait dès lors plus facile de convertir à l'évidence de leurs lois naturelles un seul individu, le souverain, que toute une assemblée ou toute une nation. Son autorité ne présentait pour eux aucun danger d'arbitraire, dès que ces lois seraient connues et pratiquées, car elles tendent à réaliser d'elles-mêmes et si harmonieusement l'intérêt du souverain et celui de la société que, loin de chercher à les violer, le souverain ne pourrait que contribuer à en assurer le respect. Il n'y a donc pas à s'occuper de limiter le pouvoir du souverain, puisque ce pouvoir ne sera autre

chose que le gouvernement des lois naturelles. Il faut simplement répandre la connaissance de ces lois, auxquelles ni le souverain, ni les sujets, une fois instruits, ne pourront refuser leur adhésion.

Aussi les physiocrates — et cela reste leur honneur — attendaient-ils le salut d'un développement de l'instruction à tous les degrés et dans toutes les classes de la société. Ils devançaient, à ce point de vue, les démocrates les plus hardis, et le marquis de Mirabeau, qui n'est pas suspect à cet égard, se trouve avoir réclamé un des premiers dans son livre des *Devoirs* l'instruction *gratuite* et *obligatoire* (1). Ce développement de l'instruction était, d'après lui, un des premiers devoirs du souverain, car il devait avoir pour effet, en éclairant la nation sur ses droits et ses devoirs, d'amener le triomphe de l'ordre naturel : « J'ose, Monseigneur, déclarer à ce sujet au margrave de Bade (2), assurer votre Altesse sérénissime que l'instruction générale et universelle de son peuple est le premier et le principal devoir d'un bon prince. »

Mais l'instruction est également juste et utile, et c'est en cela vraiment que la pensée des physiocrates est moderne, parce qu'elle permet le complet développement de toutes les créatures humaines et la mise à profit de toutes leurs facultés. « C'est une impiété à nous, déclare en ce sens le marquis de Mirabeau dans une autre de ses lettres au Margrave de Bade, que d'abandonner à l'ignorance forcée aucun de nos frères (3). »

(1) V. les *Devoirs*, p. 166.

(2) Dans une de ses lettres au Margrave, sans date, mais de 1769, publiée dans le *Recueil* de Knies, t. I, p. 17.

(3) Lettre du 31 mars 1770. Knies, t. I, p. 24.

Le Marquis est même allé très loin dans cette voie, et sa pensée prend quelquefois une allure si moderne et l'on peut même dire si démocratique qu'elle annonce déjà la Révolution. Voici ce qu'il déclare, par exemple, toujours au même Margrave de Bade, au sujet de l'instruction populaire : « Si je vous parais, Monseigneur, étendre bien loin l'instruction purement populaire, c'est que je suis intimement convaincu qu'il peut et doit se trouver parmi le peuple et d'entre les plus basses classes de ces génies privilégiés qui, par leur émulation, leur justesse et leur étendue, peuvent devenir des hommes très utiles dans les premiers emplois de la société. Il serait temps de fixer le sort de la triste humanité dans quelque partie au moins de notre mobile et orageuse Europe, et cela ne se pourra qu'aux lieux où, comme à la Chine (1), la capacité sera une initiation nécessaire et suffisante aux emplois de l'administration (2). » Qu'est ceci, sinon vingt ans avant la Révolution, un article textuel de la *Déclaration des droits de l'homme*, égale admissibilité de tous les citoyens aux fonctions publiques, sans autres distinctions que leurs mérites et leurs vertus. Le marquis de Mirabeau, à ce moment, est bien loin de son ancien idéal de classes et de privilèges.

Mais tout ceci montre en même temps combien est su-

(1) Nous voyons ici reparaître la Chine, qui était l'objet d'une profonde admiration de la part des physiocrates, parce qu'ils voulaient y voir le type du gouvernement sage et éclairé, qui commande suivant les lois naturelles et n'accorde les emplois qu'au mérite. On a pu dire avec raison qu'il n'y en a pas un qui n'ait fait dans quelqu'un de ses écrits un éloge emphatique d'une Chine idéalisée. Cette admiration excessive tend à jeter une teinte de ridicule sur leurs enthousiastes apologies du despotisme légal.

(2) Lettre du 31 mars 1770. Knies, t. I, p. 26.

perficielle l'opinion qui veut voir dans cette conception absolutiste de l'autorité souveraine un habile expédient des physiocrates pour s'attirer la faveur du pouvoir royal et concilier les princes à leur cause. S'ils voulaient, en effet, le développement de l'instruction, c'était pour asseoir sur une base solide ce despotisme légal qu'ils jugeaient propre à assurer le respect des droits de tous ; et s'ils voulaient sans bornes le pouvoir de l'autorité, c'était si peu dans son propre intérêt que, sa tâche remplie, c'est-à-dire les intérêts et les droits de chacun garantis, ils ne lui conseillaient qu'une chose, s'abstenir et laisser faire les particuliers.

On cite quelquefois, il est vrai, la tentative faite en 1769 par les physiocrates pour mettre les *Ephémérides* sous le patronage du Dauphin, le futur Louis XVI. Mais on oublie que précisément le marquis de Mirabeau se refusa à cette consécration officielle de la physiocratie, en déclarant fièrement « que les princes devaient mériter l'appui des économistes par des faits ou du moins par des sentiments hautement professés, et qu'il désavouerait les *Ephémérides*, sitôt qu'elles prendraient une enseigne de cour ».

Ce n'était donc pas dans une pensée de flatterie vis-à-vis du pouvoir royal que les physiocrates se prononçaient pour un gouvernement absolu. C'était, en réalité, parce qu'estimant la liberté seule utile dans les rapports privés, ils attendaient plus, pour faire respecter cette liberté, d'une autorité despotique que d'un gouvernement tempéré susceptible de coalitions d'intérêts particuliers. Il reste à savoir ce qu'il y avait exactement au fond de cette conception et ce que les physiocrates condamnaient sous le nom de système des contre-forces.

II

On a prétendu que c'étaient seulement les tiraillements entre pouvoir royal et cours souveraines, tels qu'ils se manifestaient de leur temps ; mais il y a là une opinion tout à fait erronée. Ce que les physiocrates repoussaient, c'était en réalité tout système de régime parlementaire, quel qu'il fût, toute organisation constitutionnelle qui prétendrait limiter à l'avance les droits de la souveraineté et faire reposer sur l'accord de ses différents rouages le fonctionnement de la machine politique.

Ils se plaçaient ici en opposition directe avec Montesquieu et avec tous les auteurs qui avaient attendu la liberté individuelle de la séparation des pouvoirs. Ils se refusaient à reconnaître les bienfaits de la constitution anglaise, vantés par l'auteur de *l'Esprit des lois*, et à y voir autre chose que la prépondérance de l'aristocratie et les abus du régime parlementaire. La Constituante, qui emprunta aux physiocrates toute son œuvre économique, devait, à ce point de vue, se séparer d'eux radicalement, en déclarant que toute nation, dans laquelle n'existe pas de séparation des pouvoirs, n'a pas de constitution. Nous espérons montrer que les physiocrates peuvent, en revanche, être considérés ici comme les précurseurs de l'esprit révolutionnaire de 1793.

Leur raisonnement, pour démontrer l'inutilité et le danger d'autorités rivales formant contrepoids à l'autorité souveraine dans une société, est curieux à suivre. Ou bien, disaient-ils, ces autorités se décideront dans le même sens que l'autorité souveraine, et alors elles ne serviront à rien qu'à compliquer inutilement le fonctionnement de l'organisme politique ; ou bien elles prétendront lui im-

poser le triomphe de leurs vues, et de ce conflit d'opinions naîtra une lutte qui ne pourra qu'être funeste à la société. Si l'accord ne peut se faire, ce sera l'arrêt de l'action gouvernementale ; et s'il se fait, ce ne sera que par l'anéantissement d'un des pouvoirs rivaux qui laissera l'autre maître du champ de bataille. Lorsqu'on établit dans un État plusieurs sortes d'autorités qui se font contrepoids, on établit en réalité des puissances opposées l'une à l'autre, qui ont des intérêts divergents, et qui passent nécessairement leur temps à se combattre réciproquement, pour le plus grand dommage de la société. Cette lutte introduit en elle un principe d'antagonisme, alors que tout y est harmonie ; elle est nécessairement contraire à l'intérêt social qui est un et ne demande qu'un organe pour l'exprimer (1).

Aussi les physiocrates étaient-ils nettement hostiles à toute séparation des pouvoirs législatif et exécutif, dans laquelle Montesquieu avait vu la condition nécessaire de la liberté des citoyens. Ils ne concevaient pas l'autorité qui fait la loi comme différente de celle qui l'exécute, et cela à raison de leur conception particulière de la loi, qu'ils considéraient comme précepte éternel, immuable, supérieur à toute société, que l'autorité n'invente pas,

(1) « Depuis que les hommes, déclare en ce sens le marquis de Mirabeau, . . . se sont ingénies pour mélanger de toutes les manières possibles leurs institutions sociales et pour se précautionner contre les abus du pouvoir, ils n'ont imaginé que des institutions fragiles, construit que des édifices fondés sur le sable, c'est-à-dire sur l'instabilité et la discordance des intérêts mal entendus. Ils n'ont encore pu rencontrer aucune forme de gouvernement mixte, ou plutôt d'autorité mixte, capable de résister aux efforts tumultueux des intérêts particuliers exclusifs. » *Lettres sur la législation*, t. II, p. 656.

mais se contente d'appliquer. Peu importait dès lors pour la garantie des citoyens que cette autorité fût une ou multiple, puisque son rôle était tout passif et qu'elle recevait toute faite cette loi que la nature elle-même a inscrite dans son code.

En revanche, les physiocrates se montraient partisans de la séparation du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire, parce qu'elle était indispensable pour faire respecter les droits naturels et imprescriptibles des citoyens, supérieurs à toute législation positive. C'était même là — avec le développement de l'instruction — la seule garantie qu'ils songeaient à prendre contre ce formidable pouvoir qu'ils élevaient au-dessus d'eux. L'expérience devait démontrer que l'une et l'autre étaient insuffisantes.

C'est donc ce pouvoir qui, dans la pensée physiocratique, devait exercer sans contre-poids le pouvoir législatif, veiller en même temps à l'application des lois, à la sûreté intérieure et extérieure de l'État, à l'établissement et à la perception de l'impôt. Toutes ces attributions paraissaient aux physiocrates des prérogatives essentielles de la souveraineté, et non seulement il ne leur paraissait pas dangereux de les confier à une seule autorité, mais il leur paraissait nuisible de les répartir entre plusieurs autorités différentes et de compromettre ainsi cette unité qui était leur idéal (1). Suivons, pour nous en convaincre, la dé-

(1) « Elisez entre vous un homme fort, pour qu'il vous commande dans la guerre et qu'il vous juge dans la paix, voilà le mot de l'Ecriture, dit encore le marquis de Mirabeau ; voilà l'étendard invariable de l'autorité. Entre elle et l'obéissance toute barrière empêche et détruit l'unité, point central et unique où se trouve réuni le bonheur de la société. » *Lettres sur la législation*, t. II, p. 732.

monstration du marquis de Mirabeau dans ses *Lettres sur la législation*.

Il ne saurait y avoir aucun inconvénient, déclare le Marquis physiocrate, à conférer à une autorité unique tous les attributs de la souveraineté. Voici par exemple le droit de législation. Le souverain ne le possède pas à proprement parler, car la loi découle nécessairement de la nature des choses, et le souverain ne peut que la proclamer et la faire respecter par tous les réfractaires. Il n'est donc que l'exécuteur de la loi et non son créateur, et si l'on établit à côté de lui un organe qui lui fait contre-poids, on détruit en réalité tout son pouvoir, et on compromet l'application de la loi, qui, étant une, ne peut être interprétée que dans un sens et par une seule personne (1).

Voici maintenant le droit de paix et de guerre. Il ne résulte pas de la loi positive, mais de la loi naturelle elle-même, qui nous prescrit la défense et nous la fait regarder comme le plus sacré des devoirs. Il n'appartient pas au souverain de déclarer la guerre selon son bon gré ; elle résultera en fait des circonstances et des nécessités de la situation. Il importe donc peu que ce droit soit confié à une seule ou à plusieurs autorités, et il n'y a aucun inconvénient à l'attribuer d'ailleurs à une autorité despotique, car dès qu'une nation sera suffisamment éclairée, son chef ne pourra déclarer une guerre injuste qui serait une offense à la nature (2).

Quant à l'impôt, c'est également un attribut essentiel de la souveraineté, et sur ce point Mirabeau et les physiocrates se montraient véritablement intransigeants. Ils refusaient énergiquement aux peuples le droit de se taxer eux-

(1) V. *Lettres sur la Législation*, t. II, p. 748 et s.

(2) V. *Lettres sur la Législation*, t. II, p. 760 et s.

mêmes, et s'ils acceptaient le concours de leurs représentants, c'était pour le détail de la perception et de la répartition de l'impôt, non pour son établissement, qui leur paraissait ressortir uniquement de l'autorité centrale. Il n'y avait d'ailleurs, pour eux, aucun abus à craindre, dès que l'impôt serait établi, conformément à l'ordre naturel, sur le produit net des terres, car l'autorité serait intéressée par cette participation au revenu de la nation à la prospérité des particuliers et au respect de leur propriété (1).

Enfin la nomination aux emplois publics doit appartenir sans contrôle au souverain, car ce droit est essentiel pour assurer l'unité d'application de la loi dans tout le royaume. L'autorité du pouvoir central et de ses délégués n'est pas dangereuse pour les particuliers, qui, instruits de leurs véritables droits, lui résisteraient dès qu'elle prétendrait empiéter sur ses attributions ; elle est, au contraire, indispensable pour les protéger contre les coalitions d'intérêts privés. Si certains abus, certaines violences, qui avaient cours autrefois, déclare en ce sens Mirabeau, — et on sent qu'il songe aux abus du régime féodal, — ne se produisent plus aujourd'hui, c'est que l'autorité absolue donne à la loi une force qu'elle n'avait pas autrefois ; c'est qu'elle a réussi à détruire tous les pouvoirs rivaux, qui paralysaient son autorité et livraient sans défense les sujets de l'État à l'oppression et à la violence privée.

Telle est donc la conception, et le marquis de Mirabeau, à qui elle paraît tout aussi « évidente » que les autres vérités de l'ordre naturel, va s'efforcer de faire pénétrer

(1) V. *Lettres sur la Législation*, t. II, p. 767.

cette évidence dans l'esprit de ses contemporains et de les rassurer de son mieux contre toute crainte de tyrannie de la part de cette omnipotente autorité : « On nous parle de rois absolus, déclare-t-il. Où sont-ils ? Je les cherche. Ce ne sera pas, sans doute, dans les sérails de l'Asie, où de pauvres souverains claquemurés exercent sur leurs muets et leurs esclaves un despotisme approchant, il est vrai, de l'autorité du chef d'une maison de force, et tremblent si l'on vient leur apprendre que les soldats de la garde ont reçu le riz en murmurant... J'ai voulu voir, j'ai vu, dans les monarchies réputées absolues, tout le territoire hérissé de privilèges, de corps, d'ordres, de bourgeois, etc., tous ces privilèges tendant à se soustraire à la contribution, ou, qui pis est, à s'attribuer la levée et le manie-ment d'une portion des revenus publics..., partout des lois fondamentales alléguées, opposées, et jamais connues, jamais définies, tout le monde, en un mot, avoir tort et la multitude des torts composer la raison d'État (1). »

Il est intéressant de suivre à ce point de vue, dans la correspondance entre le marquis de Mirabeau et son frère le bailli, les discussions qu'amène entre les deux frères la grande question du despotisme légal (2). Le bailli, qui a conservé intact cet esprit féodal dont le Marquis s'était inspiré lui-même dans la première partie de sa carrière, se refuse absolument à suivre son frère sur le terrain du despotisme même légal. Il reste persuadé que des autorités intermédiaires sont nécessaires dans une société, et qu'elles sont le seul moyen d'empêcher un gouvernement de tomber dans le despotisme ou le « républicisme ». Il va jusqu'à s'emporter, n'osant pas le faire contre son

(1) *Lettres sur la législation*, t. II, p. 775.

(2) V. sur ce point Loménie, *op. cit.*, t. II, p. 351.

trère, contre les Dupont et les Baudeau « qui ne veulent pas comprendre qu'une hiérarchie aristocratique est le seul moyen d'empêcher une monarchie de dégénérer en despotisme oriental (1) ». Il se félicite d'avoir trouvé sur ce point du même avis que lui son neveu, l'illustre Mirabeau, et en fait part à son frère dans les termes suivants : « Tu le trouveras, lui dit-il dans une lettre du 23 août 1770, si tu tentes de découvrir ses idées, pensant comme moi, c'est-à-dire, sauf respect, d'une façon diamétralement opposée à celle qu'étale le sieur Dupont dans ses *Ephémérides* relativement à l'ordre féodal, qu'il regarde, ainsi que moi, comme le seul qui puisse empêcher une monarchie d'être un despotisme oriental. »

Le mot était hardi pour le bailli, car la manière de voir du « sieur Dupont » n'était pas différente de celle de son frère. Celui-ci d'ailleurs, dans sa correspondance avec le bailli, s'abstient de faire trop haut l'éloge de son despotisme légal. Il craint de froisser son frère par l'étalage de ses sentiments anti-féodaux, et il est gêné également par le souvenir de ses anciennes préférences. Il a peur de se voir répondre ce qu'il fait dire à un interlocuteur de ses *Economiques* :

« Est-il possible, Monsieur, que vous pensiez de la sorte sur le régime féodal, vous que j'avais cru prévenu en faveur de cette sorte d'ordre et d'organisation sociale gradative. »

A quoi l'Ami des hommes, qui est désormais tout l'opposé d'un féodal, répond : « Certainement le régime féodal est infiniment préférable au régime fiscal, et c'est dans ce sens que je l'ai jadis défendu et que je le défendrai tou-

(1) V. Loménie, *op. cit.*, t. II, p. 382.

jours contre les ignorants ou frauduleux lettrés citadins qui l'attaquent... Mais s'agit-il de considérer le régime féodal en présence de l'ordre naturel et de le juger selon les lois, dès lors ce ne sera plus qu'un désordre (1). »

On comprend que de pareilles déclarations eussent révolté l'esprit du bailli. Aussi le Marquis évite-t-il de les lui faire. Il essaie de le calmer en faisant miroiter à ses yeux l'influence qui reviendrait aux propriétaires fonciers, détenteurs du produit net, dans le gouvernement physiocratique. Il insiste surtout sur l'utilité et l'efficacité de l'instruction, qui ne pourra manquer d'amener d'elle-même le respect des lois naturelles. Mais le bailli, beaucoup plus pratique et pas du tout utopiste, reste sceptique (2), et s'efforce au contraire, sans succès d'ailleurs, de mettre en garde son frère contre les illusions de son esprit généreux.

III

Il y avait d'ailleurs autre chose au fond du despotisme légal, qui eût révolté encore plus profondément le féodal et aristocratique bailli, et dont cependant le marquis de Mirabeau était déjà imprégné: c'est ce que M. de Tocqueville a revêtu du nom de despotisme démocratique, qui poussait les physiocrates à concevoir leur autorité absolue comme le représentant d'un intérêt social et général, devant lequel devaient céder tous les intérêts particuliers. Plus de classes désormais dans la société, plus de rangs, plus de hiérarchies, autant de barrières qui s'opposent au triomphe de l'intérêt général; une seule autorité pour

(1) *Economiques*, t. II, p. 70.

(2) V. Loménie, *op. cit.*, t. II, p. 391.

l'exprimer, un seul pouvoir, une seule loi ! Sous cet aspect, l'autorité absolue des physiocrates n'est plus l'ancien pouvoir monarchique, conçu nécessairement sous la forme du commandement d'un seul ; c'est une autorité nouvelle et anonyme, l'État, qui met sa force au service de la multitude et de l'intérêt général.

« Cet immense pouvoir social, que les économistes imaginent, a dit en ce sens M. de Tocqueville, n'est pas seulement plus grand qu'aucun de ceux qu'ils ont sous leurs yeux ; il en diffère encore par l'origine et le caractère. Il ne découle pas directement de Dieu ; il ne se rattache point à la tradition, il est impersonnel ; il ne s'appelle plus le Roi, mais l'État. Il n'est pas l'héritage d'une famille ; il est le produit et le représentant de tous.

Cette forme particulière de la tyrannie, qu'on nomme le despotisme démocratique, dont le moyen âge n'avait pas eu l'idée, leur est déjà familière. Plus de hiérarchies dans la société, plus de classes marquées, plus de rangs fixes ; un peuple composé d'individus presque semblables et entièrement égaux ; cette masse confuse reconnue pour le seul souverain légitime, mais soigneusement privée de toutes les facultés qui pourraient lui permettre de diriger et même de surveiller elle-même son gouvernement. Au-dessus d'elle un mandataire unique, chargé de tout faire en son nom sans la consulter. Pour contrôler celui-ci, une raison publique sans organes ; pour l'arrêter, des révolutions, et non des lois ; en droit, un agent subordonné, en fait un maître (1).

M. de Tocqueville, sur ce point, n'a pas fait école. La plupart des auteurs, qui ont examiné sa conception, l'ont

(1) Tocqueville, *L'Ancien régime et la Révolution*, p. 240, 7^e édit.

rejetée (1) comme une interprétation inexacte ou exagérée de la pensée physiocratique. Tous les physiocrates, disent-ils, sont monarchistes ; tous se prononcent pour l'autorité absolue d'un seul : le marquis de Mirabeau, dans son livre des *Devoirs*, déclare en propres termes que la République n'est qu'un intérim. Tous, d'autre part, à la place des anciennes hiérarchies sociales, admettent une véritable aristocratie foncière représentée par les propriétaires du sol. Il est donc difficile de voir en eux des représentants d'un despotisme démocratique égalitaire.

Ces raisons importent peu, à notre avis. Il ne s'agit pas tant de savoir ce que les physiocrates ont dit que ce qu'ils ont voulu dire. Il est très vrai que tous se déclarent monarchistes. Mais cela ne clôt pas le débat, car il faut se demander si leur conception monarchique du pouvoir était essentielle à leur doctrine, ou s'il n'y avait là qu'une forme, sous laquelle ils dissimulaient ou plutôt se dissimulaient à eux-mêmes le véritable courant de leurs idées.

Or, quand on parcourt les ouvrages du marquis de Mirabeau — qui, à raison de ses anciens sentiments aristocratiques, est peut-être de tous les physiocrates le moins suspect à cet égard — on s'aperçoit que le pouvoir qu'il élève au-dessus des particuliers dans sa société n'est pas conçu nécessairement par lui sous la forme du pouvoir royal. Le Marquis ne parle jamais du roi ni de la royauté : lorsqu'il entend désigner l'autorité de son choix, il le fait par les mots d'autorité tutélaire ou d'autorité souveraine. C'est là en réalité une autorité anonyme, qui n'est que l'expression de la volonté générale ; c'est déjà l'État chargé de réaliser seul les intérêts de la nation. Ce qui importe

(1) V. notamment de Lavergne : *Economistes français du XVIII^e siècle*, p. 247 ; de Loménie, *op. cit.*, t. II, p. 343.

dans cette conception, c'est l'idée d'unité : comme il y a dans la société un seul intérêt, il faut un seul pouvoir pour le réaliser et assurer son triomphe contre la coalition possible des intérêts particuliers.

Ce pouvoir, les physiocrates l'auraient volontiers confié à un seul homme, parce qu'ils considéraient les assemblées politiques comme offrant trop de prise à la diversité et reflétant trop fidèlement les divisions du pays (1), mais il est probable qu'ils se seraient contentés tout aussi bien d'un comité, d'une agence collective peu nombreuse, qui aurait assuré le respect de l'intérêt social. Leur autorité ne part donc plus d'en haut, mais d'en bas ; elle n'est plus l'apanage d'une famille, ni d'origine divine ; elle est la propriété de la nation et quoiqu'elle n'en soit pas la représentation directe au sens moderne du mot, elle en est cependant l'émanation ; elle possède la charge de faire respecter ses véritables intérêts envers et contre tous, et au besoin contre ses propres entraînements.

Ainsi l'idée d'une autorité monarchique, absolue et héréditaire, n'est pas du tout ce qu'il y a d'essentiel dans cette conception : « Quand on dit, déclare lui-même le marquis de Mirabeau, que dans tel ou tel pays, le prince est législateur, cela signifie que la volonté commune, qui doit se montrer sous une formule quelconque, se prononce au nom du prince ; que lui seul est le centre de réunion de la

(1) « La discordance des intérêts particuliers d'état à état, déclare à leur égard le marquis de Mirabeau, de rang à rang, de province à province, de ville à ville, de profession à profession, de corps de communautés à corps de communautés, jetterait le désordre et la confusion dans les assemblées contentieuses, et les prérogatives, exemptions, privilèges, attributions, monopoles de tout genre seraient l'objet unique des débats, des décisions, des lois et règlements particuliers. » *Lettres sur la législation*, t. II, p. 661.

volonté commune *puisque'elle fait seule son existence et qu'il véille seul à son maintien...* et voilà tout » (1).

Le pouvoir confié à cette autorité n'avait donc rien qui pût effrayer Mirabeau et ses collègues en physiocratie. Il était au contraire de nature à les rassurer, puisque son seul but était d'assurer le règne de ces lois qu'ils croyaient de nature à faire le bonheur des sociétés. On n'a voulu voir jusqu'à présent dans l'expression « despotisme légal » que le mot de *despotisme*, en s'imaginant que les physiocrates préconisaient une forme du gouvernement personnel opposée au despotisme arbitraire. Or c'est, croyons-nous, pénétrer bien plus profondément dans leur pensée que d'accorder toute son attention au mot *légal* en traduisant l'expression par « despotisme des lois ». C'est le marquis de Mirabeau lui-même qui nous le dit : « Je n'aurai pas craint, déclare-t-il dans ses *Lettres sur la législation* (2), une fois l'ordre naturel démontré, de prononcer ces grands mots, *despotisme légal*. En effet, une fois la justice par essence connue, les droits fixés, les devoirs marqués, l'évidence des lois naturelles démontrée, qui peut se refuser au *despotisme de ces lois* ? Celui-là sans doute qui se sera fait naître lui-même et qui saura se préserver de mourir. »

Écoutons, pour achever d'être édifiés sur ce point, le marquis de Mirabeau essayant de convertir Rousseau à la physiocratie (3), et s'efforçant de calmer les inquiétudes éveillées par la malencontreuse apologie du despotisme légal : « Vous n'entendez point nos lois, lui déclare-t-il, nous n'en avons d'autres que la propriété personnelle,

(1) *Traité des Devoirs*, p. 207.

(2) *Lettres sur la législation*, t. III, p. 460.

(3) V. sur cette intéressante tentative du marquis de Mirabeau *infra*, chap. VI, § III.

mobilière et foncière, d'où dérivent toutes les libertés possibles, qui ne nuisent point à la propriété d'autrui. C'est de la connaissance de cette loi générale et applicable à tous les cas quelconques que dérive notre despotisme légal, qui vous effraie et qui ne doit pas pourtant vous étonner davantage que le despotisme du calcul, qui, depuis qu'il est reçu, décide tous les comptes faits et à faire. Toute erreur de ce genre ne pourrait être décidée et finie qu'à coups de bâton. Le chiffre arrive, décide le cas despotiquement et sans appel, car, dites-moi, quelles sont les contre-forces de l'addition et de la soustraction ? En cet état, ce n'est pas la peine de disputer sur l'espèce de main dépositaire de l'autorité et chargée d'exercer ce despotisme légal... ; sitôt que l'ordre naturel et ses lois essentielles seront généralement connues et enseignées, *elles seules seront despotes*, et le consentement de tous veillera à leur exécution (1). »

Ainsi donc, dans la société politique de Mirabeau et des physiocrates, le despote ne sera pas le souverain, ce sera la loi, et la loi ne sera que la traduction de l'intérêt général, qui se trouvera ainsi régner souverainement dans la société et fera plier devant lui toutes les volontés et tous les intérêts particuliers. C'est bien là un despotisme, et peut-être le plus effroyable de tous, car à un pouvoir appuyé sur la masse et prétendant réaliser l'intérêt général il n'est pas de barrières possibles, mais c'est un despotisme démocratique, car il est dans l'intérêt de tout le monde, c'est-à-dire du peuple, et c'est pour le culte de cette nouvelle idole que les intérêts particuliers doivent être immolés sans ménagement.

(1) Lettre du 30 juillet 1767. V. recueil déjà cité de M. Streckeisen-Moultou (*J.-J. Rousseau, ses amis et ses ennemis*), t. II, p. 364.

Les physiocrates étaient sans crainte sur ce despotisme de la loi, parce que, foncièrement utopistes, ils avaient une foi invincible en leur système, et, comme tous les novateurs, ne pouvaient souffrir de le voir mettre à tout instant en question par les calculs de l'intérêt mal entendu. Il fallait pour eux que l'autorité fût instruite, et, une fois instruite, omnipotente pour pouvoir au besoin contraindre par la force ceux qui auraient refusé de se laisser convaincre à l'évidence des lois naturelles.

Ainsi apparaît déjà chez eux ce tempérament révolutionnaire des hommes de 1793, qui devait pousser la Convention à concentrer en elle tous les pouvoirs pour imposer à la nation ses conceptions et sa manière de voir, et dresser des échafauds pour les dissidents, tout cela toujours, bien entendu, au nom de l'intérêt de la société ! Les physiocrates, s'ils avaient assisté à ce triomphe rapide et inattendu de leur conception politique, auraient peut-être senti l'imprudence que, dans leur optimisme aveugle, ils avaient commise, en élevant, sans contre-poids au-dessus d'eux, ce formidable pouvoir et la tyrannie d'une loi, que, malgré son « évidence », chaque gouvernement peut interpréter à sa façon.

Si l'on va au fond des choses, il y avait encore dans le despotisme légal une autre idée, dont la Révolution s'inspirera directement. L'intérêt social étant un doit être personnifié par un seul organe chargé de l'exprimer, l'État. C'est lui seul qui doit commander en maître dans une société, parce que tout l'intérêt de la société se trouvant réalisé en lui, toutes les associations et groupements particuliers ne pourraient être que des coalitions d'intérêts privés, nuisibles à l'intérêt général. Ainsi plus de corps, de communautés, d'associations, d'établissements publics

ou privés ; plus de trait d'union entre les individus ; plus rien, qu'un État tout puissant, qui élève son omnipotence sur l'émiettement et la dispersion de toutes les forces sociales : « Pourquoi, déclare encore ici le marquis de Mirabeau, faudrait-il réunir plusieurs têtes au même corps, qui formeraient un monstre discordant en lui-même par la pluralité des volontés, que détermineraient des intérêts différents et destructifs de l'organisation générale (1) ? »

Le corps c'est la nation ou, si l'on aime mieux, la société ? la tête c'est l'État, et entre eux deux il ne doit rien y avoir, parce qu'il n'y a pas dans la société d'autres intérêts que ceux représentés par l'État, et que tout groupement intermédiaire pourrait intercepter la correspondance directe entre eux et masquer aux yeux de tous l'évidence de l'intérêt général. Ce que les physiocrates condamnaient ainsi dans l'intérêt de leur absolutisme intransigeant et jacobin, c'était l'existence de toute vie corporative, et la Révolution devait s'inspirer d'eux tout autant que de J.-J. Rousseau, en dissolvant toutes les associations particulières, corps de métiers, établissements publics, associations religieuses, en proclamant le retour à l'État des fonctions assurées par ces groupes, et en défendant aux citoyens de se réunir pour la défense de « prétendus intérêts communs ».

D'autres traits rapprochent d'ailleurs les physiocrates des hommes de la Révolution (2). C'est d'abord un mépris

(1) *Lettres sur la législation*, t. II, p. 761.

(2) M. de Toqueville qui, à notre avis, a bien jugé les physiocrates prétend même que c'est dans leurs écrits que l'on peut le mieux saisir le vrai caractère des hommes de la Révolution : « On reconnaît déjà dans leurs livres, dit-il, ce tempérament révolutionnaire et démocratique que nous connaissons si bien : ils n'ont pas seulement la haine de certains privilèges ; la diversité même leur est odieuse. Ils

aveugle pour le passé et pour toutes les institutions qui ne s'accordent pas avec leur système. Le marquis de Mirabeau, ancien partisan du régime féodal, consacre toute la première partie de ses *Lettres sur la législation* à montrer que l'erreur ou le crime a fait toute l'histoire de l'humanité, jusqu'au moment où elle est arrivée à la connaissance de l'ordre naturel, révélé par son maître Quesnay. En revanche, le Marquis et tous les autres physiocrates possèdent une foi invincible dans l'avenir représenté par leur système et une confiance inébranlable dans la toute puissance de la raison pour saisir son évidence et assurer son application. Ainsi se manifeste déjà chez eux cet esprit intransigeant et absolu, qui devait être celui de la Révolution et qui devait pousser les hommes de 93 à faire table rase des souvenirs et des institutions du passé pour rebâtir la société conformément à leur idéal, et à vouloir effacer jusqu'aux anciennes divisions chronologiques pour faire dater le monde du jour de la proclamation de leur évangile.

Allons plus loin encore. On trouve chez les physiocrates et chez les hommes de la Révolution la même confiance en l'État comme moteur de la société, le même culte d'une autorité centrale qui imprime son moule aux citoyens et dirige dans un sens déterminé l'esprit public. L'État a pour mission non seulement de commander à la

adoreraient l'égalité jusque dans la servitude. Ce qui les gêne dans leurs desseins n'est bon qu'à briser. » *L'ancien régime et la Révolution*, p. 235. Nous arrêtons là la citation, parce que l'illustre publiciste, emporté par sa conception, va un peu loin en déclarant que « les contrats leur inspirent peu de respect, les droits privés nuls égards ». Ce reproche n'est pas, ce nous semble, justifié adressé à des hommes, qui ont annoncé au contraire les premiers des droits privés supérieurs à tout état social et qui voyaient dans le pouvoir central le gardien et le protecteur de ces droits privés.

nation, mais de la façonner d'une certaine manière, de former l'esprit des citoyens suivant un modèle proposé à l'avance et conforme à cette unité, idéal commun des physiocrates et des hommes de la Révolution : « Le prince, déclare encore en ce sens le marquis de Mirabeau, — et on sait qu'on peut lire l'État, — est chargé d'entretenir l'ordre et l'union sociale ; tout ce qui tend à l'unité est dans l'espèce de ses moyens pour faire sa charge ; l'unité d'opinion est le premier de tous les moyens de réunion entre les hommes (1). »

Quelle effroyable tyrannie n'eût-il pas pu sortir de maximes aussi imprudentes ! Quelles singulières mesures eût pu inspirer à un État zélé le désir d'assurer « cette unité d'opinion » ! L'État, instructeur et éducateur officiel, insufflant son esprit, c'est-à-dire celui de ses représentants, à la masse de la nation ! Les physiocrates, qui avaient fait de la liberté un des articles essentiels de leur programme, auraient bien dû laisser exprimer aux jacobins cette forme antilibérale de l'absolutisme démocratique. Le marquis de Mirabeau lui-même, qui s'était fait contre la tyrannie royale le défenseur des droits des sujets, aurait bien pu laisser à son école cette conception tyrannique de la loi et de l'autorité, qui arrivait à opprimer les citoyens pour la défense d'un prétendu intérêt social et le service de la masse. Qu'il s'y soit rallié tout entier et aussi imprudemment, cela montre jusqu'à quel point les idées nouvelles pénétraient même dans les couches aristocratiques de la société et transformaient les esprits avant de bouleverser les institutions.

(1) *Traité des Devoirs*, p. 190. L'annotateur du livre fait remarquer à ce sujet que cette unité d'opinion peut facilement prêter à la contrainte et qu'elle est souvent le prétexte de la plus atroce intolérance.

CHAPITRE VI

LE MARQUIS DE MIRABEAU ET L'ÉCOLE PHYSIOCRATIQUE.

Le marquis de Mirabeau, non seulement devait faire à l'école physiocratique le sacrifice de ses idées personnelles et l'hommage d'une série de livres destinés à répandre la doctrine nouvelle, mais il devait encore lui consacrer toute une vie de propagande et d'apostolat infatigable, dans laquelle il allait mettre au service de la science découverte par Quesnay l'autorité de sa parole, la considération que lui donnaient son rang social et sa renommée, le zèle enthousiaste, qui provenait chez lui d'une conviction inébranlable et d'un vrai tempérament d'apôtre.

Dans ses livres et traités dogmatiques, en effet, le Marquis est généralement lourd et filandreux, long et incolore : on sent qu'il n'y est pas à son aise et qu'il est gêné par la forme méthodique de l'exposition. Dans ses lettres, au contraire, et à chaque fois qu'il a entrepris de persuader quelqu'un, la force de sa conviction lui donne une sorte de chaleur communicative, qui souvent atteint presque à l'éloquence : il s'anime, il s'échauffe, il s'éclaire, et sa voix prend quelquefois des accents inspirés, qui veulent forcer l'approbation de son correspondant. C'est sous cet aspect intéressant, et généralement négligé en lui, que nous voudrions l'examiner ici, et cette étude, en même temps qu'elle nous permettra de nous rendre compte de

l'action extérieure du marquis de Mirabeau dans les destinées de l'école physiocratique, nous donnera l'occasion de saisir dans leur application la plupart des idées et des doctrines que nous avons examinées.

I

L'entresol de Quesnay avait été d'abord le siège de la science nouvelle et le lieu de réunion de tous ses partisans. Un passage connu des *Mémoires* de Marmontel nous montre Quesnay dînant et causant familièrement avec ses disciples et quelques amis, Diderot, d'Alembert, Duclos, pendant que Mme de Pompadour, qui ne peut réussir à faire descendre dans son salon cette bande de philosophes, monte chez eux pour s'asseoir à leur table et s'entretenir avec eux. Les principes de la doctrine, en même temps que les événements du jour, faisaient l'objet de ces conversations, et un passage des *Mémoires* de Mme du Hausset témoigne qu'on ne craignait pas également d'envisager l'avenir et d'en parler très librement :

« Le marquis de Mirabeau entra, y lit-on, et M. de La Rivière : Ce royaume, dit Mirabeau, est bien mal : il n'y a ni sentiments énergiques, ni argent pour les suppléer. Il ne peut être régénéré, dit La Rivière, que par une conquête comme à la Chine, ou par quelque grand bouleversement intérieur ; mais malheur à ceux qui s'y trouveront ; le peuple français n'y va pas de main-morte. » Ces paroles me firent frémir, et je m'empressai de sortir. M. de Marigny en fit de même, sans avoir l'air d'être affecté de ce qu'on disait : « Vous avez entendu, me dit-il, mais n'ayez pas peur ; rien n'est répété de ce qui se dit chez le docteur ; ce sont d'honnêtes gens, quoique un peu

chimériques ; ils ne savent pas s'arrêter ; cependant ils sont, je crois, dans la bonne voie : le malheur est qu'ils passent le but » (1).

Ces entretiens ne dépassaient pas d'ailleurs le seuil de l'entresol de Quesnay, et c'est surtout par la presse que les physiocrates cherchaient à répandre leur doctrine. Ils avaient fait confier à Dupont la direction du *Journal de l'agriculture, du commerce et des finances*, auquel collaborèrent la plupart des disciples que l'école comptait à ce moment-là, c'est-à-dire outre Quesnay et Mirabeau, Mercier de La Rivière, Le Trosne, et Dupont lui-même. Mais les propriétaires du journal donnèrent congé à Dupont en 1766, et ce fut alors que les physiocrates se retournèrent vers l'abbé Baudeau, une de leurs récentes conquêtes, et firent de son journal, les *Ephémérides du citoyen*, l'organe officiel de l'école.

Sa publication devait se poursuivre jusqu'en 1772, et, quoique la feuille ait reparu en 1775, à l'occasion de l'avènement de Turgot au ministère, sous le nom de *Nouvelles Ephémérides*, cette première période de sa publication fut de beaucoup la plus prospère. Le journal vit alors paraître, en effet, le *Traité* de Turgot sur la *formation et la distribution des richesses*, et un *Abrégé des principes d'économie politique*, dû à la plume du Margrave de Bade ; il compta en outre parmi ses collaborateurs, outre les grands pontifes de l'école, les noms les plus variés comme Roubaud, Abeille, de Butré, Saint-Péravy, et le jeune duc de Saint-Mesgrin, fils du duc de La Vauguyon, gouverneur de Louis XVI.

Le marquis de Mirabeau avait pris une part très active à

(1) *Mémoires* de Mme du Hausset, p. 185.

cette propagande par la presse : il était intervenu, avec son ardeur habituelle, dans la grande question à l'ordre du jour, le commerce des grains, et avait lancé, en faveur de la liberté, des lettres que nous avons étudiées. Il devait faire plus encore pour la renommée et la prospérité de l'école, en instituant chez lui, dès 1767, des dîners périodiques, qui avaient lieu le mardi de chaque semaine, et qui réunissaient dans une sorte d'assemblée familière tous les adeptes de la science économique. Le Marquis annonçait ainsi leur fondation à son frère le bailli :

« Nous donnons, lui écrivait-il le 16 juillet 1767, deux dîners par semaine. Le mardi, ce sont les économistes, sorte de secte fort renommée, dont je suis un des chefs. Là vient un concours de gens de mérite et de jeunes magnats, qui sont plus aisés à instruire que ceux qu'il faut convertir : tu y verras pourtant des gens en ce genre de notre âge, comme le maréchal de Broglie, puis des étrangers. En un mot, cela tourne au profit de l'humanité, et me fait plus d'honneur que de dépense, car, comme nous nourrissons nos gens, il y a toujours un gros fond de dîner (1). Le vendredi, ce sont nos amis, etc. »

Dans sa correspondance avec Rousseau, on voit d'autre part le Marquis faire part à Jean-Jacques de la création de ces assemblées et de leur but dans les termes suivants (2) : « Je fondai chez moi un dîner et une assemblée tous les mardis. J'y reçus tous les étrangers qui viennent

(1) Cette préoccupation rend assez vraisemblable la plaisanterie de Mirabeau fils, qui, dans un des pamphlets rédigés contre son père, prétend que ces assemblées étaient fort *économiques* quant aux dépenses pécuniaires, mais qu'en revanche on y prodiguait la science jusqu'à l'affadissement.

(2) Lettre du 20 décembre 1767. V. recueil de M. Streckeisen-Moulton, t. II, p. 385.

voir le bâton flottant sur l'onde, les magnats qui me viennent voir, et surtout la jeunesse... C'est là qu'un ambassadeur de Russie est venu prendre La Rivière, auteur du livre de l'*Ordre essentiel*, qui est maintenant à Pétersbourg avec des adjoints que nous lui avons donnés pour y planter la législation économique (1). »

Les diners n'étaient d'ailleurs que les occasions de ces assemblées ; on y discutait les questions à l'ordre du jour ; on y agitait les intérêts de la doctrine ; on y faisait des discours (2) ; et on y lisait et commentait les articles destinés aux *Ephémérides*. La réputation de ces assemblées s'étendit rapidement, et Le Trosne, de passage à Paris en 1767, se vante d'y avoir assisté (3). Il paraît même que leur renommée parvint jusque dans le petit royaume où

(1) Cet essai de *plantation* ne réussit pas d'ailleurs : Mercier de la Rivière se montra si maladroit dans ses rapports avec la grande Catherine que celle-ci le renvoya très rapidement à ses études et aux assemblées économiques du marquis de Mirabeau.

(2) Les discours prononcés à cette occasion par le marquis de Mirabeau ont été conservés avec ses papiers aux Archives nationales. — V. *Arch. nat.*, M. 780.

(3) « Pendant mon séjour à Paris, dit-il dans une lettre adressée à la Société économique de Berne le 22 août 1767, j'ai beaucoup cultivé nos maîtres en science économique, M. Quesnay, inventeur de cette science, et auquel tout l'honneur en doit être rapporté, M. Mirabeau, M. Turgot, M. Dupont et l'abbé Boudeau, auteur des *Ephémérides*, M. le marquis de Mirabeau a établi un dîner tous les mardis, auquel sont invités de droit tous les amateurs de la science. J'ai eu l'honneur d'y être admis pendant mon séjour, et l'on me mande que les plus grands seigneurs du royaume s'empressent aujourd'hui d'y venir puiser des lumières. Mme de Pailly, femme d'un colonel de votre pays, s'y montre régulièrement. » Ce passage témoigne que Mme de Pailly, très réservée d'ordinaire dans ses relations avec le marquis de Mirabeau, ne craignait pas de figurer aux diners du mardi et d'y jouer le rôle de maîtresse de la maison, sans jeu de mot.

l'excellent Margrave de Bade veillait au bonheur de ses sujets en essayant l'application des théories économiques, car nous trouvons dans la correspondance récemment publiée du Margrave et de Mirabeau un témoignage naïf et intéressant du respectueux engouement du Margrave pour ces assemblées : « Cela m'a fait venir l'eau à la bouche, comme on dit, déclare-t-il à leur sujet. J'ai souhaité d'être à Paris pour pouvoir vous demander la permission d'y assister. Je m'en fais une idée semblable à celle que j'ai du portique d'Athènes, excepté que je crois la philosophie économique d'une utilité plus immédiate au genre humain que ce qu'enseignaient les philosophes grecs (1). »

Nous ne savons si le Margrave eut le plaisir, lors du séjour qu'il fit à Paris, d'assister lui-même aux assemblées du marquis de Mirabeau. Mais toujours est-il qu'il procura au Marquis des hôtes illustres, car on voit Mirabeau dans une de ses lettres faire part au Margrave de la façon dont il a reçu les princes de Saxe-Weimar, qu'il lui avait adressés. Il raconte que les princes ont bien voulu paraître à ces assemblées; il avait craint que le ton qui y régnait ne les en éloignât, mais, ajoute-t-il, « je me suis trompé d'une manière bien agréable. Ils ont daigné venir à nos assemblées et paraître écouter nos lectures avec plaisir. M. le comte de Goertz, qui les accompagne, paraît homme d'un vrai mérite. Ce n'est pas trop ici le lieu propre à de telles études pour des étrangers, et surtout de ce rang-là. Je tâcherai néanmoins de leur faire ma cour le matin, et de leur donner au moins la liste des ouvrages

(1) Lettre du Margrave du 24 juillet 1770. V. *Recueil* de Knies, t. I, p. 43.

économiques, qu'ils pourront ensuite étudier plus à loisir (1). »

Le marquis de Mirabeau maintint pendant longtemps ces assemblées du mardi, qui faisaient de son hôtel le siège officiel de la doctrine physiocratique. C'est chez lui également que fut prononcé, quelques jours après la mort de Quesnay en 1774, et dans un appareil bizarre, devant un buste de Quesnay et en présence de tous ses disciples, ce fameux éloge, que le marquis de Mirabeau devait consacrer à la mémoire de son maître, et qui est recherché aujourd'hui encore comme un modèle du style amphigourique (2). La mort de Quesnay mettait le marquis de Mirabeau au premier rang parmi les adeptes de l'école physiocratique ; mais en même temps entraînait en scène un personnage, qui allait éclipser tous les autres membres de l'école, en essayant l'application de ses doctrines, Turgot, appelé au ministère par Louis XVI dès son avènement.

Il est intéressant de se demander quelle fut l'attitude du marquis de Mirabeau à l'occasion de cet avènement de Turgot au ministère, car le Marquis, on se le rappelle, avait eu pour son propre compte l'ambition de jouer au ministre réformateur. Il pouvait donc ne pas voir la nomination de Turgot sans un certain sentiment de jalousie.

Ce sentiment, il est probable qu'il l'a éprouvé, d'autant plus que le caractère tranchant et opiniâtre de Turgot n'était pas fait pour sympathiser avec le sien, qui avait

(1) Lettre de Mirabeau du 5 avril 1775. V. *Recueil* de Knies, t. I, p. 87.

(2) Il fut publié dans le premier numéro des *Ephémérides* qui reparurent en 1775, et a été reproduit dans l'édition des *Oeuvres de Quesnay*, par Oncken, p. 3.

exactement les mêmes défauts ; pourtant, durant tout le ministère et toute la lutte de Turgot contre les privilèges, le Marquis ne cesse de le soutenir et de l'applaudir, tout en prévoyant à l'avance qu'il ne pourra tenir longtemps contre un si grand nombre d'adversaires : « Quant à Turgot, écrit-il à son frère en 1775, c'est un courage indomptable, mais il est bien seul... Moi qui vois clairement la ligue de tous les fripons de cour, de ville et de province, je pense qu'il n'ira pas loin, mais qu'il se retirera couvert de gloire. »

Après la chute de Turgot, le Marquis devait, il est vrai, exprimer sur son compte des opinions beaucoup moins favorables. L'échec des réformes tentées trop brusquement par Turgot, et le discrédit qu'il jetait sur les économistes compromettaient en effet leur doctrine, qui eut une seconde fois les honneurs de la persécution officielle. Dupont fut exilé dans le Gâtinais, le recueil des *Nouvelles Ephémérides* suspendu ; le marquis de Mirabeau lui-même devait se voir prier de renoncer à ses assemblées du mardi. Aussi exprime-t-il, dans une lettre à son frère du 29 août 1778, ce jugement peu flatteur sur le compte de Turgot : « Tu as très bien jugé Turgot ; c'était une tête fêlée, philosophique à la mode de ces messieurs, et dont les systèmes politiques allaient à tout confondre. Quant à son plan fiscal, il n'était pas à lui ; mais sa manière prématurée de l'annoncer, idéale et gauche de le prendre, dédaigneuse et butée de le conduire, l'aurait reculé de cent ans s'il était possible... Ce n'était qu'un vrai casse-col (1). » Le Marquis évidemment gardait rancune à Turgot du tort fait

(1) V. pour plus de détails sur les rapports du marquis de Mirabeau et de Turgot, Loménie, *op. cit.*, t. II, p. 393.

par sa politique trop obstinée à l'école et à sa propre réputation.

II

Nous avons souvent prononcé, à l'occasion du marquis de Mirabeau, le mot de philanthrope. Ce nom, le Marquis l'a vraiment mérité, non seulement par cette préoccupation constante du bonheur de ses semblables, qui perce dans tous ses écrits, mais encore par sa conduite dans l'administration de ses domaines, par sa bonté et sa bienveillance dans les rapports avec ses vassaux, par son empressement à réaliser les réformes qu'il croyait propres à soulager les maux de l'humanité.

Il est curieux, pour bien mettre en relief ce caractère simplement et noblement philanthropique de l'esprit du marquis de Mirabeau, de s'arrêter quelques instants sur deux de ses plus intéressantes tentatives, l'institution d'un tribunal de prud'hommes dans la baronnie de Pierre-Buffière, et la création, dans sa campagne de Fleury-sous-Meudon, de fours économiques, destinés à procurer du pain à bon marché au *pauvre peuple*.

Le tribunal de prud'hommes de Pierre-Buffière date des premiers mois de l'année 1771, à un moment où le Marquis était au mieux avec son fils, le comte de Mirabeau, récemment retourné de sa campagne de Corse. Ce fut le jeune comte, employé alors par le Marquis dans l'administration de ses domaines, qui fut chargé de présider aux destinées du nouveau tribunal. L'institution, dans la pensée du marquis de Mirabeau, devait servir à concilier les différends nés dans la baronnie de Pierre-Buffière, soit à l'occasion de la vie ordinaire, soit dans l'exercice des divers métiers ; et ce double caractère devait la faire

ressembler à la fois aux justices de paix de la Constituante et aux conseils de prud'hommes, qui existent aujourd'hui encore pour trancher les différends entre patrons et ouvriers. Huit arbitres devaient être élus dans les huit paroisses de la baronnie ; ils ne devaient être appelés d'ailleurs à se prononcer que sur les affaires apportées spontanément par les parties, car le tribunal ne pouvait se substituer aux juridictions existantes. Grâce au zèle du jeune comte, les élections eurent lieu dans les huit paroisses ; le choix des électeurs se porta sur des bourgeois notables, et le nouveau tribunal populaire fut inauguré très solennellement le 10 février 1771 (1).

Il paraît avoir donné au début des résultats très favorables. Dans la première année de son existence, cent affaires lui furent en effet soumises, dont la plupart terminées heureusement. C'est le marquis de Mirabeau lui-même qui le constate dans une lettre (2) adressée l'année suivante aux prud'hommes, et dans laquelle il félicite les nouveaux juges de leur zèle et se félicite lui-même de son heureuse initiative. Malgré un début aussi favorable, l'essai ne devait pas se prolonger bien longtemps, et cela à raison d'un fait personnel au marquis de Mirabeau, la séparation de corps prononcée contre lui, qui rendit à sa

(1) V. sur ce point Loménie, *op. cit.*, t. III, p. 59. — Le fait ne passa pas inaperçu dans les annales de l'école physiocratique. Le procès-verbal de la séance d'inauguration fut en effet reproduit dans les *Ephémérides*, le journal de l'école.

(2) « L'année de vos travaux est révolue, dit-il, et si vous daigniez jeter les yeux sur le registre qui contient le précis des opérations du bureau, vous y verriez plus de cent affaires portées devant vous, presque toutes heureusement terminées ou par votre autorité, ou par des expédients de conciliation, que vous ont fournis votre zèle, la connaissance des intérêts des parties... etc. » Manuscrits du marquis de Mirabeau, *Arch. nat.*, M. 784.

femme l'administration de ses domaines, dont faisait partie la baronnie de Pierre-Buffière. Cette tentative n'en reste pas moins un témoignage intéressant de l'esprit conciliateur et pacificateur du marquis de Mirabeau et de sa sollicitude à prévenir les conflits qui auraient pu troubler l'ordre social.

Son autre tentative — la création de fours économiques — lui fait encore plus honneur. Elle se place dans cette désastreuse période, qui suivit la mauvaise récolte de 1767, où le pain était monté à un prix exorbitant.

Les *Ephémérides* publiaient en 1768 un travail de l'abbé Baudeau, dans lequel était exposé un nouveau système de mouture et de boulangerie, qui permettait de vendre au peuple du pain à meilleur marché. Le marquis de Mirabeau n'hésita pas (1) : en présence de la nouvelle découverte, il résolut de se faire boulanger, et on le voit aussitôt installer dans sa maison de campagne de Fleury-sous-Meudon des fours économiques, qui eurent un tel succès que non seulement le peuple s'en disputait les produits, mais que de grands seigneurs en envoyaient chercher de Paris par curiosité.

Le Marquis parle de son entreprise en termes touchants : « Le pauvre peuple, écrit-il en 1768 à son frère,

(1) Nous ne voudrions pas rabaisser le mérite très réel du marquis de Mirabeau dans cette tentative, mais peut-être y fut-il poussé tout autant par la nécessité de défendre ses systèmes et ses idées doctrinales que par le désir de procurer au peuple du pain à bon marché. En 1768, en effet, la cherté du blé avait compromis la cause de la liberté d'exportation obtenue en 1764 ; et il est fort possible que les économistes, à bout de ressources pour la défendre, aient vu dans les moulins économiques, un moyen de faire tomber, avec la cherté du pain, un des principaux arguments de leurs adversaires.

se bat à qui aura de mon pain. Il est devenu à la mode. Le duc de Choiseul envoie deux fois par semaine son courrier chercher du pain de Fleury, ainsi que Mme du Deffand. Imagine ce que c'est que d'avoir mis Mme du Deffand au pain de ménage. Brûle de peuple ! A ce propos, dans toutes les provinces et les terres un peu considérables, on réforme les moulins à la mouture économique ; tu devrais songer à cela, c'est un devoir.. ; songes à ce que c'est que de procurer au pauvre peuple bien au delà du tiers du bénéfice sur sa consommation. »

Dans la suite de cette lettre, le Marquis expose à son frère de vastes projets : il établira des fours économiques dans toutes ses terres, il renoncera à tous ses droits seigneuriaux de banalité ; il compte que son exemple sera suivi, et que l'on arrivera ainsi à renverser le « criant monopole des règlements ». Malgré ces belles promesses, l'usage des moulins économiques ne paraît pas s'être étendu beaucoup, et l'essai du marquis de Mirabeau lui-même ne devait durer que peu de temps. Aussi bien les circonstances allaient-elles changer, et un nouveau champ d'activité allait-il s'offrir à l'esprit du Marquis, la propagation de la doctrine physiocratique et la diffusion de l'instruction économique.

III

Le premier choc de la doctrine physiocratique avec la réalité avait été en effet un peu dur pour elle, et à partir de 1770 on voit le marquis de Mirabeau beaucoup moins préoccupé de sa mise en pratique que de sa diffusion dans toutes les classes de la société.

Il avait en effet cette foi invincible en l'instruction qui

provenait chez lui d'une confiance beaucoup trop aveugle en la bonté de l'espèce humaine et de sa croyance physiocratique à l'identité du juste et de l'utile. Persuadé que les hommes n'étaient méchants que parce qu'ils ignoraient leurs véritables intérêts, et que les institutions sociales n'étaient vicieuses que parce que les gouvernants ignoraient les lois fondamentales des sociétés, il s'imaginait qu'il suffisait de répandre dans toutes les sphères l'instruction économique, pour voir aussitôt s'établir de lui-même le règne de l'ordre naturel, et les hommes rentrer immédiatement dans la voie du devoir, c'est-à-dire de l'intérêt bien entendu. Possédé lui-même par une conviction inébranlable, il n'avait pas l'idée que les hommes, une fois les lois naturelles connues, pussent se refuser à sanctionner leurs résultats et se soustraire à leur évidence. Aussi toute la question du progrès des sociétés et de l'amélioration des institutions sociales se résumait-elle pour lui en un seul point, le développement de l'instruction.

Il n'est pas étonnant de le voir dès lors se vouer à cette tâche avec une ténacité infatigable et une persévérance qui devait le tenir sur la brèche jusqu'à la fin de sa vie. Les vérités de l'ordre naturel étant évidentes par elles-mêmes, il suffisait de les répandre à profusion, pour voir les peuples s'y rallier : de là toute cette série de livres que le marquis de Mirabeau publie après 1767 : *Eléments de philosophie rurale*, *Précis de l'ordre légal*, les *Economiques*, les *Leçons économiques*, *La science ou les droits et devoirs de l'homme (instruction populaire)*, etc.

Tous ces livres ont tous le même but, et leur titre indique assez quel il est. Ce ne sont pas des livres de science, et le marquis de Mirabeau n'a pas la prétention de décou-

vrir quelque chose de nouveau dans une doctrine qui, pour lui, était complète. Ce sont des livres de propagande, d'exposition, qui ont pour but de donner des formules d'instruction, et c'est pour cela qu'ils sont généralement conçus sous la forme moins aride du dialogue.

Le marquis de Mirabeau devait faire plus pour la science. Il devait publier de véritables catéchismes économiques, construits par demandes et réponses, et propres, selon son expression, « à s'emparer de la mémoire, en attendant le jour et l'heure de l'entendement » (1). Il promettait ces sortes de catéchismes dans son avertissement des *Économiques* et devait tenir parole peu de temps après, car en 1770 on vit paraître, sous le nom de *Leçons économiques*, un catéchisme économique faisant en quarante-deux leçons l'exposition intégrale de la doctrine de l'ordre naturel. Voici comment le marquis de Mirabeau expliquait son utilité et rendait compte de sa publication :

« Il serait plus que temps pour moi de cesser d'écrire, mais je ne saurais m'y résoudre que je ne voie la science de l'ordre devenue instruction publique, instruction nationale..... La nature me forcera sans doute, moi et bien d'autres, à nous reposer avant ce temps, mais, je le répète, on nous demande aujourd'hui des méthodes, pour servir à l'établissement de cette instruction ; nous ne devons que notre travail journalier suivant nos forces ; et mon droit de primogéniture dans l'ordre des enfants de la science m'inspire le devoir de concourir à cette œuvre fraternelle selon mon talent.

Les *Economiques*, dont les deux premières parties ont paru depuis peu, furent composées dans cet objet. Cet ou-

(1) Avertissement des *Economiques*.

vrage est cependant encore dans une forme plutôt propre à l'instruction qu'à l'enseignement classique ; c'est pour ce dernier objet que j'ai rassemblé ce précis de *Leçons économiques* (1). »

Le Marquis explique lui-même dans une de ses lettres au Margrave de Bade (2) l'usage qu'il faut en faire : « C'est une manière de catéchisme, dit-il, mais fort en précis, et fait pour que chacune des leçons (3) soit délayée et subdivisée par les maîtres (4) ». Pour répandre la connaissance de ces principes, il ne faut pas craindre d'en imposer l'étude aux enfants, en même temps que celle du catéchisme

(1) *Leçons économiques*, avertissement, p. 42-43.

(2) Lettre du 31 mars 1770, V. *Recueil* de Knies, t. I, p. 21.

(3) En voici, à titre de curiosité, un exemple tiré de la leçon 30^e intitulée *autorité tutélaire*. Le passage renseigne en même temps sur l'esprit unitaire de la doctrine physiocratique :

D : A qui confiez-vous le soin et l'entretien de ce patrimoine public si important et si nécessaire.

R : C'est à l'autorité tutélaire de la société.

D : Qu'entendez-vous par ce mot ?

R : Exactement parlant, il n'existe dans le monde qu'une société humaine et qu'une seule autorité.

D : Expliquez-moi cette idée.

R : Tous les hommes d'un individu à l'autre, d'une famille à l'autre..., d'un Etat à l'autre, sont en rapports de travaux et de dépenses, de droits et de devoirs, et cet enchaînement, qui se résume en unité d'intérêts entre tous les hommes, les met en société réelle d'un bout de la terre à l'autre...

D : Qu'est-ce donc que vous appelez l'autorité tutélaire de la société ?

R : J'appelle ainsi la puissance établie dans la société pour faire observer et respecter la loi de l'ordre naturel, loi tutrice et conservatrice de tous nos droits. *Leçons économiques*, p. 140.

(4) « Tel qu'il est, Monseigneur, ajoute-t-il, je puis vous assurer que c'est de tous mes ouvrages celui que j'ai le plus travaillé, et qu'il m'a bien appris que c'est une forte entreprise que de faire une méthode ». Surtout pour un esprit aussi désordonné que le sien !

religieux : « Aussitôt qu'il y aura une formule d'instruction économique faite pour le peuple et par vous approuvée, déclare encore Mirabeau au Margrave, exigez qu'on l'enseigne avec le catéchisme, et que le pasteur soit en état de la montrer aux enfants (1). »

Le Marquis reconnaît, il est vrai, qu'une instruction approfondie n'est pas possible pour tout le monde, mais, ajoute-t-il, « tous peuvent sentir, connaître et respecter la propriété, tous entendront dès l'enfance ce que c'est que les avances, leur source, leur distribution, et en gros leurs effets. Tous, si nous devenons un jour humains, sauront lire, écrire, et l'arithmétique ; tous enfin devraient d'ici à dix ans voir afficher dans les écoles, les sacristies, les hôtels de ville, etc. le *Tableau économique* et sa triple distribution des dépenses, ne fût-ce que comme un objet de culte terrestre et une amulette contre la maladie épidémique d'inhumanité (2). »

On voit jusqu'où le Marquis poussait son zèle novateur et son adoration pour le *Tableau économique*. Aussi bien sa propagande ou celle de ses collègues avait-elle, paraît-il, des résultats favorables, puisque, dans une lettre datée de 1771, on le voit faire part au Margrave des progrès accomplis par la physiocratie : « Je crois voir, lui dit-il, même des objets consolants à travers les orages ; je vois partout les principes percer et produire quelques effets. La langue économique même, s'il est permis de s'exprimer ainsi, commence à se faire entendre dans les papiers publics et dans les réclamations authentiques. Mais je ne sais si le mal ne va pas plus vite encore, et si nous serons assez forts, au moment de la dispersion des sociétés

(1) Même lettre, Knies, t. I, p. 25.

(2) Lettre sans date, mais de 1769, *Recueil* de Knies, t. I, p. 17.

et des langues, pour fixer la multitude et relever les débris dispersés par la politique exclusive et par le régime fiscal (1). »

Le Marquis faisait pour sa part tout ce qu'il pouvait pour y parvenir : son zèle de propagandiste s'exerçait non seulement auprès du public, mais dans le petit cercle de ses relations et de ses connaissances ; il est intéressant de le suivre, à ce point de vue, dans les pressantes démarches qu'il fit pour convertir J.-J. Rousseau à la physio-cratie.

Les relations du Marquis et de Jean-Jacques (2) datent de l'époque, où Rousseau avait encouru la disgrâce à peu près universelle, à raison de ses démêlés avec Hume, qu'il accusait d'avoir ourdi contre lui les plus noirs complots. Le Marquis ne craignit pas d'écrire à cette occasion une lettre où il ne ménageait pas la critique à Rousseau, mais où on sentait en même temps son admiration pour le génie de l'auteur et une sorte de sympathie pour son caractère ombrageux. C'en était assez pour adoucir Rousseau ; aussi répondit-il en termes très affectueux à la lettre de Mirabeau, en lui déclarant que la lecture de ses livres faisait sa principale occupation, mais en refusant l'hospitalité que le Marquis lui offrait dans une de ses terres. Le Marquis insiste ; Rousseau se laisse fléchir et vient s'installer, pendant une quinzaine de jours, dans la maison de campagne, que possédait le Marquis à Fleury-sous-Meudon.

Les relations entre les deux hommes furent, paraît-il, des plus cordiales ; mais, lorsque Rousseau quitta le Mar-

(1) Lettre du 1^{er} mai 1771, *Recueil* de Knies, t. I, p. 47.

(2) V. pour plus de détails sur ces relations, Loménie, *op. cit.*, t. II, p. 265.

quis, celui-ci tint absolument à lui faire emporter son grand ouvrage physiocratique, la *Philosophie rurale*, pour qu'il pût en prendre connaissance tout à loisir. C'était mal choisir, car la *Philosophie rurale* est un des livres les plus difficiles à lire du marquis de Mirabeau. Aussi Rousseau lui répond-il bientôt qu'il a bien essayé de lire et de comprendre l'ouvrage, mais qu'il n'a pu y parvenir. Le Marquis ne se décourage pas, et voulant offrir à un profane quelque chose de plus léger, il expédie à son hôte le livre de Mercier de La Rivière, *Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, qui venait de paraître. Mais voilà que l'effet tout opposé à celui attendu se produit : à la malencontreuse apologie du despotisme légal, qui était l'objet du livre, Roussseau a frémi, et répond dans les termes indignés que voici :

« Je n'ai jamais bien pu entendre ce que c'est que cette évidence qui sert de base au despotisme légal : rien ne m'a paru moins évident que toutes ces évidences. On prouve que le véritable intérêt du despote est de gouverner légalement : cela est connu de tout le monde, mais qui est-ce qui se conduit par ses plus vrais intérêts ? Le sage seul, s'il existe. Vous faites, messieurs, de vos despotes autant de sages. Vous donnez trop de place à vos calculs, et pas assez aux penchants du cœur humain et au jeu des passions. Les Caligula, les Néron, les Tibère !.... Mon Dieu, je me roule par terre et je rougis d'être homme ! Ne me parlez plus de votre despotisme légal ; je ne saurais le goûter ni même l'entendre, et je ne vois là que deux mots contradictoires, qui réunis ne signifient rien pour moi. » Et il terminait en disant : « Aimez-moi toujours, mais ne m'envoyez plus de livres ; on ne se convertit point sincèrement à mon âge ».

Mais Mirabeau ne se tient pas malgré cela pour battu. Persuadé que Rousseau ne réprouve le despotisme légal que parce qu'il ne l'entend pas (1), il s'évertue à lui prouver que dans le gouvernement de l'ordre naturel les lois seules seront despotes et qu'il n'y aura aucune tyrannie à craindre. Il terminait cette lettre, que nous avons déjà citée (2), par le pressant appel que voici :

« S'il est possible que vous rencontriez sous vos pas la voie d'être utile au bonheur général de l'humanité et de vos frères, pensez-vous pouvoir vous en détourner, vous et l'emploi de vos facultés ? Votre tête est mourante, dites-vous, et vous le dites de la voix du cygne ; et vos derniers accents sont, comme les premiers, dus à l'acquit de vos devoirs. Vous rappelez votre état et vos malheurs ; mais vous étiez arien dans les flots, et vous pouvez être arien sauvé du naufrage.....

Je ne vous demande point du travail, c'est de la lecture ; je n'exige pas la conviction, mais l'examen. Osez-vous dire tout de bon ce mot échappé : on ne se convertit point sincèrement à mon âge. Quoi ! à tout âge la vérité n'est point vérité ! Il est bien question de se convertir. Je vous l'ai dit : vous êtes et fûtes de tout temps plus qu'à mi-chemin ; vous avez senti le vide et le faux de toutes les

(1) Il n'avait peut-être pas tout à fait tort sur ce point, si l'on admet l'interprétation que nous avons donnée du despotisme légal. Pour Rousseau, en effet, le souverain c'est tout le monde, et ce souverain doit avoir un pouvoir absolu et imposer sa loi à tous les membres du corps social. En outre ce souverain doit être un, et Rousseau professe le plus grand mépris pour les gouvernements mixtes et composés, tout comme les physiocrates avaient critiqué le système des contre-forces. La doctrine du *Contrat social* présentait donc plus d'un point de ressemblance avec le despotisme légal, et Rousseau était injuste dans sa réprobation.

(2) V. *suprà*, 2^e partie, ch. V, § 3.

institutions humaines ; vous vous êtes irrité contre ce monceau de prestiges, sous l'empire duquel, en effet, tout est... S'il est vrai que d'autres aient trouvé le nœud de la chose, ce n'est pas une âme comme la vôtre qui enviera à Colomb d'avoir découvert le Nouveau-Monde (1). »

Peine perdue ! Rousseau n'en devait pas moins rester insensible à tous les appels de Mirabeau, et un refroidissement devait bientôt se produire d'ailleurs dans leurs relations, si bien que l'on voit toute correspondance cesser entre eux. Cette tentative n'en demeure pas moins un témoignage intéressant du prosélytisme du marquis de Mirabeau et de son ardeur à répandre autour de lui la conviction dont il était pénétré.

IV

Mais en même temps la physiocratie recrutait des adhérents parmi les souverains étrangers, et le marquis de Mirabeau servait d'intermédiaire entre l'école et les princes physiocrates. Le grand-duc de Toscane, Léopold, le faisait consulter par ses ministres, et essayait d'introduire dans ses États la législation économique ; et le Marquis reconnaissant lui dédiait ses *Economiques* en lui disant : « Je désirais un prince pasteur, et je l'ai trouvé (2) ».

Le Marquis avait en outre des rapports avec le roi de

(1) Lettre du 30 juillet 1767. V. *Recueil* déjà cité de M. Strecken-Moultou, t. II, p. 368-69.

(2) Et il ajoutait : « Je mets sous la protection de votre Altesse royale une instruction populaire, dont elle a peut-être aperçu déjà la nécessité... Que la nation, à qui vous futes accordé comme le précieux gage de la bonté divine, vous doive son instruction, Monseigneur. Ce nouveau bienfait fera mieux sentir à vos peuples le prix de vos autres bienfaits. »

Suède, Gustave III, sous les auspices duquel la physiocratie avait fait de rapides progrès en Suède, ainsi qu'en témoigne ce passage d'une des lettres du Marquis au Margrave de Bade : « M. le comte de Scheffer... me marque que l'instruction devient générale en Suède, que les principes y sont connus et même reçus communément parmi les gens instruits ; qu'il ne s'agit plus que d'en étendre le nombre et d'étendre l'instruction universelle, et qu'il se flatte que le roi pourra porter dans peu les véritables coups sur les lois établies, sur les principes erronés de l'ancienne politique (1). » Le roi de Suède appréciait vivement, paraît-il, le marquis de Mirabeau, car, dès sa création de l'ordre de Wasa, il envoya au Marquis une des premières croix de commandeur avec une lettre, dont les termes très élogieux (2) montrent à quel point de notoriété le marquis de Mirabeau était parvenu à ce moment-là.

Mais les plus intéressantes de ces relations avec les têtes couronnées furent celles que le Marquis noua avec le digne Margrave de Bade, Charles-Frédéric, qui ne se contenta pas de pratiquer pour son compte la physiocratie.

(1) Lettre du 10 janvier 1775, *Recueil* de Knies, t. I, p. 86.

(2) Les voici à titre de document : « M. le marquis de Mirabeau, le titre, que l'humanité entière vous a conféré il y a longtemps, est bien au-dessus de ce que les rois peuvent faire pour votre gloire. J'ai cependant été jaloux de payer, du moins, une part du tribut que toutes les nations vous doivent. J'ai pensé d'ailleurs qu'une institution faite pour honorer l'agriculture serait défectueuse, sans le nom de celui qui a appris aux souverains à en connaître toute l'importance. Depuis ce moment, je me crois autorisé plus que jamais à vous demander la continuation des leçons utiles, auxquelles vous avez voué vos travaux et vos rares connaissances ; de mon côté, je me crois engagé plus que jamais à en profiter. Sur ce, je prie Dieu, M. le Marquis, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. Gustave, 18 août 1772. »

tie, mais voulut encore imposer à ses sujets une des revendications essentielles de l'école, l'impôt unique sur le produit des terres. Le marquis de Mirabeau échangea à ce sujet toute une correspondance avec le Margrave, qui est restée pendant longtemps enfouie dans les archives du royaume de Bade, et qui a été récemment publiée en 1892 par les soins de M. Knies, d'après les travaux de la commission historique du royaume de Bade. Elle roule presque tout entière sur deux points, la question de l'impôt unique, et le développement de l'instruction dans le margraviat de Bade. C'est cette correspondance, très intéressante et restée inconnue jusqu'ici, qui nous servira à rendre compte brièvement des rapports fort curieux du marquis de Mirabeau et du Margrave de Bade (1).

Ce digne prince, qui avait toujours eu des tendances réformatrices et un goût naturel pour le « système », s'était rallié de bonne heure à la physiocratie, dont l'idéal philanthropique l'avait séduit. Il se crut tenu en conscience de faire participer ses peuples au bonheur universel que promettait la science nouvelle, et songea très sérieusement, à partir de 1769, à les doter de l'impôt sur le produit net des terres, qui devait amener petit à petit l'application intégrale du système.

Une difficulté se présentait cependant : les principes physiocratiques reposaient sur l'hypothèse de l'affermage général des terres, et la division de la propriété (2) avec

(1) V. sur ce point : Garçon, *Un prince allemand physiocrate. Revue du droit public et de la science politique*, 1895, t. II. Le Margrave de Bade avait fait de sa petite cour de Carlsruhe un centre littéraire très brillant, où les idées novatrices étaient bien accueillies. Il s'occupait lui-même des plus utiles réformes sociales, et réalisa en 1767 l'abolition de la torture et en 1783 celle du servage.

(2) Dans sa première lettre, le Margrave demandait à ce sujet à

exploitation directe était poussée à l'extrême dans le margraviat de Bade. Comment dès lors connaître et apprécier le produit net ?

Le Margrave, qui ne trouvait pas de solution à la question dans ses connaissances physiocratiques, crut ne pouvoir mieux faire, pour la résoudre, que de s'adresser au marquis de Mirabeau, alors un des grands pontifes de la physiocratie. Comme le remarque à ce sujet M. Garçon (1), il avait bien mal choisi son économiste consultant : le Marquis, esprit théorique et spéculatif par excellence, était incapable de lui donner la solution de la difficulté, et dans toutes ses lettres on le voit tourner autour de la question, sans jamais oser l'aborder de front et surtout sans apercevoir le moyen de la résoudre.

Dans sa première lettre, datée du 4 octobre 1769, il se contentait de renvoyer le Margrave à sa *Théorie de l'Impôt*, qui ne dut pas lui apprendre grand'chose, car elle parlait précisément de l'hypothèse où toutes les terres étaient affermées. Aussi voit-on le Margrave insister et presser Mirabeau de lui donner une réponse plus précise.

Peine perdue : le Marquis se retranche derrière son éloignement, la difficulté de prononcer sur un pays, dont on ne connaît ni les mœurs, ni les usages. En revanche,

Mirabeau s'il ne trouvait pas opportun de faire une loi, qui restreignit cette division extrême de la propriété, en permettant d'attribuer la propriété des terres à un seul héritier, quelque chose comme le régime connu actuellement en Allemagne sous le nom de « *Höferecht* ». A cela Mirabeau, que cette proposition avait choqué dans ses idées théoriques, répond très nettement qu'une telle loi serait attentatoire à la propriété : « Je vous respecte donc, dit-il au Margrave, au point d'oser vous dire que vous n'avez pas le droit de faire une telle loi ». Knies, t. I, p. 8.

(1) Dans l'article déjà cité, *Revue du droit public*, 1895, t. II, p. 107.

il déclare au Margrave qu'il est de son devoir de supprimer immédiatement toutes les impositions indirectes, et il profite de l'occasion pour faire un rappel des principes physiocratiques, dont le Margrave, tout aussi instruit que lui, n'avait vraisemblablement nul besoin. En fin de compte il daigne, en terminant sa lettre, indiquer au Margrave une façon empirique d'établir l'impôt direct sur les terres, en les taxant au 10^e, au 20^e, ou au 30^e du produit *total*, suivant leur qualité.

Le procédé n'avait rien de commun, on le voit, avec la forme d'imposition défendue dans la *Théorie de l'Impôt* : il était même contraire à toutes les idées physiocratiques, car il faisait porter l'impôt sur le produit brut. Mirabeau le reconnaît lui-même, mais il déclare que, si la forme d'imposition établie au moyen des baux est possible dans un grand État, où la plupart des terres sont affermées, elle ne lui paraît pas applicable dans un État, comme le margraviat de Bade, où les petits domaines sont en majorité : « La forme que je propose, ajoute-t-il, n'a en apparence rien de commun avec nos spéculations sur le produit net, mais je la crois plus praticable et plus usuelle que ne le serait celle de prendre l'impôt d'après l'estimation du capital des terres, désigné par les ventes des terres voisines, qui serait néanmoins la méthode en apparence la plus approchante des mesures du produit net » (1). C'était assez dire que, lorsqu'il s'agissait de passer à l'application, le Marquis reconnaissait lui-même la forme chimérique de ses spéculations.

Néanmoins le Margrave ne se découragea pas pour cela : il fit procéder par son homme de confiance Schlettwein à

(1) Lettre du 31 mars 1770, *Recueil de Knies*, t. I, p. 34.

des calculs très compliqués, pour apprécier approximativement le produit net des terres ; et de 1770 à 1772, il introduisit le régime de l'impôt unique à titre d'essai dans trois villages du margraviat, Dietlingen, Bahlingen et Theningen.

La réforme fut d'abord accueillie avec beaucoup d'enthousiasme, car les habitants y avaient vu surtout la suppression de tous les autres impôts ; mais il fallut bientôt décompter. La suppression des impôts indirects avait entraîné, paraît-il, l'établissement d'innombrables débits de boissons, qui amenèrent eux-mêmes de rapides progrès de la criminalité, résultat imprévu du règne de l'« ordre naturel ». En outre, le nouvel impôt foncier faisait peser des charges accablantes sur les propriétaires, auxquels il demandait plus du quart du produit net ; plusieurs préférèrent vendre leurs propriétés que de s'y soumettre, et comme personne ne se souciait de les acheter dans ces conditions, il s'en suivit un véritable krach sur la propriété foncière, second résultat de l'établissement de l'« ordre naturel », qui, cette fois, n'avait échappé qu'aux trop confiants physiocrates.

Le Margrave de Bade, pour sa part, ne voulut jamais croire à l'échec de la doctrine ; il attribua l'insuccès de sa tentative à des erreurs de calcul dans la détermination du produit net ; et ce n'est qu'à regret que, sous la pression de l'opinion publique, il consentit à rétablir la plupart des anciens impôts dans les malheureux villages, qui avaient été le théâtre de ses essais de réforme sociale (1).

(1) Ce rétablissement eut lieu en 1776 pour Bahlingen et Theningen, et en 1802 seulement pour Dietlingen, où le Margrave s'était entêté. V. pour plus de détails sur cette curieuse tentative, l'article déjà cité de M. Garçon dans la *Revue du droit public* de 1895.

Dans l'intervalle, le marquis de Mirabeau avait été mis au courant par le Margrave des difficultés auxquelles donnait lieu l'application des principes de l'« ordre naturel » ; et il s'était montré très peu encourageant. Dans une de ses lettres, il reproche même au Margrave d'avoir voulu aller trop vite, et d'avoir cherché à imposer à ses peuples ce qui devait être sollicité par eux comme une grâce. La réforme, déclare-t-il, ne saurait être partielle ; elle doit être réalisée dans tout le margraviat et dans toute l'Allemagne ; mais pour cela il faut commencer par instruire les peuples et convertir les souverains à l'évidence de la doctrine. Aussi le Marquis conseille-t-il au Margrave de temporiser sur la question de l'impôt, et de faire porter tous ses efforts sur la diffusion de l'instruction, qui évidemment importait plus pour lui. Il va même jusqu'à lui reprocher, une fois, de n'avoir pas fait tout ce qu'il fallait pour cela, et il lui cite l'exemple du grand-duc de Toscane, qui est beaucoup plus avancé que lui.

Le Margrave ne méritait pas cependant ce reproche, car il expose, dans une de ses lettres au Marquis, la façon très consciencieuse, dont il procède à la diffusion de la science. Il recommande, dit-il, la lecture des livres classiques à tous ceux qui ont quelque part à l'administration. Il en parle le plus souvent possible. Il a fait traduire en allemand le *Traité de l'origine et progrès d'une science nouvelle* de Dupont de Nemours. Il continuera à faire des traductions, et il prie le Marquis de lui indiquer les moyens les plus efficaces pour répandre avec promptitude et succès l'instruction publique.

« Vous avez, Monseigneur, lui répond à ce sujet le Marquis, pris les mesures les plus justes, l'exemple du prince, ses recommandations, le soin pour procurer les facilités.

Ces moyens donnent sans doute le premier branle (1). » Mirabeau approuve en outre le choix des ouvrages faits par le Margrave ; il lui conseille de faire venir les *Ephémérides du citoyen* : « Ce journal ne ressemble point à un autre, et j'ose dire que vous devez, Monseigneur, lui procurer toute faveur.... Je ne saurais vous dire combien ce journal a fait de bien. » Il lui annonce qu'il prend la liberté de lui envoyer quelques ouvrages physiocratiques, choisis parmi les meilleurs, et propres à l'instruction commune. Il l'engage à les répandre dans la société et à les faire enseigner dans les écoles.

« Toutes ces choses, ajoute-t-il, se prêteront la main les unes aux autres. Pardonnez, Monseigneur, si j'excède ma mission. Heureusement pour vos peuples, vous êtes père. Ne comptez vraiment que sur la génération future, mais que les jeunes princes soient les premiers et les plus assidus à l'instruction. Ne me demandez point un économiste tout fait. Votre Altesse a les livres et la science. Qu'elle choisisse entre les professeurs un homme sage et d'un bon esprit ; qu'elle le charge d'étudier la science, de s'en convaincre, de s'en persuader, et le prépose ensuite à en faire des leçons publiques. Honorez-les souvent de votre présence, et que les jeunes princes y assistent régulièrement. J'ose répondre à votre Altesse que bientôt ce nouveau cours de droit public aura faveur et réputation en Allemagne (2). »

Mirabeau, dans toutes ses lettres, insiste sur la nécessité de répandre avant tout l'instruction, et le 20 août 1772 on le voit annoncer au Margrave l'envoi d'une sorte d'instruction populaire rédigée par lui : cette instruction, le

(1) Lettre du 31 mars 1770, Knies, t. I, p. 21.

(2) Lettre du 31 mars 1770, Knies, t. I, p. 26.

Margrave devra la faire traduire en langue allemande et la répandre dans tout son royaume ; il devra établir dans chaque province un maître d'école chargé de l'enseigner ; il devra même décider l'instruction *obligatoire* pour les enfants, au moins dans ses éléments, lecture, écriture et calcul ; en même temps il devra ordonner aux ministres du culte de joindre à l'enseignement de la religion chrétienne l'enseignement de la science économique « religion du pain quotidien » (1).

On voit par là jusqu'à quel point le marquis de Mirabeau poussait l'ardeur de son prosélytisme et le fanatisme de la « religion du pain quotidien ». Comme tous les hommes qu'une grande croyance pénètre, le Marquis devait trouver, dans sa conviction même, une nouvelle force pour tenir jusqu'à la fin de sa vie le rôle de propagateur de la doctrine physiocratique, qu'il s'était donné à lui-même ; et les nouveaux ouvrages, publiés quelques années avant la Révolution (2), attestent qu'il a fidèlement tenu la promesse qu'il s'était faite de ne cesser d'écrire que lorsque la mort aurait mis fin à sa mission.

Cette mission devait d'ailleurs lui procurer quelques consolations. Le Margrave de Bade, toujours aussi convaincu et toujours aussi zélé, continuait son active propagande, et une véritable émotion communicative se dégage de la lettre de Mirabeau qui le remercie de son dévouement à la cause de l'humanité :

« En attendant que Dieu vous bénisse pour le bien que vous me faites et ferez aux autres hommes, dit-il, je dois vous bénir, moi, pour celui que me font vos lettres et les

(1) Le mot est du marquis de Mirabeau. V. Knies, t. 1, p. 24.

(2) Notamment les *Entretiens d'un jeune prince avec son gouverneur*, ouvrage publié en 4 volumes dans l'année 1785.

bonnes nouvelles que vous m'apprenez. Vous ne sauriez croire quelle joie m'a causée ce que vous me dites de la société économique que vous formez. C'est ce que je désirais par dessus tout, et je vous l'ai souvent écrit. Sans l'instruction répandue, rien ne tiendra, et ceci aurait son cours comme le platonisme, et rien de plus. Sans l'apostolat, point d'instruction, car quoique il soit question d'une science positive et calculée, les hommes accoutumés à vivre à la billebaude n'en veulent point... Toutefois, ce n'est pas précisément cela qui fait ma joie : c'est que vous ayez pris la connaissance du *Tableau économique* pour la condition expresse de votre initiation : voilà ce que je croyais sentir seul nécessaire, et ce que je n'espérais pas voir pendant mes pénibles jours (1). »

Une telle conviction peut paraître bizarre et incompréhensible ; elle n'en impose pas moins le respect, car les esprits généreux et les cœurs ardents en sont seuls capables. Elle honore profondément le marquis de Mirabeau, et, en jetant un jour nouveau sur son caractère, lui fera, espérons-le, beaucoup pardonner par ceux qui s'obstinent à voir en lui un type odieux de la tyrannie domestique et de la dureté seigneuriale.

(1) Lettre inédite du Marquis au Margrave de Bade du 16 déc. 1777 ; Bibl. de l'Arsenal, Man^{ts} n° 42.401. Cette lettre n'a pas été reproduite dans le *Recueil* de Knies.

CHAPITRE VII

LE MARQUIS DE MIRABEAU ET LES ASSEMBLÉES PROVINCIALES.

L'attitude du marquis de Mirabeau à l'égard des multiples essais d'assemblées provinciales, qui marquèrent le règne de Louis XVI, et ses idées nouvelles, en matière de décentralisation, sont un des exemples les plus saisissants de la transformation que la physiocratie amena dans son esprit, car on saisit à tout instant sur le vif dans ses nouvelles conceptions le démenti des principes, qu'au début de sa carrière il avait défendus dans son *Mémoire sur les états provinciaux*. Cette dernière étude nous offrira donc ce spectacle curieux de voir cet ancien féodal renier ce qu'il avait adoré, en même temps qu'elle nous permettra de suivre la filière des intéressantes tentatives d'assemblées locales, qui devaient donner naissance à nos conseils généraux de département.

I

La doctrine politique des physiocrates aboutissait, nous l'avons vu, à une forte concentration de la souveraineté et à une conception absolutiste de l'unité de pouvoir et d'intérêts dans la société. La décentralisation qu'elle admettait était donc une décentralisation toute spéciale et réduite en réalité aux détails subalternes de l'administration ; car les physiocrates n'auraient jamais souscrit à une

organisation, qui, pour des intérêts particuliers de provinces ou de villes, eût pu aboutir au sacrifice de l'intérêt général du pays. Méconnaissance de l'utilité de l'intervention du peuple dans son gouvernement, nécessité de le faire participer au contraire à l'administration locale, tels étaient donc les résultats auxquels arrivait leur doctrine.

Le marquis de Mirabeau, qui avait soutenu avec enthousiasme le premier point, allait également défendre le second, mais avec beaucoup de réserve et beaucoup de prudence, tant il avait peur de créer, sous le couvert d'assemblées locales, ces pondérateurs de la toute puissance du pouvoir central, que la doctrine condamnait sous le nom de contre-forces.

Sa conception de la vie provinciale avait évidemment complètement changé. Les provinces étaient pour lui, à l'origine, des unités primordiales et fondamentales de l'État, formant, par la combinaison de leurs divers intérêts, un intérêt d'État, mais gardant leur vie propre et des intérêts qui ne se confondaient pas avec ceux de l'État. Sous l'impulsion des idées physiocratiques, elles devinrent au contraire pour lui des portions d'un même tout et de simples subdivisions intermédiaires d'une unité plus étendue, l'État, recevant la vie du centre, et n'ayant, en dehors des intérêts d'État, que des intérêts subalternes et tout à fait secondaires. Ce sont ces intérêts, qui devaient être laissés aux administrations locales, soit, parce que les connaissant mieux, elles étaient plus à même de les résoudre que le pouvoir central, soit pour enlever à ce pouvoir central le souci d'une administration de détail, qui aurait pu compromettre l'unité de son action.

La réforme provinciale avait d'ailleurs un autre but dans la pensée physiocratique : elle était liée à la réforme

même de l'impôt, car les physiocrates estimaient les assemblées locales seules capables d'apprécier avec compétence le produit net des terres et d'opérer équitablement la répartition et la levée de l'impôt foncier. Les matières fiscales devaient donc être les principales attributions de ces assemblées, et c'est pour cela que les physiocrates les concevaient sous la forme d'une réunion des principaux propriétaires fonciers de la région, seuls véritables intéressés, puisque, par l'impôt unique sur le produit net, ils contribuent seuls aux besoins de l'État.

C'est assez dire que les assemblées locales des physiocrates ne ressemblent que de très loin aux anciens États, et le marquis de Mirabeau, dans ses *Lettres sur la législation*, préconise une institution toute différente de celle qu'il avait défendue dans son *Mémoire sur les États provinciaux*.

Les États étaient en effet des assemblées composées de délégués des trois ordres fondamentaux du royaume, organisées différemment suivant les divers pays, représentant l'ancien esprit provincial et défendant les droits et les privilèges de la province. Ils n'existaient pas en outre dans toute la France, et le marquis de Mirabeau s'était contenté de défendre leur extension à tout le royaume, en se gardant bien de toucher aux États déjà existants.

Devenu physiocrate, ces États ne sont plus du tout l'objet de son culte : ils le gênent au contraire, en ce sens qu'ils tendent à soustraire les provinces qui les possèdent au règne du droit commun national, et les empêchent de sentir la nécessité d'une réforme générale. Il se serait volontiers attribué, à ce point de vue, le mot très caractéristique de Dupont de Nemours, dans son *Mémoire au Roi*, rédigé sous les auspices de Turgot en 1775 : « Quelques-

unes de nos provinces ont une espèce de constitution, des assemblées, une sorte de vœu public ; mais, étant composés d'ordres, dont les prétentions sont très diverses et les intérêts très séparés, ces États sont loin d'opérer tout le bien qui serait à désirer. *C'est peut-être un mal que ces demi-biens locaux* ; les provinces, qui en jouissent, sentent moins la nécessité de la réforme. »

C'est donc une réforme générale que souhaite maintenant le marquis de Mirabeau : les États, là où ils existent, devront disparaître pour faire place à la nouvelle organisation, qui sera la même partout, et qui permettra aux populations de veiller à leurs intérêts de détail, sans perpétuer en elles des souvenirs et des traditions propres à compromettre l'unité du pays.

L'organisation des assemblées nouvelles n'aura, par suite, que très peu de points de contact avec celle des anciens États. Elle ne sera plus basée sur la division des ordres, ni sur la prépondérance de la noblesse et du clergé. Elle ne sera plus établie suivant les formes consacrées dans chaque province. Comme toutes les institutions sociales, elle aura sa loi dans la propriété foncière, et cette loi sera partout la même : assemblées de propriétaires, élues par les propriétaires, organes des besoins de la province vis-à-vis du souverain, représentants du souverain vis-à-vis de la province dans la répartition et la perception de l'impôt, voilà ce que seront ces assemblées locales, où l'on saisit pour la première fois le principe de l'élection sous sa forme moderne (1). Elles n'auront, par

(1) C'était, il est vrai, sous la forme censitaire. Dans le plan de Turgot, qui est resté le type le plus célèbre de ces assemblées provinciales, les propriétaires possédant un revenu de 600 livres étaient seuls électeurs aux assemblées du premier degré, les assemblées mu-

suite, aucun pouvoir propre, sauf pour les détails de l'administration : ce seront des assemblées purement consultatives, qui ne pourront jamais empiéter sur les droits du souverain.

Aussi le marquis de Mirabeau se montre-t-il très réservé dans ses projets de réforme. Il n'a pas l'idée de cette hiérarchie à trois degrés, que devaient former, dans le plan de Turgot, les assemblées municipales et provinciales, couronnées par la municipalité générale du royaume, assemblée purement administrative et consultative d'ailleurs et non législative. Une telle organisation aurait été, pour lui dangereuse, et il est douteux qu'il ait approuvé, à ce point de vue, l'ensemble du plan de Turgot : l'assemblée générale du royaume lui paraissait, en effet, de nature à faire obstacle à l'action bienfaisante du pouvoir central, et très portée à empiéter sur ses prérogatives.

Aussi se garde-t-il de la recommander dans ses plans de réforme ; il se contente d'assemblées provinciales (1) élues directement par les propriétaires, et ne se montre même pas partisan de la décentralisation et de l'autonomie en ce qui concerne les villes, dont l'administration intéresse au plus haut point le souverain : « Leur police, déclare-t-il, est une des principales charges de la souveraineté, qui seule doit y pourvoir. Leurs octrois, leurs domaines, leurs privilèges sont, dans la loi constitutive, autant d'invasions sur le domaine public, sur le domaine légal de la souveraineté (2). »

Et il conclut très énergiquement, d'une façon qui

nicipales : ceux qui avaient un revenu inférieur pouvaient cependant se réunir pour avoir une voix collective.

(1) V. *Lettres sur la Législation*, t. II, p. 675.

(2) *Lettres sur la Législation*, t. II, p. 683.

montre que la décentralisation accordée aux libertés locales allait de pair dans son esprit avec une forte concentration de l'autorité et de la souveraineté : « Former, consolider, vivifier l'union entre le souverain et les propriétaires, la rendre correspondante, agissante et tendante au même but, à savoir à l'amélioration du territoire et de la culture, tel est l'objet des lois municipales. Soulager le souverain de bien des détails, sans jamais lui en envier l'inspection et la manutention souveraine, lui rapporter toute autorité et au territoire toute utilité, tel doit être leur esprit (1). »

II

Il nous reste à nous demander quelle fut l'attitude du marquis de Mirabeau en présence des divers projets ou essais d'assemblées provinciales tentés vers la fin du XVIII^e siècle.

Le premier de ces projets, et peut-être le plus célèbre, quoiqu'il n'ait jamais passé à l'application, est celui de Turgot ; et il n'est pas douteux que le marquis de Mirabeau n'en ait approuvé les idées générales, qui n'étaient d'ailleurs que la consécration des principes physiocratiques.

Ce plan était basé en effet sur le concours des seuls propriétaires à l'administration du royaume ; il établissait toute une série d'assemblées, assemblées municipales, assemblées d'arrondissement, assemblées de province, avec au sommet une assemblée générale pour tout le royaume, qui se seraient recrutées l'une par l'autre, avec l'élection à la base comme origine première.

Toutes ces assemblées étaient des *municipalités*, et non

(1) *Lettres sur la législation*, t. II, p. 683.

point des *États*, c'est-à-dire qu'elles avaient pour but d'éclairer le souverain, et non pas de décider à sa place, de réunir les diverses parties du territoire, et non de perpétuer en elles une vie autonome et indépendante (1).

Elles ne devaient avoir, par suite, qu'un rôle purement administratif et consultatif, et les auteurs du projet, Turgot et Dupont de Nemours, n'avaient pas l'idée que ces assemblées, fondées sur l'élection, pussent songer à s'attribuer un autre rôle que le rôle effacé qui leur était accordé, pas plus qu'ils ne se rendaient compte de la difficulté de faire marcher d'accord la nouvelle organisation avec tous les instruments conservés de l'ancienne administration. On a pu reprocher à cet égard, avec beaucoup de raison, à ce projet une tendance chimérique, qui provenait de l'esprit systématique de ses auteurs (2).

Les assemblées provinciales de Necker, instituées en 1778 dans quelques provinces, le Berry, la Haute-Guyenne, le Dauphiné, étaient à cet égard beaucoup plus pratiques. D'abord la réforme ne se présentait pas comme générale :

(1) Le *Mémoire au Roi sur les municipalités*, rédigé sous les yeux de Turgot par Dupont de Nemours, contient des témoignages caractéristiques des tendances nouvelles. « Il résulte de cette situation, disait-il, après avoir examiné l'organisation existante, que le souverain est obligé de tout décider par lui-même ou par ses mandataires, de statuer sur tout, et le plus souvent par des volontés particulières, tandis qu'il pourrait gouverner, comme Dieu, par des lois générales, si les parties intégrantes de son empire avaient une organisation régulière et des rapports communs. Ce qu'il faut se proposer, c'est donc un plan qui lie les individus à leurs familles, les familles à leurs villes ou villages, les villes et villages à l'arrondissement, les arrondissements à la province, la province à l'Etat ».

(2) V. sur le projet de Turgot : de Loménie, *op. cit.*, t. II, p. 420 ; de Lavergne, *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI*, p. 6 ; de Luçay, *id.*, p. 145.

on introduisait seulement l'institution à titre d'essai dans certaines provinces, et on laissait subsister l'organisation des pays d'États. En outre, ces assemblées n'étaient pas basées sur l'élection, mais sur l'ancien principe de la représentation des trois ordres ; la seule concession faite aux idées nouvelles était la double représentation accordée au tiers-état avec le vote par tête. Quant aux attributions, elles devaient porter sur les impôts et les travaux publics, et il y avait une véritable tendance à confier aux assemblées nouvelles les fonctions traditionnelles des intendants (1).

Tout cela, on le voit, se rapprochait beaucoup des idées que le marquis de Mirabeau lui-même avait défendues vers 1750 (2), et pourtant, malgré cela, ou plutôt à cause de cela, on voit le Marquis manifester la plus vive méfiance pour ces assemblées, qui avaient le tort, à ses yeux, de ne pas correspondre à l'idéal physiocratique et de provenir d'un homme, qui s'était déclaré l'ennemi de son école. Aussi écrit-il à son ami Longo le 3 novembre 1779 :

« Nos modernes assemblées provinciales ou municipales (je ne sais comment on les appellera) ne vaudront rien encore, car rien n'est mûr ; on tient à toutes les bêtises et le clergé, et la noblesse, et les privilèges ; il faudrait qu'elles fussent rurales et rien de plus, assemblées de propriétaires élues par les cantons : ils n'en veulent pas, mais toujours cela mettra-t-il quelque frein et quelque ordre à la billebaude de l'arbitraire et épargnera au peuple les frais

(1) V. sur les assemblées de Necker, De Lavergne, *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI*, p. 11 ; De Luçay, *id.*, p. 159.

(2) Necker, dans son *Mémoire au roi*, avait même fait des emprunts à Mirabeau sans en indiquer la source, notamment tout le morceau sur les intendants.

et les extorsions de la levée, qui équivalent au fond de l'impôt. »

Le marquis de Mirabeau devait se montrer plus favorable aux assemblées provinciales de 1787, qui se rapprochaient davantage du plan de Turgot, tout en estimant encore les réformes trop timides. Ce n'était pas cependant la faute de Calonne, le premier auteur du projet, car ce projet sortit passablement transformé des délibérations de l'assemblée des notables.

Calonne, aidé d'ailleurs par Dupont de Nemours, s'était inspiré directement des idées de Turgot. Son projet rompait avec la distinction traditionnelle des ordres et faisait reposer les assemblées sur l'élection ; ces assemblées étaient, comme dans le plan de Turgot, des assemblées municipales, de districts et de provinces, et elles étaient exclues de l'administration active.

Les notables blâmèrent dans le projet et le rôle effacé attribué aux assemblées, et la méconnaissance de la distinction des ordres ; et l'édit de 1787, qui sortit de leurs délibérations, devait leur donner raison. Les trois séries d'assemblées furent conservées, mais l'élection ne fut maintenue que pour les assemblées municipales, et le principe de la représentation des ordres avec le doublement du Tiers fut conservé (1).

Aussi le marquis de Mirabeau, tout en approuvant la réforme, estime-t-il encore qu'elle n'est pas assez radicale : « Quand il fut à bout d'haleine, dit-il de Calonne, quel qu'un auprès de lui (Dupont de Nemours) lui suggéra le bon système... Quand je vis cette résolution inattendue d'assemblée des notables, je dis à Dupont que je lui re-

(1) V. sur la réforme provinciale de 1787 : de Lavergne, *Les assemblées provinciales sous Louis XVI*, p. 400 ; De Luçay, *id.*, p. 183.

commandais surtout d'inaugurer les assemblées provinciales et d'annoncer le soulagement comme une volonté fixe du souverain. *La radiation des privilèges fonciers et l'égalité des répartitions* devaient naître de ces assemblées mêmes. »

Les assemblées à l'œuvre à partir de 1788, le Marquis suit avec attention leurs opérations et se glorifie de la part qui lui revient dans cette grande réforme provinciale : « Ce qui m'intéresse vraiment, écrit-il à ce sujet à son frère le 24 mai 1788, c'est la marche, ce sont les détails et les procès-verbaux de ces assemblées provinciales. Je les regarde comme père en quelque sorte ; je les vois en général tenir ce que je m'en étais promis, et plusieurs au delà. Ces recueils d'ailleurs (les procès-verbaux des assemblées) seront la meilleure et l'unique manière même de connaître le royaume ; et, quant à présent, je les vois former un lien, qui rapproche et réunit les différentes parties de l'État, chose que n'ont point les États provinciaux, dont la pente naturelle, autorisée par tous les abus anciens de l'anarchie et du despotisme, son cousin, serait de se ségréger et de se soustraire autant que possible à la souveraineté, seule sauvegarde au fond du peuple. »

De telles expressions se passent de commentaires et en disent long, aussi bien sur l'état d'esprit du marquis de Mirabeau, que sur l'esprit qui anima la réforme provinciale de 1787. La Révolution peut venir, et abolir d'un seul coup toutes les provinces, pour les faire toutes rentrer dans une même unité, l'État, où les assemblées locales ne seront que les organes de subdivisions territoriales, les départements. Elle n'aura pas de peine à détruire une vie provinciale, qui depuis longtemps n'existait plus, et à établir sur ses ruines l'unité du pays, que la réforme de 1787, après la centralisation royale, avait déjà réalisée.

CONCLUSION

Une dernière question se pose, qui nous servira de conclusion, en permettant de résumer les idées générales qui se dégagent de cette étude. Le marquis de Mirabeau a-t-il perdu ou gagné à sa liaison avec l'école physiocratique ? Au simple énoncé de la question, le Marquis se serait vraisemblablement indigné, car il n'aurait pas compris que l'on pût perdre à se rallier à la doctrine de l'humanité, mais cela n'empêche point qu'elle doive être posée et nous, qui n'avons plus pour la physiocratie l'admiration presque fétichiste de Mirabeau, nous n'hésitons pas à conclure malgré lui et pour lui contre la physiocratie.

Il est vrai sans doute qu'au point de vue économique pur la doctrine de Quesnay redressa chez lui beaucoup de conceptions incomplètes ou superficielles et donna à sa pensée plus d'unité et de cohésion ; mais en même temps elle introduisit en lui un système, c'est-à-dire un ensemble de principes arrêtés une fois pour toutes et rigoureusement enchaînés, qui s'empara de son esprit et lui fit oublier toutes ses anciennes préoccupations pratiques et positives, pour le lancer dans la chimère d'une utopie irréalisable, dont la réalisation devait faire le but de sa vie. La physiocratie, en présentant à son esprit trop crédule une formule prochaine de bonheur universel, lui fit perdre par là tout contact avec la réalité, et lui fit gaspiller inutilement une activité, qui aurait trouvé un emploi plus utile et plus fructueux dans la voie première où il s'était engagé tout d'abord.

Il ne s'y était pas montré, il est vrai, économiste de premier ordre, mais il avait analysé avec beaucoup de clairvoyance et de sagacité les maux dont souffrait la société de son temps, et, en apercevant l'abîme où l'on courait, il avait eu le courage de pousser un cri d'alarme, qui avait éveillé l'attention de ses contemporains.

Il eût pu, si d'autres préoccupations n'étaient pas venues envahir son esprit, continuer à montrer à la société de son temps les dangers d'une organisation sociale défectueuse, et, en ne voulant pas tout briser et réformer à la fois, aider à introduire des réformes partielles utiles, comme la suppression des fermes pour la perception de l'impôt, la réforme des impôts indirects, la suppression de la corvée, la généralisation du régime des pays d'États. Il eût pu surtout continuer à mettre en garde l'autorité royale contre les dangers de la tyrannie, et essayer de lui faire comprendre l'utilité d'une autorité tempérée et le rôle social de pouvoirs intermédiaires.

Au lieu de cela, il s'imagina avoir trouvé le secret de faire disparaître d'un coup tous les maux de l'humanité, et, en voulant tout réformer à la fois pour rebâtir la société sur ce type nouveau qui devait assurer le bonheur de tous les hommes, il n'aboutit à rien, pour avoir voulu trop embrasser et réaliser un idéal qui n'est pas de ce monde.

Il perdit en même temps, dans les mystères de la doctrine du produit net, la manière vive et alerte, qui avait fait le succès de ses premiers écrits. Il emprunta aux physiocrates cette forme du raisonnement déductif, qui n'était déjà que trop dans la tournure de son esprit, et qui ne peut aboutir qu'à des hypothèses à vérifier. Il vit son amour pratique et positif du bien public se transformer en une adoration fanatique pour un tableau de chiffres et

de lignes et en un culte superstitieux et singulièrement naïf pour une autorité centrale, qui gouvernerait despotiquement, parce qu'elle assurerait le respect des lois naturelles. Il perdit en somme son originalité, pour devenir l'adepte d'une école; il cessa d'être lui-même, pour modeler ses idées et son esprit sur le type commun de l'école physiocratique.

Pour toutes ces raisons, il est permis de penser que le marquis de Mirabeau a perdu beaucoup plus qu'il n'agagné à sa liaison avec Quesnay et avec l'école, car la réputation du physiocrate n'égala jamais la renommée de l'Ami des hommes. Et cependant ne le regrettons pas trop, et pour lui et pour nous, — pour lui car ce sacrifice de ses idées à la doctrine d'un autre et ce dévouement de toute une vie à une grande cause, ou ce qu'il croyait tel, reste l'honneur du marquis de Mirabeau et témoigne auprès de la postérité de la générosité de ses sentiments, — pour nous, car, sans cette curieuse transformation, il ne nous eût pas présenté ce rare spectacle d'un esprit imbu de sentiments aristocratiques et tourné à l'origine vers le passé, qui passe par dessus son époque, pour regarder vers un avenir idéal, avec une confiance et une audace qui annoncent déjà l'esprit démocratique et révolutionnaire.

Vu et approuvé :

Le Président de la thèse,
F. LARNAUDE.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

APPENDICE I

LISTE DES OUVRAGES DU MARQUIS DE MIRABEAU (1).

1750. *Mémoire concernant l'utilité des États provinciaux relativement à l'autorité royale*, Rome (France), in-12, réédité en 1757.
1757. *L'Ami des hommes, ou Traité de la population*, Avignon (Paris), Hérissant, 3 vol. in-12.
- 1758-59. *Quatrième et cinquième parties de l'Ami des hommes, Précis de l'organisation ou Mémoire sur les États provinciaux, avec en outre : Réponse aux objections contre le Mémoire sur les États provinciaux. Questions intéressantes sur la population. Réponse à l'essai sur la voirie, etc.*, in-12, 3 vol., ou in-4, 1 vol.
1759. *Réponse du correspondant à son banquier*, c'est-à-dire à un écrit de Forbonnais intitulé *Lettre du banquier à son correspondant*, in-4.
1760. *Théorie de l'Impôt*, in-4 ou in-12, *Supplément*, La Haye, 1776, in-12.
1763. *Philosophie rurale ou Economie générale et politique de l'agriculture*, Amsterdam (Paris), 1763, in-4, 1764, 3 vol. in-12.
1767. *Eléments de philosophie rurale* (résumé du précédent), La Haye, libraires associés, in-12.
1768. *Lettres sur le commerce des grains*, Amsterdam et Paris, Desaint, in-12.
1768. *Précis de l'ordre légal*, Amsterdam (Paris), in-12.
1769. *Les Economiques*, Paris, Lacombe, 2 vol. in-4, 4 vol. in-12.
1770. *Leçons économiques*, Amsterdam, in-12.
1770. *Les Devoirs*, Milan, in-8.
1774. *La science ou les droits et les devoirs de l'homme* (instruction populaire), Lausanne, in-12.

(1) Nous omettons à dessein dans cette liste l'*Examen des poésies sacrées de Lefranc de Pompignan*, paru en 1755, qui n'appartient pas à l'œuvre politique et économique du marquis de Mirabeau. C'est d'ailleurs le seul ouvrage littéraire du Marquis.

1775. *Lettres sur la législation ou l'ordre légal dépravé, rétabli et perpétué*, Berne, 3 vol. in-12.
1785. *Entretiens d'un jeune prince avec son gouverneur*, publiés par M. Grivel, Paris, Moutard, 4 vol. in-12.
1788. *Education civile d'un prince*, Dourlac, Muller, in-8.
1789. *Hommes à célébrer pour avoir bien mérité de leur siècle et de l'humanité par leurs écrits sur l'économie politique*. Ouvrage posthume publié par le P. Boscovitch, ami de l'auteur, Bassano, 2 vol. in-8.
1789. *Rêve d'un goutteux ou le Principal* (brochure relative aux travaux de la future assemblée nationale) sans date, mais vers la fin de 1788 ou le commencement de 1789.
- Nombreux articles dans le *Journal de l'agriculture, du commerce et des finances* (1765-1766), et dans les *Ephémérides du citoyen* (1767-1772).
- Divers fragments ou mémoires inédits conservés parmi les papiers du marquis de Mirabeau aux *Archives nationales*, M. 778-785. V. également *Bibliothèque de l'Arsenal*, Msts. n° 12.104.
-

APPENDICE II

BIBLIOGRAPHIE (1).

- L. de Loménie.** — *Les Mirabeau, nouvelles études sur la société française au XVIII^e siècle.* Paris, 1879, 2 vol. continué par son fils Ch. de Loménie. Paris, 1889, 5 vol.
- Mémoires biographiques, littéraires et politiques de Mirabeau*, publiés par Lucas de Montigny. Paris, 1834, 8 vol. T. 1, 2 et 3.
- L. de Loménie.** — *Mirabeau et son père à la veille de la Révolution dans les Esquisses historiques et littéraires.* Paris, 1879.
- Stern.** — *La Vie de Mirabeau.* Paris, 1896, t. 1.
- Henry Mosnier.** — *Le marquis de Mirabeau au Mont-Dore.* Clermont-Ferrand, 1895.
- Oncken.** — *Œuvres de Quesnay.* Francfort, 1888.
- Oncken.** — *Der ältere Mirabeau und die ökonomische Gesellschaft in Bern.* Berne, 1886.
- J.-J. Rousseau.** — *Ses amis et ses ennemis.* Correspondance publiée par Streckeisen-Moultou. Paris, 1865, t. 2.
- Carl Friedrichs von Baden Brieflicher Verkehr mit Mirabeau und du Pont*, herausgegeben von der badischen historischen Commission mit einem Vorrede von Knies. Heidelberg, 1892.
- Correspondance du marquis de Mirabeau et de Vauvenargues dans les Œuvres complètes de Vauvenargues*, publiées par M. Gilbert. Paris, 1857.
- Nouveau Dictionnaire d'économie politique*, par Léon Say et Chailley. Article marquis de Mirabeau.
- L'Ami des hommes et les économistes grands seigneurs*, étude de M. Cabantous sur le marquis de Mirabeau. *Mémoires de l'Académie d'Aix*, t. 9, 2^e partie, p. 185.
- Les doctrines économiques du marquis de Mirabeau*, étude de M. Ca-

(1) Cette bibliographie ne contient que les ouvrages relatifs au marquis de Mirabeau et n'est nullement la répétition de tous les ouvrages cités à propos de chaque question particulière, pour lesquels il faudra se référer aux divers chapitres.

- bantous dans les Comptes rendus du congrès scientifique de France, 33^e session, tenue à Aix en 1866 (I, 32).
- Tocqueville.** — *Œuvres complètes*. Notes sur le marquis de Mirabeau, t. 8, p. 149.
- De Luçay.** — *Les assemblées provinciales sous Louis XVI*. Paris, 1874 (2^e édit.), p. 141.
- De Lavergne.** — *Les économistes français du XVIII^e siècle*. Paris, 1870, p. 112.
- Rouxel.** — Préface et notice biographique de l'édition de l'*Ami des hommes* de 1883. Paris, Guillaumin.
- Correspondance littéraire* de Grimm, édition Buisson, 1^{re} partie, t. 2.
- Notice abrégée des différents écrits qui ont concouru à former la science de l'économie politique*, par Dupont de Nemours, parue dans les *Ephémérides du citoyen* de 1769 et reproduite dans Oncken. *Œuvres de Quesnay*, p. 145.
- Journal de Mme du Hausset*. Collection des *Mémoires relatifs à la Révolution française*. Paris, 1824.
- Lanson.** — *Lettres du XVIII^e siècle*. Paris, 1891, p. 320.
- Garçon.** — *Un prince allemand physiocrate*. *Revue du droit public et de la science politique*, 1895, t. 2.
- Espinas.** — *Histoire des doctrines économiques*. Paris, 1891, p. 210.
- Lettres inédites de l'Ami des hommes et du bailli de Mirabeau*, publiées par M. de Berluc-Pérussis. Digne, 1899.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	1
INTRODUCTION. — VIE ET CARACTÈRE DU MARQUIS DE MIRABEAU .	9
PREMIÈRE PARTIE. — LE MARQUIS DE MIRABEAU AVANT L'ÉCOLE PHYSIOCRATIQUE.	
CHAPITRE I. — Origines des premières idées du marquis de Mirabeau	57
CHAPITRE II. — La question des Etats provinciaux. . .	83
CHAPITRE III. — L'apparition de l' <i>Ami des Hommes</i>	121
CHAPITRE IV. — La population et l'agriculture	147
CHAPITRE V. — La distribution des richesses et l'orga- nisation sociale	183
CHAPITRE VI. — Le commerce extérieur. La liberté commerciale.	210
CHAPITRE VII. — La critique des corvées.	234

DEUXIÈME PARTIE. — LE MARQUIS DE MIRABEAU PHYSIOCRATE.

CHAPITRE I. — Conversion du marquis de Mirabeau à la doctrine de Quesnay.	249
CHAPITRE II. — <i>La Théorie de l'Impôt</i>	279

CHAPITRE III. — La doctrine physiocratique	318
CHAPITRE IV. — La question du commerce des grains	354
CHAPITRE V. — Le despotisme légal	376
CHAPITRE VI. — Le marquis de Mirabeau et l'école physiocratique	402
CHAPITRE VII. — Le marquis de Mirabeau et les assemblées provinciales	431
CONCLUSION	441

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
